
U d'/of OTTAWA
39003001443497

LES ILLUSTRATIONS

ET LES CÉLÉBRITÉS

DU XIX[e] SIÈCLE

SIXIÈME SÉRIE

LES ILLUSTRATIONS

ET LES CÉLÉBRITÉS

DU XIXᴱ SIÈCLE

SIXIÈME SÉRIE

ROSSINI, *par le comte de Sars*. — THÉNARD, *par le Dr Alfred Tixier*. — EDGAR QUINET, *par J.-M. Villefranche*. — INGRES, *par C. de Beaulieu*. — Les quatre sergents de la Rochelle (BORIES, GOUBIN, POMMIER, RAOULX), ou une conspiration en 1822, *par Ch. de Négrondes*. — ROSTOPCHINE, *par le marquis de Ségur*. — JEAN-MARIE DE LA MENNAIS, fondateur de l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne, *par J. d'Arsac*. — LÉOPOLD Ier, roi des Belges, *par C. J. Drioux*. — LA COMTESSE DE SÉGUR, née ROSTOPCHINE, *par le marquis de Ségur*. — MAXIMILIEN Ier, empereur du Mexique, *par J. d'Apprieu*. — CASIMIR DELAVIGNE, *par Ch. de Négrondes*. — AUGUSTE SIBOUR, archevêque de Paris, *par J. Guillermin*. — VILLEMAIN, *par Victor Jeanroy*. — JOSEPH JACQUARD, *par J. Lebrun*. — LORD PALMERSTON (Henry-John Temple), *par Jean Mandé*. — CHAM, *par C. de Beaulieu*.



PARIS

LIBRAIRIE BLOUD ET BARRAL

4, RUE DE MADAME, ET RUE DE RENNES, 59



ROSSINI

(1792-1868)



Parmi les hommes dont les noms sont gravés au livre d'or des arts, il en est dont le génie se doubla d'un courage infatigable, d'une ténacité héroïque. D'autres reçurent le don avec une telle plénitude, que nul effort ne parut leur être demandé; ils se jouèrent des obstacles qui avaient déconcerté un instant les plus braves, et le travail ne sembla être pour eux qu'un plaisir plus délicat.

Au premier rang de ces hommes privilégiés se place Gioachino Rossini, le cygne de Pesaro, le gracieux et sublime compositeur dont le nom est italien, mais dont la gloire reste à moitié française. Ainsi que l'a dit un critique judicieux, Dieu lui donna la mélodie, comme il la donne aux rossignols sous l'ombrage.

Le futur maëstro naquit le 29 février 1792,

dans une petite ville des Etats pontificaux. Ses parents occupaient un rang des plus modestes dans l'échelle sociale, mais tous deux étaient musiciens, et le petit Gioachino fut bercé aux sons harmonieux de la voix maternelle, soutenus par les allègres fanfares du cor qui était le gagne-pain de la famille.

Ses débuts dans la vie furent difficiles, de même que ceux de plus d'un homme célèbre. Les troubles de l'Italie amenèrent l'emprisonnement passager de son père; la misère vint, et, pour la conjurer, il fallut que la mère d'abord, puis bientôt le fils, tentassent fortune au théâtre. Bologne put applaudir le petit Rossini dans la *Camilla* de Paer; et ce fut peut-être à cette circonstance que nous dûmes la vocation lyrique de Gioachino.

Cette vocation, qui s'ignorait elle-même, fut contrariée, comme il arrive si souvent, par celui dont elle devait illustrer le nom. Le père aurait voulu que son fils étudiât la musique instrumentale comme il l'avait lui-même étudiée, pour atteindre un but humble, mais défini. Il faut avouer, d'ailleurs, que la paresse de l'enfant ne faisait guère alors présager l'avenir. Le musicien réfractaire fut mis en apprentissage chez un forgeron, et il en sortit bientôt soumis, sinon résigné.

Cependant, le génie naissant qui battait des ailes dans sa cage devait, en dépit de tout, prendre son essor. L'enfant gagnait quelque

argent en chantant dans les églises. Il devint accompagnateur au théâtre, puis chef d'orchestre de concert et, à quinze ans, il dirigea fort habilement l'exécution des *Saisons* de Haydn.

L'élève aspirait à être maître à son tour. Quittant son professeur, l'abbé Mattei, il se rendit à Venise, où, en 1810, il fit représenter avec succès sur la scène de San-Mosé son premier opéra-bouffe, *la Cambiale di Matrimonio*.

Le jeune compositeur devint bientôt l'idole de l'Italie. On lui pardonnait tout, même de mystifier son auditoire par une musique grotesque, lorsque le libretto imposé ne lui plaisait pas. Sa joyeuseté rabelaisienne se nuançait d'une finesse qu'il tenait du caractère national; et ses défauts, comme ses qualités brillantes, contribuèrent à en faire l'enfant gâté du public.

S'associant à l'admiration générale, le vice-roi d'Italie l'exempta du service militaire : on estimait que son talent le plaçait hors la loi.

Venise, Milan, Rome et Naples acclamèrent tour à tour ses œuvres. On se rappelle encore dans ces villes l'enthousiasme délirant qui accueillit *l'Ingamo felice* (1812), *la Pietra del Paragone* (1812), *Tancredi* (1814), *l'Italiana in Algieri* (1813), *Elisabetta* (1815), *Il barbieri di Siviglia* (1816), *Otello* (1816), *la Cenerentola* (1817), *la Gazza ladra* (1817). Dates éloquentes, progression merveilleusement rapide : celle de l'aigle qui, d'un coup d'aile, atteint la nue ! Dans *l'Ingamo* on découvre la première étincelle du génie;

dans *Tancredi*, représenté l'année suivante, ce génie éclate comme un jet de lumière. Tout Venise, toute l'Italie fredonne : « *Mi rivedrei, ti rivedro.* » Le fils du corniste de Pesaro est salué grand homme; il est sacré prince de l'harmonie, et une auréole peut-être plus enviable, assurément plus durable que les couronnes royales, ceint son front de vingt et un ans. Il serait difficile de dépeindre ces enthousiasmes italiens dont nos pâles ovations ne peuvent donner une idée. Rossini voyait littéralement ses compatriotes à ses pieds; et quand, le jour de la première représentation, le public se trompait dans son jugement, comme il arriva à propos du *Barbier de Séville*, le lendemain, ce même public, reconnaissant ses torts, exprimait son repentir avec une fougue touchant à la frénésie.

La gloire était venue, et avec elle la fortune qui semblait ne s'être fait un peu attendre que pour mieux combler le jeune maëstro de ses faveurs dorées. Si, au début, les partitions déjà précieuses que signait Rossini lui avaient été payées un prix dérisoire, cette injustice se réparait amplement depuis que le compositeur avait accepté les propositions pécuniaires de Barbeja, l'opulent fermier des jeux et des théâtres napolitains. Cette association, dans laquelle chacun d'eux trouvait son compte, eut pour résultat inattendu le mariage de Rossini avec Mlle Colbrand, brillante cantatrice de San-Carlo, et, par suite, le départ pour la France de l'artiste, que

d'assez justes rancunes pressaient de fuir momentanément son pays (1).

Il laissait à l'Italie un adieu digne de lui : *la Semiramide* et *Moïse,* que sa sublime prière, écrite en dix minutes, immortalisera.

A Paris, de nouveaux triomphes attendaient le compositeur depuis longtemps précédé par sa renommée. Il semblait qu'à sa faveur le public français voulût lutter d'enthousiasme avec l'auditoire passionné auquel était habitué le maëstro. La froide Angleterre elle-même s'échauffa au contact de cette jeune gloire, et, pendant le court séjour qu'il y fit à cette époque, Rossini, accablé d'or et d'honneurs par toute l'aristocratic, reçut l'insigne faveur de déjeuner à la table du Roi.

De si hautes distinctions le laissaient froid, soit qu'il se les jugeât dues, soit — et nous touchons ici à un point délicat de son caractère, — soit qu'il restât à peu près indifférent aux témoignages d'admiration qui ne peuvent s'escompter.

On a fait à Rossini deux graves reproches que notre impartialité nous oblige à mentionner : l'amour de l'or et le bon marché de la dignité personnelle. Certaines circonstances justifient malheureusement ce jugement sévère, qui nous semble plus regrettable pour la mémoire du grand musicien que l'accusation de paresse portée contre lui. En considérant la fécondité de

(1) Séparé de Mlle Colbrand longtemps avant qu'elle ne mourût, Rossini se remaria, en 1846, avec Mme Pélissier.

son génie et la facilité prodigieuse qui lui permit d'écrire une œuvre comme le *Barbier* en treize jours, on se demande si un effort continu lui eût été possible. Ce cerveau, qui travaillait plus vite que tant d'autres, réclamait peut-être aussi un plus long repos. A trente-sept ans, Rossini avait composé 37 opéras. Quelle aurait donc été la somme de ses productions lyriques, si ce paresseux eût été un travailleur !

Il se borna d'abord à traduire plusieurs de ses opéras pour notre scène, et l'on applaudit ainsi *Moïse, le Siège de Corinthe, Mathilde de Sabran.* Cependant, le public murmurait de cette disette d'œuvres originales. En 1828, la gracieuse et pimpante musique du *comte Ory* vint lui montrer que le maëstro francisait son style ; et enfin, l'année suivante, l'élève de l'abbé Mattei donna le summum de sa valeur et atteignit l'apogée de sa gloire en faisant représenter son *Guillaume Tell.*

Le cadre étroit de cette étude nous empêche de nous livrer, sur cette œuvre admirable et bien française, à une analyse détaillée et d'ailleurs inutile. Qui n'a entendu la délicieuse romance de Mathilde, le célèbre trio du 2e acte et son splendide final, la pittoresque Tyrolienne, l'air touchant d'Arnold au 4e acte, et ses strophes superbes, l'épreuve et le triomphe des ténors ?

Si, jusque-là, quelques-uns avaient pu reprocher à Rossini une certaine uniformité de composition, des négligences de style, et un dédain

voulu de l'orchestration, il prenait une éclatante revanche. Comparée aux plus belles œuvres de l'art moderne, la partition de *Guillaume Tell* reste irréprochable, parce que l'impression toujours juste et élevée répond à une inspiration sublime.

Ecrasé sous le poids de son succès, — craignant, a-t-on prétendu, la jeune renommée de Meyerbeer, — Rossini brisa la plume qui avait donné au monde ce chef-d'œuvre. *Guillaume Tell* fut le dernier de ses opéras. Quittant la direction du Théâtre-Bouffe, qu'il avait pendant quelque temps exercée, le maëstro retourna à Bologne, où il s'était fait bâtir un palais, et l'influence de M. Aguado put seule obtenir de lui son *Stabat*, cet autre chef-d'œuvre si justement admiré, quoique la musique en soit peut-être plus dramatique que religieuse.

En 1855, une maladie nous ramena Rossini. Il vécut encore douze ans, dans l'hôtel construit à Passy sur le terrain que lui avait concédé la ville de Paris. Son salon, rendez-vous de toutes les célébrités, était fort recherché, en dépit de ce qu'on a pu dire sur le mauvais ton et la malice burlesque du maître, resté peut-être trop fidèle à ses vieux souvenirs. Rossini aimait la gaîté bouffonne, le franc rire; la distinction lui faisait défaut, et c'est un tort que les Parisiens ne pardonnent pas. A son arrivée d'Italie, on avait encensé l'idole, prosterné devant elle; quand on la regarda, on vit qu'elle ne répondait pas abso-

lument à l'idéal rêvé, et quelques-uns voulurent la renverser de son piédestal. Ils n'y réussirent point, car son œuvre devait lui survivre.

Ceux qui ont le culte de l'art et l'enthousiasme du beau dans son acception la plus élevée regrettent assurément que le caractère de ce grand artiste n'ait pas toujours été à la hauteur de son talent, et que la gloire pure de Mozart ne puisse être la sienne. Ils regrettent particulièrement la nuance de scepticisme qui entachait cette riche nature, scepticisme des lèvres plutôt que du cœur, car ce sceptique adorait ses parents et mourut en chrétien. Au prêtre qui consola sa dernière heure, il dit cette parole significative :

— Pensez-vous que l'homme qui écrivit le *Stabat* ne soit pas un croyant ?

On fit à Rossini des funérailles solennelles à l'église de la Trinité (1868). La France le pleurait comme un de ses plus illustres enfants. Il était commandeur de la Légion d'honneur depuis 1852, et la croix de chevalier avait été attachée à sa boutonnière par la duchesse de Berry.

En outre des opéras dont nous avons nommé les principaux, Rossini laissait quelques œuvres moins célèbres, mais fort estimées par les dilettanti. Les *Soirées musicales* offrent des mélodies charmantes, on a de lui plusieurs cantates, et sa *Petite Messe* est jugée remarquable par les privilégiés qui l'ont entendue. Il avait abordé à peu près tous les genres, et son génie possédait assez

de souplesse pour que chacun de ses essais fût un succès.

Son nom sera prononcé avec sympathie, et salué avec respect tant que la mélodie charmera des oreilles humaines. Honneur à celui qui, né au foyer le plus humble, força l'admiration de ses contemporains, et dont l'œuvre s'impose à la postérité.

Comte de Sars.

THÉNARD

(1777-1857)



On raconte que trois jeunes gascons partis ensemble de leur village pour venir chercher fortune à Paris, arrivés sur les hauteurs qui dominent la grande cité, s'arrêtèrent pour la contempler de loin, et qu'un joyeux carillon de cloches arrivant jusqu'à leurs oreilles fut pour eux comme une voix argentine qui dit à l'un : Toi tu seras ministre ; à l'autre : Tu seras archevêque ; et au troisième : Tu seras premier médecin du Roi. Que l'anecdote soit vraie, nous n'en jurerions pas, bien que croyant aux pressentiments intimes. *Si non e vero, e bene trovato,* comme on dit en Italie... Ces enfants de la Gascogne s'appelaient *Treilhard, Maury, Portal ;* les cloches auraient dit vrai, si elles leur avaient fait ces prédictions. L'histoire ne dit pas qu'elles aient annoncé à Thénard ses futures grandeurs, à son entrée dans Paris. Il est vrai qu'il n'était pas né sur

les rives de la Garonne. ni même sur celles de la Dordogne ; mais il y avait à ce silence une raison bien meilleure encore, l'absence de cloches. On était en 1794, au moment où notre héros arrivait de son village ; c'était au lendemain de la Terreur ; la République avait fondu les cloches pour en faire des canons ou des gros sous.

Louis-Jacques Thénard naquit le 4 mai 1777 à la Louptière, dans l'Aube, d'honnêtes et laborieux cultivateurs. Nature simple, franche, grave, robuste, on l'eût bien étonné sans doute en lui prédisant qu'il serait un jour grand chancelier de l'Université, membre de la Chambre des pairs, un des plus hauts personnages de France. Dès l'âge de neuf ans, il fut conduit chez le digne curé de Villeneuve-l'Archevêque qui commença son instruction, continuée et terminée avec succès au collège de Sens. A dix-sept ans, il partit pour Paris, sans autre recommandation que son bon vouloir et sa bonne mine, et sans autre idée bien arrêtée que de s'y faire une position par son travail.

Si ce furent le goût de l'étude et l'amour de la science qui conduisirent notre jeune champenois à Paris, le moment était assez mal choisi pour réaliser ses vues, puisque tout y était en désarroi, que les écoles étaient fermées, que le savoir et la renommée ne mettaient pas à l'abri des dénonciations, que les savants

étaient traqués comme de simples suspects, témoin le grand chimiste Lavoisier qui venait de porter sa tête sur l'échafaud, sans avoir commis d'autre crime que celui d'avoir été fermier général des finances, et sans avoir pu obtenir le délai qu'il réclamait, dans l'intérêt de la science, pour achever des expériences capitales, ce qui lui eût sauvé la vie, puisque les terroristes en étaient déjà à s'entre-détruire et que le tour de Robespierre allait venir.

Ce fut cependant à la chimie que Thénard se consacra, soit par vocation inconsciente, soit parce que les circonstances décidèrent de ses destinées. Si les chaires professorales étaient vides, une activité fébrile régnait dans les laboratoires de chimie où Berthollet, Monge, Fourcroy, Chaptal et Guyton de Morveau avaient été mis en réquisition permanente pour fabriquer la poudre de guerre dont on faisait une si énorme consommation, qu'il en sortait chaque jour des milliers de kilogrammes des ateliers de Grenelle, à la destination des quatorze armées qui la faisaient parler sur les frontières.

En raison du manque de sujets, bien qu'inhabile encore et assez inculte, notre jeune provincial fut vite admis dans le laboratoire du célèbre Vauquelin où son zèle et son intelligence le firent bientôt remarquer du maître, et où, au bout de cinq ans, en 1799, le modeste apprenti, le *piston*, comme on le dit en langage d'école,

avait fait de tels progrès, qu'il adressa ses premiers mémoires à l'Académie des sciences. Ses travaux commencés avec le siècle se continuèrent pendant toute sa première moitié. Pour en donner une idée aux lecteurs, il est nécessaire de jeter avec lui un très rapide coup d'œil sur cette chimie qui ne faisait que sortir de ses langes et dont on peut dire que chaque pas était un triomphe, chaque découverte nouvelle, une merveille.

On n'était plus aux temps des rêves alchimistes ; il ne s'agissait plus de transmuter les métaux, de découvrir la pierre philosophale, la panacée universelle, l'élixir de longue vie, la quintessence des choses, le secret de faire de l'or, etc. On faisait de la vraie science ; on avait appris à peser les atomes ; on connaissait les principaux corps simples, la composition de l'air, de l'eau ; le charme était rompu, les bases étaient posées ; le reste était affaire de temps, et Thénard fut un de ceux qui le mirent le mieux à profit, en marchant sur les traces et en balançant la fortune de l'anglais Davy qui venait de décomposer les *terres basiques* et de découvrir le *potassium* et le *sodium :* pas immense que compléta Thénard, en obtenant, de concert avec Gay-Lussac, par des procédés nouveaux et économiques, et ce, avec abondance, ces métaux qui brûlent l'eau, alors que Davy n'en avait pu obtenir à grand' peine que des traces. Restait à décomposer l'*argile ;* ce à quoi le danois Œrstedt

et Wolher parvinrent bientôt ; mais il était encore réservé à un français, M. H. Sainte-Claire-Deville, de créer la métallurgie de l'*aluminium.*

Thénard, dans sa longue carrière, toucha ou retoucha à tous les points capitaux ou douteux de la science. Entre autres découvertes, on lui doit celle de l'*eau oxygénée,* produit bizarre et encore mal connu, qui non seulement tend à se détruire lui-même, mais encore à détruire les corps qui l'approchent de trop près. Il découvrit aussi la présence de l'arsenic dans les eaux du Mont-Dore. Bref, s'il n'a pas édifié de théorie monumentale, il a beaucoup trouvé ou vérifié, et beaucoup fait pour l'avancement de la science. Le professeur, le vulgarisateur priment pourtant encore en lui l'inventeur, le savant. Son *traité classique de chimie élémentaire théorique et pratique* est un modèle de clarté qui, de 1813 à 1836, eut les honneurs de quatre éditions. Son cours fut toujours un des plus suivis et plusieurs générations d'élèves lui ont dû leur savoir.

Rompu aux manipulations, fort de ses longues études et de son excellente méthode, Thénard faisait marcher de front l'exposé oral des faits et leur démonstration pratique, l'affirmation et la preuve. C'était tout à la fois le *subjecta oculis* et le *demissa per aurem.* Il poussait même un peu loin les exigences à cet égard, et ses préparateurs en savaient quelque chose, car il ne souffrait ni retard, ni maladresse à ses leçons. Ses brusqueries et ses apostrophes firent plus

d'une fois rire l'auditoire et pâlir ses aides ahuris. Mais si la réprimande était vive, le pardon était plus prompt encore. Thénard ne savait pas garder rancune ; il ne s'offensa même jamais d'une riposte hardie mais dite à propos. Ayant un jour déclaré à un de ses subordonnés qu'on ne ferait jamais rien de bon de lui : — *Ah bah !* riposta celui-ci ; *Fourcroy vous en a dit autant, je n'ai donc guère à m'inquiéter. — Pas mal, pas mal !* se contenta de murmurer le maître.

Pour Thénard, le professorat était un sacerdoce ; il avait le feu sacré. Il avait aussi le culte de la forme et son langage comme ses allures eurent toujours quelque chose d'imposant, de solennel, même d'un peu théâtral. On est allé jusqu'à prétendre qu'il prenait de deux acteurs, Talma et Molé, des leçons de diction et de maintien : propos en l'air sans doute. Il ne pouvait d'ailleurs faire oublier dans sa chaire l'étincelant Fourcroy, modèle achevé de bon goût et de bon ton. Ce qui domina en Thénard, ce fut toujours la verve gauloise, dans ce qu'elle a de plus imprévu, de plus communicatif. Tout parlait en lui, regard, gestes, attitude. Les éclats de sa voix puissante dépassaient l'enceinte de l'amphithéâtre. Quel contraste avec Vauquelin, toujours calme, souriant, impassible, dont le maigre filet de voix arrivait à peine aux premiers bancs d'auditeurs !

Si l'enseignement de Thénard était un peu emphatique et déclamatoire, on n'en profitait

que mieux de ses leçons. Il savait d'ailleurs fort bien saisir les nuances, se mettre à la portée, à l'unisson de son auditoire, et son talent flexible se prêtait à toutes les métamorphoses. Il savait être tour à tour professeur, académicien, homme du monde. Partout son solide savoir, son esprit conciliant, sa parfaite urbanité lui assuraient les sympathies et l'autorité. Ses allocutions avaient même, à la fin de sa vie, quelque chose de patriarcal qui touchait les cœurs autant que les esprits. C'est que lui-même n'était pas seulement un homme de talent ; c'était aussi un grand cœur. Il ne le montra jamais mieux que dans ses hautes fonctions de chancelier de l'université où il eut fort à faire pour régenter deux corps qui ne s'entendent pas toujours, celui des lettrés et celui des savants. Quoique sans prétention de marquer lui-même dans les lettres et tout à la science, le tact, la droiture, la courtoisie du ministre firent toujours taire les mal intentionnés ; sa justice fut appréciée de tous et ses choix furent rarement critiqués.

Thénard ne fut pas un de ces hommes dominateurs qui se font plus craindre qu'estimer. Cet esprit fin, juste, aiguisé par une pointe de bonhomie, ne savait froisser, contrister ni décourager personne. Il était au-dessus des plates flatteries, des insinuations malveillantes, des basses intrigues, et savait au besoin rappeler au respect des convenances et des personnes

ceux de ses interlocuteurs qui s'en seraient écartés. On en cite un exemple piquant. Un candidat peu charitable étant venu le visiter pour une place vacante à l'Académie des sciences, avait rencontré dans l'escalier de l'illustre savant un de ses compétiteurs qui sortait de chez lui : « — *Savez-vous,* insinua-t-il, dans le cours de la conversation, *ce qu'on dit du candidat qui vient de vous quitter? — Mais,* répond Thénard, *on en dit beaucoup de bien, et je le sais homme de mérite. — C'est possible,* ajoute le visiteur, *mais vous ignorez sans doute qu'on prétend qu'il fait écrire ses ouvrages par une plume complaisante. — Prenez garde,* reprit le grand chancelier, *on m'a dit la même chose de vous.* » Or, il paraît que l'accusateur était réellement coupable du méfait.

La fortune avait souri à Thénard. Personne ne fut plus digne de ses faveurs. Inaccessible aux basses passions, la prospérité ne fit qu'ennoblir son âme, au lieu de l'endurcir, comme il arrive si souvent aux âmes vulgaires. Il n'avait que vingt ans, lorsque, nommé répétiteur à l'école polytechnique aux appointements de douze cents francs par an, il eut pour la première fois à signer sa feuille d'émargement. A la tête d'une économie de 600 francs, ce jeune homme, entouré de toutes les séductions de la capitale, n'eut qu'une pensée, acquitter une dette sacrée et défrayer le vieux curé qui lui avait donné les premières leçons de latin.

Quand il fut riche, son plus grand bonheur fut de donner. On le vit servir régulièrement une rente trimestrielle à la veuve d'un savant, mort dans la détresse. en lui laissant croire que ce secours lui venait de l'Etat. Les invalides de la science furent toujours chers à son cœur et il en aida plus d'un de sa bourse, car il savait que la charité publique ne les connaît pas. C'est pour venir en aide à ces nobles infortunés qu'en 1855 il fonda la Société de secours des amis de la science, en s'inscrivant pour 20.000 fr. à la tête d'une liste de souscription. Ce fut la grande préoccupation de sa verte vieillesse et le couronnement de sa belle vie. Le 22 juin 1857, à l'âge de quatre-vingts ans, il rendit au Dieu des sciences son âme sereine, après avoir suivi la maxime : *transire benefaciendo*. Nul ne fut accompagné au champ du repos de plus d'amis sincères, d'unanimes regrets. De l'amour de la science, il avait passé à l'amour du bien et de l'humanité. Sa mort fut digne de sa vie, et de lui aussi on pourrait dire, sans doute : « Dieu lui fut miséricordieux, parce qu'il sut aimer. »

Docteur Alfred TIXIER.

EDGAR QUINET

(1803-1875)



Le 14 mai 1883, la Franc-Maçonnerie élevait dans la ville de Bourg, à ses propres passions et à ses haines anticatholiques, une statue sous les traits d'Edgar Quinet. M. Margue, sous-secrétaire d'Etat, présidait à l'inauguration, et, M. Madier de Montjau y prononçait un de ses discours les plus intolérants, applaudis par les uns, subi par les autres, mais contredit et repoussé par personne. Le vieil énergumène a poussé plusieurs fois, en le précisant et le rétablissant dans sa signification véritable, le cri de guerre de Gambetta; non pas « Le cléricalisme voilà l'ennemi! » mais « Le catholicisme voilà l'ennemi! » Il semblait avoir l'écume à la bouche, tant il y mettait d'emportement. On frémissait en écoutant ce chant de mort qui ressemblait à la ronde d'un chef indien autour du poteau du scalp.

M. Carteret, l'organisateur de la persécution genevoise, a parlé dans le même sens, dans le

banquet qui a suivi l'inauguration. Il a été à peine moins violent, quoique plus habile.

Et cependant l'objet de cette fanatique apothéose ne la méritait pas complètement. Une des rares dames présentes, qui avait jadis suivi son mari à Veytaux, au bord du lac de Genève, où s'était également réfugié Edgar Quinet en 1852, ne pouvait revenir de sa surprise, en entendant les étranges discours débités au pied de cette statue. « Non, s'est-elle écriée, ce n'est pas là Edgar Quinet que j'ai connu dans ses jours de méditation ! »

Quinet, effectivement, fut parfois pour l'Eglise un ennemi ardent, mais parfois aussi, et jusque dans ses dernières années, un admirateur. Parvenait-il lui-même à démêler toujours le clair obscur de sa pensée ondoyante et fugace ? Il est permis d'en douter.

I

Premières années de Quinet.

Edgar Quinet naquit à Bourg, le 17 février 1803. Sa famille habitait cette ville depuis longtemps. Son père était commissaire des guerres sous la République et l'Empire ; sa mère, femme d'un grand mérite, était protestante.

Tout jeune, il alla rejoindre son père alors attaché à l'armée du Rhin dont le quartier général était à Wesel. Son intelligence enfantine

s'éveilla donc au milieu des émotions de la guerre, sur les bords du grand fleuve aux rives fantastiques et hantées par de grandioses légendes. Devenu homme, il ne put oublier les luttes militaires, les cathédrales et les ruines géantes qui, tout d'abord, avaient fixé ses regards.

L'année 1811, en donnant à nos armées une trêve passagère, ramena Jérôme Quinet à Bourg ou plutôt à Certines où il possédait une maison de campagne. Jusque-là le bambin avait été élevé quelque peu à la diable, tantôt flânant au milieu des campements militaires, tantôt à travers les grands prés de Certines ou les arbres de la forêt de Seillon. Un jour vint pourtant où il fallut abandonner cette vie un peu sauvage, mais attrayante. En 1815, on faisait entrer le jeune Quinet au collège de Bourg. Pour lui, le coup fut dur ; dans sa naïve désolation de ne plus avoir et ses grands bois et sa liberté vagabonde, il allait jusqu'à se comparer au prisonnier de Sainte-Hélène. « Si je plaignais le « héros de la captivité qu'il allait désormais « endurer au milieu de l'Océan, je ne trouvais « pas la mienne moins intolérable. Je me voyais « prisonnier comme lui, en même temps que « lui... Un jeune oiseau de proie enlevé nouvel- « lement aux forêts et porté à la ville dans une « cage d'osier, ne tombe pas dans un désespoir « plus morne (1). »

(1) *Histoire de mes idées.*

A la rentrée de 1817, le jeune oiseau de proie, déjà quelque peu apprivoisé, commençait ses mathématiques au lycée de Lyon. A cet âge, tout le monde rêve peu ou prou à la gloire militaire; aussi déclara-t-il vouloir entrer à l'Ecole polytechnique. Il comprenait qu'il avait à se créer un avenir ; il fut âpre à l'étude, travaillant non par orgueil, mais surtout pour la joie que ses succès devaient procurer à sa mère. Le tendre attachement de Quinet pour cette mère qu'il nous a décrite si aimante et si bonne est un des caractères les plus touchants de sa vie. « Mon bulletin t'a peut-être fait de la « peine, écrivait-il un jour ; s'il ne répond pas « à tes espérances, ne m'accuse pas, ma bonne « mère, je travaille tant que je puis; mais com- « ment arriver aux premières places ! Les élèves « qui font ce cours pour la seconde année ont « trop d'avantages... »

Mais, malgré son application tenace, le jeune élève n'arrivait point à tenir la tête de sa classe. Il était né poète, et son esprit se perdait sans cesse dans d'interminables rêveries. Les places étaient mauvaises. Quinet attribuait cela à tout autre chose qu'à ses interminables rêveries, et pour consoler ses parents de ses insuccès qui le désespéraient lui-même, il leur écrivait ces quelques mots qui feront toujours honneur à son cœur : « Mes talents ni mon esprit ne me « feront jamais rechercher de personne, mais « je tâcherai de me faire aimer de ceux qui

« m'entoureront en puisant dans mon âme pour
« suppléer à ce qui me manque, en partageant
« leurs chagrins, et, si je ne puis faire leur
« gloire, peut-être ferai-je leur bonheur. »

Vint la terrible échéance de l'examen. Quinet ne fut point reçu. Il n'avait que dix-huit ans, rien n'était perdu ; son père résolut de le renvoyer au collège une année encore. Quinet apprit cette résolution avec douleur, il en avait assez du collège. Sournoisement, il écrivit à sa mère une lettre où il lui peignait et son dégoût de l'algèbre et les aspirations qui le poussaient vers une autre carrière que celle des armes. Quelques jours après, le collège, les études étaient abandonnés ; il entrait à Paris d'abord chez un banquier, puis chez un receveur général dont, moyennant trente écus par mois, il rédigeait le jargon épistolaire.

Sans doute c'était là un grand pas vers la liberté, mais non point encore l'idéal de Quinet. Au bout d'un an, en 1821, il entrait chez un avoué, et après de longues et délicates négociations, obtenait de son père, le censeur sévère, l'autorisation de faire son droit.

En 1823, il passait ses examens et abandonnait Code et Digeste, peu expert, il l'avoue lui-même dans une de ses lettres, sur les mystères de la procédure ou les discussions juridiques, mais ayant étudié avec soin, par leurs législations comparées, les tendances et les progrès philosophiques de chacun des peuples qui ont eu suc-

cessivement dans le monde un rôle civilisateur.

On tenait alors en très haute estime les idées allemandes. Cousin déclarait qu'on ne pouvait les étudier « sans contracter un amour éclairé « de l'humanité et de la civilisation, de tout ce « qui est beau et honnête. » Parole un peu vague, mais qui, venant de l'illustre professeur, poussa alors la jeunesse française à déchiffrer avec ardeur Herder et Vico ; mais elle se fatigua bien vite de cette littérature aux systèmes nuageux, aux doctrines impénétrables. Un des rares persévérants, Quinet, s'acharna à cette étude aride. Il résolut d'aller interroger le sphinx dans son domaine mystérieux ; pendant six ans il suivit les cours de l'Université d'Heidelberg. Là il se germanisa complètement, *er bekam ein der unserer*, comme le dit, dans ses Mémoires, son professeur le philologue Kreuzer. Ce dernier, auquel Quinet avait été recommandé, l'accuellit à bras ouverts, l'accompagna dans ses premières promenades sur les bords du Neckar et lui ouvrit sa maison.

Quinet y rencontra la fille d'un pasteur protestant, Minna Moré. En vain il était pauvre étudiant, n'avait ni gîte assuré, ni avenir en Allemagne ; au bout de deux mois Minna était sa fiancée. A Certines on fut étonné de cette passion subite et on la désapprouva. « Tu t'en « effraies, ma bonne mère, écrit alors Quinet, et « tu en as bien le droit. Mais d'abord tout prend « ici un caractère plus reposé, plus patient qu'en

« France. Ma première parole a été de déclarer « mon état précaire, ma vie de pélican sur le « toit... Nous nous sommes rencontrés pleins de « sympathie et de résignation ; mais repousser « pour mon avenir l'espérance d'animer, de « réjouir ma solitude, c'est là un effort de « stoïcisme dont je ne me sens point capable. » Les fiançailles de Quinet durèrent sept ans ; peut-être ce sont elles qui, autant que la littérature de Gœthe, le retinrent si longtemps à Heidelberg.

Ce long commerce avec les idées teutonnes fut-il un bien pour lui ? Rien n'est moins évident. Il est vrai qu'il rapporta d'Allemagne une dialectique savante, des idées nouvelles dont il fit part à ses compatriotes dans son premier ouvrage (une traduction de Herder); mais il perdit la précision des termes, la clarté de la langue maternelle, et il mérita ce paradoxe d'un homme d'esprit : « Quinet, penseur allemand, qui a quelquefois écrit en français. »

Ajoutez, chez un enfant qui avait appris le catéchisme des lèvres d'un vieux prêtre, et qui avait fait une première communion recueillie et profondément émue, le trouble né de l'influence d'une mère et bientôt d'une épouse protestante. Résultat presque fatal : l'incertitude, le doute.

Pendant ce séjour en Allemagne, Quinet fut chargé d'une mission scientifique en Morée. Il la sollicita par une lettre où respirait le dévouement au gouvernement de Charles X. Il est vrai

qu'il ne pouvait guère parler de République en demandant une faveur à un roi.

Il rapporta de Morée quelques pages enthousiastes et, de retour, travailla avec ardeur à débrouiller le chaos de deux ou trois poèmes qui parurent successivement.

II

Quinet poète.

Ahasvérus est le plus connu et le plus caractéristique pour son genre de talent.

Dans ce livre, « histoire du monde, de Dieu dans le monde, du doute dans le monde », comme il le qualifiait, Quinet avait voulu faire une révolution philosophique. Il produisit seulement un poème d'allures puissantes, mais étranges. Son œuvre est d'inspiration tout allemande ; lisez-en vingt pages, vous croyez avoir lu, traduit en prose sonore et colorée, du Gœthe ou du Klopstock. Dire cela c'est faire et la critique et l'éloge de l'ouvrage. *Ahasvérus* est souvent obscur, surchargé de détails, de couleurs excessives, de tudesques exubérances que nos races latines accepteront toujours difficilement. Mais ces défauts sont rachetés par la magnificence hardie du sujet, par l'ampleur d'un style épique pailleté d'épithètes grandioses, à la manière d'Homère. Il a son langage à lui, comme

l'antique pythonisse de Delphes dans les énigmes de laquelle on entrevoyait parfois des éclairs perçant la nue. Ce langage rend plus attachant encore le voyage d'*Ahasvérus*, ce vieillard à la barbe blanche, vivante personnification de l'humanité, qui promène de pays en pays, de déserts en déserts, sa douleur qui ne peut mourir. Quelle poésie dans ces descriptions rencontrées à chaque pas sur la route du Juif maudit! Quinet jette là à pleines mains les richesses ramassées dans ses voyages à travers l'Orient, l'Allemagne et l'Italie. Remercions-le de n'avoir pas oublié, parmi tant de splendeurs. les richesses du pays natal, l'église de Brou, « agrafe de buis, ciselée par les bergers des « Alpes pour le Berger du ciel », nef sculpturale « où Marguerite de Savoie dort dans son lit de « mousse, sur son chevet de pierre fine, sans « plus jamais tourner la tête vers l'époux couché « à son côté. »

Deux ans après *Ahasvérus* paraissait *Napoléon*. Ici Quinet abandonnait la prose sonore de son premier poème, il voulait versifier. L'essai fut loin d'être heureux; la rime chez lui n'est point domptée et docile comme le veut Boileau :

La rime est une esclave et ne doit qu'obéir,

elle entrave, elle étouffe l'inspiration.

« Mon père, raconte Quinet, exécrait en Napoléon, la voix, le geste, le regard... Il ne fut

désarmé dans cette haine implacable que par les défaites. Alors il se tut. »

Le fils n'avait point hérité des rancunes paternelles ; bien au contraire, il aime Napoléon ; il fut de ceux qui, sans le savoir, ranimèrent la légende et préparèrent le retour de l'Empire. Et pourtant, rendons-lui cette justice, dans ce moment où Béranger et la presse, par esprit d'opposition, faisaient du grand empereur un être surhumain, infaillible et impeccable, jamais il ne pousse l'admiration jusqu'à oublier et la liberté et le droit souvent méconnus par lui. Il prédit la dislocation de son empire à ce vainqueur

Qui partout dédaigna, comme une arme émoussée,
Le seul glaive qui dure : âme, esprit et pensée.

Il est même des instants où il épouse trop ardemment la cause des nations vaincues. Citons par exemple le passage sur *Leipsig,* où l'on voit l'Allemagne écrasée se redresser dans un suprême effort contre « l'ennemi héréditaire. » L'héroïsme du spectacle prête ici aux vers une grande allure; Quinet semble oublier qu'il est Français; on croit trop entendre un étudiant allemand qui chante les excitations enflammées de Arndt ou de Wieland. A l'époque où Quinet écrivait cela, on pouvait en même temps aimer beaucoup la France et un peu l'Allemagne ; maintenant ce lyrisme est un contre-sens pénible; mais n'insistons pas, il a dû en être suffisamment puni s'il a relu ses propres vers en 1870.

Après *Napoléon* vint *Prométhée*. Cette fable étrange du Titan enchaîné au Caucase et dont le foie sans cesse renaissant est dévoré par un vautour, avait captivé toutes les époques. Chaque siècle y avait vu l'emblème de ses aspirations, une prédiction de ses espérances. Prométhée! Pour Eschyle, c'était la Grèce attendant sa liberté; pour Tertullien, c'était le monde antique attendant le Christ; pour Quinet, c'était l'univers rongé par le doute et espérant l'arrivée d'un dieu inconnu. Nous retrouvons là les qualités de Quinet, mais avec plus de vie et d'émotion. On ne peut lire, sans partager ses souffrances, « ce livre qui n'est pas de parchemin, mais qui est « fait de son âme et de son désespoir, qui a été « écrit, non avec une encre d'or, mais avec des « larmes. » Le monde entier y semble évoqué par un sombre fatalisme, et la terre et les cieux, avec leurs divinités toutes également éphémères, finissent par s'évanouir dans la nuit muette du néant. D'où vient cette douloureuse désespérance qui palpite à chaque page du *Prométhée?* Nous l'apprendrons en étudiant la philosophie de Quinet.

III

Quinet philosophe.

C'est dans cette trilogie d'*Ahasvérus, Napoléon, Prométhée*, dans ce dernier ouvrage surtout, que nous pouvons entrevoir les doctrines philosophi-

ques de Quinet. Là est condensée la plus fidèle expression de sa pensée; plus tard, en effet, les luttes de la politique ou les troublantes passions de la controverse l'entraînèrent dans des colères et d'inextricables diversités au travers desquelles nous ne pouvons ni ne voulons le suivre.

Au moment où Quinet se faisait connaître, les hommes d'une certaine école avaient autant de répugnance à être de vrais croyants que nos pères avaient eu de peine à se montrer incrédules. Sans doute, il était de bon ton de croire à quelque chose, à tout ce qu'on voulait, mais pas au christianisme, « dogme usé et de petites gens », comme l'avait dit Voltaire. Le monde s'est fait vieux.

Qui de nous, qui de nous va devenir un Dieu?

demandait Musset. Michelet écrivait : « Oh! dites-moi s'il s'est élevé quelque part un autre autel »; et Quinet, leur faisant écho, avait foi dans l'éternelle résurrection de Dieu. Pour rencontrer ce dieu nouveau, Musset, lorsqu'il en eut le temps, revint au Christ; Michelet déifia le doute, c'est-à-dire rien, Quinet divinisa l'espérance, c'est-à-dire peu de chose. Il crut à la « puissance de l'infini », au « culte des morts », à « l'évolution de l'avenir. » Théologie étrange, poétique autant qu'élastique.

Un de ses collègues du Collège de France déclarait Quinet complètement sceptique. M. Vinet,

pasteur protestant célèbre, l'accusait de panthéisme. Pour moi tous deux ont également raison. Il est des moments où Quinet ne croit à rien, d'autres où il semble croire à tout. Tantôt Prométhée, étreint par le doute, enveloppe d'un même mépris railleur et Jupiter et Jéhovah; tantôt l'imagination du penseur, obsédée par les souvenirs de l'Orient, devient un Panthéon centre-gauche où Bouddha, Apollon et le Christ reçoivent tour à tour des sacrifices opportunistes.

Quinet voudrait être philosophe ; malgré lui il est poète.

Il ne pense pas, il rêve, il se forge un « Dieu de l'avenir », sorte d'entité chimérique, de perpétuel devenir fort commode, car il n'oblige à aucun culte et n'aurait garde de punir ses adorateurs infidèles : il n'existe que dans leur imagination !

Cette « religion des poètes » répond-elle à toutes les aspirations de l'homme? Suffit-elle à diriger une conscience ? Hélas ! mille fois non, et Quinet le sent tout le premier. Il a mis en tête de son livre : « Priez pour celui qui écrivit le mystère d'*Ahasvérus* », et en maint endroit il avoue qu'il a souffert du vide de son âme, et nous prémunit contre sa propre doctrine : « Gardez-vous de vous endormir dans la foi « agitée des prophètes, vous pourriez vous ré- « veiller dans le désespoir (1). » Et souvent

(1) Préface de *Prométhée*. (*Revue des Deux-Mondes*.)

encore, comme Jouffroy pleurant avec des larmes viriles la foi de son enfance, il regrette et la tranquillité d'esprit et les consolantes espérances qu'il a perdues : « Si j'étais assez heureux pour « avoir conservé sans aucun mélange de ré- « flexion la foi que j'ai reçue en naissant, tenez « pour assuré que sur un tel sujet je ne com- « poserais point de poème (2). »

Quinet s'est infligé à lui-même de formels démentis, qu'on me permette d'insister sur ce point. Et cela parce que, dans leurs discours, dans les ovations dont ils ont entouré sa statue, certains hommes ont voulu exalter les paroles de haine prononcées souvent par l'auteur d'*Ahasverus*.

Du littérateur, de l'artiste, ils n'ont cure, ils ne voient dans Quinet que le sectaire qui s'écriait un jour : « Il faut que le catholicisme tombe... « Honnête Brutus (*le peuple*), dupé magnanime, « prends garde, Antoine te perdra si tu ne « perds Antoine... Il faut en finir, le despotisme « religieux ne peut être extirpé sans qu'on « sorte de la légalité ; aveugle, il appelle contre « lui la force aveugle... Il faut savoir oser et « obéir... qu'attendez-vous ?... Il y a une reli- « gion qui se glorifie d'être incompatible avec « les libertés modernes ; si la Révolution fran- « çaise avait clairement vu cette différence, « elle aurait pu, en concentrant ses forces, ses

(2) *Ibid.*

« inimitiés, ses décisions, éliminer ce culte qui « exclut la civilisation. Mais... elle a manqué « d'audace, et le culte qu'elle avait pour mission « d'abattre est sorti de ses mains plus entier, « plus indompté que jamais. Ne refaisons pas « la même faute (1) ! »

Cet appel adressé à la force, à la force aveugle, par un penseur et contre une doctrine, quelle chute pour un philosophe ! quelle humiliation pour la mémoire de Quinet !

Mais ce déclamateur invoquant, à défaut d'arguments, le couperet de Robespierre, il faut qu'on l'entende aussi proclamer la vérité de cette religion qu'il vient de maudire et s'infliger à lui-même le plus formel démenti. Relisez — ou plutôt lisez, car de ceux qui parlent tant de Quinet, et avec tant de passion anticléricale, bien peu l'ont lu — lisez sa réfutation de la *Vie de Jésus* du docteur Strauss (2). Là, au nom de la raison et de l'histoire il fait l'apologie de la personnalité et de la sainteté du Christ. Ecoutez, c'est Quinet qui parle : « O Rome, tu « es pour moi l'éternelle madone assise sur « tes ruines et pleurant dans ta campagne au « pied de la croix... mon cœur privé de toi est « plus vide en te quittant que ta vide maremme, « et mon désert plus grand que ton désert depuis « le pied des montagnes jusqu'aux rives de la « mer ! »

(1) Marnix de Sainte-Aldegonde, préface.
(2) *Revue des Deux-Mondes*, 1er décembre 1838.

A Certines, Quinet avait pour voisin un homme modeste, mais d'érudition profonde et dont la renommée plus lente mais plus solide arrivera à couvrir la sienne. C'était l'abbé Gorini, dans lequel, plus tard, il devait rencontrer un victorieux adversaire. Les deux auteurs avaient entre eux de fréquents rapports. Le pieux curé de la Tranclière s'étonna sans cesse de la contradiction qui régnait entre la conversation toujours modérée et conciliante de Quinet et les passages étrangement violents de certains de ses livres. « Jamais, écrit-il, je n'ai entrevu en Quinet un « futur valet de bourreau ; toutefois, qu'il prenne « garde ! » Gorini avait des raisons particulières de s'étonner ainsi. N'est-ce pas à son sujet en effet que Quinet écrivait un jour dans une lettre que nous avons sous les yeux : « Que vous me « charmez de me donner de bonnes nouvelles du « vicaire savoyard de la Tranclière ! Il ne sait « pas combien je pense à lui. De nous tous, *lui* « *seul a pris le vrai chemin, il a la paix.* »

Cette paix de l'âme, cette sérénité que donne la croyance, pourquoi Quinet ne l'avait-il donc pas conservée ?

« On ne remplace les vieux systèmes philo- « sophiques ou religieux, disait-il dans un de « ses cours, qu'en s'élevant au-dessus d'eux. « Soyons plus spiritualistes, plus libéraux, plus « tolérants... que les religions auxquelles nous « prétendons succéder. » Excellente maxime. Mais Quinet avait-il donc trouvé une religion

plus élevée, plus belle que celle de ce Christ dont il avait un jour si éloquemment défendu la sainteté !...

Devant ces contradictions étranges, plus d'un critique s'est demandé si Quinet était de bonne foi.

Pour nous, nous n'en voulons point douter, parce que sa vie tout entière fut une vie de travail et de droiture. Or, un honnête homme qui dit oui ou non mérite d'être cru, a dit Labruyère ; son caractère jure pour lui.

Et s'il existait souvent de telles différences entre l'homme et l'écrivain, c'est, pensons-nous, uniquement parce qu'entre les deux il y avait les passions de l'orgueil et les ambitions de la politique.

IV

Quinet homme politique.

En 1839, Quinet inaugura le cours de littérature étrangère à la faculté de Lyon. Nul mieux que lui n'était préparé à cet enseignement. Aussi, dès le premier jour le succès fut grand. Ces cours sont devenus un livre, le *Génie des Religions* (1842); ils valurent à leur auteur d'être appelé au Collège de France.

Dans cette chaire retentissante, Quinet traita dès l'abord un sujet dangereux et qui devait être sa perte : *La Révolution et ses rapports avec la*

société moderne. Tout d'abord ses idées furent sages. « Toute grande qu'est la Révolution, disait-il, je ne veux pas qu'on en fasse une idole. » Mais il rencontra à côté de lui, dans la chaire d'histoire, un terrible ami dont le succès politique l'entraîna. La résistance du jeune professeur fut vive d'abord; nous trouvons çà et là dans ses premiers cours des paroles élevées qui, prononcées devant l'auditoire de ce temps-là, sont de véritables actes de courage. Mais cette vaillance ne dura point; à l'exemple de Michelet, auquel la voix publique l'associa désormais, mais en le mettant au second rang, « Michelet et Quinet », disait-on, jamais « Quinet et Michelet », il laissa sa parole devenir le porte-voix d'un parti.

Aussitôt, la presse dite libérale, voyant en lui un instrument d'opposition, alluma devant lui tous ses encensoirs, l'enivra de louanges, écrasa pour ainsi dire son génie sous les faveurs de la popularité, cette gloire en gros sous.

De son côté une jeunesse ardente toujours avide de nouveautés, toujours hostile à n'importe quelle suprématie, se pressa chaque jour plus enthousiaste devant lui. Succès fatal, je le répète, car, pour continuer à mériter et ces éloges et cet empressement, Quinet dut forcer la note.

Etait-ce le professeur qui parlait? on était refroidi; était-ce le sectaire? on exultait.

La chaire devint donc une tribune où il s'échauffait à froid, on peut le dire, car il

n'improvisait jamais, il lisait toujours. Là il foudroyait les Jésuites — qui en ont bien vu d'autres — il criblait d'invectives et la religion et même bientôt la monarchie de Juillet qui, pourtant, n'aurait point dû trouver en lui un adversaire (1). Quinet gagna ainsi un redoublement de popularité, mais il perdit son talent de poète, il devint rhéteur; sa dignité de philosophe, il devint démagogue; sa place enfin, car, en 1846, le Gouvernement lui retirait sa chaire.

Le Collège de France approuva cette mesure, mais l'opposition protesta violemment. Je vois un journal de ce temps qualifier cet acte d' « exécution arbitraire et odieuse, car, pourvu qu'il soit honnête, un homme doit pouvoir enseigneur ce qu'il pense. » Les coreligionnaires de M. Quinet se garderaient bien de rééditer aujourd'hui cette protestation.

En frappant le professeur du Collège de France, on le rendit irréconciliable. Quinet prit une part active à l'agitation réformiste, écrivit de nombreux articles de journaux, et un an après il se présentait devant le collège de Bourg comme candidat de l'opposition.

Il fut élu; nous n'hésitons pas à le regretter pour lui et à regretter en même temps cette manie étrange qui pousse ainsi des savants de

(1) La duchesse d'Orléans avait fait à Quinet le plus gracieux accueil; la princesse Marie avait composé, sur une scène d'*Ahasvérus*, un groupe charmant dont l'original est, je crois, à Versailles; le musée de Bourg en possède une copie.

haute valeur — dont le domaine est la science pure et la contemplation — à briguer un mandat gouvernemental quelconque. En descendant dans l'arène des luttes politiques, ces hommes, hier utiles, sortent de leur rang et perdent leur force. Il y a des soldats de la pensée et des soldats de l'action; les uns comme les autres ont leurs tâches bien définies, mais incompatibles.

En entrant dans le tournoi électoral, l'auteur d'*Ahasvérus* fut accueilli par les rudes estocades des partis. Devenant personnage politique, il aurait dû s'attendre au choc; du premier coup, il se laissa désarçonner, la contradiction l'exaspéra, il fut entraîné hors de sa voie. « Je serais bien malheureux, écrivait-il un jour, si les violences de mes adversaires avaient réussi à m'ôter l'équilibre parfait qui fait une âme juste, car alors je serais forcé d'avouer qu'ils ont été les plus forts. » A ce compte-là, il faut avouer que Quinet a été souvent vaincu.

En relisant les *Jésuites,* l'*Ultramontanisme*, etc., maintenant que ces discussions ont vieilli, on est douloureusement surpris de l'âpreté, des violences à froid de cet homme qui se fâche. Et l'on regrette que l'Athénien, jadis élégant et châtié, ait quitté les régions sereines de la philosophie pour descendre dans le champ de foire électoral où l'on se lance les invectives populacières, où l'on jette la plume et la lyre pour s'escrimer du bâton !

Vint la révolution de 1848. Quinet y prit une

part active : aux jours de février, il y fit même le coup de feu. Cela lui valut une autre infortune, celle d'être nommé colonel de la 11e légion de la garde nationale de Paris. Le poétique et paisible étudiant d'Heidelberg était taillé pour ce noble métier absolument comme pour discuter des budgets ou présenter des amendements ; aussi n'aurons-nous point la mauvaise grâce de nous étendre trop longuement sur sa carrière militaire.

En 1848, il se présentait de nouveau devant ses électeurs. Jeter bas l'ancien gouvernement avait été chose facile, il se défendait si mal ! En reconstruire un nouveau était une autre affaire. Quinet comprit que pour y arriver il fallait des principes plus stables, c'est-à-dire plus religieux que ceux qu'il venait de professer. Il chercha l'appui de tous les hommes d'ordre et de bonne volonté. Devant une commission nommée par Mgr Devie, évêque de Belley, et dont trois membres vivent encore, il déclara que, catholique de naissance, il respecterait toujours le catholicisme.

D'un autre côté il écrivait à M. Et. Milliet, alors directeur du *Journal de l'Ain,* ces belles paroles que nous citons tout au long, car elles méritent d'être recommandées aujourd'hui aux amis de l'auteur :

« Voici le moment où doivent se réunir et fraterniser tous les hommes de cœur et d'honneur. Il s'agit de sauver la France et avec elle la liberté de l'univers. Croyez que l'esprit qui m'animera est avant tout un esprit de concorde.

Ceux qui m'ont fait la guerre au nom des croyances religieuses me connaissent bien mal, ils me croient plein de fiel et d'intolérance, c'est tout le contraire de ma nature. La liberté de conscience m'a toujours paru être la première pierre de fondation de l'Etat moderne. Hors de là je ne vois point de salut. »

V

Quinet historien de la Révolution. — Sa mort.

Après le coup d'Etat du 2 décembre, un décret daté du 9 janvier 1852 bannit Quinet hors de France. Presque à la même époque il eut la douleur de perdre cette femme aimante que nous l'avons vu rencontrer en Allemagne et à laquelle, pendant les sept ans que durèrent ses fiançailles, il a écrit des lettres si pleines de fraîcheur et de sentiment. A Bruxelles, où il s'était retiré tout d'abord, il se remaria avec la fille du poète slave Assaki. Cette dernière vit encore, elle assistait aux ovations du 14 mai 1883.

Si l'exil fut pour l'homme privé une rude épreuve, il fut aussi un bien pour l'écrivain qui, s'éloignant des excitations et des luttes troublantes, se retrouva lui-même. A Veytaux (Suisse), son second séjour d'exil, Quinet écrivit *Merlin l'enchanteur,* personnification de toutes les légendes poétiques de l'ancienne France, puis la *Révolution,* œuvre de haute importance, sur

laquelle nous devons insister, car elle est en quelque sorte son testament politique.

Nous avons vu l'idée de la Révolution dominer dans toutes les œuvres de Quinet ; histoire, critique, poésie, il s'est fait de la Révolution un culte dont nous l'avons trouvé jusqu'en 1840 le pontife à la foi ardente, aux illusions généreuses. Maintenant, vieilli par douze ans de politique active, il a éprouvé de douloureux mécomptes et pris une idée plus exacte des hommes et des choses. Son bon sens pratique lui fait voir en plus d'un endroit les exagérations et les erreurs de la Révolution. Peut-être sera-t-il blâmé, déclaré hérétique par son parti : n'importe, il a le courage de donner aux démocraties modernes de grandes et sévères leçons; il leur dit que si elles veulent vivre, elles doivent avoir le respect de tous les droits, en un mot mériter la liberté. Et contrairement à plus d'un tribun moderne, au lieu de soulever le peuple en faisant appel à ses instincts mauvais, il le veut fort par la moralité de l'individu, par l'élévation du caractère de chacun.

Au point de vue historique, la *Révolution* n'est pas un récit des événements, mais une suite de considérations. Livre de haute originalité, de grand style, d'appréciations presque constamment exactes, toujours loyales. A Quinet, idolâtre de cette révolution, nous devons savoir gré d'avoir blâmé avec une indignation amère ses débordements monstrueux, d'avoir été juste

envers ses ennemis, tenant comptes de l'éducation, des principes, des milieux qui les font agir comme ils agissent.

En 1870, Quinet revint à Paris, il y subit les plus mauvais jours de l'année terrible. L'épreuve fut dure pour lui, il retrouvait la France dans un tout autre état qu'il l'avait laissée. Ses principes philosophiques, il les voyait mis en œuvre contre sa patrie par ceux auprès desquels il les avait puisés, par ces Allemands qui disaient : *Kultur und Gott und Recht mit uns*. Ses principes révolutionnaires, il en voyait les fruits odieux dans une partie de son ancienne garde nationale, lâche devant l'ennemi, et sous laquelle on sentait déjà percer la Commune du lendemain. La désillusion fut grande. Nous avons sous les yeux un article manuscrit qu'il envoyait à son ami Chadal et dans lequel nous en trouvons l'expression amère : « Chargez donc vos armes, pointez et visez juste, dit-il en parlant des Allemands, tirez tranquillement, libéralement et consciencieusement. C'est aujourd'hui le premier et le dernier mot de la philosophie telle qu'ils nous l'ont faite. » Et plus loin Quinet s'indigne des longues tendresses qu'il a eues pour les idées teutonnes : « Oh ! le beau jour que celui où l'esprit français « prendra corps à corps l'esprit allemand et le « déshabillera de ses oripeaux métaphysiques ! « Il y a déjà quarante ans, l'illustre Kreutzer « me disait : — Il m'arrive une chose extraordi- « naire, je ne puis comprendre la philosophie

« allemande que si elle m'est expliquée par un « Français. — Cela ne m'étonne pas, lui disais-je; « pour descendre dans un caveau, il faut une « lanterne ; et c'est parce que la France est la « lumière qu'ils ont juré de l'éteindre. »

Etait-ce le souvenir de cette guerre terrible, étaient-ce les affres de sa fin prochaine, toujours est-il qu'après 1871, comme nous le faisait remarquer un homme qui l'a souvent approché, Quinet ne fut plus le même. Il parlait moins, il n'écrivait plus. En pressentant la fin du voyage, il semblait se demander plus anxieux et plus sombre quelle était cette terre inconnue vers laquelle il allait aborder. Il mourut à Versailles en mars 1875.

Aux dernières lueurs de sa vie, cette vérité qu'il avait si ardemment demandée à la science se montra-t-elle à lui, consolation suprême, comme elle se montre aux humbles et aux simples? Dieu seul le sait; mais il est une chose que nous avons pu voir avec tristesse, c'est que ses funérailles furent civiles. La logique incurable des événements et des amitiés néfastes, pendant toute sa vie, semblèrent comme l'ange au glaive de feu marcher derrière cet homme naturellement bon et d'aspirations droites. Elles le poursuivirent jusqu'après sa mort. Il fut enterré au cimetière Montparnase. Il y eut, autour de son cercueil sans prêtre, une foule curieuse bousculant les agents de ville comme à un spectacle, et criant : « Vive Lockroy ! Vive

Hugo ! Vive Gambetta ! » Quelques proches ou intimes comprimaient leur douleur ; pour les autres, c'était une manifestation politique.

Sur la tombe, Victor Hugo, Henri Brisson prononcèrent quelques paroles. Gambetta, dérision suprême, le compara à Ledru-Rollin, cita du Danton pour le louer et parla de sa propre politique. Le lendemain les journaux reproduisirent ces discours, entre un article financier et une chronique théâtrale, et ce fut tout ! Certes, Quinet méritait mieux que cela ; mais, grâce à l'inaction de ses dernières années, les sectaires qui l'avaient dépassé de cent coudées dans ses violences l'avaient déjà fait quelque peu oublier ; beaucoup s'étonnèrent lorsqu'ils apprirent sa mort ; ils le croyaient depuis longtemps disparu.

VI

Conclusion.

Et maintenant, après cette vie agitée, fiévreuse, toujours inquiète, la bienveillance, disons mieux, la sympathie qui nous a animé dans cette étude nous donne le droit d'un peu de sévérité. Quinet est exalté en ce moment non pour ses qualités mais pour ses défauts. N'était l'âpreté de sa haine contre le « parti prêtre », comme on disait de son temps, contre le « parti clérical », comme

on dit aujourd'hui, les honneurs officiels et ceux des sociétés secrètes le laisseraient parfaitement dans l'oubli, comme ils y laissèrent Lalande et Gorini. Ce sont leurs propres passions qu'ils mettent sur ce piédestal et qu'ils encensent sous les traits de Quinet. Ils oublient que la vraie gloire, la gloire sereine et durable, n'est point celle que décernent les contemporains ; elle plane au-dessus des tumultes passagers.

Combien avez-vous vu de grands hommes coulés en bronze ou taillés en marbre par la passion politique, rester debout sur leur piédestal respecté et regarder défiler à leurs pieds d'innombrables suites de générations ?

Non, un parti les élève, un parti les abaisse ; leurs honneurs dépendent des fluctuations de la bataille.

Plus philosophe qu'homme d'Etat, plus poète que philosophe, et plus rêveur que poète, Quinet jouit d'une renommée justifiée ; mais nul observateur non prévenu n'oserait la qualifier de gloire de premier ordre.

On a beau dorer sur un socle de marbre les titres des ouvrages de Quinet : la plupart l'ont précédé dans la tombe ; et parmi ceux qui se tiennent encore debout, nous doutons qu'un seul lui puisse survivre un demi-siècle.

Poussons plus loin encore la hardiesse de notre pleine franchise : une ville qui fait de tels honneurs à une illustration secondaire s'imagine attester sa richesse ; elle ne fait qu'a-

vouer sa pauvreté; ou plutôt elle proclame qu'elle se connaît mal en hommes.

A moins qu'elle n'ait pour mobile et pour excuse la passion du moment, la passion sectaire ou la passion politique.

C'est le cas de Quinet. Mais, encore une fois, passion et justice sont deux choses bien différentes; la postérité ne connaît que la seconde.

En attendant l'arrêt définitif mais encore lointain de la postérité, nous qui sommes parmi les vaincus du moment, mais qui de l'Eglise notre mère avons appris à plaindre plus qu'à haïr nos adversaires et les siens, nous voulons tout oublier de Quinet, tout à l'exception du talent réel du littérateur, de la vie intègre de l'homme, des ardentes aspirations du philosophe vers une vérité qui se serait montrée à lui tout entière s'il l'avait cherchée, comme l'a dit Pascal, « non dans l'imagination, mais dans la soumission du cœur. »

Si d'ailleurs celui qui écrivit le mystère d'*Ahasvérus* eut ses erreurs et ses faiblesses, n'en a-t-il pas, comme le juif maudit, porté dès ici-bas la lourde expiation ?

Sur ce socle notre pensée a lu ces paroles, résumé fidèle et enseignement de sa vie : « J'ai pleuré, j'ai souffert sur ma route, le doute a pesé sur mon cœur. Bienheureux ceux qui croient ! »

J. M. VILLEFRANCHE.

INGRES

(1780-1867)



La personnalité de Ingres est doublement intéressante : en lui, l'artiste et le professeur se sont imposés, non certes par le charme, mais par la force qui émane d'une volonté persévérante et droite au service de la vérité.

Toute période d'écroulement appelle une *renaissance ;* après les effondrements révolutionnaires, la France écœurée se détourna avec horreur des ruines sanglantes de 93 ; et, pour les oublier, se jeta éperdument sur la route de l'idéal. En art, comme en littérature, elle rêva le Beau absolu ; naturellement portés vers les idoles, les jeunes Français se reprirent aux Grecs et aux Romains : les uns demandèrent aux Athéniens la grâce de la forme, la pureté des lignes, la douceur du rythme, la finesse de la pensée ; les autres cherchèrent à prendre aux fils de Romulus la tactique de leurs légions, la sévérité de leur

discipline, et l'admirable ensemble de leurs lois. Tous, artistes, littérateurs, poètes ou historiens, hommes de robe ou hommes d'épée, tous suivirent fatalement le courant réparateur qui remontait aux origines.

Il est remarquable que les esprits les plus rebelles aux institutions monarchiques sont les plus absolus lorsqu'il s'agit de conduire et de juger les œuvres de la pensée ; en vertu de cette anomalie le jacobin David professait le respect de l'Antique, exclusivement, et ne tolérait dans son école aucun écart vers la Fantaisie. Ingres, le plus illustre de ses élèves, ne retint de l'enseignement du peintre des *Sabines* que le respect des traditions laissées par les maîtres du dessin, et le vouloir de les imposer aux autres et à lui-même. Ce vouloir fut la grande force du peintre, le secret de son talent, et certainement une des causes de la rudesse de son caractère.

Ingres n'eut pas comme tant de glorieux artistes à lutter contre une famille pour suivre sa vocation. Son père, Jean-Marie-Joseph Ingres, en véritable fils de la vieille cité des *Capitouls*, était à la fois peintre, musicien, architecte et sculpteur. Le portrait qu'en a fait son fils, pour la biographie de Tarn-et-Garonne, nous le montre, sinon comme un grand artiste, au moins comme un artiste aimé, recherché et protégé par l'élite de la société languedocienne. Ses travaux les plus considérables, en sculpture, sont le grand bas-relief du sanctuaire de la cathédrale

et les aigles de l'arc de triomphe de Ville-Bourbon, élevé pour le passage de Napoléon (29 juillet 1808). Mgr de Breteuil, évêque de Montauban, lui confia la décoration de Bretolio, sa maison de campagne, et lui fit exécuter des travaux considérables à l'évêché, devenu hôtel de ville à la Révolution ; un ornement restauré, dans l'ancienne chambre du prélat, aujourd'hui la salle du Musée, donne la note du sculpteur ; l'architecte paraît lui être de beaucoup supérieur et laissa quelque réputation.

La maison de M. de Mallesile, l'hôtel de Puyllignieu acquirent à Marie-Joseph Ingres honneur et profit, et lui procurèrent de nombreux travaux dans toute sa province. Il épousa, à Montauban, le 12 août 1777, selon quelques-uns, 1778 selon quelques autres, Mlle Anne Moulet. Retenu par Mgr de Breteuil et les relations honorables qu'il se créait dans les réunions aristocratiques de la ville épiscopale, M. Ingres s'y fixa ; le marquis de Puyllignieu lui témoignait une estime particulière, et le 29 août 1780, Damoiselle Jeanne-Marie de Puyllignieu avec Monsieur du Roure tenaient, sur les fonts de baptême de la paroisse Saint-Jacques de Montauban, un enfant qui devait être illustre, Jean-Auguste-Dominique Ingres.

Tout souriait donc à la famille : l'enfance de Ingres fut certainement heureuse, son père l'initia de bonne heure aux deux arts qui tourmentèrent et charmèrent sa vie ; ses premiers jouets

furent un archet et un pinceau. Une sonate de Haydn le devait consoler, souvent, des amères satires d'un critique agacé par la solennité de sa peinture.

« J'espère que tu t'occupes toujours de musique, écrit-il à M. Gélibert, c'est une bonne amie que celle-là ! »

La belle voix de ténor de Marie-Joseph Ingres lui avait sans doute ouvert autant de portes que le pinceau ou l'ébauchoir ; aussi poussa-t-il son fils vers la musique ; supérieurement organisé, l'enfant put chanter à huit ans le Duo de la Fausse Magie, devant une assemblée nombreuse, chez Mgr de Breteuil.

Les travaux de M. Ingres l'obligeaient à de fréquents voyages et l'empêchaient de donner à son fils, qu'il emmenait cependant, les soins assidus et réguliers qu'exige toute éducation artistique ; les troubles du temps dispersaient les amis et les protecteurs qu'il comptait à Montauban. Dans un de ses voyages à Toulouse il confia Dominique au peintre Roques, élève de Vien, bien que l'enfant parût doué pour la musique qu'il étudiait avec ardeur et qu'il aima toute sa vie passionnément. Le futur directeur de la villa Médicis, à peine adolescent, entra dans les premiers violons au grand théâtre de Toulouse. Déjà assez fort pour y jouer, à treize ans, un concerto de Viotti, et s'y voir applaudi, à côté de ce maître, le jeune violoniste n'en continuait pas moins la peinture à l'académie de Toulouse,

où, pendant que Roques et Vigan lui montraient la route, et peut-être la routine de la grande école, Briant, sous prétexte de le mettre devant la nature, voulait le condamner au paysage. Mais le cerveau de Ingres ne réfléchissait pas la volonté d'autrui, il résista et suivit la pente qui l'attirait vers la plastique ; la musique prit peu à peu le second rang dans les études du jeune homme ; à ses progrès en dessin le père s'aperçut bien vite que l'académie de Toulouse, pas plus que celle de Montauban, ne suffisait aux aptitudes de l'élève, il jugea qu'il fallait l'envoyer aux sources des vrais enseignements, à Paris. En 1796 David, à l'apogée de sa réputation, le reçut parmi ses élèves. Déjà initié à la pratique matérielle de la peinture, le jeune Ingres se fit remarquer de tous par son assiduité au travail, sa foi artistique et la fermeté de son caractère ; le maître jugea que le nouvel élève se ferait une place entre les meilleurs.

Ni l'âge, ni les difficultés de la vie, ni l'enivrement du succès, ni l'amertume des critiques n'affaiblirent les qualités originelles du grand artiste ; il leur dut ses beautés et ses défauts ; elles furent la base et la glorification de son talent.

Ingres, à l'atelier de David, imposa sa personnalité, comme il devait, dans le sien, imposer sa peinture, non par la sympathie, mais par l'enthousiasme de sa parole et l'autorité de ses convictions. Soit que la gravité de son caractère

le portât à dédaigner les joyeusetés de ses condisciples, soit que, manquant de l'esprit de répartie, il se tînt sur la réserve, il ne se mêla jamais à aucune de leurs folies. Tout à ses études, il marchait d'un pas ferme et sûr dans la voie de l'idéal rêvé dès la première heure. Idéal qu'il poursuivit et atteignit ; que l'on peut discuter, mais qu'il faut admirer quand même.

Les dieux antiques ne suffisaient pas à la clairvoyance moderne du jeune homme : vivant, il les voulait faire vivre : à la perfection classique il résolut d'unir l'expression des sentiments humains ; il y consacra sa pensée et sa vie, avec le ferme entêtement de l'honnête homme et la foi du croyant.

En 1800 Ingres concourut pour le grand prix; il obtint le second, et de l'avis de tous méritait le premier; mais Jean Granger, son concurrent, atteignait la limite d'âge, Ingres n'avait que vingt ans, il pouvait attendre. L'œuvre de concours de 1800, *Antiochus renvoyant à Scipion son fils fait prisonnier*, accuse les aspirations du jeune artiste ; le dessin est largement accentué, l'expression des figures est presque trouvée : ce n'est pas encore l'émotion, mais la froide sérénité académique y fait place à la vie. Le concours de 1801, l'*Arrivée dans la tente d'Achille des ambassadeurs que lui envoie Agamemnon*, sujet aussi émouvant que le précédent, fut un triomphe pour le lauréat du premier prix. Cette toile, fort remarquable, est composée avec sim-

plicité et une grande finesse d'intuition et de sentiment.

Bien que les Républiques soient, dit-on, des gouvernements gratuits et économes, le Trésor était vide. Le budget de l'Ecole de Rome avait été supprimé, comme le traitement d'un simple curé de village ; Ingres dut attendre cinq ans sa pension. Ce temps ne fut pas stérile. Forcé de suspendre les grandes études pour donner une part de sa vie aux illustrations de librairie, Ingres se réduisit à la portion congrue pour se réserver de longues heures, qu'il passait à copier les Antiques au Louvre et les Estampes à la Bibliothèque. Le soir, il étudiait le modèle vivant dans l'atelier de Suisse, cet ami, ce protecteur original des jeunes artistes laborieux. Combien de nos célébrités contemporaines, aujourd'hui rentées, ne doivent, ou n'ont dû quelque chose à l'ancien modèle de David !

Une colonie de peintres et de sculpteurs, pensionnaires sans pensions, quelques-uns retour de Rome, d'autres aspirant encore au premier prix, s'étaient blottis dans les cellules des filles de Sainte-Claire, dont le vaste enclos, devenu jardin public, retentissait du cri des bateleurs, et du flonflon des guinguettes groupées autour du cirque de Franconi. Ingres s'y vint réfugier près du sculpteur Bartolini et du peintre Bergeret, lequel devait plus tard composer l'immense dessin enroulant la colonne Vendôme. Ils y logeaient en compagnie de Gros, de Girodet,

de Chauvin, de Granet, et du peintre critique Delécluze. Avec de pareils locataires que devint l'austère silence du couvent des Capucines ? La gaieté de Ingres n'effaroucha jamais les échos des sombres galeries : il vivait avec Bartolini et Bergeret, dans une sorte de retraite monacale. « A eux trois, dit l'auteur de *Florence*, ils « formaient une espèce d'académie à part dans « les Capucines ; personne n'était admis chez « eux, et l'on n'avait qu'une idée vague de ce « qu'ils faisaient dans le mystère de leurs « ateliers. »

Pendant cette période de cinq années, Ingres étudia les maîtres italiens de la Renaissance, il fit de nombreux portraits : le sien en 1804 ; celui de son père, celui de M. Gélibert, celui de son ami Bartolini, tenant à la main un camée ; plusieurs portraits du premier Consul, dont l'un pour la ville de Liège. Ce portrait du premier Consul a une légende. Il fut également commandé à Greuze, octogénaire et presque misérable. Le futur empereur était trop avare de son temps pour donner séance ; on mit les deux peintres dans une galerie du palais de Saint-Cloud, il leur fallait saisir au passage les traits, l'expression et l'ensemble du maître ; Napoléon l'était déjà. Simplement vêtu, comme à son ordinaire, sûr de lui et confiant dans la sincérité de son regard, Ingres attendait le grand homme pour le disséquer d'un coup d'œil. Le pauvre Greuze, en toilette de courtisan, s'étudiait

à composer son visage; Bonaparte entra, alla droit aux artistes et les toisa. S'adressant à son aide de camp :

— Voilà les peintres qu'on a choisis?

— Oui, Général.

Ingres se redressa et le regarda fixement; Greuze se courba, essayant les grâces d'antan.

— Celui-ci est bien jeune, et celui-là bien vieux!

Et le vainqueur d'Aboukir tourna les talons.

Le teint bistré du Général, brûlé par le soleil d'Egypte et par ses désirs ambitieux, frappa le jeune peintre; le portrait qu'il en fit traduit cette impression et doit être d'une vérité..... *naturaliste.*

Napoléon au pont de Kehl, sujet allégorique, et l'admirable dessin de *Philémon et Baucis* sont aussi de cette époque.

En 1806, M. Amaury Duval, directeur des Beaux-Arts, obtint enfin la pension réglementaire pour les premiers prix. Ingres partit avec le florentin Bartolini et le musicien Fétis. Tous trois, riches de talents et d'espérances, mais fort dépourvus de monnaie, firent la route en compagnons du tour de France, demandant à leur art le pain quotidien. Le crayon ne rapportait guère, mais tous trois étaient musiciens. Fétis s'improvisa impresario, il organisa des concerts : le plus réussi donna 60 francs de bénéfice.

Ce que Ingres amassa de documents pendant ce voyage est incalculable : il copiait tout ce qui

lui offrait un intérêt, si minime qu'il fût. Suivant le conseil de Léonard de Vinci à ses élèves, de consulter les taches des vieux papiers pour y trouver des sujets de croquis, Ingres vit un jour dans les veines de l'acajou d'une commode la silhouette d'un saint que les anges portaient au ciel ; le dessin qu'il en fit est un des plus beaux des cartons de cet arsenal, dans lequel il puisa les accessoires de ses meilleures toiles de chevalet. Les quinze cents dessins du Musée de Montauban, dont un grand nombre retracent les incidents de ses voyages et sont enrichis de notes courtes et expressives, suffiraient à reconstituer la vie du peintre.

L'imagination de Ingres, lumineuse, mais courte, son esprit naturellement peu fertile, se complétaient par une merveilleuse facilité d'assimilation. L'incessant travail de la copie l'aiguisait et le tenait en éveil. Dès son arrivée à la villa Médicis, Ingres fit une copie du *Mercure* de la Farnésine, puis une autre d'*Adam et Eve*, de Raphaël. Son premier envoi de Rome, la *Baigneuse* et l'*Œdipe*, soulevèrent des tempêtes ; on y reconnaissait volontiers la noblesse du dessin, la grâce de la forme et une vérité d'expression et de sentiment qui marquait un pas en dehors de la raideur académique. Mais la couleur maussade, les tons tristes et durs, le peu de transparence des chairs furent vivement critiqués. Le portrait de Napoléon en costume impérial, malgré l'ampleur de la composition et

la science des draperies, donnait raison aux antagonistes de la ligne pure. Devant cette toile sans éclat, malgré la richesse des étoffes qui prêtaient si bien au coloris, le trop agréable baron Gérard, au Salon de 1806 s'écria :

— C'est *malingre.*

D'aimables gens rapportèrent à Ingres ce mot cruel qu'il ne pardonna jamais au peintre de *Psychée.*

Le portrait de Mme de Sénonnes, celui de Mme Devauçay (la dame au châle jaune) sont des chefs-d'œuvre, et, malgré la sécheresse de la peinture, Ingres s'y est montré coloriste; la recherche des détails et le soin qu'il y donnait en ferait aujourd'hui un peintre des mieux appréciés. Il passait autant de temps à étudier tel meuble, ou tel objet qu'il croyait nécessaire à la vérité de son sujet, que feu de Goncourt à ciseler une phrase. Le pistolet de l'*Arétin chez le Tintoret*, le fauteuil de M. Molé, les intérieurs de ses toiles anecdotiques, les *fiançailles de Raphaël*, *Léonard de Vinci*, *Henri IV recevant l'ambassadeur d'Espagne*, jusqu'au mobilier romain de *la Stratonice*, sont absolument réalistes dans le sens le plus élevé du mot. En ce temps où germait le romantisme, où l'on cherchait, en art comme en littérature, le fougueux échevellement des passions, où l'école espagnole noyait dans une ombre noire ses bûchers et ses poignards, Ingres, le classique Ingres, fut un précurseur. Dès sa première œuvre, *Œdipe,* il montra le

souci d'unir la suprême beauté à la vérité matérielle, qu'on nomme aujourd'hui le Réalisme.

Rome prit Ingres et le retint quatorze ans. Il était depuis longtemps connu et apprécié en Italie, que son talent, toujours discuté en France, laissait froid le nombreux public qui a besoin d'être chauffé pour sacrer un artiste dédaigneux de ses goûts, et qui est inhabile à comprendre sans y être initié.

Il fallut l'admirable toile du *Vœu de Louis XIII* où le maître du dessin s'était montré coloriste pour que l'artiste laborieux et convaincu prît sa place à la tête de l'Ecole française.

A côté des artistes s'intitulant glorieusement peintres d'histoire, se formait une pléiade de jeunes palettes d'un talent aimable et fort aimé *des Bourgeois*, style du temps. Ceux-là vendaient à grands profits leurs petites toiles, reproduisant quelque scène du roman à la mode, ou quelque épisode de la vie moderne. Il y avait alors, aux Salons, moins de *paysages*, moins de *moissons*, moins de *plages* et moins de plein air, mais beaucoup de jolies compositions fort spirituelles et amusantes. On appelait cela des tableaux de genre. Ingres voulut aussi faire de ces petits tableaux, et la raison qu'il en donne à M. Marcotte, dans une lettre du 20 décembre 1812, est fort curieuse.

« Moi, aussi, je veux faire du bruit au Salon,
« ayant mes grandes raisons de prouver aux
« *Genristes* que la suprématie sur tous les

« genres appartient aux peintres d'histoire. »

C'est à cette ambition que nous devons *Raphaël et la Fornarina*, *Françoise de Rimini*, *Roger délivrant Angélique* et l'exquise *Stratonice*, merveille de grâce, d'esprit et de sentiment. Toutes ces toiles, dans le format de *trois pieds*, particulièrement affectionné de Ingres, ne sont pas des tableaux de genre; le caractère du peintre, le temps qu'il mettait à finir ses œuvres ne lui permettaient pas cette peinture aimable, toute de spontanéité française. Quoi qu'il en eût, Ingres restait toujours un dur Romain frotté de Grec. Le choix des sujets s'opposait d'ailleurs à la liberté de pinceau de la peinture de genre, Ingres fit de l'histoire anecdotique : il évoqua ses personnages, les tira de l'ombre historique qui les grandit et, sans les diminuer cependant, il les fit penser et vivre, par l'effort de son esprit incessamment tendu vers le beau dans la recherche du vrai.

« Aimez le Vrai, disait-il à ses élèves, aimez « le Vrai, parce qu'il est aussi le Beau.

« Ayez de la religion pour votre art. Ne « croyez pas qu'on produise rien de bon, d'à peu « près bon, sans élévation d'âme. Allez la tête « levée vers les cieux, au lieu de la courber vers « la terre, comme les porcs qui cherchent dans « la boue. »

Un tel homme ne pouvait être *genriste*.

Très goûté à la cour de Naples, Ingres fit pour la reine Caroline le *Cardinal Bibiena fiançant*

sa nièce à Raphaël, peinture que l'on crut longtemps perdue. L'expression ambiguë du Cardinal, l'embarras des deux fiancés font de ce tableau une scène de haute comédie.

L'odalisque dite *la Dormeuse de Naples*, achetée par le roi Murat, donna au jeune peintre assez de notoriété pour qu'il espérât trouver à Rome des travaux lui permettant d'y vivre, en continuant ses visites aux différents musées des grandes villes d'Italie, dont l'étude l'enthousiasmait.

Les années de pension s'écoulaient, Ingres allait quitter l'Ecole ; des amis se préoccupèrent de lui faire un intérieur. Ils appelèrent de Guéret une jeune fille, qu'ils présentèrent au peintre dans une promenade au tombeau de Néron. Jamais union ne fut plus heureuse. Ingres trouva dans la compagne de sa jeunesse un cœur assez haut pour comprendre la grandeur de ses aspirations, assez fort pour l'encourager dans la lutte et pour y amortir les coups par l'ardeur de son dévouement. Lui-même s'est plu à lui en rendre un précieux témoignage ; il écrivait à un ami : « Je me repose de ma vie vagabonde dans mon « petit intérieur, car je suis bien heureux. J'ai « ma femme qui fait mon bonheur : elle est douce « et bonne. Vous trouverez que j'ai bien ren- « contré ; mes jours passent vite à présent et « j'aime mon art plus que jamais. »

La fortune ne sourit pas longtemps au jeune ménage ; les événements politiques déplacèrent

le courant de bien des existences. Les commandes faites par la cour de Naples, celles faites par les personnages que la Restauration chassait d'Italie, restèrent chez le peintre qui les garda de longues années dans son atelier, et dont plusieurs furent vendues à des prix dérisoires.

Malgré son éloignement de Paris et les embarras de sa position, Ingres se réjouit du retour des Français à la vieille monarchie ; entre plusieurs lettres intimes, celle-ci est tout à fait expressive :

« Je vous dirai que l'amour de la patrie me
« chatouille bien fort, depuis le nouvel ordre de
« choses, qui me rappelle que je suis plus que
« jamais Français, né sous les descendants de
« cet Henri IV si justement chéri. »

Cependant il fallait vivre ; sans quitter la palette Ingres prit le crayon, et, grâce au bon vouloir d'une sorte de cicerone-interprète qui, moyennant un impôt de huit écus pour un portrait buste, et douze écus pour un portrait en pied, lui envoyait les étrangers, le peintre de la reine de Naples fut à peu près assuré de ne pas mourir de faim.

La perfection de ses dessins lui fit bientôt une réputation telle que, s'il eût été d'un esprit plus liant, il est certain que la fortune eût au moins secoué sa robe à sa porte et laissé tomber quelques paillettes. Mais, plus irrité que flatté de la célébrité du dessinateur, Ingres recevait souvent assez mal ceux qui, par ignorance, ou

par étourderie, ne s'adressaient pas *au peintre*.

— N'est-ce point ici que demeure le dessinateur de petits portraits ? demande un jour un monsieur.

— Non, c'est un peintre, répond Ingres, ouvrant lui-même ce jour-là.

Et, sans plus d'explications, le huis se ferme au nez du visiteur.

Mme Ingres, heureusement, évitait ou adoucissait le premier choc. Vaillante compagne autant que tendre épouse, aussi soigneuse de la gloire de son mari que de sa santé, elle le soutenait dans ses luttes contre la misère et le mauvais vouloir des coteries, ne reculant devant aucune privation, pour lui permettre de donner la meilleure part de son temps aux toiles, qu'elle savait devoir rester des années peut-être dans l'atelier. Lorsqu'à Florence Ingres dut encore recourir aux petits portraits ; que l'artiste, lassé, allait consentir à se lier pour deux ans, s'obligeant, pour une somme d'ailleurs considérable, à portraicturer la famille, les amis et les connaissances d'un riche Anglais ; Mme Ingres, jugeant que deux ans passés en Angleterre à la solde d'un particulier, quelque riche qu'il fût, était pour le peintre une déchéance, et plus encore un arrêt dans sa vie artistique, fit rompre le marché. L'Anglais dut renoncer à collectionner les physionomies plus ou moins vulgaires, dont le talent de Ingres eût fait un musée.

Malgré les soucis d'une vie précaire, Ingres n'en continuait pas moins sa marche progressive, sans défaillance, sans concession, ni pour les autres ni pour lui-même. Il écrivait alors :

« Je fais de la peinture comme si j'avais dix « mille livres de rente. Cependant les modèles « coûtent cher, surtout quand on recommence « des figures entières. »

Recommencer, recommencer encore, jusqu'à la perfection, tel fut le procédé de ce courageux, de ce volontaire.

Au Salon de 1819, Ingres exposa *Philippe V donnant l'ordre de la Toison d'or au maréchal de Berwick*, et une odalisque fort appréciée. Par une de ces circonstances futiles qui sont des coups de masse pour les gens que poursuit la misère, Ingres donna son odalisque pour 1.200 francs, ignorant que deux amateurs en offraient 16.000. Et, chagrin plus amer, il attribua au mauvais vouloir et à la jalousie ce qui n'était peut-être qu'un oubli au livret. Le cœur ulcéré, l'artiste s'écriait :

« J'ai été desservi horriblement : de soi-disant « protecteurs et amis ont négligé de mettre « devant mon tableau la note ordinaire (appar- « tient à l'auteur.) »

Cette perte lui fut d'autant plus sensible que, désirant quitter Rome, il lui fallait réunir ses ressources ; heureusement que peu après il vendit la *Vénus Anadyomène* 6.000 francs à M. Pourtalès.

Ingres quitta Rome en 1820; la vie devenait de jour en jour plus difficile. Après quatorze ans de luttes et de travail, il ne recueillait en France que des succès improductifs et haineusement contestés; le peu de certitude d'y trouver une position meilleure, le manque des ressources nécessaires pour y arriver lui interdisaient également la pensée du retour. Son ami et son condisciple à l'atelier de David, le sculpteur Bartolini, le désirait à Florence; on pouvait essayer là une vie moins solitaire; Ingres se décida. Il partit le premier. Mme Ingres réalisait les tableaux invendus à Rome et devait rejoindre son mari lorsqu'il serait fixé pour un atelier. Bartolini reçut le peintre chez lui, et les deux artistes reprirent pendant trois mois la vie qu'ils menaient aux Capucines.

Levés à six heures, ils déjeunaient à sept, travaillaient chacun de son côté jusqu'au dîner, se reposaient en parlant de leur art et de leurs espérances, et finissaient leur journée au théâtre où Bartolini allait tous les soirs. « Cette vie « uniforme, écrivait Ingres à sa femme, convient « à des artistes uniquement occupés de leur « art et de la Muse. »

La vie difficile à Rome fut dure à Florence; les artistes florentins accueillirent mal le nouveau venu, tout à fait en dehors de leur école. Bartolini, qui ne les ménageait guère, manquait encore de l'influence nécessaire pour imposer son ami. Ce fut dans ces pénibles conditions

que Ingres commença *le Vœu de Louis XIII*, commandé par le gouvernement français, qui allouait au peintre 3.000 francs. Ce que cette œuvre lui coûta de travail est inouï, mais elle devait conjurer le mauvais sort.

Il fallut aménager l'atelier, et les ouvriers florentins, au dire de Ingres, « sont vomis par l'enfer pour faire enrager un honnête homme. » Puis vint la difficulté des modèles. Au contraire de Rome, le type féminin est tout à fait défectueux à Florence, au moins dans les classes populaires, mais les hommes y sont fort beaux. Pour les figures de femmes, les deux amis faisaient venir de Rome les modèles les plus nécessaires, y suppléant comme ils pouvaient dans les travaux de détails.

Le *Vœu de Louis XIII* fut quatre ans sur le chevalet. L'indécision ordinaire de l'artiste, auquel l'inspiration n'arrivait que par éclairs qu'il lui fallait coordonner par la méditation; son désir du parfait avec lequel il ne comptait jamais, et surtout le manque d'argent, retardaient l'exécution d'une œuvre, que le peintre voulait complète, et par la composition, et par le dessin, et par le coloris.

Il rêva d'abord une Piéta, puis il pensa, avec raison, qu'une Vierge glorieuse exprimerait plus fortement la puissance d'intercession, et la miséricordieuse assistance de la Mère de Dieu.

Quelques artistes reprochent à la vierge du *Vœu* de ressembler aux madones de Raphaël.

Etant donnée l'expression des mêmes sentiments il est assez naturel que Ingres se soit rapproché de Celui qu'il regardait comme le Maître par excellence, Celui qui, disait-il, avait su le mieux voir la nature. Mais, allant au même but, ils n'avaient certes pas le même idéal. Ingres aimait les formes amples, le col puissant, les extrémités plus agissantes que délicates. Dans toutes ses figures de femme, la bouche petite, aux lèvres accusées, l'oreille placée haut, marquent bien la vision de l'artiste ; il voyait Eve, et non pas Mme Tallien. La *Vénus Anadyomène,* la *Source,* dernière expression de son vouloir, nous montrent la femme sortant des mains du Créateur pour être épouse et mère. Ingres conçut d'abord la Vierge debout ; craignant qu'elle rappelât la Madone de saint Sixte et les assomptions des maîtres italiens, il la fit asseoir sur le bord d'un siège, une jambe avancée, l'autre fléchie afin que les plis reçussent la lumière.

Pour établir l'ensemble de la composition, un peintre miniaturiste sur porcelaine, Constantin, beau et fort garçon, juché sur une échelle, tenait un paquet de linge figurant le Bambino : il n'arrivait pas toujours à l'effet désiré. Alors Ingres se déshabillait, grimpait à son tour, et Constantin dessinait le petit homme trapu portant gravement la poupée de chiffon remplacée, plus tard, pour quelques baïoques et un peu de soupe, par un petit mendiant boiteux.

Tant de difficultés retardaient l'exécution du

tableau qui ne put être achevé pour le Salon de 1822. Ce retard fut pour Ingres un véritable chagrin. Ouvrant son cœur dans une de ses lettres il s'écrie :

« Je désespère de mon sort, l'avenir commence « à m'effrayer, ma vie fait pitié, depuis deux ans « que j'habite mon atelier, ou plutôt une cage, « témoin de mon désespoir et de mes sueurs. »

Terminé en 1823, le tableau parut au Salon de 1824 et désarma les critiques. Ingres, forcé de partir seul pour économiser les ressources du ménage, ne trouva plus à Paris que des mains tendues : il n'y était pas habitué.

Il avait craint pour son œuvre le mauvais jour des galeries ; heureusement placée, la toile resplendissait. Aussitôt, il écrit sa joie et son succès avec l'élan de son cœur enthousiaste :

« Je dois te dire, qu'exposé, ô bonheur « inexprimable ! mon tableau gagne d'effet ; il ne « me manque plus que la présence de ma femme « et de mon ami. »

Félicité, entouré, décoré, Ingres connut enfin les joies du succès. Il fut un instant question de placer le *Vœu de Louis XIII* au Val-de-Grâce. C'était l'avis de Girodet, mais la ville de Montauban s'émut du bruit fait autour du nom de Ingres et obtint du Ministre, M. de Villèle, cette toile magnifique. Selon le désir exprès du peintre elle décore la sacristie de la Cathédrale. Parti presque enfant de sa ville natale, Ingres y rentrait célèbre après trente ans de glorieux

travaux. Montauban le salua de tout son enthousiasme méridional.

Mme Ingres rejoignit son mari à Paris et prit un appartement rue des Marais Saint-Germain. Cédant aux vœux de ses admirateurs et de ses amis, Ingres ouvrit une Ecole de peinture l'année suivante. Les élèves se présentèrent si nombreux rue du Bac, passage Sainte-Marie, que le maître dut en ouvrir une seconde au nº 3 de la rue des Beaux-Arts. Il n'y admit que des élèves choisis auxquels il reconnaissait l'amour de l'art et du travail. C'est là que se connurent et s'aimèrent les deux Flandrin, les Frères Balze, Lhemann, Chenavart, Amaury-Duval envers lequel Ingres croyait devoir payer une dette de reconnaissance. C'était aux démarches du père qu'il avait dû de toucher sa pension de Lauréat.

Cette même année 1824, la mort de Girodet lui ouvrit l'Institut.

Quoique toujours combattue, l'influence de l'Ecole de Ingres fut énorme : que pouvaient les railleries, les charges et les mots d'atelier devant les succès obtenus par ses élèves ? L'*Apothéose d'Homère* qui lui valut la rosette d'officier consacra la réputation du maître. Les portraits de M. Baillot, de M. Bertin aîné, celui de M. Molé, prouvèrent que le peintre savait unir à la sévérité du dessin la vérité du sentiment, et, comme tous les vrais artistes, cherchait le caractère de ses modèles et le rendait avec un rare talent.

Trop préoccupé des critiques de la presse, Ingres voulut forcer l'admiration de tous par une œuvre magistrale et puissante ; à la jeune Cabale criant partout : « Qui nous délivrera des Grecs et des Romains ? » il répondit par le *Martyre de saint Symphorien,* qui trompa les espérances de ce grand orgueilleux, qu'irritait toute discussion de ses œuvres. Les audaces de cette toile étonnèrent ses amis eux-mêmes. Pour éviter Phidias, Ingres, dans les études préparatoires au *Saint Symphorien*, avait, disait-il, « mangé du Michel-Ange. » Il dépassa le but, les grandes beautés de l'œuvre se perdirent sous l'exagération du trait, des formes et des proportions ; les ennemis crièrent au théâtral et à l'emphase ; ses amis, plus surpris que charmés, regrettaient pour le peintre ce changement de manière. Decamps, seul entre les artistes, osa louer l'ampleur de la composition, la beauté plastique, et la radieuse expression de la figure principale.

L'insuccès du *Martyre de saint Symphorien* toucha profondément Ingres, il y vit de l'ingratitude de la part de ses amis, de la jalousie, de la mauvaise foi de celle des artistes ne partageant pas les opinions qu'il voulait imposer. Il ne comprit pas que son opinion blessait le génie national, qui, essentiellement pondéré repousse toute exagération, aussi bien dans l'art que dans la langue.

Comme un lion blessé, Ingres quitta le combat, ferma son école et, secouant la poussière de ses

souliers contre une ville où triomphaient ses ennemis, il partit pour Rome. Cet exil volontaire fut honoré par le Gouvernement qui le nomma directeur de l'Académie.

Ingres s'était flatté d'oublier à Rome les luttes de Paris, il s'était promis de s'isoler, de ne vivre et de ne peindre que pour lui : pendant six ans sa vie fut tourmentée du désir de soumettre à ce juge suprême les toiles qu'il produisait, et de la crainte de s'en voir maltraité, redoutant à la fois et la lumière et l'oubli, irrité surtout qu'on pût supposer que sa réputation fût amoindrie.

Il écrivait à M. Gatteau :

« Vous me parlez de ce que je dois faire pour « reprendre à Paris la place qui m'appartient. « L'ai-je donc perdue, cette place ? Les ouvrages « qui constituent l'homme ne se perdent pas, et « je me trouve moi, assez bien de réputation et « de position. Je ne veux plus rien, je ne « demande plus rien. Le jour où j'ai quitté Paris « j'ai rompu pour jamais tout pacte avec ce qui « pourrait le moins du monde me rapprocher du « public. Je ne suis plus peintre que pour moi, « je peindrai ou je ne peindrai pas, je m'ap- « partiens enfin et je ne veux appartenir qu'à « moi. Rien ne peut m'enlever cette situation « que j'ai acquise, Dieu merci, à la pointe de « l'épée. »

Serment de dépité, Ingres fit plusieurs voyages à Paris, envoya ou apporta lui-même la petite

Odalisque, la *Vierge à l'hostie*, le *Portrait de Cherubini* et la *Stratonice*, laquelle, exposée pendant quelques jours aux Tuileries, excita l'admiration et prouva que le peintre, progressant toujours, arrivait à la perfection de la délicatesse et du sentiment.

Pendant vingt ans Ingres rêva cette toile si complète et si expressive; il en commença l'exécution en 1835 et la termina en 1839. Le succès qu'elle obtint le paya de bien des amertumes. Toujours fort attentif aux cadres de ses toiles, Ingres écrivait de Paris, où il accompagna son tableau : « Je veux un cadre large, avec des « ornements fins, et tout grec. » Il ajoute en post-scriptum :

« C'est moi qui ferai le cadre de *Stratonice*, « dont le succès m'étonne autant qu'il me rend « heureux. »

Les véritables artistes et les amis de l'art, en dehors de toute préoccupation de coterie, espéraient que Ingres, de retour à Paris, rouvrirait une école et continuerait à y défendre la cause de la science artistique et de la raison; mais il s'y refusa obstinément. La place que tiennent dans notre école moderne les élèves qu'il a formés fait regretter que son professorat n'ait duré que huit années.

Son passage à la villa Médicis eut la plus heureuse influence sur tous les arts. Il réunissait paternellement chez lui tous les pensionnaires ; le contact de cette jeunesse adoucissait ce que

son caractère avait de rude et de tranchant, son enthousiasme trouvait un écho dans ces cœurs de vingt ans, prompts à s'ouvrir à toute parole de foi, lorsqu'elle leur montre les sommets. La peinture n'était pas le seul sujet de causerie des soirées ; la musique, la poésie y étaient représentées, la musique surtout :

« Je voudrais vous rendre tous musiciens, « disait-il aux élèves de l'école des Beaux-Arts, « vous y gagneriez comme peintres. Tout est « harmonie dans la nature... Un peu trop, un « peu moins, dérange la gamme et fait une « fausse note... Il faut arriver à chanter juste « avec le pinceau aussi bien qu'avec la voix. »

Ne sortant guère de son atelier, Ingres ignora longtemps que le choléra fût à Rome ; on le lui cachait d'ailleurs et il se plaignait amèrement et avec justice de cet excès d'affection, qui l'avait empêché de prendre, dès l'apparition du fléau, les précautions nécessaires pour en préserver l'école. Il recommanda à tous les mesures d'hygiène et veillait à ce qu'elles fussent rigoureusement suivies.

« Nous sommes tapis à la Villa sous bonne « hygiène, écrit-il à Paris, comme des oiseaux « qui attendent sous un grand arbre que l'orage « soit passé. »

Entre autres mesures, il dit aux élèves :

« Messieurs, le meilleur préservatif contre le « choléra, c'est, dit-on, la gaîté. Puisque nous « sommes tenus de nous distraire, nous nous

« réunirons tous les soirs et nous lirons......
« *Plutarque.* »

La villa Médicis fut heureusement préservée. Il est permis de douter que Plutarque y fut pour quelque chose.

Pendant sa direction Ingres fit mouler plus de trois cents pièces sur l'antique pour la villa Médicis et l'école des Beaux-Arts. Il fit exécuter sous ses yeux d'importantes copies par MM. Balze, Comairas et Paul Flandrin. Entre les plus précieuses, les *Loges de Raphaël.*

Nommé commandeur de la Légion d'honneur en 1845, Ingres ne quitta plus Paris et n'y rencontra plus que des admirateurs. Dans la paix de son heureux intérieur il acheva quelques travaux commencés, la *Vénus Anadyomène,* composition de 1807; le portrait du duc d'Orléans, plusieurs dessins intéressants; *Molière en déshabillé, Racine en habit de cour, Lafontaine en promenade* et *Lesueur chez les Chartreux.* Il composa les cartons des vitraux de la chapelle de Dreux, ceux de la chapelle Saint-Ferdinand, l'Apothéose de Napoléon Ier et huit figures dans les Voussures (plafond d'un salon de l'hôtel de ville). De nombreux et beaux portraits le maintenaient au premier rang.

Un malentendu survenu entre Ingres et le duc de Luynes arrêta les travaux commencés à Dampierre : l'*Age d'or* et l'*Age de fer* ne furent jamais achevés. La première de ces deux immenses fresques ne compte pas moins de

quatre-vingts figures, elle est très avancée ; la seconde n'est qu'une ébauche.

Mme Ingres, alors souffrante, en conçut un profond chagrin. Cette femme, soucieuse de l'honneur du nom qu'elle portait, ne pouvait concevoir l'idée qu'on pût accuser son mari de se dérober à ses engagements.

« — Ah ! s'écriait-elle en se confiant à Vinet, c'est la première fois que Ingres manque à sa parole. »

Peu après ses mains enflèrent, la gangrène vint et sépara le peintre de l'ange qui, depuis trente-cinq ans, marchait près de lui pour l'aider à monter le rude chemin de la célébrité.

Ingres, profondément atteint, quitta son appartement de l'Institut, qui lui semblait désert depuis que celle qui en était l'âme ne l'animait plus de sa vigilante tendresse. Cherchant à tromper son ennui, le peintre essaya d'un voyage, il fit une excursion à Jersey, et revint promptement à Granville pour y retrouver la France. Il y retrouva aussi ses chagrins et le vide qu'il ne pouvait combler. Il se promenait par la ville, allant devant lui, les poches pleines de cerises qu'il mangeait furieusement, et grommelait en rentrant à l'hôtel :

« — Ah ! tu as voulu de la province, tu en auras, prends-en de la province ! »

Lorsqu'il parlait de ce voyage, il s'écriait :

« — Des gens qui vivent comme des choux,

« sans regarder autour d'eux, sans se soucier « des Beaux-Arts. »

En 1852, Ingres épousa Mlle Delphine Ramel; il eut ce rare bonheur de trouver deux femmes, vraiment *femmes d'artiste*, en comprenant les devoirs et les dévouements.

Malgré la brusque rudesse de sa parole, Ingres fut profondément aimé de ses amis; il donnait beaucoup de lui-même, et recevait beaucoup de ceux qui l'approchaient assez près pour le connaître et l'apprécier. Ses impatiences, ses boutades ne blessaient jamais l'amitié et l'on y sentait la chaleur d'une âme expansive et vibrante.

Ses élèves l'adoraient, même ceux qui ne firent que passer dans son école. Quant aux artistes qu'il a formés, leur affection fut un culte. Ceux qui lui survivent s'efforcent d'initier les amateurs et les artistes à l'esprit de leur maître par d'intéressants écrits, réunissant ses préceptes pieusement recueillis dans leurs notes ou gardés dans leur mémoire. M. A. Flandrin (l'aîné, mort en 1842), M. Odier écrivaient en rentrant chez eux la leçon de la journée. M. R. Balze, dans une plaquette trop courte, a donné le résumé de ce haut enseignement dont la première leçon proclamait que :

« Le dessin est la probité de l'art. »

L'Exposition de 1855 renouvela pour Ingres la douleur de celle du *Saint Symphorien*; la critique s'y réveilla d'autant plus aigre que la

place accordée au doyen de l'Ecole française, une salle entière, soulevait de nombreuses réclamations. La générosité gouvernementale permit à Ingres d'exposer trente-huit tableaux; mais, à côté de ses œuvres maîtresses, des toiles mornes, certainement indignes du voisinage de l'*Odalisque* et des magnifiques portraits admirés de tous, dénonçaient au public les défauts du peintre. A l'irritation de se voir discuté, se joignit pour l'artiste le désappointement de se voir inscrit neuvième sur la liste des médailles d'honneur, alors qu'il se croyait assuré du premier rang. Horace Vernet, dans un élan généreux et patriotique, avait engagé le jury à honorer par un vote unanime le nom du chef de l'Ecole française; une mesure générale imposa l'ordre alphabétique; Ingres, furieux, en apprenait le résultat et l'écrivait à un ami :

«..... Moi, peintre de grande histoire, je suis « sur le même rang que l'apôtre du lard « (Courbet)..... Je me confine chez moi.

« Vous allez dire : Voilà mon Ingres, ça se « calmera. Non, non, cela sera. »

Et cela fut, Ingres n'envoya plus rien au Salon. De vrais amis lui conseillaient de remplacer certaines toiles par quelques-uns de ses admirables dessins; il s'y refusa obstinément.

« — Non, non, pas les dessins, s'écriait-il, on ne regarderait pas mes peintures. »

Par un travers, d'ailleurs commun à beaucoup d'artistes, Ingres paraissait dédaigneux de l'art

où vraiment il était maître et qu'il avait exercé comme un métier dans les moments difficiles. Rien ne l'irritait davantage que l'admiration prodiguée à ses dessins. En 1817, Géricault étant à Rome désira voir Ingres et se fit présenter à lui par Schnetz. Le peintre d'*OEdipe* montrait ses tableaux commencés pendant que Géricault exaltait ses dessins ; impatienté, il s'écria durement :

« — On ne vient pas chez un peintre pour admirer ses croquis ! »

Géricault, interdit, abrégea sa visite et dit à Schnetz en le quittant :

« — Singulier caractère, votre ami, c'est un bâton épineux. Je n'ai garde de vanter ses ours et sa peinture. »

En renonçant aux expositions, Ingres ne renonça pas au travail ; il semble au contraire que, pendant la dernière période de sa vie, l'inspiration lui vint plus féconde ; lui-même le sentait.

« Je fais des progrès tous les jours, écrit-il ;
« jamais le travail ne m'est venu si facile ;
« cependant mes ouvrages ne sont pas lâchés,
« au contraire, je finis plus qu'autrefois, mais
« plus vite. Il m'est impossible par nature de
« ne pas faire mes ouvrages consciencieusement ;
« les faire vite pour gagner de l'argent m'est
« encore plus impossible. »

Le désintéressement en son art et en toutes choses fut une des grandes vertus de Ingres ;

derrière sa brusquerie se cachaient les élans généreux d'un cœur chaud toujours ouvert aux nobles sentiments; malgré son horreur des visites et des démarches, il ne reculait devant aucun ennui pour ses amis, qui passèrent quelquefois avant ses plus chers travaux. Comme son talent, la vie du peintre refléta son amour de l'antique; sans instruction première, il s'en fit une en fouillant les classiques. Après une maladie il écrivait à M. Marcotte :

« J'ai mis mon repos à profit, j'ai lu et relu ce « qu'il y a de plus beau à lire. »

Sa lettre à M. Gilbert de Montauban montre le fruit qu'il en a tiré :

« Vivre sagement, borner ses désirs, et se « croire heureux, c'est l'être. Vive la médiocrité! « c'est le plus heureux état de la vie. Le luxe « corrompt les délicieuces qualités du cœur, car « plus on a, plus on veut avoir; sans les stupides « dissipations du monde, on vit heureux avec « un petit nombre d'amis faits par inclination; « les lettres, les connaissances humaines occupent « les instants et vous rendent un homme autre- « ment que le vulgaire. Les sources de ces « jouissances, tu le sais, sont inépuisables. Voilà « donc selon moi l'homme heureux, le vrai sage « et le vrai philosophe. »

Ingres, on le sent, ne voit que par l'œil de l'esprit humain, il manque du sentiment de l'*au delà*. De cet œil ouvert sur la nature il atteint la suprême beauté de la forme, il plane aussi

haut que possible dans l'idéal tangible à la science, travaillant, travaillant encore, sans pouvoir y saisir le souffle de vie, qui lui reste caché.

Si, comme le dit M. O. Merson, ses odalisques n'ont rien de païen, ses Vierges manquent du sceau du Divin. Toute la personne de Ingres semblait rebelle aux aspirations vers un monde supérieur. Il y a dans ce front, qui paraît bas sous les cheveux drus et noirs, plantés en épis, plus de vouloir que de poésie. Le regard vif et dur de cet œil, darde sous l'arc tranchant des sourcils un éclair de mine, et non pas le jet de la pensée; le nez court, le menton droit et avancé des impérieux dépasse encore les lèvres épaisses, accentuées par le dédain et l'ironie. Tout, jusqu'aux mains courtes et grasses, prouve les efforts de l'esprit pour s'élever en haut, il semble que la grande hôtesse ne voulût pas déployer ses ailes dans cette enveloppe mal pétrie, il la lui fallait forcer, et le combat dura toute la vie de ce maître de grand talent, auquel Dieu refusa le génie.

Ingres dans tous les arts haïssait la fantaisie; cet homme tout d'une pièce, enfant sérieux, eut trente ans toute sa vie, unissant jusqu'à la fin les juvéniles enthousiasmes à la faculté du travail progressif. A soixante ans il écrivait :

« Vive Don Juan ! Quoi donc ! vous ne faites « plus de musique; pour moi j'ai le bonheur de « sentir que plus j'avance en âge plus mon âme

« est jeune et brûlante... Les sonates de Haydn, « de Mozart, de Beethoven font le bonheur et la « consolation de ma vie. Je crois que je mourrais « moralement si je cessais de les dire..... Mais « jamais rien d'italien ; au diable ce commun, ce « trivial, où, jusqu'à *je vous hais,* tout se dit en « chantant. Vive Don Juan ! Mozart est le dieu « de la musique, comme Raphaël l'est de la « peinture. »

Quelle gaîté, quelle verve ! et vingt ans plus tard, la *Source* témoigna de cette inépuisable jeunesse.

Ingres était méridional, il faut s'en souvenir pour trouver le mot des légendes qui établissent son horreur pour Delacroix et son admiration pour Vatteau. Lorsque l'ignorance ou la flatterie aplatissait devant le maître le peintre des Bergères, il prenait sa défense, avec l'exaltation qu'il eût mise à louer un grand peintre florentin. Quant à Delacroix, chacun des deux artistes admirait dans l'autre la qualité qui lui manquait. Ingres souffrait beaucoup de l'accusation de jalousie que portait contre lui le camp romantique.

Trouvant un jour, chez M. Haro, une toile du maître coloriste, il s'écria :

« — Vous aimez donc Delacroix ? Embrassez-moi, moi aussi je l'admire. »

Cette vivacité de l'homme du Midi n'était pas toujours aimable. Il dit un jour à Mme de X., fatiguée de l'immobilité que lui imposait le peintre :

« — Je voudrais pouvoir vous donner cinq francs, vous seriez bien forcée de garder la pose. »

La dernière œuvre du peintre illustre fut la *Source*, son testament artistique. Son dernier travail, le portrait de Mlle Hippolyte Flandrin, sa filleule.

Le 8 janvier 1867, après une soirée musicale donnée à quelques amis, Ingres se coucha bien portant, rêvant au plaisir qu'il aurait de jouer quelques jours plus tard le concerto de Viotti qui lui avait valu les applaudissements des Toulousains. Dans la nuit, un tison enflammé roula sur le parquet. Confiant dans sa robuste santé, le maître ne voulut déranger personne et ouvrit la fenêtre pour chasser la fumée ; demi-nu, il prit froid, et le 14 janvier l'Ecole française n'eut plus pour lui que des regrets et des louanges. Montauban n'oublia pas qu'elle devait à ce fils illustre un musée, qu'il avait fondé en 1851 ; elle envoya son maire, M. Prax-Paris, pour la représenter aux funérailles.

Depuis l'Exposition de 1855 Ingres portait la plaque de grand-officier. Il était sénateur depuis 1862.

L'œuvre de Ingres, admiré, discuté, catalogué par ses amis et ses ennemis, n'est guère suivi de la foule, peu curieuse des questions d'esthétique. Cependant la personnalité du chef de l'Ecole française a droit d'être connue de tous. Il fut homme de travail et de probité, ne

sacrifia jamais rien *au petit hôtel,* vécut dans une honnête simplicité, entouré de ses amis, estimé de ses ennemis, et justement honoré des Français et des étrangers.

C. de Beaulieu.

LES QUATRE SERGENTS
DE LA ROCHELLE
[BORIES, GOUBIN, POMMIER, RAOULX]
OU UNE CONSPIRATION EN 1822



Les quatre sergents de La Rochelle sont quatre sous-officiers, condamnés à mort en 1822 pour avoir conspiré contre le gouvernement du Roi. — L'esprit de parti s'est emparé de la pitié qu'inspiraient leur malheur, leur jeunesse, pour s'en faire une arme contre la royauté légitime; on leur a composé une légende glorieuse, une apothéose; ils sont devenus, dans des portraits de fantaisie, des victimes, des héros, des martyrs du patriotisme, de la liberté; ces quatre têtes de jeunes et malheureux conspirateurs, on les a ramassées au pied de l'échafaud pour les jeter à la face des souverains qu'ils avaient voulu renverser. Mais ces légendes inspirées par la passion n'ont jamais qu'un temps : la passion ne tarde pas à tomber, et la légende avec elle. Ces bruyantes apothéoses

ne peuvent retarder que de quelques jours le travail de l'histoire, de la justice, de la vérité. Il s'est fait depuis longtemps, ce précieux travail, sur les sergents de La Rochelle. Le mot de l'histoire a été dit, et si quelques esprits s'attardent encore à la légende qui reprochait au gouvernement royal leur exécution comme un crime, ce ne sont plus que des ignorants, des crédules exploités par une évidente mauvaise foi. Victimes, oui, les quatre sergents le furent, mais seulement des intrigants qui les poussèrent au crime et les abandonnèrent dans le malheur; martyrs, on ne peut l'être qu'en s'immolant pour la justice et la vérité.

L'année 1822 fut celle des conspirations; l'on n'en trouverait pas une autre dans ce siècle qui en ait vu former un aussi grand nombre. Malgré ses torts et ses fautes, la royauté légitime était encore le gouvernement le plus favorable à la religion, c'est-à-dire au bien dans le sens le plus étendu et le plus élevé de ce mot; aussi tous les ennemis du bien se déclarèrent-ils contre elle dès son premier jour; les anciens révolutionnaires humiliés du retour des rois, les irréligieux, les débauchés, les séditieux, les turbulents étaient tous acharnés à sa perte; on les vit, au 20 mars 1816, célébrer le retour de Bonaparte par des cris dont il fut lui-même étonné et troublé. « J'ai cru, dit-il, qu'on avait ouvert tous les bagnes et que j'étais environné de forçats. »

Ce n'est pas tout.

Tant que cette royauté restaurée laissa tout le gouvernement aux mains de ses anciens ennemis, aux Lavalette, aux Fouché, aux Talleyrand, aux Decazes; tant que, grâce à leur influence, la Chambre, renouvelée par cinquièmes, voyait grossir chaque année le nombre des députés hostiles à la dynastie, les complots furent plus rares. Sûres d'une victoire prochaine, les factions se contentaient de l'action légale, de l'opposition par les journaux et les comités; à peine avait-on vu éclater quelques conjurations bonapartistes. Mais quand, après l'élection du régicide Grégoire et l'assassinat du duc de Berry, le roi Louis XVIII ouvrit enfin les yeux, et rendit sa confiance aux fidèles amis de la royauté, l'opposition, désespérant désormais d'arriver bientôt à ses fins, recourut avec une sorte de fureur aux moyens violents, aux conspirations, aux séditions. Dans le même temps, la mort de l'Empereur qui ne laissait qu'un fils maladif, et d'ailleurs au pouvoir de la cour d'Autriche, rendit facile la fusion du parti bonapartiste avec les autres branches de l'opposition. Le renversement du trône de saint Louis devint l'unique but d'une action désormais unie : l'on remit au lendemain de la victoire le soin de choisir un nouveau gouvernement, et cet accord, jusqu'alors très incomplet, doubla les forces de l'ennemi. Elles furent encore sensiblement augmentées par le concours et le concert des révolutionnaires espagnols et italiens qui lançaient sur la France des émissaires de leurs

sociétés secrètes, et en particulier de celle des *Carbonari,* la plus ardente et la plus radicale de toutes. Alors le gouvernement fut enlacé dans un réseau de trames hostiles. Alors les grands corps de l'Etat, qui devaient être ses soutiens, commencèrent à se tourner contre lui; il y eut dans les *Ventes* de la *Charbonnerie*, dans les loges des francs-maçons, des militaires, des magistrats, des professeurs. Alors aussi les complots éclatèrent de toute part. La naissance du duc de Bordeaux, qui semblait assurer l'immortalité des lis, augmenta encore les impatiences, les audaces du parti. Belfort, Saumur, Colmar, Brest, Thouars, Saint-Malo, Strasbourg eurent leurs complots civils, leurs révoltes militaires, presqu'en même temps. La lutte était quelquefois difficile à soutenir, et la victoire du gouvernement, toujours suivie d'indispensables supplices, enflammait encore, exaspérait la fureur de ses ennemis. Le trône était sur un volcan, dont ces insurrections ne paraissaient que des échappées partielles, sinistres avant-coureurs d'une explosion plus générale et plus terrible : le gouvernement, harcelé par ces assauts quotidiens, était toujours aux aguets, et se sentait poussé par le sentiment du danger à la plus inexorable répression.

Le 21 janvier 1822, le 45e de ligne était en garnison à Paris, quand, tout à coup, le colonel marquis de Toustain reçut l'ordre de conduire son régiment à La Rochelle. Sans avoir la preuve qu'il

s'y préparât une sédition, le gouvernement était averti que plusieurs sous-officiers paraissaient travaillés par l'esprit d'insubordination et qu'ils entretenaient avec les civils des relations inquiétantes. On avait remarqué des signes mystérieux d'intelligence, des réunions suspectes, des sorties dont la raison était difficile à expliquer. En éloignant ce régiment de la capitale on croyait s'assurer de lui, ou, en tout cas, le soustraire à des influences pernicieuses. Parti le 22 janvier, le 45e arriva le 12 février à sa destination, après avoir passé par Orléans, Tours et Poitiers. Cependant il y eut à Orléans des querelles et des rixes entre plusieurs soldats de ce régiment et des Suisses logés dans le même quartier. Un jeune sergent-major nommé Bories qui s'y était chaudement mêlé reçut une légère blessure au front et fut mis aux arrêts par le colonel. Ces arrêts furent remplacés à La Rochelle par la prison militaire. Mais le colonel apprit bientôt que Bories avait trouvé moyen de gagner la garde, et qu'il était sorti pendant quelques heures, après quoi il s'était remis dans sa prison. Cette circonstance donna l'éveil, on sut qu'il y avait eu d'autres sorties de sous-officiers après l'heure réglementaire, des démarches multipliées, des réunions suspectes. Le colonel crut devoir se concerter sur ces faits avec le général Nagle qui commandait la place; ensemble ils informèrent le ministre qui donna ordre d'arrêter trois autres sous-officiers nommés Goubin, Raoulx, et Pommier.

Leurs chambres furent visitées et l'on trouva, dans leurs lits, des poignards, des cartouches et des papiers d'affiliation à la société des Carbonari. Evidemment il se tramait un complot. Alors l'instruction commença, de nombreux témoins furent entendus, et bientôt il fut impossible d'en douter, il y avait une conspiration entre plusieurs sous-officiers du 45e; cette conspiration se liait à celle qui venait d'échouer à Saumur, et dont le général Berton était le chef; elle n'était qu'un fil du vaste réseau de conjurations civiles et militaires qu'on découvrait de toute part depuis plusieurs mois.

Louis-François-Leclerc Bories était né en 1794 à Villefranche d'Aveyron. Il entra en 1816, comme conscrit, dans le 45e régiment d'infanterie, et parvint au grade de sergent-major. Ses opinions démocratiques étaient ardentes, il lisait les journaux les plus exaltés et n'avait pour amis dans le civil comme dans son régiment que des ennemis passionnés de la maison de Bourbon. Bientôt il entra dans la société secrète des *Charbonniers* et y donna de telles preuves de ses sentiments qu'on le nomma député à la Vente centrale présidée par l'avocat Baradère. Il fut même alors présenté à de plus hauts personnages qui tenaient les fils de cette vaste conjuration. Il eut aussi des rapports avec le général Berton, chef de l'insurrection qui devait éclater en Vendée. Sa tâche fut de gagner les autres sous-officiers, et, par eux, de s'assurer du soldat. Raoulx,

Goubin et Pommier acceptèrent ses propositions; à eux quatre, ils formèrent une petite Vente militaire destinée à gagner peu à peu tout le régiment et à préparer une insurrection qui devait éclater en même temps que celle de la Vendée et plusieurs autres. Déjà il attendait le signal d'un soulèvement quand son régiment dut quitter Paris. A Orléans, Bories muni de fortes sommes d'argent réunit à dîner plusieurs initiés; il leur annonça que le moment de se montrer dignes du nom de *Carbonaro* était arrivé, que le régiment n'irait pas jusqu'à La Rochelle, que, non loin de Tours, il commencerait l'exécution de l'entreprise pour laquelle tous voulaient verser leur sang, et qu'il irait se joindre aux conjurés de Saumur dont les portes lui seraient ouvertes. C'est en sortant de cette conférence, où le vin lui avait échauffé la tête, qu'il eut sa querelle avec les Suisses et fut mis aux arrêts par le colonel; c'est alors aussi qu'il put sortir de prison pendant quelques heures dont il profita pour donner ses instructions à Goubin et lui confier la mission de le remplacer pendant sa captivité.

Une réunion de personnages considérables eut lieu à La Rochelle où le général Berton venait d'arriver. Après son échec de Saumur, il voulait tenter de nouveau la fortune en se joignant aux conjurés du 45e dont il connaissait l'organisation. Goubin assista à la conférence, mais il hésitait beaucoup à promettre son concours. Ce fut Berton qui le décida avec un commissaire du comité

directeur, arrivé, la veille, de Paris, et l'on fixa au 10 mars la date de l'insurrection. Des témoins assurèrent qu'on résolut de poignarder les officiers qui feraient de la résistance. C'est alors que le colonel fit arrêter Goubin compromis par plusieurs démarches mystérieuses; quelques jours plus tard Pommier, que Goubin avait mis à sa place, fut arrêté aussi avec Raoulx et beaucoup d'autres prévenus tant civils que militaires : l'heure de l'action avait passé, celle de la justice commençait.

Les accusés étaient au nombre de 25; à leur tête figurait Baradère, le président de la Vente centrale de Paris, d'où émanaient les instructions, et un capitaine nommé Massiat qui paraissait au procureur général l'intermédiaire entre la Vente centrale et la Vente militaire de La Rochelle. Venaient ensuite les quatre sous-officiers que nous connaissons et quelques autres impliqués dans la même accusation. Et enfin plusieurs personnes poursuivies pour n'avoir pas dénoncé le complot dont elles avaient eu connaissance.

Sous le coup de la première émotion, Pommier, Goubin et Raoulx firent des aveux complets qui confirmaient la déposition des nombreux témoins appelés par le ministère public. Ils renouvelèrent ces aveux dans des écrits autographes et signés de leurs mains. « Depuis notre arrivée à La Rochelle, dit Pommier, nous nous attendions tous les jours à exécuter le complot. Nous devions

établir trois postes dans le voisinage des casernes, composés de sous-officiers et de soldats sur lesquels nous pouvions compter pour empêcher les officiers du régiment de se rendre aux casernes. Les villages d'alentour devaient suivre La Rochelle. Berton, attendu dans cette ville, devait y arborer le drapeau tricolore. » Un autre accusé, nommé Hénon, fut plus explicite encore ; devant le préfet de police d'abord et plus tard devant le juge d'instruction, M. Debelleyme, il reconnut « avoir fait partie d'une Vente qui se réunissait chez Baradère, il déclara que Bories avait fait partie de cette Vente comme président d'une Vente militaire. Le but de la secte était de conquérir la liberté à main armée. Il y avait des vues divergentes dans la Charbonnerie. Les uns voulaient la république, les autres Napoléon II ; mais on s'entendait sur un point, c'est qu'il fallait d'abord attaquer le gouvernement des Bourbons. »

Bien différent de ses collègues, Bories était demeuré impénétrable. Harcelé par les questions des magistrats, il avait cherché à expliquer les faits qu'il ne pouvait absolument méconnaître en transformant la Vente en une association philanthropique qui aurait eu pour but le soulagement des sous-officiers malades à l'aide d'une cotisation. Quant à Baradère et à Massiat, ils répondirent par des dénégations monosyllabiques à toutes les questions qui leur étaient adressées.

Les accusés avaient passé trois mois dans les prisons de La Rochelle, quand un arrêt de la cour royale soumit l'affaire au jugement de la cour d'assises de la Seine. Ils furent alors transportés à Paris et enfermés dans les cachots de cette ville. Alors aussi il fut donné à Bories de communiquer avec ses complices. Aussitôt il leur remontra qu'ils avaient commis une grande faute en avouant le complot. Il ne leur restait plus, disait-il, qu'une chose à faire; c'était de rétracter leurs aveux à l'audience, en affirmant qu'ils leur avaient été arrachés par l'intimidation et par la promesse de leur grâce. Peut-être ne se sauveraient-ils pas ainsi, mais du moins ils sauveraient la Charbonnerie, en empêchant le gouvernement de remonter, de la Vente centrale qu'ils avaient compromise dans la personne de Baradère, à la Haute Vente qui était la tête de l'institution. Ce fut aussi le conseil que leur donnèrent les avocats, et ce conseil de leur part était fort peu désintéressé, car tous étaient membres de la Charbonnerie, et les deux principaux, MM. Barthe et Mérilhou, faisaient partie de la Haute Vente. Ils ajoutaient comme encouragement la promesse d'un effort suprême et des plus grands sacrifices, pour gagner les juges, ou, si les accusés étaient condamnés, pour procurer leur évasion.

L'éclat, et, disons-le, la générosité de cette conduite tentèrent ces jeunes cœurs, et ils y persévérèrent d'autant plus facilement que le

président de la cour d'assises, M. de Montmerqué, quoique royaliste fidèle et magistrat intègre, ne dissimulait pas l'intérêt qu'il prenait à la jeunesse des accusés (le plus âgé n'avait que vingt-sept ans) et à leur malheur. Tous les quatre, ils ajoutèrent même des protestations de fidélité au Roi.

Les débats de la cour d'assises s'ouvrirent le 21 août 1822. MM. de Marchangy et de Broé occupaient le siège du ministère public. Les défenseurs étaient MM. Barthe, Mérilhou, Mocquart, Legoux, Berville, Delangle, Chaix-d'Est-Ange et Coffinières; les jurés MM. le baron Trouvé, chef du jury, Doillot, Perrin, de la Fortelle, de Courteille, de Loques, de Vianny, Rodier, Pivot, Faveret, d'Arlincourt et Parmentier. Ils étaient pris de toutes les opinions, mais tous gens de bien et hommes de cœur, comme on le vit au cours des débats, quand ils reçurent des lettres anonymes qui les menaçaient d'une mort certaine et prochaine si tous les accusés n'étaient pas absous.

Les audiences de la cause durèrent seize jours, pendant lesquels la salle ne désemplit pas. Les accusés persistèrent tous à rétracter leurs aveux, malgré leur confrontation avec les généraux chargés de l'instruction, et avec les magistrats qui déclarèrent n'avoir mis en avant pour les obtenir que l'espoir de l'indulgence qu'inspire toujours aux juges la sincérité des accusés, mais sans prendre aucun engagement ni faire aucune



promesse. Que pouvaient d'ailleurs ces dénégations tardives contre les dépositions des témoins en tout conformes aux aveux qu'on rétractait?

L'accusation et les défenseurs rivalisèrent d'éloquence. Le réquisitoire de M. de Marchangy où les trames de toutes les sociétés secrètes de l'Europe étaient magnifiquement dévoilées, ainsi que leurs progrès et leur danger, fut regardé comme un chef-d'œuvre et un modèle. On le sentait, la vérité était là: mais les avocats ne lui furent pas inférieurs, bien que ce fût par des qualités fort différentes. Le magistrat en effet s'était signalé par l'ampleur, la hauteur et l'entraînement; les défenseurs au contraire firent admirer les ressources de leur esprit dans la recherche des moyens et des expédients, dans la finesse, l'habileté, la souplesse de leur talent, se montrant toujours prêt à répondre à tout, à tout expliquer, à tirer parti des moindres choses dans l'intérêt de leurs clients. Mais que pouvaient ces habiletés contre l'évidence? M. de Marchangy s'était écrié, après un discours de M. Mérilhou : « Tous les prestiges oratoires n'arracheront pas l'accusé Bories à la juste sentence qui l'attend. » Le mot fut trouvé inconvenant, il l'était peut-être; mais il était surtout vrai. Le talent en effet ne peut détruire la force des faits. Jaloux de faire admirer sa fermeté, et sans doute aussi de sauver ses coaccusés, Bories, quand le président lui demanda s'il n'avait rien à ajouter pour sa défense, retourna en ces termes le mot imprudent de

l'accusation : « M. l'avocat général n'a cessé de me présenter comme chef d'un complot, il a dit que ma mort était assurée ; eh bien, messieurs, j'accepte, heureux si ma tête en roulant sur l'échafaud peut sauver celle de mes camarades! » Cette belle parole au fond n'était rien, puisque Bories persistait à nier tout.

Les dernières audiences de la cour furent rendues plus saisissantes encore par les lettres menaçantes que reçurent les jurés. Une espèce de terreur planait sur l'enceinte de la justice; toutefois le cœur des jurés n'en fut pas ému. Les accusés comme leurs défenseurs désavouèrent ces indignes menaces; mais pouvaient-ils nier qu'elles vinssent de leurs amis? et tout le monde ne sentait-il pas que ces amis ne devaient être que des complices? Enfin, après être resté trois heures dans la salle des délibérations, le jury rendit son verdict sur lequel fut établi l'arrêt de la cour. Quelques accusés étaient condamnés à la prison et à l'amende, le plus grand nombre était acquitté, mais nos quatre sergents étaient condamnés à mort.

La nuit était venue quand ce jugement fut prononcé : elle ajouta encore au saisissement de l'assistance. La foule se retira lentement; les avocats, qui, sans doute, avaient fait espérer à leurs clients une autre issue du procès, s'approchèrent d'eux en silence et leur serrèrent tristement les mains. Ces aristocrates des complots, qui venaient de donner leur parole à de

pauvres jeunes gens qui, eux, donnaient leur vie pour les avoir trop écoutés, durent sentir cruellement à ce moment solennel l'inégalité de leurs sacrifices, et tout le crime de leurs criminelles excitations. Les malheureux subalternes de l'émeute allaient monter sur l'échafaud, tandis que leurs avocats, après avoir tant parlé contre la tyrannie, sont tous devenus, après la révolution de 1830, où pas un d'eux ne s'est exposé à rien, pairs de France, ministres, sénateurs; l'un d'entre eux même et l'un des plus éloquents dans sa haine des despotes, fut un des principaux acteurs du coup d'Etat de 1851 et devint secrétaire particulier de Napoléon.

La cour de cassation ayant rejeté le pourvoi des condamnés, il ne leur restait plus que deux moyens, deux chances de sauver leur vie : le recours en grâce et l'évasion.

L'inconvénient du premier de ces deux moyens était de ne pouvoir aboutir qu'à une commutation de peine. Supposé que la grâce fût accordée, l'infamie restait la même; au lieu de l'échafaud c'était le bagne; un long et ignoble supplice à la place d'un instant rapide, et qui même pouvait paraître glorieux à des imaginations exaltées. Ce n'est pas tout. Pour obtenir la grâce il fallait la demander, se jeter par conséquent aux pieds de ce roi, de ces princes, de ces princesses dont on avait tramé la déchéance, la proscription et, au moins par voie de conséquence à peu près certaine, la mort. L'orgueil des condamnés ne

put s'y résoudre; on les avait tant appelés des héros qu'ils ne voulurent pas se montrer des suppliants, surtout avec la certitude d'aller finir leurs jours déshonorés parmi les forçats. Cependant, ce que les condamnés ne voulaient pas faire, leurs familles le firent pour eux ; ou, peut-être, cette manière indirecte d'implorer la clémence du souverain fut-elle prise avec leur consentement et sur leur désir.

Certes, le gouvernement du Roi avait respecté toutes les lois, toutes les convenances de la justice dans cette malheureuse affaire. Les coupables avaient été déférés à leurs juges naturels. Cette préférence même du jury de la Seine semblait être une garantie de plus pour des accusés politiques. La liberté de la défense avait été poussée jusqu'à sa plus extrême limite par un président dont les accusés eux-mêmes et leurs avocats proclamèrent la bienveillance; les débats n'avaient pas duré moins de seize jours, et les esprits les plus prévenus n'osèrent pas faire la moindre plainte sur la manière dont ils avaient été conduits. La royauté avait donc fait son devoir; le fils de saint Louis avait accordé pleine justice à ses implacables ennemis.

Devait-il faire davantage? Sans doute la jeunesse des condamnés parlait pour eux; et ce qui sollicitait encore plus la pitié, c'étaient les criminelles excitations qui les avaient entraînés. Ils le déclarèrent eux-mêmes à l'instruction et à l'audience, c'était sous l'influence des discours

de MM. Manuel, Foy, Benjamin Constant, qu'ils s'étaient perdus. Il eût donc été à souhaiter que la grâce de la vie pût être accordée; les ministres le comprenaient très bien, et Louis XVIII encore mieux. Mais pour que la clémence royale pût s'exercer, une condition était nécessaire, indispensable; c'était qu'elle fût implorée par les accusés eux-mêmes, car cette démarche devait être la preuve de leur repentir. Comment pardonner au coupable qui ne se repent point, qui voudrait pouvoir consommer encore son crime? Dieu lui-même ne le fait pas et ne le peut pas. Or, les quatre sergents ne se repentirent jamais; jamais seulement ils ne consentirent à en avoir l'air; jamais ils ne firent la plus petite démarche; jamais ils ne dirent le moindre mot qui pût faire croire qu'ils se repentaient. Ils étaient fiers de leur conduite, fiers de leurs opinions, de cette haine aveugle de la royauté dont ils avaient donné tant de preuves. Comment, dans ces conditions, auraient-ils pu obtenir la grâce du Roi? Comment leurs amis pouvaient-ils l'espérer pour eux? Pardonner à des coupables fiers de leur forfait, ce n'était plus pardonner; c'était absoudre, réhabiliter, glorifier. Le monarque le pouvait-il?

Chose étrange! ces condamnés qui se faisaient gloire de mourir pour avoir voulu renverser la tyrannie, se défendaient, à d'autres moments, d'avoir conçu ce dessein. Par une contradiction aussi maladroite que déloyale, ils avouaient tour

à tour et désavouaient leur forfait : ils l'avouaient pour être des héros, des martyrs; ils le désavouaient pour sauver leur vie et pouvoir recommencer leurs complots. Cependant, s'ils étaient des héros, c'était sans doute parce qu'ils avaient risqué leur tête dans l'intérêt d'une cause politique. S'ils n'avaient voulu fonder qu'une association inoffensive, une souscription de secours mutuels, comment les appelait-on des héros? Il eût fallu prendre l'un ou l'autre parti, l'un ou l'autre rôle; il eût fallu dire au Roi : « Pardonnez-nous, car nous sommes des coupables repentants »; ou bien : « Sauvez-nous la vie, car la cour s'est trompée et nous ne sommes pas vos ennemis! » Ils ne dirent ni l'un ni l'autre, ou plutôt ils dirent l'un et l'autre tour à tour, pour les besoins de la cause ou pour la gloire de leur parti.

Louis XVIII répondit comme à Mme de Lavalette : « Je ne puis faire que mon devoir. » Noble et douloureuse parole de roi à laquelle on a substitué une injurieuse et grossière plaisanterie, absolument contraire au caractère et aux habitudes de ce prince, si attentif à toutes les convenances de son rang.

Restait l'évasion. On l'avait promise aux accusés, et, il faut en convenir, les chefs du parti songeaient à tenir leur promesse; mais comme toujours, les moyens auxquels ils recoururent furent au-dessous de la grandeur de leur dessein. Laissons ici la parole à M. Nettement,

le plus impartial, le plus modéré des historiens de cette époque.

« Les Ventes de Paris s'étaient déclarées en permanence. Elles agitèrent les moyens de soustraire les quatre sergents à leur triste destinée. On parlait d'une évasion, et, à défaut d'une évasion, d'une attaque à main armée, le jour de l'exécution. « Quelle meilleure occasion, « disaient les plus jeunes, les plus ardents, « pourrait-on espérer de livrer bataille au gouver- « nement? » Les plus habiles penchaient pour une évasion. Deux élèves en médecine, MM. Latouche et Margue, avertirent le général Lafayette que le directeur de la prison consentait à laisser faire si on lui assurait de quoi vivre à l'étranger. On réunit 70.000 fr. et on les remit aux étudiants. D'autres officiers préparèrent les moyens de faire passer les condamnés et le geôlier en Angleterre; mais le préfet de police fut averti, et mit la main sur le geôlier au moment où M. Latouche lui versait un acompte de 10.000 fr. Le projet d'évasion était déjoué; il ne restait plus que la force ouverte. »

Les Ventes comptaient plus de membres à Paris que le gouvernement n'y avait de soldats; l'argent, les armes, les munitions ne leur manquaient point; mais ce fut la résolution qui fit défaut aux chefs, dont aucun ne voulut payer de sa personne et se mettre à la tête du mouvement. Au lieu, en effet, de réunir en un lieu choisi les 25.000 hommes dont on disposait, on se

borna à convenir que les associés se mêleraient à la foule avec des armes cachées, et qu'ils saisiraient une occasion favorable de délivrer les condamnés. C'était décider qu'on ne ferait rien. Au fond, personne ne voulait risquer sa vie et plus d'un peut-être n'était pas fâché de voir descendre dans la tombe, avec les quatre sergents, de terribles secrets dont on pouvait toujours redouter la révélation. Manuel avait échappé le dernier mot du parti, quand il avait dit à la tribune : « Soyez tranquilles, ils mourront bien! »

Ils moururent en effet, le 21 septembre, après avoir refusé une dernière fois de révéler les noms des chefs du complot; ils allèrent prendre leur place dans les quatre charrettes qui les attendaient aux portes de la Conciergerie. Quatre prêtres les accompagnaient ; les condamnés ne refusèrent pas leurs consolations; arrivés au pied de l'échafaud ils baisèrent même le crucifix; mais Pommier fut le seul qui consentit à se confesser. Sur le parcours rien ne fut tenté pour leur délivrance. Disséminés dans la foule, les carbonari se bornaient à leur adresser des signes d'adieux auxquels ils répondaient par des mouvements de tête. Ils arrivèrent à la place de Grève un peu avant cinq heures de l'après-midi, s'embrassèrent une dernière fois en criant : *Vive la liberté!* et moururent. Comme chef de complot, Bories fut exécuté le dernier.

A huit ans de là, les Bourbons étaient en exil.

Les instigateurs des complots, recueillant les fruits d'une victoire populaire à laquelle ils n'avaient point concouru, étaient au pouvoir, et se partageaient les trésors de l'Etat, les dignités, les titres pompeux, les hôtels splendides, contre lesquels ils avaient jadis tant déclamé. La roue de la fortune avait tourné pour eux. Ils étaient en haut, mais le pauvre peuple qu'ils trompaient par leurs discours n'avait pas cessé d'être en bas; il n'avait fait que changer de maîtres.

Cependant quelques-uns de ces conspirateurs enrichis imaginèrent d'aller faire sur la place de Grève, où les sergents avaient péri, une cérémonie en leur honneur. M. Mérilhou, devenu ministre de la justice, se mit à la tête; on porta des bannières, des couronnes, des inscriptions, on poussa des cris exaltés, on prononça des discours brillants. « Citoyens, dit l'orateur, ils avaient projeté ce que vous avez accompli; ce que vous avez fait ils l'avaient tenté; ils avaient conspiré pour la liberté, et, pour prix de leurs efforts, ici même, sous vos yeux, ils reçurent une mort infâme!... » La foule applaudit, mais cette foule était relativement petite; elle se composait de 4.000 âmes d'après les écrivains du parti, de 7 à 800 d'après les autres. En tout cas, c'était peu pour une fête de ce genre et présidée par les chefs du gouvernement. La bourgeoisie parisienne voyait avec peine ces manifestations bruyantes, toujours dangereuses à la paix publique et nuisibles aux intérêts commerciaux;

quant au peuple qui venait de combattre pour la liberté, il commençait à comprendre qu'il avait été dupe et à exhaler ses regrets. Qu'avait-il gagné à sa victoire? M. Mérilhou remplaçait M. de Peyronnet au ministère de la justice, mais qu'importait ce changement? était-ce donc pour si peu de chose qu'on avait fait la révolution? Quant aux gens de bien, ils ne voyaient dans ces scènes conduites par des intrigants satisfaits qu'une lamentable et dangereuse comédie et ils détournaient les yeux avec dégoût.

Un peu plus tard encore (c'était, cette fois, en 1834), M. Barthe, l'ancien carbonaro, devenu, lui aussi, ministre de la justice, et maintenant aux prises avec les difficultés du gouvernement, tonnait à la tribune contre les associations révolutionnaires, et demandait de sévères répressions. Il oubliait, l'imprudent ministre, que, peu de semaines auparavant, pendant qu'il présidait des assises, un accusé lui avait publiquement reproché d'être le complice de son crime et la cause de son malheur; il oubliait surtout que le défenseur de cet accusé était là pour l'en faire souvenir : « Remontez à une date un peu antérieure, s'écria Berryer. Quelles sociétés secrètes étaient alors organisées? Qui y a siégé? Qui s'y est emparé de la jeunesse? Qui a endoctriné ce peuple toujours jeune dans sa passion?... Et que serait-ce, grand Dieu! s'il se trouvait qu'un des accusés, cherchant dans vos conseils, à la tête de votre justice, au milieu de vous, peut-être au

milieu de ses juges, reconnût un homme et lui dît : « Souvenez-vous-en, sur le même poignard, « nous avons juré l'un et l'autre haine implacable à la royauté ! » Les yeux du grand orateur jetaient des flammes, et d'un geste souverain il désignait le ministre aux indignations de l'assemblée. M. Barthe était accablé comme par les éclats d'un tonnerre. Pâle et confondu, il baissait les yeux sans essayer même de répondre; mais qu'importaient ces magnifiques leçons? L'ancien avocat était pair de France et ministre! Les intrigants tromperont toujours le peuple pour le faire servir à leur ambition, et le peuple les écoutera toujours.

Charles de Négrondes.

ROSTOPCHINE

(1765-1826)

Le nom de Rostopchine évoque et évoquera toujours le souvenir de l'incendie de Moscou, des désastres qui en furent la conséquence et qui aboutirent à la chute de Napoléon. Le grand patriote russe qui, au début de ce siècle, inscrivit en lettres de feu et de sang son nom dans l'histoire, mérite d'être connu non seulement par sa participation au terrible événement qui changea la face de l'Europe, mais par les circonstances dramatiques de sa vie, et par l'originalité puissante de son esprit et de sa nature. Sa vie a été écrite il y a peu d'années sur des documents publics et privés, originaux et inédits, avec de nombreuses citations de ses écrits et de sa correspondance (1). Nous n'en raconterons ici que les faits les plus sail-

(1) *Vie du comte Rostopchine*, par le marquis de Ségur, chez Bray et Retaux, 82, rue Bonaparte. 3e édition, 1883.

lants, les anecdotes les plus caractéristiques, et nous nous attacherons à mettre en lumière la figure vraiment extraordinaire du célèbre gouverneur de Moscou en 1812.

I

Théodore Rostopchine naquit le 23 mars 1765, au château de Livna, dans le gouvernement d'Orel, d'après la plupart des historiens, à Moscou d'après ses écrits à lui-même. Dans tous les cas, il passa son enfance à Livna avec son frère, sous la rude direction de son père, loin des influences énervantes de la ville et de la cour. Cette éducation saine et austère trempa vigoureusement son âme et son corps. De son frère, on ne sait qu'une action, sa mort : elle fut héroïque et digne d'être mentionnée dans l'histoire. Officier aux gardes, il prit part à la guerre contre les Suédois en 1789, et commandait une chaloupe canonnière dans la flottille du prince de Nassau. Entouré par trois vaisseaux ennemis, il ne voulut pas se rendre, mit le feu aux poudres et se fit sauter avec son équipage. N'était-ce point comme un prélude de ce que son frère devait accomplir à Moscou ?

Théodore Rostopchine entra de très bonne heure au service. Admis dans le régiment des gardes Préobrajenski, il fut nommé successive-

ment enseigne en 1782, sous-lieutenant en 1785, lieutenant en 1787 et capitaine en 1789. Il assista au siège et à la prise d'Oczakow, et servit pendant une année près de Souvarow. L'accueil qu'il reçut de ce grand homme de guerre met en relief la bizarrerie du général et la présence d'esprit du jeune officier. Quand Rostopchine fut présenté à Souvarow, celui-ci fit deux ou trois culbutes, puis lui demanda gravement : « Monsieur, combien y a-t-il de poissons dans la Néva ? » Le lieutenant lui répondit sans sourciller par le premier chiffre qui lui vint aux lèvres. « C'est bien, monsieur », répliqua Souvarow en lui tendant la main ; et de ce moment, il lui témoigna une bienveillance qui se changea bientôt en affection paternelle. Rostopchine de son côté professa toujours pour l'illustre capitaine une admiration passionnée, et quelques années plus tard, quand de protégé il fut devenu protecteur, il le servit autant qu'il put près de l'empereur Paul.

En 1792, Rostopchine, fatigué de son inaction à l'armée, quitta le service militaire et fut nommé gentilhomme de la Chambre par l'impératrice Catherine. Il y connut le grand-duc héritier, que sa mère traitait durement et tenait à l'écart, dans une sorte d'exil, à Gatschina, près de Saint-Pétersbourg. L'âme naturellement haute de Rostopchine s'indigna de cette disgrâce imméritée : il s'attacha au malheureux prince, prit publiquement son parti contre la lâcheté et l'abandon des

courtisans, et ne tarda point à encourir lui-même la malveillance de Catherine. Il fut exilé de la cour pendant une année, et il mit ce temps à profit pour voyager et séjourner à Berlin. Il rapporta de ce séjour des notes de voyage très spirituelles et très mordantes sur la Prusse et les Prussiens qu'en sa qualité de *vieux russe* il détestait comme tous les Allemands.

A son retour, vers 1795, il épousa la comtesse Catherine Protassow, fort jolie, spirituelle et très instruite. Elle lui donna huit enfants, et vers la fin de sa vie, il lui rendit le témoignage qu'elle ne lui avait fait de la peine que deux fois en trente ans, d'abord en se faisant catholique, puis en gagnant à l'Eglise romaine une de ses filles qui devint la comtesse de Ségur. La comtesse Rostopchine était la femme forte de l'Ecriture sainte, austère, pénitente, pleine de science et de bonnes œuvres, pratiquant hautement sa religion malgré les menaces du gouvernement russe, et la défendant dans de savants écrits. Elle mourut à Moscou en 1859, plus de trente ans après son mari, laissant la réputation d'une sainte.

Un an environ après le mariage de Rostopchine, l'Impératrice mourut d'apoplexie et le grand-duc Paul devint empereur sous le nom de Paul Ier. C'était le 19 novembre 1796, Rostopchine avait alors trente ans, et ce changement de règne amena le changement subit de sa fortune. Le chambellan disgracié de Catherine était l'ami, le favori du Czarévitch ; il resta le favori du Czar,

et si jamais faveur fut méritée par le dévouement de la veille et consacrée par le dévouement du lendemain, ce fut la sienne. Sous le coup des émotions violentes que lui causèrent la mort de Catherine et l'avènement de Paul, il en écrivit le récit avec l'âme d'un honnête homme et la plume d'un Tacite. Nous n'en citerons que deux passages particulièrement saisissants, qui donneront une idée de ses sentiments, de son style et de la grandeur d'âme du malheureux Paul Ier. Ce dernier était à Gatschina quand il apprit que sa mère était mourante. Il partit aussitôt avec la grande-duchesse, sa femme, accompagné par Rostopchine qui suivait dans une autre voiture.

« Ayant dépassé le palais Tchesma, écrit Rostopchine, le grand-duc sortit pour un moment de voiture, et j'attirai son attention sur la beauté de la nuit. Elle était tout à fait calme et claire ; il n'y avait pas plus de trois degrés de froid ; la lune, tantôt se cachait derrière les nuages, tantôt nous éclairait. Il semblait que, dans l'attente du grand événement qui se préparait sur la terre, tous les éléments se tussent et fissent place à un calme majestueux. Je regardai le grand-duc : il avait les yeux élevés vers la lune qui l'éclairait en plein, et je vis son visage inondé de larmes. Impressionné par les émotions de cette journée, dévoué de cœur et d'âme à l'homme qui montait en ce moment sur le trône de Russie, non moins que je l'étais à ma patrie, je me représentai vivement toutes les suites, toute la gravité des

premiers pas et des influences qui pouvaient agir sur un souverain autocrate, plein de force, de fougue et qui avait perdu la faculté d'être maître de lui-même ; oubliant la distance qui nous séparait, je saisis impérieusement sa main et je lui dis : « Monseigneur, quel moment pour vous ! » A quoi il répondit en me serrant fortement la mienne : « Ecoutez, mon cher, écoutez ! j'ai vécu quarante-deux ans, Dieu m'a soutenu. Peut-être me donnera-t-il la force et la raison nécessaires pour supporter l'état auquel il me destine : j'espère tout de sa bonté. » Il se remit en voiture, et à huit heures et demie entra dans Pétersbourg, où peu de gens savaient ce qui se passait. Le palais était rempli de personnes de toutes conditions, rassemblées là par devoir, par peur ou par curiosité, et qui attendaient avec inquiétude la fin d'un long règne et le commencement d'un nouveau. »

Voici maintenant le récit des derniers moments de Catherine : « A neuf heures du soir, Rogerson entra dans le cabinet où étaient le grand-duc et la grande-duchesse, et annonça que la fin approchait. Aussitôt on fit entrer les grands-ducs et les grandes-duchesses Alexandrine et Hélène... Cette minute restera présente à ma mémoire jusqu'à la fin de ma vie ! A la droite se tenaient le grand-duc héritier, la grande-duchesse et leurs enfants ; au chevet, moi et Plestachiew ; à la gauche, les médecins et toutes les personnes du service intime de l'Impé-

ratrice. La respiration était difficile et rare; le sang, tantôt en montant défigurait les traits, tantôt en se retirant leur rendait leur aspect naturel. Le silence de tous les assistants, la fixité des regards dirigés tous vers le même objet, la demi-obscurité qui régnait dans la chambre, tout inspirait l'effroi et annonçait la venue de la mort. Le quart de dix heures sonna... et Catherine la Grande, ayant poussé un dernier soupir, à l'égal de tous les mortels, comparut devant le tribunal de Dieu ! »

Les larmes, la défiance de soi-même et la confiance en Dieu de l'empereur Paul Ier au jour de son avènement suffiraient à prouver que l'âme de ce souverain n'était point vulgaire, et ses historiens les plus sévères lui rendent tous le même témoignage. Mais si son âme était haute et grande, elle était mal équilibrée. Sa raison, ébranlée, dit-on, par une tentative d'empoisonnement, par l'inimitié de sa mère, par la méfiance, compagne ordinaire du pouvoir absolu, n'était point assez forte pour supporter l'épreuve de l'autocratie. Le souvenir de la mort tragique de son père, Pierre III, assassiné dans une conspiration de palais, la crainte de complots pareils contre ses droits ou contre sa vie, altérèrent de plus en plus son humeur et son jugement, et il en arriva par des mesures ridicules, odieuses, parfois intolérables, à préparer et amener ces révoltes et ces conspirations qui d'abord n'existaient que dans son imagination.

C'est ainsi qu'après des mesures pleines de sagesse et d'humanité, suppression d'un grand nombre d'emplois inutiles, diminution considérable des dépenses du Trésor, projets de canalisation et de développement du commerce et de l'industrie russes, il étonna et révolta la ville et la cour par des caprices absurdes et de véritables insanités. Tantôt, en haine de la France, il proscrivait les modes françaises, déterminait la forme des chapeaux et des vêtements; tantôt il ordonnait que sur son passage, tout le monde, hommes et femmes, descendît de voiture et s'inclinât devant lui. Un jour, il dit à un ambassadeur étranger qui s'excusait d'un retard en alléguant la visite d'un personnage considérable de sa cour, cette parole que Louis XIV, dans tout l'enivrement de sa gloire et de son orgueil, n'eût point osé prononcer : « Apprenez, Monsieur, qu'il n'y a de considérable ici que la personne à qui je parle, et pendant le temps que je lui parle. » Une autre fois il eut la fantaisie bizarre, quoique logique, de vouloir célébrer la messe : « Puisque je suis le chef suprême de l'Eglise et du clergé, disait-il, j'ai le droit de faire tout ce que les prêtres font. » On eut toutes les peines du monde à l'empêcher d'accomplir cette bouffonnerie sacrilège.

Tel était le souverain auquel les triples liens de la reconnaissance, des services rendus et d'un dévouement éprouvé et apprécié attachaient le comte Rostopchine. Ce favori, bien

différent de tous les autres, fut peut-être le seul qui osa lui tenir tête et lui dire la vérité. Paul s'emportait fréquemment contre lui, le chassait de sa présence, l'exilait de sa cour et le rappelait au bout de quelques heures ou de quelques jours, encore plus incapable de vivre sans lui qu'avec lui. Ce n'est pas que Rostopchine le contredît à tort et à travers et qu'il ne pratiquât point les habiletés d'un homme d'esprit et d'un homme de cour. Mais quand il pensait que l'intérêt de la Russie ou l'honneur de son maître l'exigeait, rien ne pouvait lui fermer la bouche et il était franc jusqu'à la rudesse. Il épargna ainsi à l'empereur Paul bien des fautes, peut-être des crimes, et il trouva moyen de se montrer ami véritable et bon citoyen dans une position que tant d'autres exploitent contre leur patrie et contre leur souverain.

Une anecdote, curieuse entre toutes, prouvera le courage et la franchise du serviteur, en même temps que la grandeur d'âme du souverain. Paul revint un jour de la *parade* ou revue, violemment irrité : il avait trouvé les draps d'uniforme des soldats de mauvaise qualité. A peine de retour au palais, il manda Rostopchine, et lui dit d'écrire à l'instant même sous ses yeux au comte Voronsow, avec l'ordre de convoquer les fabricants anglais et de leur proposer la fourniture annuelle du drap pour toute l'armée russe. Rostopchine fit observer à l'Empereur qu'un pareil acte était la ruine des marchands russes

et la suppression de l'industrie nationale. Mais voyant que ses observations ne faisaient qu'accroître la colère du souverain, il feignit de s'y résigner et écrivit la lettre commandée, que Paul lut, signa et lui ordonna de cacheter. Avant d'obéir, Rostopchine reprit ostensiblement la plume, et écrivit au bas de la signature impériale : « N'en faites rien, il est fou. » L'Empereur, qui marchait à grands pas par la chambre, s'arrêta tout à coup : « Il me semble, Monsieur, dit-il, que vous avez ajouté du vôtre à mon ordre. — C'est vrai ! » répondit Rostopchine ; et il lui tendit la lettre. — L'Empereur lut, pâlit, se remit à marcher ; puis, au bout de quelques instants, il jeta la lettre au feu et dit à Rostopchine en l'embrassant : « Je vous remercie, vous avez raison. Fasse le ciel que tous mes serviteurs vous ressemblent ! »

Telles étaient les relations de cet autocrate et de ce favori, et quand la vie de Rostopchine et de l'empereur Paul ne renfermerait que ce trait de grandeur d'âme, j'estime qu'il suffirait à honorer l'humanité.

Ce qui n'est pas à l'honneur du régime auquel était alors soumis l'empire russe, c'est l'incroyable profusion de titres, de dignités et fonctions successives ou simultanées dont Paul I[er] accabla Rostopchine pendant la courte durée de son règne. L'énumération qui en subsiste dans une lettre patente signée de l'Empereur et datée du 12 mai 1800 prouve que l'infortuné monarque

excédait en reconnaissance comme en toutes choses. En voici le résumé : « En 1796, le 2 novembre, nous l'avons gracieusement fait chevalier de l'ordre de Sainte-Anne de la troisième classe ; le 7 novembre, brigadier et chevalier du même ordre de la deuxième classe ; le 8, général-major et notre aide de camp général, et le 9, nous lui avons conféré la première classe dudit ordre ; en 1797, le 15 avril, l'ordre de Saint-Alexandre Newsky ; en 1798, le 3 mars, fait lieutenant-général, et le 17 octobre, lui avons ordonné de remplir les fonctions de ministre de notre cabinet des affaires étrangères ; le 24 du même mois, l'avons gracieusement fait conseiller intime et actuel ; le 21 décembre, fait commandeur de notre ordre impérial de Saint-Jean de Jérusalem, et le 31 du même mois lui avons gracieusement octroyé les insignes en diamants de notre ordre de Saint-Alexandre Newsky... le 30 mars 1799, l'avons fait grand chancelier de notre ordre de Saint-Jean de Jérusalem et chevalier grand'croix du même ordre ; le 21 mai, directeur-général des postes ; le 25 septembre, lui avons ordonné d'être premier président de notre collège des affaires étrangères, etc., etc. »

De toutes ces fonctions, celle que Rostopchine exerça avec le plus de suite et le plus efficacement fut celle de ministre des affaires étrangères. Il y rendit à son pays des services considérables, dont nous ne citerons que les plus importants : le rappel de Souvarow à l'activité de

service, et l'échec du général Dumouriez, venu à Saint-Pétersbourg pour entraîner Paul Ier dans une nouvelle coalition contre la France.

Le général Souvarow, favori de l'impératrice Catherine et par cela même suspect aux yeux de Paul Ier, avait encouru la disgrâce du nouvel empereur pour une cause bien futile. Paul, épris d'enthousiasme pour le grand Frédéric, avait cru l'imiter en lui empruntant la tactique et l'uniforme de l'armée prussienne. Il n'avait oublié ni les cheveux frisés ni la longue queue poudrée des soldats du roi de Prusse, et il avait fait faire des modèles de queues qu'il avait envoyés aux divers corps d'armée avec l'ordre de s'en servir. En recevant cet envoi et cet ordre, le vieux et caustique Souvarow hocha la tête, et improvisa deux vers russes qui firent bientôt le tour de l'armée et dont voici la traduction :

« Ces queues ne sont pas des baïonnettes,
Et cette poudre ne prend pas feu. »

Paul Ier, furieux de cette boutade que les ennemis de Souvarow ne lui laissèrent pas ignorer, reçut l'ordre de quitter l'armée qu'il avait tant de fois conduite à la victoire, de se retirer à Moscou et de là dans une de ses terres au fond de la Russie. Le comte Rostopchine souffrait de cette disgrâce imméritée du premier des généraux de son pays, et quand éclata la nouvelle guerre européenne dont l'Italie fut le principal théâtre, en 1799, il usa de toute son influence sur

son souverain pour faire donner à Souvarow le commandement en chef des armées coalisées. Paul céda aux instances de son ami, comme aux conseils de la raison et du patriotisme, et voulant effacer par un témoignage public d'estime et de sympathie ses premières rigueurs, il écrivit à Souvarow ce billet digne de l'un et de l'autre : « Souvarow n'a pas besoin de lauriers ni de triomphes, mais la patrie a besoin de Souvarow. J'ai donc pris la résolution de t'envoyer en Italie, au secours de S. M. l'empereur François II, qui t'a confié le commandement suprême de l'armée. »

La Russie dut à cette mesure les dernières victoires qu'elle remporta dans sa lutte contre la France, victoires bientôt suivies de défaites sanglantes et multipliées, jusqu'au jour où la main de Rostopchine, en allumant l'incendie de Moscou, fit reculer le conquérant de l'Europe et releva la Russie d'une ruine imminente.

Chose étrange ! le comte Rostopchine principal auteur du rappel de Souvarow en 1799, et qui devait être treize ans plus tard le principal instrument de la chute de l'empire français, s'employa activement et avec succès, comme ministre des affaires étrangères de Paul I[er], à détourner son maître d'entrer dans une nouvelle coalition contre la France. Les premiers succès de Souvarow en Italie avaient été suivis d'échecs en Suisse et sur les bords du Rhin, et l'empereur Paul s'était brusquement retiré d'une lutte dont

l'Autriche paraissait vouloir garder seule tous les avantages. Sur ces entrefaites, le coup d'Etat du 18 brumaire vint clore la période anarchique de la Révolution française et mit entre les mains du général Bonaparte les destinées de la patrie. Rostopchine, aussi ami de la France qu'il était l'ennemi de la République française, ébloui du génie militaire de Napoléon, reconnaissant en lui l'intelligence qui conçoit les conditions de l'ordre avec la force qui les impose, passa subitement de la crainte à l'espérance, et travailla avec toute l'impétuosité de son caractère à rapprocher l'empereur Paul du futur empereur Napoléon. Il n'eut point de peine à faire passer ses sentiments dans le cœur de son maître, irrité de la conduite de ses alliés dans la campagne d'Italie, et il ne rencontra qu'un obstacle sérieux à ses projets ; ce fut l'arrivée à Saint-Pétersbourg du général Dumouriez, grand homme de guerre, négociateur habile, mandé par Paul Ier lui-même auquel il avait envoyé un mémoire remarquable avant le 18 brumaire, et chargé de négocier le retour de la Russie à la politique des cours de Vienne et de Londres.

Quand Dumouriez arriva à Saint-Pétersbourg, les troupes russes avaient déjà quitté le théâtre de la guerre et regagnaient leurs frontières ; mais l'alliance politique des trois cours n'était point encore officiellement rompue. L'abbé Georget, agent et ami de Dumouriez, a écrit la relation du voyage de la mission anti-française

du général et des causes de son insuccès qu'il attribue entièrement à Rostopchine : « Le comte Rostopchine, dit-il, ayant toute la confiance de son maître, a parfaitement accueilli Dumouriez, et n'a rien épargné pour avoir le secret de son plan. Le général a été un moment la dupe de l'éminent ministre ; mais mieux instruit par des personnes expérimentées, il a été plus discret, et au lieu de son plan il s'est contenté d'en donner un aperçu sans développement, de manière à exciter la curiosité et à faire désirer l'ensemble ; mais on l'avait deviné. Bientôt on s'aperçut que le ministre craignait l'influence de Dumouriez et le succès d'une audience. Le comte Rostopchine avait adopté un système absolument contraire aux vues de Dumouriez. Son opinion faisait des progrès dans l'esprit de Paul Ier et il était parvenu à persuader à l'Empereur de ne point voir le général... Après une attente de deux mois de séjour, le comte Rostopchine lui envoya mille ducats en or, avec une lettre où il disait que le général étant venu par l'autorisation de l'Empereur, Sa Majesté impériale ne voulait pas permettre que le voyage eût été fait aux frais d'un homme arrivé par ses ordres. »

Se croyant sûr du succès, Rostopchine eut l'imprudence de laisser accorder à Dumouriez une audience de congé. Cette confiance faillit tout compromettre. L'habile général séduisit tellement l'esprit mobile de Paul Ier, que le Czar

l'invita à assister à la parade, où il avait l'habitude de recevoir les militaires. Cette parade avait lieu tous les jours en hiver dans un vaste bâtiment qu'il avait fait construire près de son palais. A la troisième parade, l'ascendant de Dumouriez sur l'Empereur était devenu tel qu'en le quittant, celui-ci lui dit : « Vous m'avez inspiré estime et confiance, je vous crois attaché à mes intérêts ; eh bien, je vous autorise à traiter avec le ministre d'Angleterre pour le subside... je vais faire dire au comte Rostopchine de vous donner l'autorisation pour traiter. »

Dumouriez crut la partie gagnée et revint transporté de joie. L'abbé Georget, qui connaissait mieux que lui la mobilité d'esprit de l'Empereur et l'influence du comte Rostopchine, était moins sûr du succès. Il ne se trompait point. Le froid, destiné à jouer un si grand rôle dans les affaires de la Russie et de la France, fit suspendre la parade pendant trois jours. Ces trois jours suffirent à Rostopchine et à ses amis pour ramener l'Empereur à leurs idées. Le ministre manda chez lui Dumouriez, lui dit que des considérations particulières avaient déterminé Sa Majesté à suspendre sa négociation jusqu'à l'arrivée d'une réponse catégorique de la cour de Vienne; que c'était un retard de quinze jours. Ce retard, dans de pareilles circonstances, équivalait à une rupture. Dumouriez le comprit et perdit tout espoir. Peu de temps après, une lettre de Rostopchine lui disait de la part de

l'Empereur que la présence du général pouvait être nécessaire ailleurs, et que Sa Majesté trouvait désormais son séjour superflu à Saint-Pétersbourg.

Le comte Róstopchine était vainqueur, et il se trouve que l'acte le plus important du futur gouverneur de Moscou comme ministre des affaires étrangères fut la rupture de la Russie avec la coalition contre la France et un rapprochement de Paul Ier et du premier consul Napoléon Bonaparte.

Malheureusement, la tendance d'esprit du Czar le portait aux partis extrêmes et violents et ne lui permettait pas de s'arrêter en chemin. Il ne se contenta point de s'entourer des portraits du premier consul, de boire publiquement à sa santé, de chasser brutalement de Mittau le roi Louis XVIII, et de donner à l'Europe le spectacle douloureux et honteux pour les souverains, du roi de France cheminant à pied, sans ressource, par la neige, avec la fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, jusqu'à la frontière russe. Il s'attaqua à l'Angleterre aussi violemment qu'au roi sans royaume ; et par la déclaration de neutralité des puissances maritimes du Nord, accompagnée de la mesure de l'*embargo* sur les navires anglais, il déclara implicitement la guerre à cette puissante nation dont le commerce faisait vivre l'agriculture et l'industrie russes. C'était décréter la ruine de l'aristocratie, propriétaire de tout le territoire de l'empire,

et c'était, du même coup, décréter ou du moins préparer sa chute à lui-même. Déjà, autour de lui, tout le monde, à commencer par sa famille, souffrait cruellement de ses caprices et de ses folies. Sa méfiance, qui voyait partout des complots, les excitait en voulant les prévenir. La crainte de la ruine matérielle, suite de la guerre avec l'Angleterre, acheva de lui aliéner les cœurs et fit souhaiter à beaucoup la fin d'un règne qui ne laissait rien en sûreté.

Quel rôle Rostopchine joua-t-il près de lui dans ces circonstances extrêmes ? Plusieurs faits caractéristiques témoignent que son dévouement éclairé chercha à retenir le malheureux Paul sur la pente qui le menait à l'abîme. C'est ainsi qu'un jour, l'Empereur lui ayant ordonné, dans un accès de jalousie et de colère, de préparer un édit qui reléguait l'Impératrice au couvent de Solovetsk et déclarait illégitime la naissance de ses deux derniers fils, les grands-ducs Nicolas et Michel, Rostopchine lui répondit par la lettre suivante conservée dans sa famille comme un titre d'honneur : « Sire, vos ordres s'exécutent, et je suis occupé à composer l'écrit fatal. J'aurai le malheur de vous le présenter demain matin. Plaise à Dieu que vous n'ayez pas le malheur de le signer et de fournir à l'histoire une page qui couvrira de honte tout votre règne. Le ciel vous a tout accordé pour jouir du bonheur et y faire participer le monde entier, mais vous vous créez un enfer de votre vivant et vous vous y

condamnez vous-même. Je suis trop hardi, je m'expose à me perdre, mais je me consolerai de ma disgrâce en me trouvant digne de vos bienfaits et de mon honneur. » Quelques instants après, il reçut une missive de l'Empereur ; elle contenait sa lettre avec ces mots que Paul y avait ajoutés de sa main : « Vous êtes un homme terrible, mais vous avez raison : qu'il n'en soit plus question. Chantons, oublions jusqu'à la trace... Adieu, signor Rostopchine. »

C'est ainsi encore qu'un autre jour, l'Empereur, mécontent de la tenue d'un régiment qu'il passait en revue, éleva subitement la voix, et, comme s'il eût commandé une manœuvre : « Par file à droite, cria-t-il, en avant, marche, pour la Sibérie. » Chose plus étrange et plus honteuse encore que l'ordre lui-même, cette odieuse plaisanterie fut prise au sérieux. Le régiment partit sur l'heure, officiers en tête, enseignes déployées. Il avait déjà fait trois jours de marche, quand l'Empereur, rappelé à la raison par Rostopchine, donna contre-ordre et leva la punition.

C'est ainsi enfin qu'au moment de l'assassinat de Paul Ier, son fidèle ami se trouvait éloigné de la cour et relégué à deux cents lieues de Saint-Pétersbourg. On eût dit que les conjurés attendaient son éloignement pour accomplir plus sûrement leur forfait. Cet exil durait depuis plusieurs jours quand Rostopchine reçut un messager de l'Empereur avec ces seuls mots

rapidement tracés : « J'ai besoin de vous ; revenez vite. Paul. » Emu d'un sinistre pressentiment, il se mit en route sur-le-champ, mais à moitié chemin il apprit que l'Empereur était mort subitement. Il devina aussitôt le complot, l'assassinat, et, pleurant amèrement son maître, il reprit le chemin de Moscou. L'infortuné Paul était mort en effet, dans la nuit du 23 mars 1801, assassiné par une troupe de conjurés, conduits par le comte Pahlen, gouverneur de Saint-Pétersbourg et chargé de la police de l'empire. Les titres, les fonctions de ce haut personnage lui ouvrirent les portes du palais. L'Empereur fut surpris dans sa chambre, derrière un paravent où il s'était réfugié en entendant l'approche des assassins. On le somma pour la forme de signer son abdication, et comme il parlait à ces conjurés, pour la plupart ses familiers, avec l'accent d'un père et la majesté d'un souverain indigné, ils l'interrompirent à coups d'épées et l'achevèrent en quelques instants. Le lendemain on apprit dans Saint-Pétersbourg que l'empereur Paul était mort d'apoplexie, et que le grand-duc héritier le remplaçait sur le trône de toutes les Russies, sous le nom d'Alexandre Ier. Avec le règne de Paul, la première partie de la vie publique de Rostopchine était terminée.

II

La complicité passive de l'empereur Alexandre Ier dans la révolution de palais qui le mit sur le trône n'est pas douteuse. Mais il résulte avec évidence, non seulement des sentiments connus et constants d'Alexandre, mais de tous les documents et témoignages de l'histoire, qu'il fut absolument étranger à la mort de son père. Il ne la voulait pas; les conjurés lui avaient affirmé et promis que leur seul but était de détrôner Paul Ier, pour sauver la Russie, sa famille et lui-même de ses violences et de ses folies, et le comte Pahlen lui avait solennellement juré que pas un cheveu ne tomberait de la tête de l'Empereur. « Le comte Pahlen, écrit M. Thiers, jura tout ce que voulut ce fils inexpérimenté, qui croyait qu'on pouvait arracher le sceptre à un empereur sans lui arracher la vie. »

Les larmes d'Alexandre en apprenant la mort de son père ne purent effacer ni ses remords d'avoir paru consentir au crime, ni le ressentiment des amis du malheureux Czar. Le comte Rostopchine ne put jamais le lui pardonner; il le dit tout haut, avec sa franchise quelquefois brutale, et il se creusa entre lui et Alexandre un tel abîme que, pour les rapprocher momentanément lors de l'invasion de la Russie en 1812, il fallut les circonstances extrêmes que nous allons rappeler.

Après la mort de Paul Ier, Rostopchine avait dit adieu à la cour de Saint-Pétersbourg, et il s'était retiré aux environs de Moscou dans le magnifique domaine de Voronovo qu'il tenait de la munificence de son maître. Le comte Voronsow, auquel il l'avait acheté, y avait dépensé des sommes énormes et en avait fait une résidence splendide. Autour du château, le parc s'étendait à perte de vue ; de grands étangs coupaient les prairies et les bois, et de larges routes, traversant de vastes forêts, reliaient entre eux les villages qui faisaient partie de cet immense domaine. Plus de cent domestiques étaient attachés au service du château, et c'est là que le comte Rostopchine, entouré de sa femme et de ses enfants, habita presque sans interruption, de 1802 à 1812, sauf les mois d'hiver qu'il passait dans son riche hôtel de Moscou. Il s'occupait d'agriculture, de l'élève des chevaux, de littérature ; et, bien qu'éloigné du théâtre de la politique, il suivait tous les événements avec autant d'intérêt que de douloureuse inquiétude. On voit, dans sa correspondance, qu'il n'augurait rien de bon pour la Russie de l'influence allemande qui dominait à la Cour, des progrès incessants de la France, de l'ambition insatiable de Napoléon ; et dès 1807, après la bataille d'Eylau, il ne cessa de prévoir un duel gigantesque, décisif, entre la France et la Russie.

Il ne se contenta point de le prévoir, il se prépara et chercha à préparer le peuple russe à cette redoutable éventualité ; et de 1807 à 1812, par des

écrits de tout genre, brochures, pamphlets, nouvelles, comédies, revues, il mit tout en œuvre pour allumer et surexciter chez ses concitoyens la flamme du patriotisme et la haine de l'étranger. Il y a dans tous ses écrits de cette période des emportements pleins d'une éloquence parfois sauvage, des transports d'amour et de colère, des torrents de lave enflammée, et l'on peut dire que l'incendie de Moscou était en germe et en préparation dans ces pages brûlantes qui eurent d'un bout à l'autre de l'empire russe un retentissement et une popularité sans pareils. Aussi, quand les préparatifs presque publics de Napoléon ne laissèrent plus de doute sur ses projets d'invasion, quand la nécessité et l'urgence des mesures militaires à prendre pour défendre et sauver l'empire apparurent à tous les yeux à Saint-Pétersbourg comme à Moscou, l'empereur Alexandre fit taire ses ressentiments personnels pour n'écouter que le cri unanime du peuple et de la noblesse moscovites. Il fallait à la tête de Moscou, de la seconde capitale de l'Empire, de la ville sainte, berceau de la Russie et son plus sûr rempart, un homme énergique, influent, populaire, fait à tous les sacrifices. Alexandre choisit le comte Rostopchine, et au mois de février 1812 il nomma l'ancien favori de son père gouverneur de Moscou, avec de pleins pouvoirs. Il était temps; car, au mois de mai, Napoléon quittait les Tuileries, arrivait à Dresde, où l'attendait un parterre de princes, de rois, esclaves et

instruments forcés de sa politique; et le 26 mai, après avoir repoussé la dernière tentative de paix faite par le Czar, il franchissait le Niemen, et jetait à la destinée cet audacieux défi de l'ambition et du génie, que le patriotisme d'une part, la nature de l'autre, allaient relever et faire retomber d'un poids terrible sur lui et sur ses héroïques soldats. Napoléon n'avait pas seulement contre lui la bigarrure de son immense armée, composée de troupes ennemies les unes des autres et surtout de la France; le dépit et la haine secrète de ses alliés; l'affaissement prématuré de sa santé. Il avait encore contre lui le détrônement du Pape qui l'avait sacré, qu'il détenait captif à Fontainebleau, et cette parole sacrilège en apprenant l'excommunication fulminée par le Pontife : « Est-ce que cela fera tomber les armes des mains de mes soldats? » Il avait contre lui enfin l'union d'un peuple croyant et exaspéré, un patriotisme prêt à tous les sacrifices, à toutes les fureurs, animé à la fois des torches de l'incendie et des glaces de l'hiver. Il ne fallait pas moins pour qu'Alexandre triomphât de tant de génie chez Napoléon, de tant d'héroïsme dans ses incomparables soldats, vainqueurs depuis douze ans sur tous les champs de bataille de l'Europe.

Aux yeux de l'historien impartial qui doit saluer le patriotisme partout où il le rencontre, dans l'antiquité comme aux temps modernes, à Barcelone ou à Moscou comme à Sagonte, Ros-

topchine eut la gloire insigne d'avoir été l'organisateur de la défense nationale, l'âme de sa patrie, le moteur, sinon l'auteur du sacrifice suprême, et d'avoir un jour mérité le titre le plus beau qu'un homme puisse envier, celui de sauveur de son pays ! Heureuse la France si elle avait trouvé, aux jours de nos derniers désastres, beaucoup de citoyens de sa trempe, capables de vouloir, de réaliser coûte que coûte le salut de la nation !

Si l'incendie de Moscou fut l'acte le plus éclatant du gouvernement de Rostopchine, il n'en fut ni le plus laborieux, ni le plus difficile. Son œuvre véritable, celle que ni ses adversaires ni ses propres dénégations ne lui peuvent enlever, ce fut, après avoir préparé la résistance pendant cinq ans, de 1807 à 1812, de l'avoir organisée en six mois, par une activité matérielle et morale de tous les instants. C'est d'avoir su joindre la parole à l'action, parlant, écrivant, faisant des proclamations et des ordres du jour comme s'il n'agissait pas, et agissant comme s'il ne faisait point autre chose. Ses proclamations restées légendaires sont comme une sorte de conversation à la fois familière et solennelle, pleine d'ironie, d'amertume et d'enthousiasme, faite pour soulever les masses au nom de ce qu'un peuple a de plus sacré, ses autels et ses foyers. A mesure que l'armée de Napoléon approchait, ne trouvant partout sur son passage que la solitude dans les campagnes désertes, comme dans les villes aban-

données ou détruites, Rostopchine multipliait les moyens nécessaires, soit pour soutenir une lutte suprême et défendre Moscou, soit pour ne laisser à l'envahisseur, si la fortune favorisait ses armes, qu'un cadavre de ville. Après la prise de Smolensk, il fit sortir de Moscou toute la partie de la population incapable de porter les armes : le Sénat et toutes les administrations publiques partirent avec leur matériel ; les trésors du Kremlin et les richesses accumulées dans la vieille capitale furent emportés. Les Français établis à Moscou au nombre de 3.000 environ reçurent l'ordre de s'éloigner, mesure de prudence et d'humanité dont les ennemis de Rostopchine osèrent plus tard lui faire un crime.

Après la bataille de la Moskowa, livrée le 7 septembre et que Rostopchine, trompé par Koutousow, prit d'abord pour une victoire, s'attendant à une nouvelle bataille sous les murs mêmes de Moscou, il fit afficher une dernière proclamation qui renfermait un ardent appel de la Russie à ses enfants : « Frères, disait-il, nous sommes nombreux et prêts à sacrifier nos vies pour le salut de la patrie; mais il faut pour cela que vous m'aidiez. C'est un péché d'abandonner les siens. Moscou est notre mère; elle nous a abreuvés, nourris et élevés. Au nom de la sainte Vierge, je vous convie à la défense des temples du Seigneur, de Moscou, de la Russie. Armez-vous de tout ce que vous pouvez, à pied, à cheval. Prenez du pain seulement pour trois jours. Allez avec la

croix, précédés par les bannières que vous prendrez dans les églises, et rassemblez-vous à l'instant sur les trois montagnes. Je serai avec vous, nous exterminerons ensemble les envahisseurs. Gloire dans le ciel à ceux qui iront; paix éternelle à ceux qui mourront; punition au jugement dernier à ceux qui reculeront ! »

Mais bientôt, Rostopchine dut perdre l'espoir d'un dernier combat. Koutousow affectait de s'y préparer, pour cacher sa résolution d'un mouvement tournant destiné à sauver son armée démoralisée ; mais le gouverneur de Moscou s'étant rendu le 13 à une entrevue avec le généralissime, l'affreuse réalité lui apparut, et il revint désespéré, aux prises à toutes les fureurs de l'indignation et du patriotisme aux abois. « Quand il rentra dans la ville, écrit un témoin oculaire, on remarqua la pâleur de son visage et l'agitation convulsive de ses traits. » S'il n'avait pas conçu jusque-là la résolution ou du moins la pensée de l'incendie de Moscou comme l'unique voie qui restât ouverte pour le salut et l'honneur de la Russie, il dut la concevoir en ce moment.

Il fit partir pour le Nord sa femme et ses enfants, sauf son fils aîné âgé de seize ans qu'il avait fait engager comme volontaire et qu'il garda près de lui. Au moment des adieux, il s'agenouilla devant sa femme en présence de ses enfants et leur dit : « Mes enfants, peut-être ne vous reverrai-je plus en ce monde. J'ai voulu, avant de vous dire adieu, vous bénir et

demander pardon devant vous à votre mère des peines que j'ai pu lui causer. C'est une sainte et j'aurais dû suivre toujours ses conseils. Souvenez-vous de ce moment, et, si je meurs, obéissez-lui comme à moi-même. » Puis il se donna tout entier à ses devoirs de chef et de citoyen. Informé officiellement par Koutousow du départ de l'armée russe il écrivit à l'Empereur qui en était encore à célébrer *la victoire* de la Moskowa : « La Russie frémira quand elle apprendra l'évacuation de la ville où se concentre toute la grandeur de l'Etat et où repose la poudre des ancêtres de Votre Majesté. Je suis l'armée, j'emmène tout ; il ne me reste qu'à pleurer sur la patrie. » Les mesures suprêmes de Rostopchine en vue de cette *évacuation* dont il parlait à l'Empereur ressemblaient terriblement à des mesures prises en vue de l'incendie de la capitale. Il fit évacuer les prisons et diriger sur Novogorod les condamnés qu'elles renfermaient. Il n'y laissa que des vagabonds, ramassés par la police, qu'il fit mettre en liberté au dernier moment et qui furent, dit-on, soit par ordre, soit par instinct, les premiers incendiaires de Moscou. Il fit également transporter hors de la ville tous les blessés, malades et infirmes transportables. Enfin, mesure plus significative que toutes les autres, il ordonna l'enlèvement de toutes les pompes à feu qu'il fit sortir de ville avec leur personnel. Le général Volzogen raconte dans ses Mémoires qu'aux portes de Moscou il rencontra

le long convoi de ces pompes, et qu'étonné de ce spectacle, il demanda au comte Rostopchine pourquoi il les avait emmenées : « J'ai eu de bonnes raisons pour cela », répondit le gouverneur. Cette mesure et ce propos suffiraient seuls à prouver le rôle joué par Rostopchine dans l'incendie de la capitale. S'il ne l'ordonna pas directement, il fit tout pour le rendre inévitable.

Aussi, quand, le 14 septembre 1812, vers onze heures du matin, il sortit à cheval de Moscou à l'instant même où l'avant-garde de l'armée française y entrait par l'autre porte, et quand, se retournant la tête nue, il envoya un suprême adieu à la ville sainte, il put dire à son fils à cheval à côté de lui : « Salue Moscou pour la dernière fois : dans une demi-heure, elle sera en flammes. »

Dès la nuit suivante l'incendie éclata ; un globe de feu, lancé on ne sait par quelles mains, en donna le signal ; les flammes jaillirent à la fois des divers points de la ville, avec un ensemble qui dénotait un plan concu et exécuté. Nous ne raconterons point en détail cet embrasement de toute une immense cité qui renfermait neuf cents églises, des palais innombrables, des richesses accumulées depuis des siècles. Le récit en a été fait par le général Philippe de Ségur, aide-de-camp de Napoléon, et témoin oculaire, dans des pages enflammées et dans un ouvrage immortel. La plus grande partie de la

vieille capitale fut consumée, le Kremlin lui-même, atteint de divers côtés, ne fut sauvé que par miracle, et ces flammes terribles qui ne s'éteignirent complètement qu'après plusieurs semaines furent comme les torches funéraires de la fortune de Napoléon. A ce sacrifice de la cité dont il était le gouverneur et le premier citoyen, Rostopchine voulut en ajouter un plus personnel et qu'il pût accomplir de ses mains. En s'éloignant de Moscou à la suite des soldats de Koutousow il passa près de sa propriété de Voronovo et il résolut de mettre le feu au magnifique château où il avait passé les années les plus tranquillement heureuses de sa vie. Son âme avait embrasé Moscou : il voulut que sa main embrasât sa plus chère demeure. Les généraux qui l'entouraient cherchèrent en vain à l'en détourner. Il entra dans le château avec eux, et leur fit distribuer des torches allumées. Au premier étage, en pénétrant dans sa chambre à coucher, il s'arrêta un moment, les yeux humides, et se tournant vers un des assistants, Sir Robert Wilson, commissaire anglais, qui raconte cette scène dans ses Mémoires, il lui dit : « Ceci est mon lit de noces ; je n'ai pas le cœur d'y mettre le feu ; épargnez-moi ce chagrin. » Sir Robert Wilson, profondément ému malgré son flegme britannique, hésita quelque temps et ne se décida enfin à rendre au comte Rostopchine cet étrange service qu'après l'avoir vu incendier lui-même le reste de l'appartement. Quand le

château fut en flammes, Rostopchine descendit pour mettre le feu aux écuries et s'arrêta à contempler ces magnifiques constructions que l'incendie dévorait déjà. Lorsqu'enfin le beau groupe qui surmontait l'entrée principale, groupe modelé d'après celui du Monte-Cavallo à Rome, se fut écroulé : « Me voilà content ! » s'écria-t-il en français, avec un soupir d'amère satisfaction.

Avant de s'éloigner de ces ruines embrasées, il traça les paroles suivantes sur un écriteau qu'il attacha de sa main à la porte de l'église de Voronovo demeurée intacte : « J'ai été huit ans à embellir cette maison de campagne, et j'y ai vécu heureux au sein de ma famille. Les habitants de ce domaine, au nombre de 1720 âmes, le quittent à votre approche, et je mets de ma propre impulsion le feu à ma maison, afin qu'elle ne soit pas souillée par votre présence. Français, je vous ai abandonné mes deux maisons de Moscou, avec un ameublement valant un demi-million de roubles. Ici vous ne trouverez que des cendres. »

Retournons à Moscou, où Napoléon était rentré au Kremlin demeuré intact et préservé de l'incendie. Cette conservation quasi-miraculeuse fut pour Napoléon un malheur de plus.

Pendant plus d'un mois, il y resta, ne pouvant se décider à rétrograder, à abandonner sa conquête, nourrissant l'illusion d'un traité de paix avec Alexandre. Ce retard donna à l'hiver le temps d'arriver, et causa les inénarrables

horreurs qui firent de la retraite de Russie un des événements les plus lamentables dont l'humanité ait gardé le souvenir. On peut donc dire, et nous tenons à le constater ici à raison des liens du sang qui nous attachent au comte Rostopchine, que si le gouverneur de Moscou a, par l'incendie de la capitale, assuré le salut de la Russie et rendu inévitable la retraite de l'armée conquérante, ce n'est point sur lui que retombe la responsabilité directe des désastres de cette fatale retraite. Il dépendait de Napoléon, en avançant d'un mois sa sortie de Moscou et en quittant le Kremlin le 19 septembre au lieu du 19 octobre, de prévenir l'hiver, et de reconduire son armée à la frontière bien avant l'apparition des premières neiges. Rostopchine eut bien assez de porter, vis-à-vis de ses ingrats concitoyens, le poids de l'incendie et de ses conséquences, sans qu'il doive supporter devant l'Europe et devant l'histoire la responsabilité de la retraite de Napoléon et des désastres qui en résultèrent.

Ce fardeau de sa responsabilité personnelle lui parut bientôt si pesant que son âme vigoureuse fut près d'y succomber. A peine l'armée de Napoléon se fut-elle éloignée, à peine le fléau de l'invasion et la crainte de nouveaux malheurs eurent-ils disparu, qu'on oublia tout pour ne songer qu'aux conséquences matérielles de l'incendie de Moscou. Le peuple, les marchands, la noblesse, perdus, désespérés au milieu des

débris de leurs demeures, de leurs bazars, de leurs palais, se retournèrent contre l'auteur de toutes ces ruines, et l'enthousiasme, qui accompagne toujours le moment du sacrifice, fit bientôt place au découragement et à la colère. On accusa Rostopchine de précipitation, de violence inutile. On fit retomber sur lui la mort des blessés, des malades, des victimes de tout genre qu'il n'avait pu arracher à l'incendie. Quand il s'agit de partager entre les habitants de Moscou les vingt millions de roubles envoyés par l'empereur Alexandre à titre d'indemnité, les convoitises excitées par cet envoi, qui ne couvrait pas la centième partie des pertes réalisées, se retournèrent toutes contre le gouverneur, auteur des ruines et chargé de les réparer. Accablé de fatigue et d'indignation, il écrivait à sa femme, restée à Saint-Pétersbourg, cette parole si profonde et si vraie dans son amère ironie : « J'ai eu une fausse idée de m'occuper tant de leur vie : le mobilier, voilà ce qu'il y a de plus cher à l'homme! »

Les clameurs et l'irritation publique devinrent telles qu'Alexandre, cédant à la pression de l'opinion, peut-être à son ancienne antipathie pour le favori de son père, envoya à Moscou deux hauts personnages chargés de faire une enquête sur la situation. Rostopchine se défendit de telle façon qu'Alexandre dut lui conserver sa dignité et ses fonctions. Mais dix-huit mois après, le 25 juillet 1814, l'Empereur étant venu à Moscou pour

célébrer la paix qui venait d'être conclue et la résurrection de la ville sainte à moitié reconstruite, fit au gouverneur un accueil si froid que Rostopchine lui offrit immédiatement sa démission. Alexandre, par une sorte de pudeur nationale, mit quelque temps et quelques façons à l'accepter. Mais ni le maître ni le serviteur ne tenaient à continuer de pareilles relations. Rostopchine quitta donc Moscou, revit l'Empereur à Saint-Pétersbourg, fut reçu avec honneur, et échangea son titre de gouverneur de Moscou contre celui de membre du Conseil de l'Empire, dont il ne voulu jamais exercer les fonctions; l'année suivante, il quitta la Russie pour voyager en Europe et faire en France un séjour qui dura jusqu'en 1823. C'est ainsi qu'il fut récompensé par son souverain et son pays de l'acte extraordinaire qui avait sauvé la Russie, et qui immortalisa son nom.

Cette ingratitude de tout un peuple révolta si profondément l'âme patriotique et élevée de Rostopchine qu'elle empoisonna le reste de ses jours. La causticité naturelle de son esprit fit place quand il parlait des Moscovites à une amertume acérée et violente, et s'il continua à aimer la Russie, par un instinct plus fort que tous les raisonnements, il ne put pardonner à ses concitoyens et à l'empereur Alexandre leur conduite et leurs sentiments envers lui. Sa santé, déjà atteinte par les préoccupations et les fatigues inouïes de l'invasion, s'altéra de plus en plus, et

une maladie de foie dont il avait le germe depuis longtemps se développa rapidement et l'obligea dès lors à des soins continuels. En 1823, il se décida à retourner à Moscou, où l'appelaient ses intérêts et aussi ce besoin de respirer l'air natal dont il disait lui-même en écrivant à une de ses filles : « On a beau courir le monde pour son plaisir, pour son instruction ou pour sa santé, une voix se fait entendre et vous crie : Allez finir là où vous avez commencé. » On sait qu'avant de quitter Paris, il écrivit et publia sur l'incendie de Moscou une brochure qui fit grand bruit et dans laquelle il se défendait d'avoir été l'auteur de cette catastrophe sans seconde dans l'histoire. Sans nier son penchant personnel à la ré sistance illimitée et au sacrifice de toute chose, son action sur la population de Moscou, les mesures prises pour vaincre ou pour mourir, il semble, dans cet écrit, reculer devant la responsabilité totale et personnelle de l'incendie et de ses conséquences, vouloir ou la rejeter sur le peuple russe, ou en partager l'honneur avec lui. Les faits que nous avons rappelés ne laissent place à aucun doute, et établissent avec une éloquence sans réplique que si Rostopchine n'exécuta point l'incendie de Moscou, s'il ne l'ordonna point formellement, il le voulut, le prépara, le rendit inévitable, et qu'il doit en conserver la responsabilité comme la gloire. Sa brochure ne changea point l'opinion publique à cet égard. On crut généralement qu'elle eut pour principal mo-

bile son idée de faciliter son retour en Russie et d'assurer la tranquillité de ses derniers jours à Moscou. Elle ne désarma pas ses ennemis, et elle contrista quelques-uns de ses amis. Cette défaillance, si c'en fut une, est en tous cas la seule qu'on puisse constater et regretter dans sa vie si fière, si indépendante, et dont il nous reste à raconter le côté intime et littéraire pour compléter cette rapide étude.

III

Le retentissement et l'influence décisive de l'incendie de Moscou sur les événements politiques et militaires qui suivirent, l'invasion de la France par les souverains coalisés contre Napoléon, la chute de l'Empire, le retour des Bourbons, firent pendant quelques années de Rostopchine l'homme le plus célèbre et, nous pouvons le dire, le plus populaire de l'Europe. Tandis qu'en Russie on le maudissait, partout ailleurs, en Allemagne, en Angleterre, on exaltait son nom comme celui d'un grand patriote et du sauveur de la liberté des nations et des monarchies. En France même, les royalistes et jusqu'à des maréchaux et des généraux de Napoléon saluaient et admiraient en lui l'adversaire loyal, énergique, qui avait défendu et sauvé son pays. Aussi, pendant ses voyages en Allemagne où il alla prendre les eaux plusieurs fois, il fut l'objet

de la curiosité universelle. Les souverains dont il traversait les capitales se disputaient ses visites, et l'originalité puissante de son esprit achevait de captiver ceux que sa célébrité seule avait d'abord attirés. Il faut confesser qu'il ne rendit point généralement aux Allemands, princes et peuples, les sentiments et les compliments dont on usait envers lui. Ses notes de voyage et ses lettres sont souvent ironiques et quelquefois sanglantes contre l'Allemagne ; et quand il vit et habita la France, l'esprit et le caractère français lui plurent infiniment davantage. Il s'exprimait sévèrement, en conversation et par écrit, sur nos institutions et sur la légèreté de notre esprit politique. Mais l'amabilité, la gaieté, la verve qu'il rencontrait dans presque tous les rangs de la société, avaient pour lui un attrait contre lequel il ne se défendait nullement. Dès ses premiers pas en France, en novembre 1816, il était sous le charme, et il s'en exprimait dans ses lettres à sa femme avec une bonne grâce spirituelle et originale comme tout ce qu'il écrivait : « J'ai mis quatre jours, écrivait-il de Paris, pour venir ici de Strasbourg, couchant toutes les nuits. Les chemins sont superbes : — la bonne poste ! Sans que les chevaux fussent commandés, on dételait et on attelait en dix minutes; mais, ce qui te surprendra, c'est qu'on ne mettait que trois chevaux, tandis qu'en Allemagne, on bataillait pour n'en avoir *que* six. J'ai fait et de bon cœur ma paix avec les Français ; ils sont tout autres chez eux que hors du

pays. Cette politesse banale est dans leur esprit, et cet esprit est instinctif, car des paysans, des mendiants, des postillons vous disent de très jolies choses, et naturellement. Hier, par exemple, par un temps affreux, à onze heures du soir, une femme vint éclairer avec une lanterne : elle proposa des poires excellentes, des bouts de chandelles parfaits, et voyant que rien ne prenait, elle se mit à aider Jean et Robert qui graissaient les roues. Elle raconta son histoire, celle de ses enfants, et quand on apporta le suif, elle dit : « Voilà quelque chose qui n'est ni musc ni ambroisie. » Comment ne pas lui donner une pièce de vingt sous ? A chaque maîtresse de poste, j'ai cru voir une *Madame* qui avait achevé ou allait commencer une éducation dans le Nord. » — « La chose la plus commune ici, écrit-il quelques jours après, c'est l'esprit ; on le trouve dans tout individu : tu sais comme j'aime à observer et j'aurai un vaste champ d'observations. Ce qu'il y a de sûr, c'est que depuis une semaine que je suis entré en France, je n'ai pas entendu l'apparence d'une grossièreté. On me dira : « Tout cela, c'est par intérêt. » Sans doute, mais dans quel pays du monde un aubergiste, un ouvrier, un maître de poste ont-ils donné quelque chose gratis ? » Hélas ! si le comte Rostopchine revenait au monde et à Paris de nos jours, tout en retrouvant, comme en 1816, l'esprit courant les rues, il n'y retrouverait plus guère cette absence de grossièreté, cette bonne

grâce et cette politesse qui le charmaient et auxquelles il rendait si pleinement justice.

Il faut dire que la façon dont on l'accueillait partout devait le flatter et le porter à la bienveillance. « J'ai eu, écrit-il à sa femme, un succès comme aucun étranger n'en a eu... Dès mon arrivée, on a été curieux de me voir, et j'ai inspiré l'intérêt qu'aurait causé un monstre marin, un éléphant. On a été surpris de trouver un homme comme un autre, simple, bonhomme et assez original. On me traite avec distinction, et j'en suis reconnaissant. Aux émigrés, aux gens de lettres, aux avocats, aux journalistes se sont joints les Anglais et les Espagnols, et on chante mes louanges partout. Je suis connu ici sous le nom tout court de *Gouverneur*, et j'ai appris que depuis que je suis ici la recette des *Variétés* est plus forte qu'à l'ordinaire, parce que c'est le seul théâtre que je fréquente, et on y va pour voir le gouverneur dans la loge grillée des ambassadeurs. »

L'accueil de la haute société était aussi empressé pour lui que celui du public : « Tu ne peux te faire une idée de toutes les marques d'estime et de considération que l'on me donne. Le mot de tous est : « Sans vous, nous ne serions pas ici. » Je commence cependant à trouver que le ton de la bonne compagnie a dégénéré et se ressent un peu des convulsions que la France a éprouvées. On trouve beaucoup d'esprit, encore plus d'envie d'en faire. On fait bien les honneurs de chez soi; mais ce qui faisait un grand sei-

gneur et une grande dame ne se retrouve que parmi les vieillards qui, faute de moyens et retenus par l'âge, paraissent peu en société..... Les vieilles femmes sont réellement aimables et ont une bonhomie qui plaît et met à l'aise : voilà pourquoi la princesse de Vaudémont me verra souvent. Elle dit que je suis son conscrit depuis 1812, et que son armée se compose du prince d'Orange, de Souvarow, de Wellington, du duc de Coigny et de moi..... »

A la cour, sa réception fut plus flatteuse encore : « Mardi, j'ai été présenté au Roi, au cercle du matin. Sa Majesté reçoit assise, et m'a accueilli de la façon la plus distinguée. Il est l'esprit même, et Dieu veuille qu'il règne longtemps, car lui seul est capable de calmer les têtes françaises... Après, j'ai été chez les princes et Madame; ils m'ont tous dit des choses si flatteuses que je ne prendrai pas sur moi de les rapporter. Monsieur (plus tard Charles X) a une bien belle tournure; il a maigri et ses cheveux sont blancs. Le duc d'Angoulême est petit et mince, le duc de Berry petit et gros. Quant à Madame, sa vue m'a rappelé et ses malheurs et les horreurs de cette maudite révolution, qui a couvert la France de sang et mis l'Europe en deuil. Elle parle bien, mais un peu vite; voici, entre autres choses, ce qu'elle m'a dit : « Votre nom est inséparable de celui de Moscou, et rappelle un héroïsme et un patriotisme qui seront votre gloire éternelle... »

Rostopchine alla aussi au Palais-Royal, chez le

duc d'Orléans, plus tard Louis-Philippe Ier, qui avait désiré le voir et le retint à causer pendant plus d'une heure. Il fut très frappé de l'esprit politique de ce prince et il écrivit sur lui ces lignes étonnantes où il annonce, treize ans d'avance, la révolution de 1830 avec une précision et une sûreté de coup d'œil vraiment extraordinaires : « La conduite du duc d'Orléans est celle d'un homme profond : il s'est mis au mieux avec le Roi, lequel, de son côté, égoïste dans toute la force du terme, s'est assuré du trône pour sa vie sans s'embarrasser de ce que deviendra la France après lui. Ses ministres s'entendent avec le duc d'Orléans qui abonde dans leur sens. Pour le moment ce prince restera tranquille ; mais lorsque Monsieur sera Roi, il est certain qu'il intriguera. Il est indubitable que le caractère faible de Monsieur cédera aux importunités de ses affidés, et qu'il voudra reprendre l'autorité despotique, ce qui amènera la fin de son règne. »

Les citations que nous venons de faire donnent une idée de l'esprit du comte Rostopchine, de sa manière d'écrire, de la vérité et de la profondeur de ses observations. Si nous voulions donner une idée complète de son admirable tendresse de cœur pour sa femme et ses enfants, pour ses amis, et aussi pour les pauvres qu'il recherchait et secourait partout avec une charité inépuisable, il faudrait citer toute sa volumineuse correspondance où ces sentiments se manifestent à chaque page avec des impressions toujours nou-

velles. Obligé de nous restreindre, nous ne reproduirons qu'une seule lettre, adressée de Paris à sa femme, qui suffira à faire apprécier le père, l'époux, l'ami des pauvres et le chrétien.

« Voici donc, ma bonne amie, ton jour de naissance, jour si marquant pour moi, pour mes enfants et pour les malheureux. Hier, je suis resté chez moi, et ce matin j'ai eu un réveil bien triste : je te voyais à Moscou, entourée des enfants et de parents, tandis que moi, je suis réduit à Jean et Robert (ses serviteurs). J'ai prié Dieu et, après avoir déjeuné, je me suis mis en courses, qui ont pris toute ma matinée. Je t'envoie la liste des pauvres qui ont reçu des secours de ma main, mais venant de ta part. On ne peut se faire une idée de la misère qu'on trouve ici, dénuée de toute espérance, excepté celle en Dieu ; car les hommes s'occupent trop d'eux-mêmes pour penser à venir au secours des autres. Tous ces pauvres gens ont reçu de quoi se loger, se chauffer, se nourrir, et plusieurs, qui ont des enfants, de quoi les vêtir. Leur reconnaissance a été aussi vive que leur malheur est grand; ils prieront Dieu pour toi, c'est une légère obligation que je leur ai imposée. Pour ne pas employer mal mon argent, j'ai eu recours au curé de Saint-Germain l'Auxerrois, qui est un homme bien respectable, et c'est lui qui m'a donné la liste des plus nécessiteux de sa paroisse. Voilà donc comment j'ai passé la matinée de ta fête, et je ne crois

pas me tromper en supposant que nous l'avons employée aux mêmes œuvres. Que Dieu jette un regard de miséricorde sur sa créature, et lui sache gré, non d'avoir fait un peu de bien, mais d'avoir su se conformer à ton penchant et de t'avoir servie sans que tu t'en sois doutée. Je pensais à André (son dernier fils encore tout jeune) en voyant ces malheureux enfants. Comme il faut peu, dans cette vie, pour tomber dans la misère ! »

Quel eût été l'étonnement de ces pauvres gens secourus par le comte Rostopchine, s'ils avaient su que ce visiteur charitable, ce bienfaiteur si tendre à leurs enfants, était le terrible gouverneur, le fameux incendiaire de Moscou, celui qu'on leur avait sans doute dépeint comme un sauvage, ennemi furieux de la France et des Français ? La vérité est qu'il avait l'âme aussi tendre que haute, qu'il ne haïssait point les Français, mais les envahisseurs du territoire national, et qu'au dehors du champ de bataille, il les regardait, les aimait et les traitait comme des hommes, ses semblables et ses frères, créés et rachetés comme lui par le Fils éternel de Dieu et de la vierge Marie. Sa générosité était extrême comme sa charité, et ses enfants, ses intimes ne pouvaient devant lui exprimer un désir, admirer un objet, sans que, le soir même, l'objet de leur désir ne fût en leur possession. C'est ainsi que peu de temps après le mariage de sa seconde fille avec le comte de Ségur, sachant que les jeunes

époux étaient en marché pour une maison de campagne du prix de cent mille francs qui les tentait fort, il en fit secrètement l'acquisition et la leur donna comme cadeau de jour de l'an.

Il ne faudrait pas croire cependant que le comte Rostopchine fût sans défaut. Son humeur était inégale, souvent sombre, surtout dans les quinze dernières années de sa vie. Des insomnies pénibles, causées par une maladie de foie et par ses rhumatismes, torturaient son corps et attristaient son esprit. Il avait toujours été d'un tempérament fougueux, et ses colères étaient violentes et fréquentes, mais courtes. Elles n'empêchaient pas ses enfants et ses proches, qui connaissaient la tendresse et la bonté de son cœur, de l'aimer avec passion. Le vide qui se fit autour de lui sur la fin de sa vie par les mariages ou la mort fut la croix de ses dernières années. Ses deux filles aînés s'étaient mariées à Paris au mois de juillet 1819, l'une à un jeune et brillant officier russe, le colonel Dmétri Narishkine, la seconde, catholique comme sa mère, à un Français, le comte Eugène de Ségur, petit-fils du marquis de Ségur, maréchal de France sous Louis XVI. Le premier-né de tous ses petits-enfants fut Gaston de Ségur, si connu plus tard sous le nom de Mgr de Ségur, dont la naissance fut une des plus grandes et des dernières joies de sa vie. Ce cher petit-fils avait trois ans à peine quand le comte Rostopchine retourna en Russie. C'était au printemps de 1823. Son départ fut

plein de déchirement et de larmes. Quoique d'un âge encore peu avancé, il se sentait si vieilli par ses infirmités, qu'il quittait sa fille, son gendre et ses petits-enfants sans grande espérance de les revoir en ce monde. Il ne se trompait point; mais il devait vivre assez encore pour éprouver une des plus grandes douleurs de l'homme.

Sa dernière fille, Lise, âgée de seize ans, était retournée en Russie avec sa mère, et elle commençait à briller dans la société de Moscou par les grâces de son visage et de son esprit, quand une maladie de poitrine vint la moissonner dans sa fleur. Le mal dura six mois environ qui furent pour le comte Rostopchine une véritable agonie. Avant de mourir, sur la demande de sa mère qu'elle accueillit avec empressement, elle se fit catholique, et expira doucement et pieusement le 26 mars 1824, laissant dans le cœur de son père une douleur incurable. Les lettres de ce malheureux père à partir de ce jour sont d'une tristesse navrante. Il se plaint de son insomnie plus pénible que jamais; de sa fatigue, de son isolement : « Où sont-ils mes enfants ? s'écrie-t-il dans une de ses lettres. Nathalie est aussi loin que Sophie. Lise n'est plus sur la terre. — Vivre éloigné de ceux qu'on aime, voilà le grand tourment de la vieillesse ! » Et il termine par ces paroles : « Adieu, mes enfants, pensez à moi et plaignez-moi. Le dernier quart de ma vie est bien triste ; la réflexion et la résignation n'y apportent pas de remède. Adieu... »

Il ne survécut pas longtemps à sa fille. Dans le courant de l'année 1825, sa santé s'altéra de plus en plus, et quand, au mois de novembre, on apprit à Moscou la mort prématurée et presque subite de l'empereur Alexandre à Taganrog, il était déjà si gravement atteint qu'il ne put se rendre à la cathédrale pour prêter serment au nouvel Empereur : ce fut dans son salon qu'il accomplit cette formalité. Sa verve caustique se fit encore jour dans les dernières semaines de sa vie. En apprenant l'insurrection sanglante qui marqua l'avènement du czar Nicolas, et la part qu'y avait prise un assez grand nombre de membres de la noblesse, il dit avec un amer sourire : « Ordinairement ce sont les cordonniers qui font les révolutions pour devenir de grands seigneurs ; mais chez vous, ce sont les grands seigneurs qui veulent devenir cordonniers. »

Le mal dont il souffrait et dont il mourut était une hydropisie de poitrine qui lui causait de fréquents étouffements et de cruelles douleurs. Au mois de janvier 1826, tout espoir de le sauver fut perdu. Quand il sut la gravité de son état, il demanda de lui-même un prêtre pour se confesser et recevoir les derniers secours de l'Eglise. On sait qu'à la différence des hérétiques, les prêtres de l'Eglise grecque, ordonnés dans les formes canoniques qu'a respectées et gardées le schisme de Photius, ont véritablement le pouvoir de consacrer la sainte Eucharistie, et celui de donner l'absolution à l'article de la mort. Le

comte Rostopchine, comme beaucoup de ses compatriotes de la noblesse, unissait à une foi sincère en Jésus-Christ et à un attachement patriotique à l'Eglise orthodoxe une assez singulière négligence de la pratique religieuse. Pour lui, la religion était une portion considérable et prédominante de la patrie, et Jésus-Christ était le Sauveur du monde. Mais il recourait peu au ministère des Popes, mariés, dépendant, même au point de vue spirituel, de l'Empereur, chef suprême de l'Eglise russe, et que cette situation ne plaçait pas très haut dans son estime. A l'approche de la mort, il sentit le besoin de recourir à la miséricorde du Sauveur par l'entremise de son ministre, et il remplit ses devoirs religieux avec foi, espérance et consolation. Après sa confession il appela sa femme et lui dit avec émotion : « Que je suis heureux maintenant ! Je me sens la conscience légère et je puis mourir en paix. » La comtesse Rostopchine le laissa dans sa bonne foi et l'entretint jusqu'à la fin dans cet abandon confiant dans la miséricorde divine. Le dernier mouvement du mourant fut un acte de foi chrétienne. Il était étendu sur son lit, les yeux fermés, semblant dormir, quand tout à coup sa femme le vit se soulever, ouvrir les yeux, et faire un grand signe de croix. Puis il retomba sur son oreiller : il avait rendu le dernier soupir.

C'est ainsi que le comte Rostopchine mourut, le 30 janvier 1826, âgé de soixante ans, six mois et sept jours. D'après ses ordres exprès, les funé-

railles de cet homme qui avait fait tant de bruit dans le monde furent tranquilles et silencieuses comme sa mort. Elles se firent sans aucune pompe, et son corps fut déposé au cimetière de Tiatnitzki, à Moscou, dans un terrain réservé où reposaient les restes de sa chère fille Lise, et de ses autres enfants morts presque en naissant. Une simple pierre couvre sa dépouille mortelle. On y lit une inscription russe composée par lui-même, dont voici la traduction littérale :

« Au milieu de mes enfants,
Je me repose des hommes. »

Le comte Rostopchine a laissé, comme monument littéraire, des fragments historiques importants, une correspondance volumineuse et d'un extrême intérêt, des comédies, des nouvelles, des pamphlets patriotiques, le tout en langue russe. Il passe avec raison pour un des écrivains de son pays les plus spirituels et les plus originaux.

En fait de *Mémoires,* il n'a laissé qu'une bluette improvisée deux ou trois ans avant sa mort. à la demande d'une dame de Moscou, la comtesse Bobienski, femme de beaucoup d'esprit dont il aimait la société et la conversation. Cette plaisanterie littéraire écrite en français fit le tour de l'Europe, fut traduite en toutes les langues et eut un succès et un retentissement extraordinaires. La verve sarcastique du comte

Rostopchine y brille dans tout son éclat. On en pourra juger par les extraits suivants qui terminent cette rapide étude biographique :

Mes Mémoires ou moi au naturel écrit en dix minutes.

CHAPITRE Ier

Ma naissance.

En 1765, le 23 mars, je sortis des ténèbres pour apparaître au grand jour. On me mesura, on me pesa, on me baptisa. Je naquis sans savoir pourquoi, et mes parents remercièrent le ciel sans savoir de quoi.

CHAPITRE II

Mon éducation.

On m'apprit toutes sortes de choses et toutes espèces de langues. A force d'être impudent et charlatan, je passai quelquefois pour savant : ma tête est devenue une bibliothèque dépareillée, dont j'ai gardé la clef.

CHAPITRE III

Mes souffrances.

Je fus tourmenté par les maîtres, par les tailleurs qui me faisaient les habits étroits, par les femmes, par l'ambition, par l'amour-propre, par les regrets inutiles, par les souverains et les souvenirs.

CHAPITRE IV

Privations.

J'ai été privé de trois grandes jouissances de l'espèce humaine : du vol, de la gourmandise et de l'orgueil.

CHAPITRE VII

Résolution importante.

N'ayant pu jamais me rendre maître de ma physionomie, je lâchai la bride à ma langue, et je contractai la mauvaise habitude de penser tout haut. Cela me procura quelques jouissances et beaucoup d'ennemis.

CHAPITRE VIII

Ce que je fus et ce que j'aurais pu être.

J'ai été très sensible à l'amitié, à la confiance, et si j'étais né pendant l'âge d'or, j'aurais été peut-être un bon homme tout à fait.

CHAPITRE IX

Principes respectables.

Je n'ai jamais été impliqué dans aucun mariage ni aucun commérage; je n'ai jamais recommandé ni cuisinier, ni médecin. Par conséquent je n'ai attenté à la vie de personne.

CHAPITRE XI

Mes aversions.

J'avais de l'éloignement pour les sots et les faquins, pour les femmes intrigantes qui jouent la vertu ; un dégoût pour l'affectation de la piété, pour les hommes teints et les femmes fardées ; de l'aversion pour les rats, les liqueurs, la métaphysique et la rhubarbe ; de l'effroi pour la justice et les bêtes enragées.

CHAPITRE XII

Analyse de ma vie.

J'attends la mort sans crainte, comme sans impatience. Ma vie a été un mauvais mélodrame à grand spectacle, dans lequel j'ai joué les héros, les tyrans, les amoureux, les pères nobles, mais jamais les valets.

MARQUIS DE SÉGUR.

JEAN-MARIE DE LA MENNAIS

FONDATEUR DE L'INSTITUT

DES FRÈRES DE L'INSTRUCTION CHRÉTIENNE

(1780-1860)



L'abbé J.-M. de La Mennais fut une de ces âmes simples et fortes dont la mémoire demeure comme un enseignement. Au lieu de les ensevelir dans l'oubli, la mort devient une révélation de leur grandeur cachée, et la louange, contenue jusqu'alors par les soins que mettait l'humilité à se dérober aux yeux du monde, éclate en un concert unanime de regrets et de bénédictions.

Le fondateur de l'Institut de Ploërmel fut un vaillant parmi les vaillants dans les camps du Christ. Sa jeunesse sérieuse, ses services précoces, sa mémoire touchante, sa foi sans défaillance, la constance de son dévouement à la cause de Dieu, c'en est assez pour que nous nous sentions ému, pour que nous nous sentions porté vers sa

gloire, sans autre ambition, en la célébrant, que le bonheur d'honorer le bien et de faire aimer la vertu. C'est aux clartés de la mort que la vie laborieuse et féconde de l'abbé J.-Marie de La Mennais s'est illuminée, et cette lumière d'outre-tombe, rejaillissant sur tout le passé, a fait resplendir les trésors de sagesse et de bonté que renfermait l'âme de l'apôtre breton.

En parlant de l'abbé de La Mennais, nous parlerons pour ces générations de jeunes hommes qui ont entendu sa voix, ses conseils, ses encouragements et ses leçons ; pour ces essaims de prêtres et de fervents religieux dont il fut le chef bienveillant, l'ami et le père. En faisant l'éloge de cet homme selon le cœur de Dieu, nous acquittons, en partie, la dette que tout écrivain catholique a contractée envers sa sainte Mère, l'Eglise Romaine.

Ceux qui connaissent l'histoire de la Bretagne savent que le nom de La Mennais tire son origine d'une terre située dans les environs de Dinan. Pierre-Louis Robert de La Mennais était, au siècle dernier, un riche armateur de Saint-Malo. Patriote ardent, dans le sens le plus élevé du mot, il consacra, à l'époque d'une disette, plusieurs millions de sa fortune personnelle pour l'achat à l'étranger de grains qu'il fit vendre moins cher qu'ils ne lui avaient coûté. Les Etats de Bretagne sollicitèrent pour lui des lettres de noblesse que Louis XVI accorda en 1788. Robert de La Mennais avait épousé Mlle Lorin, fille de M. Lorin,

conseiller du Roi, premier magistrat de Saint-Malo. Cinq enfants naquirent de cette union; les deux premiers moururent en bas âge.

Jean-Marie de La Mennais vint au monde en 1780; son frère, le célèbre Félicité ou *Féli*, comme on l'appelait, était de deux ans plus jeune.

Au milieu des tourmentes politiques, qui alors bouleversaient le pays, l'enfance de Jean-Marie s'écoula paisible et pure, en partie à Saint-Malo, en partie à *La Chênaie*, maison de campagne que M. de La Mennais père possédait sur la lisière de la forêt de Coetquen. De bonne heure on put démêler dans ce jeune enfant certains indices de ses qualités futures et quelques traits de sa physionomie morale. Il avait, pour ainsi dire, une personnalité prématurée; elle se montrait dans ses idées, dans l'égalité de son caractère, dans un sérieux qui n'était pas de son âge, et dans une certaine trempe d'âme intrépide mêlée à une douceur extrême.

Ce jeune héritier de la vieille foi bretonne n'avait que neuf ans quand il vint s'agenouiller pieusement aux pieds de Mgr de Pressigny, dernier évêque de Saint-Malo, pour recevoir, le même jour, le sacrement de l'eucharistie et celui de la confirmation. En ce temps-là, il fallait se hâter; le sol tremblait sous les pas; l'avenir s'annonçait gros d'orages. Quand Mgr de Pressigny imposa les mains à Jean-Marie de La Mennais, son œil, voilé de larmes, s'efforça de pénétrer l'avenir de ce jeune chrétien, dit M. de Lézéleuc,

et l'avenir du pays dont il recevait en ce moment le plus noble héritage.

Ce jour-là fit époque dans la vie du jeune de La Mennais. « Cet enfant, raconte M. Ropartz, eut à la fois l'intuition des prochaines persécutions de l'Eglise, et la volonté de se consacrer par le sacerdoce à cette Eglise persécutée. Mgr de Pressigny devait gagner les îles anglaises pendant la nuit, sur un bateau que M. de La Mennais mettait à ses ordres. On était réuni dans le salon paternel pour les adieux suprêmes, et on cherchait Jean qui s'était éclipsé. Tout à coup on le voit apparaître, un bâton à la main et un petit paquet sous le bras. On l'interroge. — « Monsei-« gneur, répondit l'enfant, vous êtes mon évêque ; « je veux être prêtre, et je vous suis ! » Attendri jusqu'aux larmes, l'évêque remercia Dieu, qui réservait à l'église de Saint-Malo de si merveilleuses espérances. » Appelé par Dieu au sacerdoce, cet appel est accueilli par Jean-Marie dès l'enfance, puis médité pendant les premières années de sa jeunesse, et devient bientôt la cause de son bonheur et l'objet de toute son ambition.

Nous sommes en pleine Terreur : les gens de bien sont suspects ; Robespierre, Marat, Carrier, Fréron, Lindet et d'autres malfaiteurs régentent la France. Un soir, Jean-Marie rencontre, non loin de la demeure paternelle, un jeune homme vêtu en matelot ; le visage sympathique et doux de cet inconnu révèle une poignante inquiétude : c'est un proscrit sans doute qui a peur de se compro-

mettre. Jean-Marie l'aborde avec assurance et lui dit :-

— Entrez chez nous, Monsieur, votre chambre est prête.

— Comment vous nommez-vous, mon ami ? demanda l'étranger étonné.

— Je suis le fils de M. de La Mennais. Vous êtes prêtre ; ce doit être vous que mon père attend : venez...

L'étranger suivit l'aimable adolescent : c'était l'abbé Vielle, un jeune proscrit de Noyon ; il s'était rendu à Saint-Malo ; il espérait trouver chez le grand armateur breton l'hospitalité et les moyens de passer sûrement en Angleterre.

Protégé par quelques chrétiens fidèles de Saint-Malo, l'abbé Vielle abandonna son dessein de quitter la France. Il devint l'ami, le conseil, le précepteur de Jean-Marie et de Féli de La Mennais et put exercer secrètement son saint ministère. Changeant fréquemment de domicile, presque toujours déguisé en portefaix ou en matelot, ce digne prêtre de Dieu parcourait le pays, portant çà et là les consolations et les espérances de la religion. Chose admirable ! il ne fut jamais trahi. Une seule fois, il se vit arrêté comme suspect et traîné en prison ; mais dès le lendemain, grâce à de puissantes influences locales, dont Dieu seul a le secret, il était, contre son attente, rendu à la liberté. Aussi souvent qu'il le pouvait, il revenait, à la faveur des ténèbres, à l'hôtel de M. de La Mennais Alors la famille se

réunissait, à minuit, dans une mansarde, et tandis qu'une vieille et fidèle gouvernante veillait au dehors, deux bougies brûlaient sur une table transformée en autel, et le bon prêtre, renouvelant les mystères des catacombes, offrait le saint sacrifice. Jean-Marie servait la messe; tous, enfants et vieillards, priaient avec ferveur. Quand, avant le jour, l'homme évangélique se retirait, on se sentait plus fort pour marcher dans la voie du devoir et du sacrifice.

Jean-Marie offrait au travail de la grâce un champ tout préparé. Entièrement attaché à Dieu, il avait par cela seul, dans l'âme, le principe des plus généreux instincts. Ils sont écrits dans le livre de vie les actes de dévouement qu'il prodigua aux pauvres prêtres fugitifs qu'il allait découvrir au milieu des landes et des grèves; il faudrait tremper sa plume dans un rayon de lumière pour redire toutes les saintes choses qu'il réalisait en ces jours sombres et mauvais.

Une période meilleure semblait commencer pour la France. Les leçons de l'excellent M. Vielle avaient porté leur fruit ; la vive intelligence du disciple avait tout compris, tout retenu. Jean-Marie était plus décidé que jamais, avec réflexion maintenant et en pleine connaissance, à suivre Jésus-Christ comme ouvrier, à donner sa vie au salut des âmes et à Dieu. Il voyait dans le sacerdoce la voie la plus noble, la plus utile et la plus belle dans tous les sens. Il croyait qu'au milieu des troubles et des périls que traversait

l'Europe, les plus fiers courages devaient s'inscrire dans la milice de Dieu. Mgr de Pressigny habitait Paris. Sans hésiter, après avoir obtenu le consentement de son père, Jean-Marie de La Mennais prit la route de la capitale et vint renouveler à son ancien évêque la ferme résolution qu'il lui avait manifestée huit ans auparavant de se consacrer au service de l'Eglise. Mgr de Pressigny pressa tendrement sur son cœur cet enfant de bénédiction qui voulait entrer dans les ordres, par cette piété virginale qui se donne à Dieu, et par ce courage viril qui, à la vue de la lutte terrible du bien et du mal sur la terre, se fait soldat de Dieu pour combattre jusqu'à la mort.

« C'était le 21 décembre 1801, dit M. Ropartz ; comme Mgr de Pressigny et M. de La Mennais se rendaient à la chapelle des Ursulines, lieu choisi pour l'ordination, l'évêque conduisit le lévite dans cette chapelle des Carmes de la rue Vaugirard, toute rouge et toute baignée du sang des martyrs, et cette circonstance laissa dans l'âme de l'abbé de La Mennais une impression ineffaçable... Quand l'heure était venue de s'étendre, sous la main du pontife, sur la dalle du sacrifice, ses lèvres frémissantes trouvaient sur cette dalle le sang encore chaud de ses pères et de ses frères dans la foi. »

Le jeune abbé avait reçu, le même jour, les ordres mineurs et le sous-diaconat. A partir de cette ordination, M. de La Mennais sut allier le recueillement à l'activité, le zèle qui se rappro-

che du monde pour lui être utile et la piété qui s'en éloigne, pour ne pas se nuire à elle-même. C'est à cette époque qu'il prépara les matériaux d'un ouvrage qui reçut pour titre : *Tradition de l'Eglise sur l'Institution des évêques*, et pour lequel *Féli* ne fut que son collaborateur.

Le 24 septembre 1803, M. de La Mennais fut ordonné diacre, à Rennes ; il reçut la prêtrise le 25 février de l'année suivante. Le 3 novembre 1804, Mgr de Maillé l'attacha, en qualité de vicaire, à la cathédrale de Saint-Malo, tout en lui permettant du continuer son enseignement théologique au petit séminaire de la même ville, séminaire ouvert à la chute du Directoire par l'abbé Engerand. Le jeune prêtre déploya dans ces fonctions un zèle rare. Il allait des hommes à Dieu pour lui offrir leurs prières et de Dieu vers les hommes pour les instruire et leur annoncer le pardon : se tenant ainsi entre le temps et l'éternité, le pied sur la terre où s'accomplissait sa mission, la face vers le ciel d'où lui venaient la lumière et la force. M. de La Mennais exerça sa double mission de professeur et de vicaire, ne consultant que son courage bien au-dessus de ses forces. Au bout d'un an, il tomba gravement malade, et le repos le plus absolu lui fut ordonné. Il passa les longs mois de sa maladie à la Chênaie.

Ce fut là, dans ce manoir solitaire, qu'il fit la conquête spirituelle de son frère *Féli;* car le bon prêtre était de cette race d'hommes qui portent

aux âmes le respect, l'amour, la lumière, la joie des choses pures, les affections immortelles, l'honneur, le courage pour ce monde et l'espérance pour l'autre. Sous la douce influence de l'affection et de la science de son frère, *Féli* retrouva la foi de ses premières années. « Ah ! s'écria-t-il dans son repentir, j'ai trop aimé les joies du monde, les consolations du monde, les espérances du monde ! Maintenant je ne veux que la croix, la croix seule, la croix de Jésus, et encore la croix. Je vivrai sur le Calvaire en esprit d'amour, de pénitence, de renoncement et de sacrifice absolu. Oh ! quelle vie, quelle douce, quelle heureuse vie !... » Et les larmes qui tombaient des yeux de l'abbé de La Mennais étaient des larmes douces et consolantes. Pourquoi, ô Dieu ! cette joie devra-t-elle plus tard se changer en amère tristesse ? Qui sondera jamais les desseins de votre sagesse éternelle ?

En 1808, l'abbé de La Mennais, à peine revenu à la santé, s'éloigna de sa chère retraite de la Chênaie, et vint reprendre, à Saint-Malo, ses fonctions de vicaire et son emploi de professeur.

« La moisson est grande, a dit Jésus-Christ, mais il y a peu d'ouvriers. » Pénétré de cette vérité qu'il n'y a pas assez de prêtres, l'abbé de La Mennais ne connaîtra pas d'autre enthousiasme que celui d'exciter les hommes à devenir ouvriers de Dieu. Et d'ailleurs celui qui choisit le travail sacré de la moisson de Dieu, pour emploi de sa vie, ne choisit-il pas la meilleure part ? Son œuvre n'est-

elle pas la plus noble, la plus féconde, la plus nécessaire? Former des prêtres, telle était la plus sainte ambition du jeune apôtre breton. Le 15 juillet 1810, l'archevêque de Rennes, voulant donner une preuve de l'intérêt qu'il attachait aux services que rendait l'abbé de La Mennais à l'école ecclésiastique de Saint-Malo, le nommait chanoine honoraire de son église cathédrale. Mais la législation universitaire mettait obstacle au zèle déployé par les directeurs des maisons ecclésiastiques. Façonner les jeunes esprits dans le même moule, plier les âmes à toutes les fantaisies du pouvoir absolu, tel était le but de cette loi despotique, qui interdisait à tout citoyen d'ouvrir une école et de professer publiquement sans être membre de l'Université. Sous les dures exigences de cette loi contraire au droit naturel, l'école ecclésiastique de Saint-Malo, fondée au prix des plus grands sacrifices, fut condamnée à la fermeture en 1812.

Presque à la même époque, une autre épreuve vint douloureusement affliger l'abbé de La Mennais. Le grand comptoir commercial établi par son père à Saint-Malo eut à subir des pertes énormes et sombra, comme devait sombrer l'Empire lui-même, des suites fatales des guerres européennes et du Blocus continental. L'abbé Jean prit alors en mains les épaves de ce grand naufrage. Sacrifiant la plus grande partie de ce qui lui revenait de l'héritage maternel, imité d'ailleurs par les autres membres de la famille, il

put sauver l'honneur de son père. « La ruine était si complète, dit M. de la Gournerie, que le généreux négociant, qui avait fait vivre des populations entières, n'eut plus pour vivre lui-même qu'une modique pension que lui faisaient ses enfants. »

Le séjour de Saint-Malo devait devenir pénible pour l'abbé de La Mennais. M. Vielle, en s'éloignant de l'école ecclésiastique qu'il dirigeait dans les derniers temps, était allé prendre la direction du grand séminaire de Saint-Brieuc. Mgr Caffarelli, évêque du diocèse, appela le jeune abbé Jean auprès de lui et le nomma son vicaire général. A la date du 19 octobre 1813, il lui écrivait : « Nous vivrons comme deux frères, nous aidant, nous encourageant à porter le fardeau de l'épiscopat que vous voulez bien partager avec moi. Vous me le rendrez moins pesant. Cet espoir me soutient et m'encourage, et je ne fais plus de vœux que pour votre prompte arrivée dans ce pays. Je tâcherai de vous le rendre le moins désagréable possible et de vous consoler des peines qui vous affligent. »

L'abbé de La Mennais se rendit auprès de Mgr Caffarelli, qui l'accueillit avec les marques de la plus vive sympathie et de la plus entière confiance. Tout le diocèse de Saint-Brieuc profita du zèle de M. de La Mennais, et ce zèle, nulle fatigue ne le lassait ; il ne se dérobait qu'à l'éloge. C'était à qui s'adresserait aux lumières du jeune vicaire général, dont on pouvait dire avec saint Grégoire

de Nazianze : *Canus erat etiam ante canitiem :* Il avait l'expérience d'un âge qui n'était pas le sien. Son mérite justifiait la confiance qui lui était accordée. Simple et grave sans roideur, il avait cette bienveillance qui bannit la crainte sans provoquer la familiarité. On se sentait à la fois attiré par tant de douceur et contenu par le respect qu'inspirait une si grande sévérité de conduite. Les affaires les plus délicates ne le trouvaient pas au-dessous de sa tâche; il mettait à les traiter cette droiture de caractère et cette rectitude de jugement qui lui faisaient rechercher en toutes choses la ligne du devoir. Il avait le don de se mouvoir avec une égale aisance au milieu des occupations les plus diverses sans que rien ne pût lasser sa patience ni troubler son calme.

Des lettres pressantes de *Féli* appelèrent M. de La Mennais à Paris vers le milieu del'année 1814; on imprimait alors le livre écrit par les deux frères, pendant les jours mauvais, la *Tradition de l'Eglise sur l'Institution des évêques,* et c'était là qu'étaient posés, en termes nets, les vrais principes acceptés de tous les catholiques aujourd'hui. Le voyage de Jean à Paris eut pour résultat de déterminer *Féli* à abandonner ses projets de fonder un journal auquel le grand vicaire aurait été associé. Jean redoutait l'exaltation de son frère, et quand il eut la promesse que tous les projets de journalisme étaient abandonnés, il revint à Saint-Brieuc.

Au début de l'année 1815, Mgr Caffarelli termina, dans un âge peu avancé, sa vie pieuse et sainte. Cette mort fut un grand sujet de peine pour M. de La Mennais : elle lui enlevait un ami, un frère. « Chaque fois qu'il me voyait, écrit-il, il me recevait avec une joie aussi vive que s'il y avait six mois que nous ne nous fussions vus... Il a expiré entre mes bras ; et j'ai eu la triste consolation de recueillir son dernier soupir et de lui donner les secours de la religion... »

Le jour même de cette mort, le chapitre de Saint-Brieuc nomma l'abbé de La Mennais grand vicaire capitulaire. M. de La Mennais était digne de remplir une si haute charge. Dans le mandement qu'il écrivit, pour notifier au diocèse la mort de l'évêque, se trouvait cette phrase, qui produisit une immense sensation : « Lorsque la Providence permit que l'Eglise tout entière fût attaquée dans le Souverain-Pontife, lorsque l'*orgueil couronné* voulut étouffer l'Epouse de Jésus-Christ dans ses bras d'airain, l'évêque de Saint-Brieuc n'écouta qu'une crainte, celle de Dieu : attaché à l'unité par le fond de ses entrailles, il refusa tous les sacrifices qu'on demandait à sa conscience, et se rappelant qu'un fidèle ministre de Jésus-Christ peut être *tué*, mais ne peut être *vaincu*, après avoir eu le bonheur de défendre la vérité, il n'aspira plus qu'à mourir pour elle. »

Six semaines après la publication du mandement, Napoléon revenait de l'île d'Elbe. L'abbé

Jean resta calme à son poste. « Il peut me tuer, répondit-il à ceux qui l'engageaient à la fuite, mais je le défie de me vaincre. » La trempe du caractère de l'abbé Jean était telle que pendant les Cent-Jours, les Jacobins de Saint-Brieuc redoutèrent d'entrer en lutte avec le jeune administrateur du diocèse. La taille de l'abbé de La Mennais était un peu au-dessous de la moyenne; mais sa contenance était ferme et digne. Dans une figure aux traits peu réguliers et caractérisés, sur son large front, dans ses grands yeux bleus et pénétrants, se révélaient une beauté, une intelligence supérieures; son geste franc, sa parole expressive et claire, tout en lui inspirait la déférence et le respect.

A la rentrée des Bourbons, M. de La Mennais écrivit un second mandement, qu'on peut considérer comme un monument incomparable dans l'art de parler aux hommes, de les éclairer en les faisant remonter à la source de leurs maux. Voici un passage de cet écrit, qu'on croirait dicté par un Père de l'Eglise : « D'où vient qu'il a suffi d'un seul homme et de son audace, pour jeter dans une horrible confusion l'Europe entière qui l'avait repoussé de son sein? C'est que toutes les idées d'ordre, de justice et de vertu, tous les sentiments généreux que la religion inspire et consacre se sont affaiblis, ainsi que la foi, chez la plupart des chrétiens. Qu'est-ce qu'un peuple où le saint nom de Dieu invoqué ne garantit plus les promesses, où le déshonneur s'excuse par

la nécessité, où le parjure se justifie par l'usage, où chacun est disposé à tout endurer et à tout permettre pour dormir son sommeil, où l'amour de soi et la conservation du bien-être physique sont universellement considérés comme l'unique devoir social ? Depuis l'origine du Christianisme on n'avait rien vu de semblable. Sous l'influence même des doctrines païennes, l'homme moral, bien qu'opprimé, n'était pas entièrement détruit. Le doux nom de patrie, une vaine image de gloire remuaient au fond des âmes, encore vivantes, quelque chose de grand : aujourd'hui tout est mort, et si, à travers ces honteuses ténèbres, on aperçoit quelques hommes sans tache, qui n'ont composé avec aucune faiblesse, et dont rien n'a pu ébranler l'intrépide vertu, leur nombre, hélas ! est aussi petit que celui des olives restées sur l'arbre après la récolte, que celui des raisins suspendus au cep après la vendange ! »

Pendant son vicariat, l'abbé de La Mennais fut l'instrument choisi par la Providence pour l'accomplissement d'un acte fécond entre tous. Trente-deux paroisses bretonnes étaient sans pasteurs, et les autres étaient desservies par des prêtres âgés et infirmes, succombant sous le poids d'un travail excessif. M. de La Mennais gémissait sur cet état de la religion dans sa chère Bretagne. Il exposa au Roi cette situation déplorable, et une ordonnance du 21 mars 1816 l'autorisa à fonder l'école ecclésiastique de Tréguier, où furent reçus, en grand nombre, tous les

enfants qui montraient d'heureuses dispositions pour l'état ecclésiastique. Ah ! le digne apôtre se lamentait de ce qu'il y avait trop peu d'hommes consacrés à l'éducation religieuse et morale du genre humain ; il se lamentait en voyant d'incalculables richesses se perdre faute d'ouvriers dans la moisson des âmes, et son enthousiasme pour le bien le poussait à exciter les hommes à devenir ouvriers de Dieu. Ce noble enthousiasme sera le guide du saint abbé Jean, tous les jours de sa longue carrière.

A cette époque, qui fut celle de l'entrée de *Féli* dans les ordres, l'abbé de La Mennais avait quelque chose de l'esprit des prophètes, le don sacré de parler aux hommes. Qui dira le nombre d'âmes que ses paroles de lumière et de feu ont relevées et consolées ! A la suite du Christ, il fut un de ces puissants ouvriers qui maintiennent au milieu des peuples la croix du Sauveur et la vie de Dieu. « Des missions ordonnées, présidées, animées par l'infatigable vicaire capitulaire, dit M. de Lézéleuc, remuaient jusque dans ses profondeurs cette vieille terre, où les racines de la foi sont si tenaces... Toutes les voix saluaient en lui le grand missionnaire de la Bretagne, l'homme qu'elle pouvait se croire en droit d'attendre, parce que Dieu a toujours eu soin, la veille ou le lendemain des grands assauts, d'envoyer un nouvel apôtre à cette province privilégiée... Que de croix de pierre on montre encore, où le nom du saint prêtre se trouve attaché par la recon-

naissance des paroisses, en même temps que le souvenir de leur régénération ! C'est au pied de ces croix que sa parole éclatait, énergique et vibrante, adressant aux pères de ceux qui vivent aujourd'hui une dernière sommation de garder leur foi et de la transmettre : sommation solennelle qui peut s'effacer de la conscience humaine, mais que la justice de Dieu n'oublie jamais. »

L'Œuvre des Missions ne détournait pas le vicaire général de l'Œuvre qui devait être le couronnement de sa vie, la fondation de l'*Institut des Frères de l'Instruction chrétienne*. L'abbé de La Mennais comprenait que l'œuvre d'évangélisation était incomplète, si, au ministère de la prédication, ne se joignait celui de l'éducation chrétienne de la jeunesse. En effet, la parole d'un prédicateur n'est que d'un jour; celle de l'instituteur est de tous les jours et de toutes les heures. La couche que celle-ci dépose en des âmes vierges a une bien autre durée que l'émotion d'un carême ou d'une mission. Ce fut en 1818 que l'abbé de La Mennais, préludant à son œuvre propre des Frères de Ploërmel, rétablit dans la ville de Saint-Brieuc les dignes enfants du bienheureux J.-B. de la Salle. Et quand, deux ans plus tard, il aura fondé son Institut, il ne permettra pas que les *Frères des Ecoles Chrétiennes* soient remplacés par ses congréganistes. « C'est moi, disait-il, qui ai appelé ici les Frères des Ecoles Chrétiennes et j'entends les y maintenir ;

la besogne ne manque pas ailleurs pour mes religieux. »

Après un long veuvage, un évêque fut enfin nommé à Saint-Brieuc : ce fut M. de La Romagère, ancien grand vicaire de Châlons, de Bourges et de Clermont. Bien avant l'arrivée de ses bulles, M. de La Romagère, qui connaissait les mérites de l'abbé de La Mennais et tout le bien qu'il faisait dans le diocèse, lui écrivait : « Il sera extrêmement précieux pour moi de vous avoir pour mon conseil. J'espère que vous me rendrez et à tous mes diocésains l'important service de continuer à gouverner, comme vous l'avez fait dans des circonstances très épineuses. Il me tarde de faire votre connaissance. »

Arrivé à Saint-Brieuc le 15 novembre 1819, le premier acte du nouvel évêque fut de délivrer à M. de La Mennais les lettres de vicaire général titulaire. Mais, quelques mois après, l'esprit personnel et fantaisiste de Mgr de La Romagère ne pouvant s'harmoniser avec le caractère net, large, généreux et toujours égal de M. de La Mennais, celui-ci donna pour la deuxième fois sa démission. L'évêque insista, dans les termes les plus élogieux pour le vicaire général, afin qu'il conservât la place qu'il voulait abandonner. M. de La Mennais, qui avait bien réfléchi devant Dieu, ne revint pas sur une détermination que lui avait dictée sa conscience. L'évêque dut accepter la démission de son illustre collaborateur, qu'il nomma chanoine de l'église de Saint-Brieuc.

Certains publicistes accusent l'Eglise de tenir les peuples sous le joug de l'ignorance. Erreur ou mensonge. L'Eglise a fondé l'enseignement universel. Voilà dix-huit cents ans qu'elle s'est dévouée à l'éducation de l'humanité avec un zèle de mère et un savoir qui n'a pas été surpassé. Longtemps avant la création des Universités, alors que les instituteurs n'existaient pas, le clergé avait ses chaires d'enseignement populaire et de pédagogie. A côté du clocher catholique, l'instruction s'abrite et se propage. Jésus-Christ est le fondateur de toutes les écoles populaires ; avant lui les masses n'avaient aucun droit au savoir ; le peuple mourait penché sur son sillon ; c'est l'Eglise catholique qui l'a relevé de ses abaissements.

A l'époque où Voltaire écrivait : « Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants... Le peuple n'est pas digne d'être instruit... », à cette époque J.-B. de la Salle, chanoine de Reims, fondait l'ordre des Frères des Ecoles Chrétiennes, qui a tant fait pour l'éducation des classes ouvrières dans notre patrie. Et vous, hommes de la Révolution, que fîtes-vous en faveur du petit peuple ? Où sont vos œuvres ?... Au lendemain de la Révolution et des guerres de l'Empire, la France était exactement dans le même état qu'au lendemain des invasions barbares. L'Institut du bienheureux de la Salle se reconstituait difficilement, et d'ailleurs, les Frères des Ecoles Chrétiennes étant obligés d'habiter

au moins trois ensemble, leur ministère ne pouvait s'exercer dans les campagnes. Ce fut alors que l'abbé de La Mennais se mit à l'œuvre pour répandre dans les communes rurales les bienfaits de l'enseignement. Il résolut de fonder un Institut spécial, régi par une Règle fortement catholique, de telle sorte qu'il pût envoyer un seul maître dans les paroisses trop pauvres pour en payer plusieurs; ce maître devait être placé auprès du curé afin de le sauver de l'isolement. De ce moment, nous dit M. de Lézéleuc, le modeste logis de l'abbé de La Mennais, à Saint-Brieuc, se remplit des hôtes les plus étranges. Des jeunes hommes que lui-même était allé chercher à leurs champs, et dont il avait ému la forte foi par le *sequere me* du Maître, étaient les écoliers et les commensaux du vicaire capitulaire. Ces jeunes gens obscurs furent le grain de sénevé qui, en moins d'un demi-siècle, devait produire cette admirable Congrégation des Frères de l'Instruction chrétienne.

A la même époque, en 1816, M. Gabriel Deshayes, curé d'Auray et vicaire général de Vannes, jetait les fondements d'une œuvre semblable. Les deux prêtres bretons travaillaient ensemble, simultanément, et sans se connaître, à la même restauration intellectuelle et évangélique. Bientôt les deux apôtres se connurent, s'embrassèrent, et sentirent le besoin de s'unir, de fondre leurs deux œuvres dans une seule œuvre, soumise à la même règle et à la même

méthode d'enseignement. Un traité, en date du 6 juin 1819, établissait l'égale autorité des deux fondateurs sur le même Institut. Chacun d'eux devait prendre les mesures nécessaires pour qu'à sa mort les ressources qui lui resteraient allassent au survivant qui les joindrait aux siennes pour le soutien de la société. Sans perdre de temps, l'abbé de La Mennais créa aussitôt les maisons de Pordic, de Lamballe, de Dinan. Lorsque *Féli,* qui alors était prêtre, apprit que son frère Jean formait pour la Bretagne un ordre enseignant, il s'écria : « Quelle belle œuvre !... Si je n'étais pas prêtre, je me ferais *petit frère* pour l'instruction du peuple. »

Le 9 septembre 1820, tous les nouveaux instituteurs, au nombre d'une cinquantaine, furent réunis pour la première retraite, à Auray. Ce fut là que les deux fondateurs donnèrent à leurs disciples le nom de *Frères de l'Instruction chrétienne* et cette noble et fière devise : *Dieu seul.*

Sur ces entrefaites, la Règle de l'Institut fut promulguée : cette règle, un monument de sagesse dans sa simplicité évangélique, se rapproche, dans ses points essentiels, de celle des Frères des Ecoles chrétiennes. Ajoutons que le costume des Frères de l'Instruction chrétienne se compose d'une soutane noire tombant jusqu'aux pieds, du collet ou petit manteau et du chapeau romain.

L'année suivante, M. Deshayes, appelé à la

direction des *Filles de la Sagesse,* à Saint-Laurent-sur-Sèvre, laissa M. de La Mennais seul à la tête des Frères de l'Instruction chrétienne. Tout le zèle de l'abbé Jean, toute sa merveilleuse activité furent dépensés sans mesure, sans calcul, dans l'intérêt de ses bien-aimés disciples. Il avait pour chacun d'eux un cœur de mère; s'il blessait leurs erreurs, il était tendre envers eux-mêmes. Quel cœur sacerdotal était le sien! Quelle immense charité débordait de ce cœur sacerdotal! Chaque frère a l'obligation de correspondre avec le supérieur au moins tous les deux mois. Ces lettres ne restaient jamais sans réponse. Il avait un tact plein de finesse et une sainte douceur pour diriger ses chers enfants dans la voie de leur vocation. Sa condescendance était infinie pour écarter leurs objections, leurs plaintes; sa patience à toute épreuve pour leur opposer de bonnes raisons; il leur montrait à tous qu'il les aimait; il ne séparait pas leur cause de la sienne; il partageait leurs joies, souffrait de leurs souffrances; il se sentait responsable; il avait charge d'âmes; il avait toutes les ardeurs, tous les épuisements du zèle qui dévorait les apôtres. Ce jeune fondateur d'ordre, plein de l'esprit de l'Evangile, possédait le don précieux de communiquer à ses frères quelque chose de sa foi solide, éclairée, simple et sincère; il leur faisait aimer leur apostolat parmi les pauvres; il retrempait leur cœur dans l'amour de cet apostolat; il leur apprenait à tous que

l'amour de Dieu, en remplissant le cœur, l'agrandit et le dilate sans fin pour les hommes.

Le lecteur se persuade peut-être que la direction de l'Institut des Frères, jointe à des prédications nombreuses, épuisait l'activité de M. de La Mennais; ce serait une erreur. Le vénéré supérieur dirigeait encore la congrégation des *Filles de la Providence*, qu'il avait fondée à Saint-Brieuc, à la suite de la mission de 1816. Cette congrégation avait pour but d'élever des générations de femmes chrétiennes. Répandues aujourd'hui dans diverses contrées de la Bretagne, les filles de la Providence, ainsi que l'indique leur nom, n'attendent que de la Providence le succès de leurs efforts; elles suivent la règle que leur a donnée M. de La Mennais, règle dont l'ensemble est puisé dans les statuts des ordres analogues déjà existants dans l'Eglise. La première supérieure fut Mlle Cartel, morte en odeur de sainteté le 21 octobre 1821.

Le 1er mai de l'année 1822, M. de La Mennais, tenu en grande considération à la cour de Louis XVIII, reçut l'ordonnance royale qui approuvait l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne. Vers la fin de la même année, le prince de Croï, sincère admirateur des capacités dont le jeune capitulaire de Saint-Brieuc avait donné tant de preuves, résolut d'appeler auprès de lui l'abbé J.-M. de La Mennais, à titre de vicaire général de la grande aumônerie. Cette position, l'une des plus éminentes qui pût être

offerte à un prêtre français, comprenait dans ses attributions le choix et la présentation au Roi des évêques et archevêques du royaume; elle était l'acheminement le plus direct à l'épiscopat (1). M. de La Mennais essaya de se soustraire aux honneurs et aux responsabilités dont on voulait le charger; mais il dut céder à des instances venues de haut; à la troisième lettre écrite de la main de Louis XVIII, il s'inclina, en disant : Que la volonté de Dieu soit faite ! Mais, quoique éloigné de sa chère Bretagne, le fondateur des Frères de l'Instruction chrétienne et des Filles de la Providence n'abandonna aucun de ses établissements et en conserva la direction. « Je ne rêve qu'à la Bretagne, écrivait-il, aux amis, aux enfants que j'y ai laissés; et, à ce doux et triste souvenir, mes larmes coulent en abondance. Tout mon cœur est là ! »

En arrivant à Paris, M. de La Mennais descendit aux Feuillantines, où les dames de la maison s'empressèrent de procéder à la transformation de son costume. Et ce n'était pas une mince besogne : disons-le sans détour, le bon abbé Jean ne brillait pas alors, pas plus qu'il ne se distinguera dans la suite, par l'élégance de ses vêtements. Inutile de dire que le vicaire général fut reçu par le grand aumônier avec les démonstrations de la joie la plus vive. M. de La Mennais remplit ses délicates fonctions au grand

(1) M. de La Mennais a refusé, à dix-sept reprises différentes, les honneurs de l'épiscopat.

honneur de l'Eglise. Ayant en mains la liste des bénéfices, ni l'intrigue ni la flatterie n'eurent de prise sur ce juge compétent, désintéressé et impartial. Il donna quarante évêques à la France, tous hommes de mérite, tous pasteurs selon le cœur de Dieu et de l'Eglise.

Au mois de mai 1824, M. de La Mennais s'éloigna des Tuileries et s'en revint dans sa chère Bretagne, où ses disciples l'accueillirent avec les transports d'une filiale allégresse. M. le prince de Croï, qui resta son ami, lui avait donné le titre de grand vicaire de Rouen.

Après avoir transféré son noviciat de Saint-Brieuc à Josselin, M. de La Mennais s'occupa de la fondation d'une maison de hautes études ecclésiastiques, à Malestroit, dans le Morbihan. Il s'agissait de créer une congrégation nouvelle, appropriée aux mœurs du temps, et comprenant à la fois l'élément ecclésiastique et l'élément laïque. M. *Féli* de La Mennais, dont la gloire était alors à son apogée, fut investi des fonctions de supérieur de cet institut, qui prit le nom de *Congrégation de Saint-Pierre*. Autour du brillant écrivain vint se grouper une pléiade d'hommes connus et vaillants, entièrement dévoués à l'idée catholique; qu'il nous suffise de nommer les abbés Gerbet, Rohrbacher, Houet, Blanc, MM. Eugène et Léon Boré, Godin, de Hercé, etc., etc. Cette assemblée d'hommes d'élite, réunis pour la culture exceptionnelle des sciences sacrées, faisait naître les plus grandes espéran-

ces, quand les erreurs de *Féli* vinrent s'abattre sur l'œuvre et la détruire. Ame fougueuse et ardente, Félicité de La Mennais avait fondé, en 1830, le journal *l'Avenir*. Quand parut l'Encyclique du 15 août 1832, qui censurait les doctrines de l'*Avenir*, les rédacteurs de cette feuille acceptèrent avec une entière soumission d'esprit et de cœur l'encyclique de Grégoire XVI. L'abbé Jean-Marie, quoique n'ayant eu aucune participation à la rédaction du journal de son frère, se soumit sans restriction au bref du Saint-Père. Félicité, sur les instances de son frère et de ses disciples, les abbés Gerbet, Lacordaire, Beautain et de Salinis, finit par se soumettre, lui aussi, après avoir longtemps hésité; puis il se retira déçu, attristé, à la Chênaie, où il se condamna à un isolement absolu. Quand, en 1834, parurent les *Paroles d'un Croyant,* le monde catholique fut dans la désolation. Le Pape lança une seconde encyclique contre cet ouvrage. L'auteur refusa de se rétracter; son divorce avec l'Eglise était consommé. Ni les supplications, ni les larmes de son frère, ni les appels de ses meilleurs amis n'eurent le don de toucher son âme révoltée. L'abbé Jean était atterré, il perdait plus qu'un frère, c'était un fils qu'il avait enfanté à la foi qui venait porter le dernier coup à sa vieillesse. « Prier et pleurer, écrivait-il, voilà tout ce qui me reste à faire maintenant. Ce que je souffre n'est que le commencement de ce que j'aurai à souffrir : *Initium dolorum hoc.*

Je dois préparer mon âme à des douleurs vastes comme la mer. Je ne le sais que trop. Dieu soit béni ! » Mais couvrons d'un voile de deuil la révolte d'un génie égaré....

Humblement prosterné au pied de la croix, attaché par le fond de ses entrailles à l'Eglise catholique, rapprochant chaque jour davantage son cœur ulcéré du Cœur sacré de Jésus, M. de La Mennais ne vécut plus désormais que pour ses chères petites écoles, et « cette âme si élevée et si tendre, dit M. Blaize, son beau-frère, trouva sa consolation dans le sentiment du devoir accompli et dans le sourire des enfants et des mères. »

Ayant acheté l'ancienne maison conventuelle des Ursulines de Ploërmel, il y transféra, vers la fin de 1824, son noviciat de Josselin; grâce à des accroissements successifs, cette maison deviendra bientôt le centre principal, le siège administratif des Frères de l'Instruction chrétienne et la résidence habituelle du saint fondateur. En dépit des difficultés qui lui furent suscitées à diverses époques, en divers lieux et jusqu'à la Chambre des députés, l'Institut de M. de La Mennais, béni de Dieu, encouragé par les hommes de bien, devint chaque année plus prospère : il comptait 133 membres en 1825; plus de 260, en 1831. Vers la fin de 1837, l'Institut avait 650 frères en exercice; presque toutes les paroisses bretonnes possédaient des frères instituteurs; les départements voisins, les provinces

éloignées en réclamaient; le vénérable fondateur recevait députation sur députation, mais il ne pouvait suffire à tout.

Cette même année, le gouvernement de Louis-Philippe fit demander à M. de La Mennais des frères pour l'instruction primaire dans nos colonies : il s'agissait, non seulement de fonder des écoles, mais encore d'aller, de case en case, d'habitation en habitation, distribuer les premiers enseignements de la religion, car la religion était jugée, avec raison, seule capable d'amener sans secousse et sans péril l'affranchissement des esclaves. L'âme si grande de l'abbé de La Mennais ne pouvait qu'accueillir favorablement une telle proposition; le 27 novembre 1837, cinq frères de Ploërmel partaient pour la Guadeloupe. D'autres établissements ne tardèrent pas à se fonder à la Martinique, au Sénégal, à Saint-Pierre-de-Miquelon, à Cayenne, à Taïti. A l'heure actuelle, l'Institut compte : à la Guadeloupe, 29 établissements desservis par 130 frères; à la Martinique, les 36 écoles communales dirigées par les Frères viennent d'être laïcisées, et nos religieux n'y conservent qu'un établissement, l'Institution libre de Sainte-Marie, à Fort-de-France; à la Guyane, l'Institut dirige 2 établissements sous la conduite de 24 frères; au Ségnégal, 2 établissements et 17 frères; à Saint-Pierre-de-Miquelon, 3 établissements et 8 frères; à Taïti, 2 établissements et 8 frères; dans la république d'Haïti, 12 maisons et une

quarantaine de frères; somme toute, c'est une population d'environ 34.000 enfants ou adultes qui reçoit, aux îles, l'enseignement donné par les disciples de M. de La Mennais. Et pour compléter cette statistique, disons que l'Institut compte en France environ 1.200 frères, dirigeant près de 380 écoles fréquentées par 46.000 élèves (1).

Les détails suivants, empruntés aux *Pèlerinages de Bretagne*, peuvent donner une idée du bien opéré par les Frères aux colonies. « En 1858 les esclaves, séduits par les doctrines socialistes, veulent briser sur la tête des colons les fers dont ceux-ci les avaient accablés. Le frère Arthur paraît alors comme un ange de paix au milieu des insurgés de Fort-de-France. Il leur rappelle la grande loi de charité, l'obligation du pardon des injures, et les décide à reprendre leurs travaux abandonnés. — Une autre fois il a réussi à ramener dans la capitale de la Martinique 200 nègres, qui en étaient sortis pour s'entre-tuer au sujet d'opinions politiques. Le gouvernement a décerné au frère Arthur la décoration de la Légion d'honneur. — A Saint-Pierre, le 22 mai, le sang coulait, nombre de propriétés étaient en feu: s'a-

(1) L'Institut est divisé en 6 provinces, savoir : 1° la *Province centrale* ne comprenant que la maison-mère ; 2° la *Province de l'Est*, qui renferme les départements d'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Inférieure ; 3° la *Province de l'Ouest*, composée des écoles du Morbihan, des Côtes-du-Nord et du Finistère ; 4° la *Province de Normandie* ou du *Nord ;* 5° celle de *Gascogne* ou du *Midi ;* 6° celle des *Colonies*.

percevant que l'incendie gagnait la maison des Frères, les nègres coururent aux pompes qu'ils avaient cachées. — Nous mourrons de fatigue, disaient-ils, plutôt que de laisser brûler cette maison. Malheur à qui fera du mal aux Frères ! — Un colon détesté parvint à trouver refuge dans un de leurs établissements. Les nègres furieux vont saisir le fugitif, que les Frères couvrent de leurs corps, et se préparent à l'égorger, lorsqu'une réflexion les arrête subitement : Pour tuer ce misérable, disent-ils, nous nous exposons à blesser les bons Frères... » Il faudrait des volumes entiers pour relater tous les actes d'héroïque dévouement accomplis par les Frères aux colonies, et ici la place nous est mesurée. Dignes disciples de M. de La Mennais, hommes de paix, de douceur et d'humanité, soyez aimés de Dieu, soyez aimés de ceux qui, par vous, apprennent à le connaître et à le glorifier !

L'activité de M. de La Mennais ne connaissait ni limites ni obstacles : le temps, la distance n'existaient point pour lui. Il connaissait toutes ses maisons et les visitait fréquemment. C'était un travailleur de jour et de nuit ; les fatigues les plus rudes n'avaient de prise ni sur son âme ni sur sa volonté. « Après avoir visité trente écoles dans un diocèse, nous dit l'auteur des *Contemporains,* il allait dans un autre diocèse en visiter cinquante ; et au sortir d'une retraite, dont il venait de diriger lui-même tous les exercices, et où il avait prêché jusqu'à trois fois dans la même

journée, il allait, à vingt lieues de là, donner une autre retraite, qu'il dirigeait avec autant d'ardeur et de vigilance. Il dormait en voiture, mangeait en voiture, écrivait en voiture cette interminable correspondance, qui dura jusqu'à sa mort... » Il arrivait quelquefois qu'on ne savait où lui envoyer les messages. Plus d'une lettre lui fut adressée avec cette pittoresque suscription : A M. l'abbé de La Mennais, *sur les grands chemins de Bretagne*. Dans les retraites annuelles qu'il donnait à Ploërmel, à tous ses fils accourus des quatre coins de la Bretagne, c'était encore lui le travailleur par excellence. Depuis la première heure du matin jusqu'à la dernière du soir, il entretenait en particulier ses nombreux religieux ; chacun tombait à ses genoux. « Et lui, dit M. de Lézéleuc, la main sur la tête de ce fils, qu'il nommait sur-le-champ, dont il évoquait sans efforts toute l'histoire, interrogeait en deux mots, voyait et faisait voir dans la conscience, communiquait, pour ainsi dire, la force et la joie par son regard ; et celui qui s'en allait, béni par sa main vénérable, retournait au combat, le cœur dilaté par cette pensée, qu'il avait toujours été présent au souvenir du Père. »

Nous l'avons dit, M. de La Mennais ne pouvait suffire à toutes les demandes de Frères qui lui étaient adressées de tous les coins de la France et de l'Etranger. Mgr Wiseman, voulant fonder à Londres une congrégation semblable à celle de Ploërmel, envoie au vénérable Supérieur

dix jeunes Anglais, pour qu'il les initie, dans son noviciat, à la vie d'instituteurs religieux. « Nous vous regardons, écrivait le cardinal, comme notre seconde providence dans l'œuvre de la régénération de nos pauvres. Nous voulons vous prendre pour modèle dans cette difficile entreprise, et avec votre concours nous ne désespérerons pas d'arriver au but. Ainsi, vous aurez assuré le salut d'une grande portion de la jeunesse dans les deux Bretagnes, et de cette façon vous aurez rendu à l'Angleterre l'apostolat qu'elle exerça chez vous avec tant de fruits. »

Seuls, parmi un grand nombre d'évêques français, Mgr l'archevêque d'Auch, et plus tard Mgr Dupanloup obtinrent d'établir dans leurs diocèses des Frères de l'Instruction chrétienne.

Tandis que son œuvre prenait une extension si rapide, il était préoccupé de la pensée de sa mort. En décembre 1841, on avait célébré une messe pour tous les membres défunts de la congrégation. Au cimetière où l'on s'était rendu processionnellement, le Père de La Mennais, prenant la parole, dit à ses frères vivement émus : « Elles sont déjà nombreuses ces tombes, mes enfants ; cependant il en manque encore une, c'est la mienne ! Elle ne tardera pas à s'ouvrir ; je veux être placé au milieu de vous. Vous viendrez prier sur la tombe de votre vieux père. Vous le consulterez, il vous répondra et vous instruira encore après sa mort. » C'est ainsi qu'au milieu de ses multiples travaux et des

plus nobles succès de l'apostolat, il s'arrêtait, se retournait tout à coup, et s'orientait vers la mort avec simplicité, résolution, sérénité. Ah! bienheureux celui dont les actions ont été un cri vers l'éternelle beauté de Dieu : *Satiabor cùm apparuerit gloria tua:* Je serai rassasié, Seigneur, quand ta beauté apparaîtra. Celui-là instruira encore après sa mort ; il vivra éternellement.

Une grande consolation était réservée à M. de La Mennais. Le 1er février 1851, une bulle de Sa Sainteté Pie IX donnait à l'Institut des Frères et à leur fondateur les éloges les plus insignes et les plus encourageants. Et maintenant, *sursum corda!* Cette intelligence ardente, cette volonté courageuse, ce cœur généreux et profond sont rassasiés : l'Eglise a mis une couronne sur la vie et sur l'œuvre de l'apôtre breton ; *sursum corda!*

Nous serions trop incomplet si nous omettions de mentionner que ce fut sous le patronage direct de M. de La Mennais, et dans sa maison-mère, que s'ouvrit le collège libre secondaire de Ploërmel, création qui répondait de tous points aux idées que le vénéré fondateur avait nourries dès sa jeunesse, d'établir partout où il lui fût possible des écoles supérieures. C'est encore à M. de La Mennais qu'est due l'érection de la grande chapelle de Ploërmel : ce fleuron de l'art chrétien, construit dans le meilleur style du XIIIe siècle, eut pour architecte le R. F. Cyprien, celui-là même qui, à la mort du Père, a été appelé au gouvernement suprême de la Congré-

gation. Cette belle chapelle, où tant de frères viennent prier et se retremper dans l'esprit d'abnégation et de sacrifice qui est l'esprit de leur ordre, fut consacrée, en 1854, par un homme qui a sa page, lui aussi, dans les annales de l'Eglise, par Mgr Jaquemet, évêque de Nantes.

Cette même année, *Féli* mourut à Paris, sans s'être reconnu, sans avoir voulu qu'un prêtre l'assistât. Son frère, en route pour Paris à la nouvelle d'une crise plus alarmante dans la maladie de celui qu'il n'avait jamais oublié, apprit, en arrivant à Rennes, que le malade avait rendu le dernier soupir. Il était trop tard !... Il dut revenir à Ploërmel, brisé, dans un état impossible à décrire.

Quelques mois après, « il voulut revoir, dit l'abbé de Lézéleuc, la maison qui avait abrité tout ce qu'il aimait le plus au monde, après l'Eglise... C'était le 28 juin 1854. Escorté de deux ou trois prêtres, qui savaient de combien d'espérances c'était là le tombeau, il s'en alla ouvrir la chapelle de la Chênaie et dit la messe à cet autel. Avant de quitter la terrasse silencieuse, son regard se fixa sur les fenêtres d'une chambre dont il semblait entendre encore l'habitant. Les bras tendus vers une image que lui seul apercevait, il cria de toute sa force : *Féli, Féli, où es-tu ?* Et le saint vieillard tomba comme foudroyé sur la terre. Quelques instants après, il revenait, en se hâtant, vers ses Frères de Ploërmel. Dieu voulut qu'il y portât encore, comme les

saints portent leur fardeau, l'inexorable mémoire de sa vie brisée en deux ; trente ans d'une gloire qu'il avait semée sans en vouloir sa part, et trente ans de croissantes angoisses qui devaient aboutir au cri lugubre que vous avez entendu. « *Faisons du bien*, disait-il aux confidents de ses larmes, *faisons du bien*, car on a *fait beaucoup de mal!* »

Les dernières années de cet apostolat fécond, de cette vie consacrée tout entière au service de l'humanité, M. de La Mennais les passa dans le calme et le recueillement et dans le sacrifice continuel aux obligations de sa charge. Il s'était donné sans réserve, et il se donnait encore lui-même pour le salut des âmes et le triomphe de l'Eglise. Qui a jamais plus payé de sa personne dans l'exercice des fonctions sacerdotales ? qui jamais a moins su se refuser à quiconque venait lui demander son concours pour une bonne œuvre ? Quand on parcourt cette vie laborieuse, on reste frappé de la puissance de dévouement que renfermait cette âme vraiment évangélique. Cet homme, ferme sur les principes, et qui n'admettait nulle transaction avec l'erreur, se rappelait, on ne saurait trop le dire, que la vérité ne perd aucun de ses droits en laissant à la charité tous les siens. C'est pourquoi il évitait avec un soin extrême tout ce qui est de nature à aigrir les âmes, préférant demander à une sage indulgence ce qu'il n'aurait pu obtenir d'une sévérité excessive. Il blâmait les ardeurs irréfléchies qui compromet-

tent la vérité et les molles complaisances qui en font déserter la cause. Cette sagesse lui valut de traverser les temps les plus difficiles, sans que nul incident fâcheux vînt entraver le bien qu'il opérait par une conduite à la fois exempte de violence et de faiblesse. Cette vie simple, toute pour Dieu, ne se découvre-t-elle pas à nos yeux avec un caractère de grandeur surnaturelle? L'Evangile lui-même ne s'illumine-t-il pas pour nous aux clartés d'un sacrifice qui en fait comprendre l'esprit et en démontre la fécondité? O saint Institut des Frères de l'Instruction chrétienne! Dieu a opéré, par ton illustre fondateur, de grandes choses, à notre époque, si inquiète et si troublée. Il a fait projeter de ton sein une lumière qui s'étend au loin jusque dans les plus humbles demeures. Puisses-tu résumer dans chacun de tes membres les solides vertus de ton bien-aimé Père! Puisses-tu rester à jamais fidèle aux enseignements de sa vie et de sa mort! Puisse ton protecteur dans le ciel achever par ses prières l'œuvre à laquelle il s'est dévoué ici-bas!

Le 16 décembre 1847, M. de La Mennais, arrivé la nuit précédente à Guingamp, accablé de fatigue et glacé de froid, était frappé de paralysie devant l'autel, au moment où il commençait à célébrer le saint sacrifice. Des soins énergiques arrachèrent à la mort l'homme de Dieu qui écrivait précédemment à l'un de ses amis: « Lorsque la mort viendra frapper à ma porte et me dira:

Jean-Marie, où es-tu? je lui répondrai sans craindre : *Adsum*, me voilà ! »

M. de La Mennais ne se rétablit jamais parfaitement de cette attaque douloureuse. Si son esprit, aussi vif, aussi lucide qu'autrefois, lui permettait encore de diriger sa congrégation, son bras droit lui refusait ses services. Le Père était obligé de dicter sa correspondance à des frères secrétaires qu'il habituait ainsi aux détails de l'administration. Ses forces s'affaiblirent enfin sous le poids du travail et des années. De hauts personnages, de grands chrétiens vinrent faire le pèlerinage de Ploërmel, heureux qu'ils étaient de donner à l'apôtre breton un témoignage d'affection et de reconnaissance. MM. de Montalembert, de Falloux, Ducoux, d'Ault du Mesnil, Eugène et Léon Boré, le comte Plater, les abbés Houet, Blanc et Rohrbacher, Mgr Gerbet et tant d'autres visitèrent successivement la maison de Ploërmel et voulurent embrasser leur ami et féliciter le créateur de l'ordre des Frères de l'Instruction chrétienne.

Le jour de Pâques de l'année 1860, le pieux vieillard célébra sa dernière messe ; sa faiblesse devenait extrême. Le 30 novembre, une nouvelle attaque de paralysie fut le signe précurseur d'une mort prochaine. L'esprit n'était pas atteint; l'auguste malade se faisait lire l'*Imitation*, récitait son chapelet avec la ferveur d'un ange. Les jours qui suivirent ne furent qu'un soupir permanent de foi, de piété et de résignation chrétienne. Le

22 décembre il reçut l'Extrême-Onction avec une grande paix. Mais laissons parler l'un des frères témoins de cette belle mort :

« Cher Père, lui dîmes-nous, vous voulez bien qu'on vous donne l'Extrême-Onction ? Nous serons plus tranquilles. Quoiqu'il eût beaucoup de peine de parler, il se redressa et répondit, d'une voix forte et accentuée : « Oui, très volontiers. » Quand le prêtre lui adressa cette question du Rituel : « Croyez-vous toutes les vérités que l'Eglise catholique nous ordonne de croire ? » le malade répondit, les larmes aux yeux, et avec un ton qu'on ne saurait rendre : « Oh ! oui, certainement, j'y crois ! »

« Dans la matinée, il se trouva moins accablé. Vers neuf heures cependant, une nouvelle crise s'annonçait, et comme nous tremblions que ce ne fût la dernière, nous nous approchâmes et lui dîmes : « Cher Père, votre bénédiction pour tous vos enfants ! » Et, soulevant aussitôt sa main mourante, il donna une dernière fois à sa nombreuse famille la bénédiction paternelle.

« Vers quatre heures de l'après-midi, M. le curé de Ploërmel lui apporta solennellement le Saint-Viatique, qu'il reçut dans les sentiments de la plus tendre piété. Il put se soutenir ainsi jusque dans la nuit du 26. Son état habituel était un profond recueillement ; c'est bien le cas de dire que sa conversation était au ciel. Son unique occupation était de réciter son bréviaire, qu'il recommençait sans cesse, et dont il disait par

cœur ce qu'il pouvait : le prêtre, en lui, survivait à tout le reste !

« Moins d'une heure avant sa mort, nous le surprîmes disant encore son chapelet. Bien qu'il éprouvât un malaise qui l'obligeait à se retourner fréquemment, nous n'entendîmes jamais sortir de sa bouche ni un gémissement ni une plainte...

« L'exquise délicatesse de son âme restait tout entière ; nous venions de l'aider à se bouger, lorsque ce mot sortit de son cœur : « Je vous dois bien des remerciements à tous. »

« Le soir, vers dix heures trois quarts, il eut une faiblesse qui dura cinq ou six minutes : puis le calme revint, et il eut un doux sommeil, sommeil, hélas ! dont il ne devait plus se réveiller... Il mourut ainsi, ou plutôt il s'éteignit sans agonie et sans douleur.

« Durant les cinq jours qu'il fut exposé dans la grande salle de la communauté, transformée en chapelle ardente, après avoir été soumis à l'embaumement, une affluence considérable n'a cessé de venir vénérer son cercueil : c'était une procession continuelle. Toute la ville de Ploërmel et les campagnes voisines y sont accourues. On y remarquait, et c'était là comme le cachet de sa vie, une foule extraordinaire de petits enfants, qui tous semblaient avoir perdu leur père. »

Aujourd'hui le corps de Jean-Marie-Robert de La Mennais repose au cimetière de l'Institut de Ploërmel, dans la tombe qu'il avait désignée lui-même au milieu de ses disciples bien-aimés.

Le nom de cet apôtre demeurera à jamais gravé dans le cœur du peuple. Nul chrétien de ce temps n'a laissé le vide que ce grand chrétien a laissé. L'abbé de La Mennais a porté en lui la vraie foi, la foi universelle et catholique, dans sa vie et sa plénitude. Il voit, il sait maintenant ! Que ses travaux, ses écrits et sa vie, ses souffrances et sa mort soient bénis ! qu'ils engendrent des hommes qui lui ressemblent !

J. d'Arsac.

LÉOPOLD IER

ROI DES BELGES

(1790-1865)

Léopold Ier était le sixième enfant de François de Saxe-Cobourg. Il naquit à Cobourg le 16 décembre 1790, au moment où la révolution française allait ébranler toutes les dynasties de l'Europe. Il appartenait à la branche aînée de la famille saxonne, à la branche Ernestine qui avait eu pour chefs l'électeur de Saxe, Frédéric le Sage et Jean-Frédéric le Magnanime qui jouèrent un si grand rôle dans les guerres que le Protestantisme alluma en Allemagne. Il eut pour parrain l'empereur Léopold II, qui venait de succéder à son père Joseph II, le réformateur philosophe de la monarchie autrichienne.

Son père aimait avec passion les sciences et les arts. Sa mère était une femme supérieure qui avait un cœur ardent, une belle intelligence,

et qui était profondément attachée à ses enfants. Le jeune Léopold, qui était venu au monde très heureusement doué, fut placé de bonne heure sous la direction de Ch.-Théod. Hoffender, le premier professeur du *collegium Casimirium*. Il lui apprit la langue latine, les premiers éléments du russe, la logique et les sciences morales. Le Prince, que sa naissance destinait à la carrière des armes, s'appliquait en même temps aux études militaires et faisait marcher de front l'histoire, le droit public, les langues vivantes. Il tenait à connaître le français, l'anglais et l'italien.

Ces habitudes studieuses ne l'ont jamais quitté. Il se levait de bonne heure en hiver comme en été et travaillait jusqu'à deux heures, ne s'interrompant que pour faire une petite promenade dans son jardin avant le déjeuner.

Tant qu'il régna, son premier soin était de s'occuper des affaires de l'Etat ; mais quand il les avait expédiées il se mettait à l'étude. Sa table était chargée d'un monceau de livres de toute nature et presque dans toutes les langues. Car il lisait avec une égale facilité le français, l'allemand, l'anglais, le russe, l'italien, l'espagnol et le flamand.

Il voulut que ses bibliothécaires le tinssent au courant de toutes les nouveautés qui paraissaient. Le dimanche on lui en rendait compte et il faisait son choix : histoire, beaux-arts, ethnographie, voyages, botanique, agriculture,

tout fixait son attention. Il avait son journal sur lequel il écrivait ses impressions, et l'on voit par ses notes courantes qu'il avait une grande délicatesse de goût et une étonnante sûreté de jugement.

Mais une chose qui paraît étonnante c'est que cet homme si grave et si sérieux ait eu un vif attrait pour les romans. Il en avait toujours un sur sa table de nuit, et quand il voulait se délasser il cherchait dans ce genre de lecture une distraction que sa position ne lui permettait pas toujours de trouver dans la conversation.

Pendant les guerres de la République, Cobourg était devenu un second Coblentz où se réfugiaient pêle-mêle les émigrés français et les familles nobles du Rhin et de la Westphalie que les victoires de nos armées avaient refoulées dans la Thuringe. Le grand maréchal de la cour, Wangenheim, remplit avec une générosité excessive les devoirs de l'hospitalité envers tous ces malheureux exilés. Mais les ressources du pauvre petit duché ne pouvaient suffire à cette munificence et le duc François dut en appeler à l'habileté financière du baron de Kresschmann qui essaya de remettre un peu d'ordre dans ses affaires.

Léopold, qui avait grandi au milieu de toutes ces agitations domestiques, quitta Cobourg pour aller faire ses premières armes au service de la Russie. C'était en 1805. Napoléon ayant gagné le 2 décembre la bataille d'Austerlitz, cette

grande victoire mit fin à la guerre. Le vieil Empire germanique fut détruit et l'Empereur victorieux prit le titre de Protecteur de la confédération du Rhin.

Cobourg était occupé par les Français, mais ils ne s'en étaient pas emparés. Le duc, le père de Léopold, étant mort d'inquiétude et de chagrin (9 déc. 1806), « la situation, dit Léopold lui-même, fut bien triste, on se demanda naturellement : *Où est le nouveau duc?* Lorsqu'on apprit qu'il était avec le roi de Prusse, Cobourg fut saisi et un intendant militaire en prit l'administration. Nous n'avions pas d'autres moyens d'existence que ce que nous donnaient nos employés avec l'assentiment tacite de l'intendant. Ma mère avait désiré que Cobourg entrât dans la confédération du Rhin et elle se mit en marche pour aller voir Napoléon à Varsovie. Mais arrivée à Berlin on lui dit que sa démarche serait inutile et on l'engagea à revenir sur ses pas. Ses neveux lui étaient d'ailleurs contraires et Cobourg resta possession française. »

Mais le duc Ernest fut remis en possession de son duché le 7 juillet 1807. Au mois de septembre il alla à Paris avec Léopold remercier l'Empereur de la grâce qu'il lui avait faite. Napoléon leur fit bon accueil et revit Léopold au congrès d'Erfurth où se trouvaient l'empereur de Russie et les quatre nouveaux rois de la confédération du Rhin.

Léopold se sentait attiré vers le czar par les

liens qui rattachaient les Cobourg aux Romanow et il aurait voulu reprendre sa carrière militaire en Russie. Napoléon le lui défendit et signifia au duc Ernest que si Léopold s'obstinait dans son dessein, il le rendrait responsable de la défection de son père et lui retirerait son duché.

Devant une pareille menace, Léopold dut céder. Napoléon aurait voulu se l'attacher comme aide-de-camp, mais il déclina habilement ses offres et se retira à Vienne, d'où il passa en Italie, chercher un endroit où il fût, autant que possible, à l'abri des volontés impérieuses du souverain qui n'admettait ni refus, ni résistance.

Peut-être eut-il le pressentiment des grands événements qui allaient s'accomplir. A Dresde, Napoléon s'était vu à l'apogée de sa puissance. L'empereur et l'impératrice d'Autriche, le roi de Prusse, le roi de Bavière, le roi de Wurtemberg et tous les princes allemands s'inclinaient devant lui comme des vassaux devant leur suzerain. Mais cet empire colossal était, comme celui de Charlemagne, composé de tant d'Etats divers qu'il n'était pas possible qu'au moindre revers on ne le vît se briser en mille morceaux.

L'expédition de Moscou fut aux yeux des hommes intelligents le prélude de cette terrible catastrophe. L'Allemagne tressaillit en apprenant la défaite de la grande armée et les princes de Cobourg furent les premiers à prendre part à ce grand mouvement que la nation germanique a appelé la guerre de la délivrance.

Un traité d'alliance avait été conclu à Kalish, en Pologne, le 28 février 1813, entre la Russie et la Prusse. Le prince Léopold s'empressa de se rendre au quartier général de l'empereur Alexandre. « Je fus, dit-il, le premier prince allemand qui joignit l'armée libératrice. » A la demande du grand-duc Constantin, son beau-frère, il fut nommé général des gardes et attaché à l'état-major de ce corps d'élite.

Le 2 mai il commandait un corps de cavalerie russe et prenait part au combat furieux qui se livra dans les champs de Lutzen. Le 20, les alliés s'étant retirés du côté de l'Elbe, livrèrent à Bautzen une bataille qui dura deux jours et qui fut terrible. Ils prétendirent qu'ils n'avaient pas été vaincus, mais ils n'en furent pas moins obligés de se retirer jusqu'au fond de la Silésie, et ce fut Léopold qui, avec son corps de cavalerie, couvrit leur retraite.

L'Empereur eut le tort d'accorder aux alliés une amnistie, qui leur permit d'augmenter considérablement leurs forces. Le congrès qui avait été convoqué à Prague s'étant dissous sans aboutir à rien, l'Autriche déclara la guerre à Napoléon et s'unit à la Russie et à la Prusse (12 août).

Le prince Léopold attaqua un détachement de cavalerie française à Péterswald et se distingua tout particulièrement à Kulm où il vainquit le général Vandamne qu'il fit prisonnier avec deux autres généraux français, Haxo et Guyot. Le

soir, il reçut sur le champ de bataille la décoration de 3e classe de l'ordre militaire de Saint-Georges de Russie, à laquelle il ne tarda pas de joindre la croix de Marie-Thérèse d'Autriche et la croix de fer de Prusse.

Léopold parut avec éclat à Leipzig et dans tous ces combats de géants qui se livrèrent dans la mémorable campagne de France où Napoléon déploya toutes les ressources de son génie. Le 30 janvier 1814, il entra en France avec sa cavalerie, et le 1er février il prit part à la bataille de Brienne. Ayant occupé Troyes, le 20 mars il commandait à l'aile droite au combat d'Arcis-sur-Aube et le 24 il marchait avec les alliés sur Paris. Après s'être distingué à la sanglante bataille de La Fère-Champenoise, il entra dans la capitale de la France, le 31, à la tête des cuirassiers de la garde russe.

II

La paix conclue, Napoléon renversé et relégué dans l'île d'Elbe, les souverains alliés eurent la fantaisie de visiter l'Angleterre. L'empereur de Russie Alexandre, l'empereur d'Autriche François II, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, accompagné du vieux feld-maréchal Blücher, accoururent saluer la cité de Londres, si fière d'être enfin sortie victorieuse de cette lutte gigantesque contre Napoléon qui lui avait coûté

tant d'argent et de si pénibles efforts. Ce furent des fêtes splendides, des revues, des meetings et surtout de ces banquets monstres qui vont si bien à l'humeur anglaise. Les souverains furent nommés par acclamation membres de corporations marchandes et on honora Blücher de la distinction qui lui convenait le moins, d'un grade universitaire.

Dans une de ces revues, au milieu des gardes anglaises, on put remarquer à la suite de l'empereur Alexandre un jeune officier-général, d'une figure assez martiale, mais qui n'avait rien d'extraordinaire dans son attitude extérieure. Comme la plupart des petits princes allemands qui n'ont ni terres ni fortune, et qui se mettent pour ce motif au service des souverains, il n'était distingué ni par la beauté ni par la noblesse de ses traits. C'était le prince Christian Léopold, qui venait de faire à côté du czar la guerre d'Allemagne et de France. Il avait vingt-quatre ans, on savait qu'il était aimé d'Alexandre, et on racontait les traits de bravoure par lesquels il avait mérité les décorations qui brillaient sur sa poitrine. Sa sœur avait épousé le grand-duc Constantin et il était le beau-frère présomptif de l'empereur de Russie.

Dans cette même revue paraissait avec éclat une jeune fille, habillée en amazone et montée sur un cheval magnifique qu'elle maniait avec grâce. Elle était entourée d'un groupe d'officiers qui lui témoignaient une obéissance respec-

tueuse. C'était la princesse Charlotte, l'héritière présomptive de la couronne d'Angleterre. Elle entrait dans sa dix-neuvième année, et elle était d'une beauté rare, d'un esprit cultivé, d'une âme énergique. Les folies de son père le prince de Galles n'avaient servi qu'à la rendre plus populaire.

Tous les poètes, sans en excepter Byron, chantaient ses grâces et la comparaient aux étoiles du ciel, aux fleurs de la campagne. Les peintres essayaient tous son portrait et trois illustres sculpteurs, anglais, italien, allemand (Bacon, Tournerelli et Hardenberg), avaient fait son buste.

Les tories lui destinaient le prince d'Orange, le fils de Guillaume Ier, le prince souverain des Provinces-Unies, et dans le remaniement de l'Europe qui allait se faire au congrès de Vienne, les praticiens de la diplomatie lui préparaient un joli petit royaume qu'ils se proposaient de former en réunissant la Hollande à la Belgique.

Mais la princesse avait éprouvé à cette revue une vive sympathie pour Léopold, le jeune duc de Saxe-Cobourg, et ce sentiment avait été favorisé par le czar qui ne voulait pas du prince d'Orange. L'aristocratie anglaise fit tous ses efforts pour détourner le choix de la princesse, mais celle-ci ne voulut entendre ni observations ni conseils. Elle s'échappa furtivement du palais de son père, et se réfugia chez sa mère, d'où elle écrivit au prince d'Orange qu'il ne devait

pas songer à cette union et qu'elle n'aurait pas d'autre époux que le prince Léopold.

L'opinion d'ailleurs se déclara en sa faveur. Le peuple anglais aimait dans Léopold son air mâle, sa figure expressive, ses manières simples et naturelles qui annonçaient en lui autant de modestie que de bonté. Les wighs l'appuyèrent, il eut pour lui dans la famille royale le duc de Kent, le duc et la duchesse d'York. Le Régent, qui s'était d'abord prononcé si fortement contre ce mariage, se laissa peu à peu adoucir, et toute résistance ayant cessé de sa part, l'archevêque de Cantorbéry bénit solennellement le 2 mai 1816 l'union de Léopold avec l'héritière présomptive de la couronne de la Grande-Bretagne.

Napoléon exilé à l'autre extrémité de l'Océan dans l'île de Sainte-Hélène fut frappé de cette alliance si inattendue. « Le prince Léopold, dit-il, a pu être mon aide-de-camp, je ne sais ce qui aura arrêté sa nomination. Il est fort heureux pour lui de ne pas avoir réussi ; ce titre lui aurait coûté sans doute le mariage qu'il fait en cet instant ; et puis, ajouta-t-il, qu'on vienne nous dire ce qui est heur ou malheur ici-bas dans la vie des hommes ! »

Ce mariage qui mettait Léopold sur les marches d'un des trônes les plus brillants de l'Europe lui avait valu une dotation de 50.000 livres sterling (1.250.000 fr.) de pension et tous les honneurs dus à un des premiers membres de la famille royale.

Mais ces faveurs exceptionnelles de la fortune ne furent pas de longue durée. Il s'était retiré avec la princesse Charlotte au château de Claremont. La concorde, l'effusion, la paix, toutes les conditions de bonheur régnaient dans cette maison lorsque la princesse mit au monde un enfant mort. Après cinquante-deux heures de cruelles souffrances, elle succomba elle-même, le 6 novembre 1817, à deux heures du matin.

A cette nouvelle Léopold s'évanouit. Revenu à lui-même il alla dans la chambre mortuaire, se jeta à genoux près du lit de la princesse, baisa ses mains glacées en disant : « Toutes mes espérances, tout mon bonheur sont d'un seul coup anéantis. »

Le Régent s'efforça d'adoucir sa douleur en le comblant de tous les titres et de tous les honneurs dont il pouvait disposer. Il lui accorda le titre de prince royal, le grade de feld-maréchal, le rang de membre du conseil privé et l'autorisation de porter les armes de la Grande-Bretagne.

Les tories étaient alors aux affaires. Par sa naissance et son éducation Léopold tenait aux principes de l'école répressive et était partisan du système de la Sainte-Alliance. Mais par position, par goût il était avec les wighs qui avaient mis leurs espérances dans la princesse Charlotte, et qui fréquentaient les salons de sa sœur la duchesse de Kent.

Devenu veuf il se tint à l'écart dans sa magni-

fique demeure de Claremont, où il paraissait uniquement occupé de science, de lettres et d'art. Il était entouré des personnages les plus illustres de l'Angleterre, et avec la sagacité et le sang-froid qui le distinguaient il étudiait les partis, leur servait souvent d'intermédiaire pour leurs rapprochements et acquérait dans ce rôle de conciliation adroite la souplesse d'esprit et de caractère qui en a fait un des diplomates les plus habiles de notre temps.

Parmi les mouvements qui agitaient alors l'Europe, il s'était intéressé tout particulièrement aux Grecs qui secouèrent le joug de la Turquie en 1821. C'était le soulèvement d'une nation chrétienne contre l'islamisme. Ce petit peuple si grand dans les temps anciens inspirait des sympathies à tous les hommes d'étude qui, comme Léopold, avaient le culte des souvenirs. L'aide de camp de l'empereur Alexandre, Ypsilanti, s'était mis à la tête des révoltés pour les aider à se débarrasser de leurs chaînes.

Les Français, les Anglais, les Russes s'étaient trouvés ensemble à Navarin; mais, après avoir détruit la flotte turco-égyptienne, ils ne surent que faire de la nation qu'ils venaient d'affranchir. Cette hésitation fit traverser à la Grèce une période anarchique qui se termina par l'assassinat du comte Capo d'Istria que les Grecs croyaient trop dévoué aux intérêts de la Russie.

La monarchie ayant été proclamée on jeta les yeux sur le prince Léopold pour le mettre à la

tête de ce nouveau royaume. Il accepta, mais à condition qu'on reculerait les frontières de la Grèce, que les puissances protectrices souscriraient un emprunt de 60 millions en sa faveur et qu'on lui donnerait ainsi le moyen de gouverner ses Etats et de leur permettre de se suffire et de rester indépendants. Ces conditions n'ayant pas été acceptées, il abdiqua le 21 mai la couronne qu'on lui avait solennellement offerte le 3 février 1830.

III

Cette même année vit en Europe de grandes révolutions. En France, le 29 juillet, le trône de Charles X fut renversé et le duc d'Orléans, Louis-Philippe, fut proclamé roi. La Pologne se souleva, des mouvements insurrectionnels éclatèrent en Suisse, en Allemagne, en Italie.

La Belgique, qui avait toujours supporté avec peine le joug de la Hollande à laquelle elle avait été annexée par les traités de 1815, s'était révoltée le 15 août. Le soir on jouait à Bruxelles la *Muette de Portici*, dont les chants patriotiques et libéraux étaient devenus alors, avec ceux de *Guillaume Tell*, une sorte de Marseillaise aristocratique et bourgeoise. Au sortir de ce spectacle, la foule, exaltée par ce qu'elle venait d'entendre, assaillit les bureaux du *National* et se porta au palais du ministre Van Maanen,

aux cris de : *Vive la liberté! A bas Van Maanen!*

Les libéraux avaient à se plaindre du roi Guillaume qui prétendait imposer à la Belgique tout le poids de sa domination, sans avoir égard à aucune de ses libertés, sans respecter ni ses lois, ni ses mœurs, ni ses usages particuliers. Il avait décidé que la langue néerlandaise serait seule enseignée dans les écoles et parlée dans les tribunaux, et avait limité la représentation des provinces belges dans les Etats-Généraux de manière que la prépondérance devait toujours rester à l'élément hollandais.

Il s'était emparé de l'instruction publique et avait établi les universités de Gand, de Louvain et de Liège et rendu leurs cours obligatoires pour tous les jeunes gens qui devaient entrer dans l'état ecclésiastique. Ce nouveau potentat voulait imposer ses idées schismatiques à tous ses sujets. A ses yeux le Pape était un souverain étranger avec lequel on ne devait pas avoir de rapports. Des poursuites avaient été intentées contre l'évêque de Gand « pour avoir entretenu une correspondance sur des matières religieuses avec une cour étrangère, c'est-à-dire avec le Souverain-Pontife. »

Ces persécutions indignèrent les catholiques et ils s'unirent avec les libéraux pour se délivrer de cette oppression. Les révoltés avaient déclaré tout d'abord qu'ils n'avaient pas d'autre but que d'obtenir du roi Guillaume le renvoi de Van Maanen et une administration séparée pour leur

pays, tout en restant sous la domination de Nassau. Ils se fussent contentés de former un royaume séparé, sous le gouvernement du prince d'Orange, à condition qu'au lieu de voir des Hollandais dans toutes les administrations, il n'y aurait eu que des Belges.

Le roi Guillaume envoya son fils le prince d'Orange avec une petite armée pour arrêter l'insurrection. Le Prince, qui voyait dans les Belges ses futurs sujets, les traitait avec douceur. Il entra donc à Bruxelles et fit au peuple et à la bourgeoisie toutes les concessions qu'on lui demanda. Son père trouva qu'il y apportait trop de ménagements et le remplaça par son second fils, le prince Frédéric, qu'il chargea d'en finir avec les soulèvements.

Mais la situation ne fit que se compliquer. Les Etats-Généraux convoqués pour hâter le dénouement de la question ne servirent qu'à l'embrouiller. Les intrigues se firent jour au milieu de ce chaos anarchique. Les uns voulaient pour roi le prince d'Orange, mais d'autres réclamaient un souverain étranger. On prononçait les noms du prince Othon de Bavière, du duc de Leuchtenberg, du duc de Nemours, du prince de Saxe-Cobourg, Léopold.

Frédéric ayant pris le commandement des troupes qui se trouvaient à Bruxelles et ayant ordonné le désarmement de la population, la lutte s'engagea et dura, comme à Paris, trois jours. Les Hollandais furent vaincus et Frédéric

dut battre en retraite au milieu du pays qui se soulevait partout sur ses pas.

Un gouvernement provisoire fut acclamé à Bruxelles. Le prince d'Orange en établit un autre à Anvers. Mais ses soldats en étant venus aux mains avec des ouvriers du port, il perdit la tête, quitta la ville et la fit bombarder par la garnison qui occupait la citadelle. Cet acte étrange excita un cri de vengeance et d'indignation dans toute la Belgique qui répondit à cet horrible traitement par la proclamation de son indépendance (5 octobre).

Le roi Guillaume en appela aux puissances signataires du traité de Vienne et leur soumit le différend qui venait de s'élever entre lui et la Belgique. La Prusse, qui craignait que l'exemple des Belges ne provoquât une insurrection semblable dans ses provinces du Rhin, offrit à la Hollande son intervention armée. Mais le roi Louis-Philippe déclara que si les troupes prussiennes entraient en Belgique, il répondrait à cette agression en franchissant lui-même le Rhin. C'eût été sans doute le signal d'une guerre générale, et l'Angleterre, qui tenait au maintien de la paix, fit tous ses efforts pour résoudre la question par la voie des négociations.

La France, la Russie, l'Autriche et la Prusse envoyèrent leurs ambassadeurs à Londres, et cette conférence imposa un armistice aux deux parties belligérantes et posa en principe, dans les dix-huit articles préliminaires qui furent

arrêtés du 20 au 27 janvier 1831, l'indépendance de la Belgique. Cet Etat devait se constituer en monarchie et se renfermer dans les limites qu'il avait en 1814 avant son annexion à la Hollande. Une réserve était faite pour le duché de Luxembourg qui restait à la Hollande et qui lui donnait entrée dans la confédération germanique.

L'Assemblée constituante, qui siégeait à Bruxelles, avait proclamé que la forme du gouvernement serait la monarchie héréditaire, mais elle avait prononcé l'exclusion perpétuelle des membres de la maison d'Orange-Nassau. On se demanda alors quel serait le souverain du nouveau royaume.

Deux candidats furent proposés à l'Assemblée constituante : le prince de Leuchtenberg, fils d'Eugène de Beauharnais, et le second fils de Louis-Philippe, le duc de Nemours. Le premier était vivement combattu par le Roi des Français qui voyait dans le fils du prince Eugène le représentant du bonapartisme qu'il tenait à tout prix à écarter. Il mit donc tout en œuvre pour faire échouer sa candidature et porter les voix sur son fils. Il réussit, mais à la simple majorité d'une voix (3 février).

L'Angleterre n'approuvait pas cette élection. C'était donner à la France une prépondérance dont elle ne pouvait manquer d'être jalouse. Les autres puissances de l'Europe n'en étaient pas plus satisfaites. Elles n'admettaient pas qu'Anvers et Cherbourg fussent dans la même main.

Louis-Philippe avait trop de sagacité pour ne pas se rendre compte de toutes ces susceptibilités secrètes ou avouées, et, s'il avait tenu à faire élire le duc de Nemours, c'était moins pour lui assurer cette couronne que pour écarter le prince de Leuchtenberg dont il ne voulait pas.

Quand la députation du congrès se présenta aux Tuileries, le 17 février, pour lui notifier la volonté des Belges, Louis-Philippe la remercia de l'honneur qu'elle faisait à sa famille et motiva en ces termes sa non-acceptation : « Mon premier devoir est de consulter avant tout les intérêts de la France et, par conséquent, de ne point compromettre cette paix que j'espère conserver pour son bonheur, pour celui de la Belgique et pour celui de tous les Etats de l'Europe auxquels elle est si précieuse et si nécessaire. Exempt moi-même de toute ambition, mes vœux personnels s'accordent avec mes devoirs. Ce ne sera jamais la soif des conquêtes ni l'honneur de voir une couronne placée sur la tête de mon fils qui m'entraîneront à exposer mon pays au renouvellement des maux que la guerre amène à sa suite, et que les avantages que nous pourrions en retirer ne sauraient compenser, quelque grands qu'ils fussent d'ailleurs. Les exemples de Louis XIV et de Napoléon suffiraient pour me préserver de la funeste tentation du trône pour mon fils, et pour me faire préférer le bonheur d'avoir maintenu la paix à tout l'éclat des victoires que, dans

la guerre, la valeur française ne manquerait pas d'assurer à nos glorieux drapeaux. »

Le duc de Nemours, le prince de Leuchtenberg écartés, l'Angleterre tenait en réserve son candidat. C'était Léopold, le prince de Saxe-Cobourg. Elle le présenta quand elle jugea son heure venue et il fut accepté.

IV

Il faut le reconnaître, c'était l'homme qui convenait le mieux à la situation. Allemand d'origine, il ne pouvait déplaire à la Confédération qui se trouvait en rapport avec les Flandres et dont les intérêts avaient besoin d'être ménagés aux bouches du Rhin comme à celles de l'Escaut. Ses anciennes relations avec Alexandre, son étroite parenté avec le czar Nicolas l'empêchaient d'être suspect à la Russie qui applaudit à son élection avec autant de spontanéité que la Prusse et l'Autriche. Anglais d'adoption, membre de la famille royale, il avait profité de sa position exceptionnelle pour étudier les hommes et les partis au sein de la Grande-Bretagne, et, tout en ne paraissant occupé que de chasse, il avait su se tenir au courant de tous les événements, et pénétrer à fond la politique des wighs et des tories en cherchant à les concilier.

Pour être agréé de toutes les puissances, il n'y avait qu'à faire tomber l'opposition que Louis-

Philippe avait d'abord manifestée contre lui. L'Angleterre connaissait le roi des Français et elle sut le prendre par son côté faible.

En refusant la couronne de Belgique qui lui était offerte pour le duc de Nemours, il s'était dit exempt d'ambition. Personne ne s'était trompé sur la valeur de cette parole. On savait, au contraire, que Louis-Philippe portait au plus haut degré les affections de famille et que, s'il n'avait pas voulu mettre son second fils sur le trône de Belgique, c'était uniquement parce qu'il ne pouvait le faire sans péril pour lui-même.

Léopold, resté veuf, pouvait épouser la princesse Louise d'Orléans, la fille aînée du roi des Français. L'Angleterre fit miroiter aux yeux de Louis-Philippe cette perspective. Des rapports d'amitié existaient depuis longtemps entre le roi des Français et le prince Léopold. Le duc et la duchesse d'Orléans avaient assisté en 1816 au mariage du prince avec l'héritière de la Grande-Bretagne. Léopold leur avait rendu leur visite et il en était résulté des relations qui étaient devenues plus intimes pendant le séjour que le prince anglais fit à Paris en 1828 et 1829. Le duc d'Orléans, accompagné de son fils aîné, le duc de Chartres, était allé à Claremont un an avant la révolution de juillet. Il ne fut donc pas difficile de lui faire accepter ce parti pour sa fille aînée qu'il n'avait pas l'espoir de placer dans un poste plus élevé.

Le Congrès belge et les puissances étant tom-

bés d'accord, Léopold renonça à la pension annuelle de 50.000 livres sterling qui lui avait été accordée par le parlement d'Angleterre. « Comme souverain de la Belgique, écrivit-il à lord Gray, mon intention est de n'emporter de l'Angleterre aucune portion du revenu qui m'a été accordé par acte du Parlement, à l'époque de mon mariage. » Il pensionna en même temps tous les gens de sa maison et résolut de n'emmener avec lui qu'un seul officier, qui n'aurait ni rang ni titre. Il désirait montrer tout d'abord aux Belges qu'il ne venait au milieu d'eux que pour eux, et il ne voulait pas donner à sa prise de possession du trône l'air d'une invasion anglaise.

Il sortit de Claremont le 15 juillet 1831. Le 16, il alla faire ses adieux à Marlborough-house et quitta Londres le lendemain à six heures du matin, accompagné de sir Henri Seton, son aide-de-camp, des députés du congrès et de son secrétaire particulier, M. Jules Van Praëk, qui devait lui continuer ses services pendant toute la durée de son règne. A deux heures et demie il arrivait à Douvres, salué par les canons du fort. Il fut reçu avec les honneurs royaux, sur le quai, par le maire et les autorités de la ville, et complimenté sur le port même par le lieutenant-général comte Belliard, au nom du roi des Français.

Il passa la nuit à l'hôtel *Dessin*, et le lendemain au matin il partait pour Dunkerque. A la frontière belge il trouva la députation que lui avait

envoyée le Régent. Le général de Wautier salua l'élu de la nation au nom de l'armée. « Je compte entièrement, répondit le Roi, sur son courage et sa fidélité. » Cette première entrevue, qui se fit sur les bords de l'Océan, par un soleil radieux, parut de bon augure et toucha profondément les cœurs.

Le voyage de Léopold des frontières de la Belgique à Bruxelles ne fut qu'une ovation continuelle. A Ostende, où il arriva vers six heures du soir, il fut reçu devant l'église paroissiale de Saint-Pierre par l'évêque de Gand, revêtu de ses habits pontificaux. Le prélat offrit au nouveau souverain les hommages et les vœux du clergé catholique, et Léopold lui répondit : « Je vois avec plaisir que la Belgique est profondément religieuse ; une nation qui est attachée à sa religion est nécessairement une nation morale et par conséquent facile à gouverner. »

A Bruges, l'accueil fut splendide. On conseillait au Roi de ne pas passer par Gand, parce qu'on craignait que, dans cette ancienne capitale de la Flandre, il ne fût l'objet de manifestations malveillantes. « C'est au contraire, dit Léopold, une raison de plus d'y passer. » La population fut touchée de cette marque de confiance et s'associa franchement à l'allégresse de toute la nation.

Mais ce n'était pas seulement dans les villes que le Souverain était reçu avec des transports de joie qui dépassaient tous les programmes

officiels. Les mêmes sentiments éclataient avec une spontanéité merveilleuse dans les campagnes. Les curés de village, à cheveux blancs, au visage vénérable, venaient saluer sans arrière-pensée, dans le prince méthodiste ou luthérien, le restaurateur de la nationalité belge si longtemps opprimée et le protecteur de l'indépendance du pays.

Les cabanes que l'on rencontrait çà et là sur la route étaient toutes ornées de branches d'arbres et de guirlandes de fleurs. C'était une ère nouvelle qui allait s'ouvrir pour cette petite nation qui avait toujours confondu dans un même sentiment le respect de la religion et l'amour invincible de la monarchie et de la liberté. Les paysans se tenaient sur le seuil de leurs chaumières pour voir et acclamer à son passage le monarque que la Providence leur envoyait; ils espéraient voir renaître le commerce, l'industrie, la prospérité publique et privée sous son règne tolérant et pacifique.

Le 19, vers le soir, le cortège approcha de Bruxelles, et la foule augmentait sans cesse. En recevant toutes les félicitations qui lui arrivaient de toutes parts, en voyant ces manifestations populaires trop vives et trop unanimes pour n'être pas sincères, Léopold s'applaudissait d'être le roi d'un peuple qui l'avait lui-même choisi. A chaque instant il se levait de sa voiture pour saluer et remercier la foule enthousiaste qui se pressait innombrable à sa rencontre.

A dix heures et demie le cortège arriva au château de Lacken. Le Prince y reçut les félicitations du Régent de la Belgique, des ministres, des membres du bureau du Congrès et des hauts fonctionnaires de l'Etat.

L'inauguration du Roi eut lieu à Bruxelles le 21 juillet. Le ciel était illuminé par les rayons d'un soleil éclatant. Toute la population était aux fenêtres ou descendue dans les rues par lesquelles le Roi devait passer. Léopold, portant l'uniforme de général de l'armée nationale, entra à cheval, par l'ancienne porte Guillaume, dans sa capitale, à la tête d'un brillant état-major. Il se dirigea vers la place Royale où s'élevait une estrade adossée à l'église de Saint-Jacques-sur-Caudenberg, occupée par le Régent de la Belgique et les membres du Congrès. A une heure, Léopold, arrivé devant l'église, descendit de cheval, franchit les degrés et prit place entre le Régent et le Président de l'Assemblée, en avant du trône.

Lorsque le Régent eut déposé les pouvoirs dont il avait été revêtu le 24 février précédent, un des secrétaires du Congrès, M. Ch. Vilain XIV, debout devant le Roi, donna lecture de la Constitution du royaume de Belgique. Cette lecture achevée, un autre secrétaire, M. Nothomb, présenta la formule du serment imposé au Roi par le pacte fondamental. Léopold Ier dit d'une voix ferme : « Je jure d'observer la Constitution et les lois du peuple belge ; de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire. »

Pendant que le Roi signait le procès-verbal de la prestation du serment, les sièges qui occupaient le devant de l'estrade disparurent. Le trône étant demeuré à découvert, le Président du Congrès se tourna vers le Roi et lui dit : « Sire, montez au trône. » Le Roi, debout sur l'estrade supérieure, entouré des généraux et des ministres, prononça son discours d'avènement : « A l'aspect des populations, disait-il, ratifiant par leurs acclamations l'acte de la représentation nationale, j'ai pu me convaincre que j'étais appelé par le vœu du pays et j'ai compris tout ce qu'un pareil accueil m'impose de devoirs. Belge par votre adoption, je me ferai aussi une loi de l'être toujours par ma politique. J'ai été également accueilli avec une extrême bienveillance dans la partie du territoire français que j'ai traversée, et j'ai cru voir dans ces démonstrations, auxquelles j'attache un haut prix, le présage heureux des relations de confiance et d'amitié qui doivent exister entre les deux pays... »

Il protestait de son dévouement pour la nation, de son désir de la paix, parce qu'il la croyait essentielle au développement du commerce, de l'industrie et de tous les principes vivifiants de la prospérité nationale, mais il terminait en disant que si la Belgique était menacée de la guerre, il n'hésiterait pas à en appeler au courage de son peuple, et qu'il espérait que tous ses sujets se rallieraient à lui pour la dé-

fense du pays et de l'indépendance nationale.

Tous les assistants donnèrent par des acclamations réitérées leur adhésion au chef de l'Etat. Léopold descendit de l'estrade et se dirigea à pied vers le palais des souverains. A dix heures il présidait un banquet auquel il avait invité les membres du Congrès. Au toast qui lui fut porté par le Président de l'Assemblée nationale, le Roi répondit : « Messieurs, je vous remercie, et je bois à l'avenir de la Belgique. Que cet avenir soit heureux et indépendant ! »

V

Les difficultés allaient commencer. Le roi de Hollande protesta auprès des puissances signataires des traités de 1815 qui avaient été violés. Il avait la logique pour lui et il appuya ses raisons d'une déclaration de guerre qu'il chargea le général Chassé, commandant de la citadelle d'Anvers, de remettre à Léopold. « Voilà, dit le Roi, ce qui m'arrive pour ma bienvenue. Encore si j'avais pu consacrer quelques mois à l'organisation de l'armée! je ne craindrais pas la lutte. Peut-être faudrait-il s'en féliciter : l'armée et le pays s'attacheraient par un succès à leur nationalité naissante et au chef qui aurait combattu à leur tête. Mais être pris ainsi au dépourvu, cela est malheureux. »

Toutefois il ne perdit pas son sang-froid. On

apprit que le prince d'Orange avait établi son quartier-général à Breda et avait donné l'ordre à ses troupes de marcher en avant. Léopold s'empressa de se rendre à la tête de son armée. Avant de sortir de Bruxelles, il fit afficher cette proclamation énergique : « Belge comme vous, je défendrai la Belgique. Je compte sur la garde civique, sur l'armée, sur le courage et le dévouement de tous et je me rends à mon poste. » Le soir il était à Anvers et il ne sortit de cette grande ville qu'après s'être complètement rassuré sur son sort. Il porta son quartier-général à Malines.

Les Belges n'étaient pas en état de se défendre contre les Hollandais. Leurs troupes levées à la hâte, composées d'hommes de bonne volonté, mais qu'on n'avait pas eu le temps de former et de discipliner, ne pouvaient tenir contre des soldats aguerris comme ceux que le prince d'Orange avait sous ses ordres.

Léopold l'avait compris et son premier mouvement avait été d'appeler à son secours l'Angleterre et la France en exécution des engagements qu'ils avaient pris de garantir à la Belgique la nationalité belge. « Il m'en coûte, disait-il, d'avoir recours à ce moyen ; j'aurais aimé à conduire seul notre armée au-devant des Hollandais, mais pouvons-nous ne compter que sur nous-mêmes ? Ne serait-ce pas jouer trop gros jeu ? »

Quand on sut que Louis-Philippe avait envoyé au secours de la Belgique, le maréchal Gérard

avec une armée de cinquante mille hommes, les Belges se blessèrent de l'intervention française, se prétendant assez forts pour repousser les Hollandais et les chasser de la Belgique, comme ils les avaient chassés de Bruxelles.

Pour ménager sa popularité, Léopold fut obligé de donner l'ordre au maréchal Gérard de suspendre sa marche, mais de rester à la frontière, tout prêt à la franchir au moment nécessaire.

Les Hollandais avaient 45.000 hommes d'infanterie, 6.000 de cavalerie et 72 pièces de canon. Les Belges n'étaient que 25.000 divisés en deux corps sous les ordres des généraux Daien et Ticken. Ces deux corps étaient séparés par un espace de plusieurs lieues entièrement dégarni de troupes, formant ainsi une trouée par laquelle l'ennemi allait s'avancer.

Léopold avait ordonné au général Daien, qui commandait ce qu'on appelait un peu emphatiquement l'armée de la Meuse, de remonter au Nord-Ouest pour aller faire sa jonction avec Ticken. Mais il n'exécuta pas les instructions qu'il avait reçues. Il se laissa jeter en arrière par le prince d'Orange et ses troupes furent obligées de se replier sur Liège dans le plus grand désordre.

L'armée de Léopold, réduite à treize mille hommes, n'était pas en état de barrer le chemin de Bruxelles aux Hollandais déjà victorieux. Le Roi se porta cependant sur Louvain et prit avec

le corps de Ticken position en avant de cette ville. Il dirigea lui-même l'avant-garde et délogea les troupes qui occupaient Bautersem et les fit reculer jusqu'à Roosbeck.

Si les Hollandais avaient déployé plus d'activité, ils pouvaient cerner et anéantir l'armée belge. Léopold profita de leur lenteur pour organiser sa retraite et épargner à ses soldats une déroute. Il dirigeait lui-même les colonnes, plaçait l'artillerie et ordonnait tous les mouvements sans craindre de s'exposer aux plus grands dangers.

Pendant qu'il manœuvrait avec une merveilleuse habileté, il avait donné l'ordre au maréchal Gérard de franchir la frontière et de s'avancer sur Bruxelles. Le 12 août, lorsque le prince d'Orange se disposait à employer toutes ses forces pour une attaque générale, le représentant de l'Angleterre, sir Robert Adair, vint lui demander une suspension d'armes. Il lui apprit que l'armée française arrivait, et le lendemain il en vit les vedettes qui se montrèrent à Cottenberg et à Terveuren, en face de ses troupes.

Guillaume ne pouvait songer à lutter contre la France. Il fut convenu entre le prince d'Orange et le général Lavostine, stipulant au nom du maréchal Gérard, que l'armée hollandaise commencerait immédiatement son mouvement rétrograde et qu'elle serait suivie par les Français jusqu'à la frontière. Le 20, ce mouvement de retraite était accompli et les Hollandais étaient

rentrés dans les limites du Brabant septentrional.

Léopold rentra à Bruxelles au milieu des acclamations de son peuple. Il n'avait pas désespéré dans ce moment critique du salut de la chose publique, il s'était montré avec courage et intelligence à la tête de l'armée; la sagesse de sa politique, en se ménageant à propos l'intervention de la France, avait sauvé la Belgique. Il avait été démontré aux Belges qu'ils avaient besoin des Français.

VI

Talleyrand, qui représentait la France à Londres, affectait un profond dédain pour les Belges et leur roi. Il proposa au baron de Bulow, le plénipotentiaire de la Prusse, le partage de la Belgique entre la France, la Prusse et la Hollande, sauf à transformer Anvers en port franc, pour contenter l'Angleterre.

Cette politique exaspéra les Belges et fut loin de satisfaire les Anglais. Lord Palmerston, l'illustre chef du Foreign-Office, demanda au contraire que l'armée française évacuât la Belgique, sans quoi la guerre générale éclaterait dans un nombre de jours déterminé. Louis-Philippe, qui ne voulait pas se jeter dans de pareilles aventures, rappela ses soldats à l'exception d'une division d'infanterie avec un peu de cavalerie et

d'artillerie que Léopold avait désiré conserver près de lui comme troupes auxiliaires.

Les grandes puissances signèrent à Londres un traité définitif qu'on a appelé le traité des vingt-quatre articles. Il laissait au roi Guillaume toute la partie allemande du grand-duché de Luxembourg, la moitié de Maëstrich, Venloo, 53 villages et tout le territoire qui s'étendait le long de la Meuse, et mettait à la charge de la Belgique une rente de huit millions quatre cent mille florins, sans lui accorder aucune indemnité pour les frais de guerre et les pertes que lui avait occasionnés le bombardement d'Anvers.

Mais il reconnaissait l'indépendance de la Belgique et plaçait sa neutralité sous la garantie des cinq grandes puissances. Les Belges trouvèrent néanmoins ces conditions très dures. Mais comment résister à la volonté de l'Europe qui leur était notifiée d'une manière irrévocable ? Le Congrès national adopta donc ce protocole. La Chambre des députés l'accepta par 59 voix contre 38 et le Sénat par 35 contre 8, le 1er et le 3 novembre.

Le roi de Hollande protesta de nouveau. La Russie, l'Autriche et la Prusse se retirèrent en disant qu'elles laisseraient désormais les Belges et les Hollandais régler entre eux les points du traité sur lesquels ils n'étaient pas d'accord.

Malgré les préventions qu'avaient les Belges contre les Français, Léopold comprit qu'il ne pouvait sortir des difficultés où il était engagé

qu'avec l'appui de la France. Pour rassurer les Belges qui avaient toujours à cœur les idées de partage mises en avant par M. de Talleyrand, et pour dissiper les inquiétudes et les susceptibilités de l'Angleterre, il n'y avait pas de moyen plus efficace que son alliance avec la maison d'Orléans.

Le 28 mai 1832 il partit donc de Bruxelles pour le château de Compiègne où le roi Louis-Philippe l'attendait. Il était accompagné des principaux officiers de sa cour. Il trouva à la frontière le maréchal Gérard commandant en chef de l'armée du Nord, le duc de Choiseul, le préfet du département et d'autres personnages qui l'attendaient.

Il passa par Valenciennes et arriva le soir à Cambrai. Le lendemain il repartit pour Péronne et à cinq heures de l'après-midi il trouva au bas de la montagne de Mouchy le duc de Nemours accompagné d'un brillant état-major. Léopold, ayant mis pied à terre, l'embrassa cordialement et le pria de prendre place à côté de lui dans la calèche qu'on lui avait préparée.

Ils firent leur entrée à Compiègne au bruit de l'artillerie. Une foule immense se pressait derrière la haie d'honneur qui avait de la peine à la contenir. Léopold fut reçu au bas du grand escalier par Louis-Philippe revêtu de l'uniforme de la garde nationale. Les deux rois s'embrassèrent cordialement et montèrent ensemble le grand escalier au-dessus duquel les attendaient la reine

Marie-Amélie et Mme Adélaïde d'Orléans, la sœur du roi des Français.

Une grande revue eut lieu le 30 et la journée se termina par une promenade dans la forêt de Compiègne. De magnifiques fêtes furent données et le 2 juin Léopold rentrait à Bruxelles. Le 4, le *Moniteur belge* annonçait que le mariage du Roi avec la princesse Louise d'Orléans avait été décidé.

Malgré les impatiences de Léopold, ce mariage ne fut célébré que le 9 août. Le 6, le roi des Belges fit son entrée à Compiègne vers le soir. Il était dans une calèche découverte où avaient pris place le duc d'Orléans et le duc de Nemours. On remarquait dans le cortège MM. Le Hon et Van de Weyer qui représentaient la Belgique à Paris et à Londres, le comte d'Arschot, le comte Félix de Mérode, le colonel sir E. Cust, l'ancien aide de camp du Roi, Van Praëk, le baron Stockmar, le duc de Choiseul et le marquis de Marmier qui étaient allés à la frontière au-devant du Prince.

Sur le pont, à l'entrée de la ville, on avait élevé un arc de triomphe colossal richement pavoisé de drapeaux français et belges en signe de l'union des deux nations. De splendides fêtes remplirent les deux jours suivants.

Le jeudi 9 août, à huit heures et demie du soir, le roi Louis-Philippe, donnant la main à la princesse Louise et suivi des membres de sa famille, entra dans le grand cabinet du château où le roi

Léopold prit également place, avec ses témoins désignés et tous les personnages qui l'avaient accompagné à Compiègne.

Le baron Pasquier, président de la Chambre des pairs, remplissait les fonctions d'officier de l'état-civil. Les témoins du roi des Belges étaient le comte d'Arschot, grand maréchal de sa cour et membre du Sénat, et le comte Félix de Mérode, ministre d'Etat et membre de la Chambre des représentants. Quatre pairs et quatre députés servaient de témoins à la princesse Louise : le lieutenant-général duc de Choiseul, le marquis de Barbé-Marbois, premier président de la Cour des comptes, le comte Portalis, premier président de la Cour de cassation, et le duc de Bassano représentaient la Chambre des pairs; le maréchal Gérard, M. Dupin, procureur-général près la Cour de cassation, M. Bérenger et M. Delessert la Chambre des députés.

Lorsque Léopold et la princesse Louise d'Orléans eurent donné leur assentiment, M. Pasquier dit : « Par ordre du Roi, et au nom de la loi, nous déclarons que très haut, très puissant et très excellent prince Léopold, premier du nom, roi des Belges, duc de Saxe, prince de Cobourg-Gotha, et très haute et très puissante princesse Marie-Louise-Thérèse-Caroline-Isabelle, princesse d'Orléans, sont unis en mariage. »

L'évêque de Meaux leur donna ensuite la bénédiction nuptiale dans une des salles du château qui avait été convertie en chapelle. Après la

cérémonie catholique vint la cérémonie protestante. La famille royale et les assistants se rendirent dans une autre salle où un pasteur protestant donna aux augustes époux la bénédiction nuptiale selon le rite luthérien. Louis-Philippe inaugurait ainsi, dans sa famille, les mariages mixtes qui devaient être la mode sous son règne.

Quatre jours après le roi et la reine des Belges quittèrent le château, et leur voyage depuis Compiègne jusqu'à Lacken ne fut qu'une marche triomphale. Les populations se pressaient sur leur passage. Partout où ils passaient les maisons étaient couvertes de fleurs et de drapeaux aux couleurs de la France et de la Belgique, chacun voulait voir la nouvelle reine et lui souhaiter la bienvenue. C'était une princesse de vingt ans, dans tout l'éclat de la grâce et de la beauté. Elle répondait à toutes les acclamations qu'elle entendait avec un sourire de bienveillance et de simplicité qui révélait tous les trésors d'affection et de dévouement que sa piété avait renfermés dans son cœur.

Cette union était bien faite pour exciter l'enthousiasme des Belges. Car tout en manifestant au monde l'alliance de la France et de l'Angleterre qui assurait la paix de l'Europe, elle consolidait l'indépendance de la Belgique et proclamait sa neutralité qui fixait les limites des nations voisines.

VII

Léopold se sentant appuyé par la France et l'Angleterre tint au roi Guillaume un langage plus ferme et plus tranché. Il voulait que les Hollandais évacuassent avant tout la partie de la Belgique qu'ils occupaient et qu'on ne traitât qu'après cette évacuation les différends qui séparaient les deux nations relativement à la navigation fluviale, à la dette et aux indemnités.

La Belgique, de son côté, occupait une partie du territoire qu'elle devait céder à la Hollande d'après le traité des vingt-trois articles. La France et l'Angleterre s'étant mises d'accord par un acte particulier du 22 octobre, sommèrent les cabinets de Bruxelles et de la Haye d'évacuer respectivement les territoires qui ne leur appartenaient pas, aux termes du traité de novembre. Elles leur signifiaient que si l'évacuation n'était pas faite pour le 12 novembre, les deux puissances enverraient une flotte sur les côtes de la Hollande et qu'une armée française se mettrait à la disposition du roi Léopold pour expulser les garnisons hollandaises de la citadelle d'Anvers et des forts de l'Escaut.

Le roi de Hollande ayant déclaré qu'il ne reconnaissait pas les traités, la guerre recommença. Le 15 novembre, le maréchal Gérard entrait une seconde fois en Belgique. Son avant-garde

commandée par le fils aîné de Louis-Philippe, le duc d'Orléans, arriva le 19 près d'Anvers et prit position sous les murs de la citadelle. La saison avançait et le maréchal Gérard était irrité de tous les retards que la diplomatie lui avait suscités.

Il fit ses préparatifs avec une grande activité et ouvrit la tranchée le 29 novembre. Le terrain était fangeux, détrempé par la neige et offrait des difficultés inextricables. Les fossés se refermaient d'eux-mêmes à mesure qu'on les creusait, les canons, les chariots s'enfonçaient dans le sol et on ne pouvait avancer. Il fallut solidifier ce terrain mouvant et y enfoncer des madriers pour former une espèce de plancher sur lequel on fit glisser les batteries de siège.

Après cinq jours d'efforts prodigieux, cent bouches à feu tonnèrent contre la citadelle, et le général Chassé qui la commandait risposta avec vigueur et menaça de bombarder la ville, si l'on ne cessait le siège. Ce fut un effroi général. On n'avait pas oublié les horreurs du bombardement de 1831. Les habitants prirent la fuite ou se réfugièrent dans les caves avec ce qu'ils avaient de plus précieux.

Fort heureusement, ces excès n'étaient pas à craindre. Le général Chassé avait intérêt lui-même à ne pas commettre cet acte de barbarie. Il savait qu'au premier coup de feu tiré sur la ville, l'armée belge qui avait à sa disposition 410 bouches à feu et qui ne comptait pas moins

de 110.000 hommes interviendrait, que la flottille néerlandaise serait immédiatement anéantie et qu'il serait lui-même écrasé par les batteries des quais toutes prêtes à partir. Le prince d'Orange l'avait averti en secret qu'il ne serait pas secouru ; par conséquent, il devait, pour son honneur, se défendre jusqu'à la dernière extrémité et ne pas compromettre sa situation par un désastre inutile.

Le siège fut poussé avec vigueur et la défense soutenue avec énergie. Le 14, les Français emportèrent d'assaut un ouvrage avancé, la lunette Saint-Laurent, qui avait une grande importance. Les défenseurs furent tués ou faits prisonniers.

La citadelle tint encore quatorze jours. La garnison voyait s'écrouler sur elle les remparts et se défendait néanmoins avec le stoïque sang-froid des hommes du Nord. Le général Chassé, cloué au fond d'une casemate par de cruelles souffrances, dirigea la défense avec une vigueur inébranlable jusqu'au moment où l'artillerie française ouvrit dans l'un des bastions de la place une brèche qui permettait l'assaut.

Le 23, à dix heures du matin, on suspendit les hostilités, et le soir, après avoir obtenu une capitulation honorable, la garnison se constitua prisonnière. Les Hollandais refusèrent de rendre les forts de Lillo et de Liefkenshoek, ce qui permit aux Belges de garder pour le moment les parties cédées du Limbourg et du Luxembourg.

Le général Chassé et son état-major furent conduits comme prisonniers de guerre à Saint-Omer et reçurent de la part des Français et des Belges tous les honneurs dus à la bravoure malheureuse. En cinq semaines les Français avaient tiré 65.000 coups de canon et brûlé 140.000 kilogrammes de poudre. La première expédition de l'armée française avait sauvé la Belgique naissante, la deuxième l'avait mise en possession de son territoire et de son indépendance.

Léopold sentait sa couronne affermie sur sa tête et se félicitait d'être arrivé à ce dénouement sans qu'il en eût coûté à ses sujets une pièce d'or, ni une goutte de sang. Il avait su mettre à la charge de Louis-Philippe et de la France tous les frais de cette expédition, dont il tirait tous les avantages.

Le maréchal Gérard avait ajouté à tous ses exploits un nouveau fait d'armes dont on ne pouvait lui contester la gloire. Car il avait conduit le siège de la citadelle avec toute l'habileté d'un général consommé. Mais la France comme nation ne pouvait pas être fière d'avoir humilié par la force une puissance aussi faible que la Hollande.

La neutralité qui était la conséquence de l'indépendance de la Belgique était loin de nous être avantageuse. Elle plaçait près de notre frontière du Nord qui est ouverte aux attaques de l'ennemi un terrain sur lequel nous ne pouvons

pas mettre le pied et elle gênait par là même nos mouvements, comme on l'a vu d'une manière trop sensible dans la guerre de 1870. Nous n'avions pas non plus à compter sur l'alliance de la Belgique, et il n'y avait pas lieu d'espérer qu'elle nous dédommageât jamais des sacrifices que nous avions faits pour elle, puisque la situation qui lui était faite, avec la garantie de la France elle-même, ne lui permettait pas de s'immiscer dans les affaires de l'Europe.

D'ailleurs, dans cette dernière guerre, Louis-Philippe, de concert avec l'Angleterre, ayant combattu la Hollande sans permettre aux Belges de prendre part à l'action, les avait profondément irrités. Ils avaient assisté au siège d'Anvers l'arme au bras au nombre de 110.000 hommes et ils avaient dû regarder faire l'étranger qui travaillait pour eux à la vérité, mais qui leur faisait sentir leur infériorité en leur imposant avec une dureté de fer sa volonté. Ce service ainsi rendu les blessa si vivement dans leur amour-propre national qu'ils sentirent se réveiller au fond de leur âme toutes les préventions et toutes les antipathies qu'avaient les anciens Flamands contre les Français.

Louis-Philippe se plaignait souvent avec amertume à Léopold de l'ingratitude des Belges. On ne peut nier qu'ils ne surent pas gré à la France des services incontestables qu'elle leur avait rendus, mais il faut aussi reconnaître qu'on les traita sans ménagement et qu'on disposa

d'eux et de leurs affaires sans prendre les moindres précautions et sans leur témoigner aucun égard.

VIII

La couronne de Léopold avait été affermie par cette seconde intervention de la France, mais sa position n'en était pas moins très délicate et très embarrassante. C'était au protocole des grandes puissances qu'il devait son trône, mais les Belges étaient profondément ennemis de ces protocoles qui les blessaient dans leur dignité nationale. Le Roi ne pouvait prendre parti pour les puissances européennes sans perdre sa popularité, et il ne pouvait suivre l'entraînement des Chambres, qui obéissaient à l'impulsion de l'opinion publique, sans s'exposer à compromettre la paix générale et à se jeter avec sa nation dans les aventures d'une guerre imprudente et téméraire.

Son habileté consista à apporter beaucoup de mesure et de sang-froid dans la direction de toutes ces oppositions sans cesse renaissantes et à demander au temps et à la patience ce que n'aurait pu faire l'action la plus intelligente et la mieux concertée.

La neutralité de la Belgique lui étant garantie par les grandes puissances, il n'avait rien à craindre de ses voisins et n'avait pas besoin d'entretenir une armée nombreuse. Il ne lui fallait de soldats que pour maintenir l'ordre à l'in-

térieur et il pouvait consacrer aux revenus publics l'argent que le budget de la guerre dévore chaque année dans les autres nations.

En 1833, la Belgique eut encore à souffrir des menaces et des réclamations obstinées du roi Guillaume, et Léopold fut forcé de s'abriter de nouveau derrière la protection de la France et de l'Angleterre pour apaiser ces dernières agitations et faire renaître la confiance avec le calme et la tranquillité.

En 1834, la dynastie de Juillet triompha à Paris des dernières émeutes républicaines, et la Hollande ayant paru en même temps incliner vers un arrangement définitif, le commerce et l'industrie si longtemps paralysés par l'esprit révolutionnaire reprirent leur essor.

De grandes institutions industrielles et agricoles se fondèrent en Belgique et l'administration projeta le magnifique réseau de chemins de fer qui couvre actuellement le royaume.

La Banque de Bruxelles fut créée l'année suivante et Léopold n'eut rien de plus à cœur que de régler les finances de l'Etat et de mettre dans toutes les parties de l'administration l'ordre et la régularité la plus irréprochable.

Il n'y avait pas, du reste, de royaume plus facile à gouverner que le sien. Débarrassé de toutes les complications qu'entraînent les affaires du dehors, il pouvait s'appliquer à toutes les réformes et à toutes les améliorations intérieures et réaliser d'utiles économies qui lui permet-

taient d'adoucir les charges publiques et de rendre à son peuple la vie facile sans pour cela le surcharger d'impôts.

Les catholiques et les libéraux avaient fait ensemble la révolution, parce qu'ils voulaient les uns et les autres l'affranchissement de la Belgique et que le joug de la Hollande leur était également odieux. Mais après la victoire, lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir, ils avaient des principes et des doctrines trop opposés pour ne pas être en lutte continuellement.

Les libéraux, ennemis de la religion et de ses dogmes, se défiaient de l'Eglise et de son influence et mirent tout en œuvre pour entraver son action. Les catholiques qui avaient repoussé la domination du roi Guillaume, parce que son protestantisme paralysait la liberté religieuse et s'attaquait aux droits sacrés de la conscience, ne pouvaient se laisser tyranniser par les libéraux, en leur sacrifiant les avantages qu'ils avaient voulu conquérir les armes à la main.

Entre ces deux camps bien tranchés, flottait un parti intermédiaire qui s'efforçait de maintenir la majorité dans une espèce de milieu, à peu près à égale distance des deux extrêmes.

Le roi Léopold assista aux luttes des partis avec beaucoup de calme et de prudence, se retranchant inviolablement derrière la constitution qui ne l'obligeait pas à prendre lui-même la direction des affaires. Il voyait successivement les chefs de ces partis arriver aux affaires et prendre

place dans son conseil. Il donnait aux ministres les avis qu'il croyait les meilleurs et les regardait passer tour à tour devant lui sans se faire le partisan exclusif d'aucun système. On ne pouvait pas dire qu'il tenait à un parti plus qu'à un autre.

Il s'était habitué à voir en Angleterre les wighs et les tories se disputer, sans que jamais leur dissentiment n'entraînât pour la nation aucun danger et il pratiquait en Belgique la même forme de gouvernement. Sa maxime gouvernementale était : « Faites comme il vous plaira », tout en recommandant à ceux qui étaient au pouvoir d'avoir en vue le bien de la nation et de ne pas substituer leur intérêt personnel à l'intérêt général.

Ce rôle, qui semble tout d'abord si simple et si facile, exigeait en réalité beaucoup de tact et de prudence. Il faut avoir une grande connaissance des hommes pour ne pas les froisser et pour ne pas se compromettre à leurs yeux en mettant ainsi en pratique une sagesse et une réserve qui ne sont pas dans les habitudes des partis.

Léopold y réussit si bien qu'il s'acquit la confiance et l'estime de ses sujets et que tout en paraissant rester en dehors des affaires, il conquit à la Belgique, par ses relations extérieures, une position inespérée d'influence et de considération parmi les nations étrangères. C'est ce qui lui permettait de dire aux anciens membres du Congrès national : « Vous autres, vous avez fait la Belgique ; moi, je l'ai introduite au dehors. »

IX

Mais tout cela ne se fit pas sans peine. En 1833, la nationalité de la Belgique était reconnue par les cinq grandes puissances de l'Europe. Cela n'empêchait pas qu'il n'y eût au sein de la nouvelle nation un parti qui était resté attaché au prince d'Orange. Ce parti n'était pas très nombreux, mais il se composait d'hommes riches et influents. Le roi Guillaume le savait et il n'avait pas donné son adhésion aux bases territoriales des vingt-quatre articles, se réservant l'occasion de soulever de nouveaux conflits lorsqu'il le croirait nécessaire.

Le 14 mai 1838, après cinq ans de silence, il donna cette adhésion et demanda à la Belgique de lui abandonner le Luxembourg et le Limbourg et de lui payer les arrérages de la dette qui s'élevait à 67 millions de florins.

Le roi Léopold était d'avis de défendre les droits de la Belgique et de ne pas abandonner ses populations qui lui avaient montré tant d'affection et de dévouement. Il avait des soldats et de l'argent, et la Belgique depuis son affranchissement avait amassé de grandes ressources qu'elle désirait d'ailleurs employer à la défense de sa gloire et de sa dignité militaire. L'occasion était belle pour prendre la revanche de l'échec subi en 1831, et le Roi, qui avait tant souffert de

cette malheureuse campagne, croyait que la nationalité belge serait consolidée par la guerre et qu'il lui fallait ce baptême de sang.

Toute la nation était dans les mêmes sentiments. Le 30 avril, la Chambre avait voté à l'unanimité une adresse dans laquelle elle exprimait l'espoir, la certitude même, que l'intégrité du territoire belge serait maintenue. Des armements se firent avec empressement, on rappela les miliciens et on réunit une armée de 116 mille hommes enflammée par le patriotisme le plus ardent. Les Hollandais n'avaient pu mettre sous les armes que 60.000 hommes ; on pouvait donc espérer la victoire.

Léopold manifesta hautement son dessein. Le 13 novembre, à l'ouverture des Chambres, il prononça ces remarquables paroles : « Nos différends avec la Hollande ne sont pas arrangés ; les droits et les intérêts du pays sont les seules règles de ma politique ; ils ont été traités avec le soin que réclame leur importance ; ils seront défendus avec persévérance et courage. » A ces mots, l'Assemblée électrisée se leva comme un seul homme, et fit retentir l'enceinte législative de ses applaudissements prolongés. Les acclamations enthousiastes du peuple accueillirent le Roi lorsqu'il sortit du palais de la Nation, et on le reconduisit en triomphe jusqu'à sa demeure.

Cette déclaration produisit une sensation profonde en Hollande et dans les cours. On supposait à tort que le roi des Belges n'avait ainsi

parlé qu'avec l'assentiment de Louis-Philippe son beau-père. On savait qu'il avait mis dans ses intérêts lord Palmerston et on avait lieu de croire que le Cabinet britannique suivrait la politique de la France.

Si le roi des Français était entré dans les idées du roi des Belges, la Belgique se serait attachée à la France et serait devenue une province française. Mais le Napoléon de la paix désapprouvait au contraire les projets belliqueux de son gendre et lui reprochait de flatter les passions de son peuple pour satisfaire sa soif de popularité.

« Vous m'avez toujours dit, mon cher frère, lui écrivit-il le 8 décembre 1838, que je pouvais m'en fier à vous pour ne pas attirer sur nous la tempête ou la guerre. Eh bien ! c'est cela que je réclame de vous. Je ne vois plus qu'un seul moyen de conjurer l'orage, c'est que vous fassiez déclarer par votre plénipotentiaire à Londres que vous êtes prêt à accepter les modifications proposées par la Conférence. »

Léopold s'étant excusé en rejetant sur ses ministres les dispositions guerrières que Louis-Philippe condamnait, le roi des Français lui répondit trois jours après : « Vous me dites, mon cher frère, que vos ministres sont *en partie* d'une déraison affligeante. Je ne vois pas d'autre chance de sauver la Belgique des dangers éminents auxquels je les vois exposés, que de changer *cette partie,* si la lumière de l'évidence ne suffit pas pour éclairer leur raison. »

Tous les ministres qui entouraient le roi des Français étaient d'ailleurs du même sentiment. Le comte Molé, alors chef du Cabinet français, avait déclaré nettement qu'il voyait avec peine l'engagement personnel du roi Léopold dans la difficulté territoriale et il avait ajouté catégoriquement : « Nous ne pouvons le suivre sur ce terrain. »

Au premier avis de la nouvelle attitude du roi Guillaume, lord Palmerston avait réuni à Londres la Conférence et lui avait soumis les prétentions de la Hollande. Les cours du Nord se prononcèrent ouvertement en sa faveur et soutinrent que les traités de 1814 et de 1815 ayant créé en faveur de Guillaume de Nassau et de ses descendants le royaume des Pays-Bas, la Belgique ne pouvait pas avoir d'autres possessions territoriales que celles qui lui ont été assignées par le traité du 15 novembre 1831, que le reste faisait partie des Etats de la Hollande, attendu qu'il n'en avait jamais été légitimement séparé.

L'Angleterre ne voulait pas seconder la France dans le cas où elle serait entrée dans les vues de Léopold et des Belges. Après une année de délibérations auxquelles la Belgique ne fut pas officiellement admise, le 6 décembre 1838, les puissances adoptèrent un protocole qui fixait à une rente annuelle de cinq millions de florins (au lieu de huit millions quatre cent mille) la part des Belges dans la dette du royaume des Pays-Bas, avec libération des arrérages jusqu'au

1er janvier 1839; mais il reproduisait et maintenait les arrangements territoriaux déterminés par le traité du 15 novembre 1831.

La Belgique connut, le 10 décembre, l'arrêt qui avait été prononcé contre elle, au Foreign-Office, quatre jours auparavant. Les ministres s'émurent, et tentèrent un nouvel effort. Ils essayèrent d'obtenir par voie de transaction les territoires qui leur étaient enlevés. On envoya M. de Mérode à Paris et M. de Gerlache à Londres. Le 15 janvier 1839, M. Van de Weyer remit à la Conférence une note dans laquelle la Belgique proposait de racheter les districts contestés, moyennant une somme de soixante millions de florins immédiatement exigible.

Mais Louis-Philippe prétendit que la Conférence ne consentirait en aucun cas au rachat de ces territoires, et dans la nuit du 20 au 21 janvier, M. Molé donna l'ordre au général Sebastiani, ambassadeur de la France à Londres, de signer le protocole qui était déjà revêtu de la sanction des quatre grandes puissances.

Les Belges s'irritèrent et prirent une attitude menaçante. Les représentants de l'Autriche et de la Prusse furent rappelés de Bruxelles par leurs souverains et Léopold se vit complètement isolé. Il dut se résigner et engager la Belgique à faire de même. Le 19 février, M. de Theux, ministre des affaires, proposa aux Chambres belges l'acceptation du protocole.

Il y eut de violentes discussions. Mais la raison

d'Etat l'emporta. La Chambre des députés adopta le traité le 19 mars, par 58 voix contre 42. Le Sénat l'adopta le 26, par 31 voix contre 14.

Le 19 avril, M. Van de Weyer le signa au nom du roi Léopold au Foreign-Office, après avoir consigné dans une note les regrets du Roi et les protestations de la Belgique.

M. Gendebien avait voté contre le traité en formulant ainsi son opposition : Non, 380.000 fois non, pour 380.000 Belges que vous sacrifiez à la peur ! C'était de l'exaltation. Mais les hommes d'Etat qui votèrent le traité firent preuve d'un patriotisme plus éclairé ; car leur modération sauva la Belgique.

X

Léopold acquit, à partir de ce moment, une grande position diplomatique en Europe. Il était l'oncle de la princesse Victoria qui venait de s'asseoir sur le trône d'Angleterre (20 juin 1837). Elle avait été élevée dans les principes des whigs et elle avait pour le roi des Belges l'affection la plus profonde et la confiance la plus illimitée. Son mariage ne fit qu'accroître l'influence de Léopold qui vécut dans la plus grande intimité avec le prince Albert.

Le roi des Belges avait par caractère tout ce qu'il faut pour concilier et pacifier tous les différends. Il savait admirablement résumer une

question, ses connaissances pour les affaires internationales étaient très étendues et très exactes, il examinait toutes les difficultés avec ce calme et ce sang-froid germanique qui fait une plus grande part au calcul qu'à la passion. « C'est, disait M. de Metternich, quelque chose de M. Dupin parmi les rois, un bon légiste qui s'est adonné à l'arbitrage. »

Ses conseils étaient partout bien reçus et bien écoutés ; parce que partout il était en famille et personne ne doutait de son affection et de son dévouement.

Il était en famille à Paris, aux Tuileries, où il allait souvent sous prétexte d'être agréable à sa femme qui tenait à aller voir ses parents, mais en réalité pour s'occuper toujours d'intérêts sérieux. Il était en famille à Londres, où l'on avait besoin de recourir fréquemment à son amitié pour calmer la reine Victoria qui était colère, impérative et obstinée. Il était en famille à Berlin, à Saint-Pétersbourg, où on lui confiait les bonnes et les mauvaises paroles et où son intervention était bien des fois réclamée pour éteindre des dissentiments, en s'occupant des querelles de ménage aussi bien que des affaires politiques.

Au moment où la situation de la Belgique était tranchée, en France on apercevait à l'horizon politique des points noirs qui inspiraient aux esprits sérieux de graves inquiétudes. Tant que la monarchie de Juillet n'avait pas été bien assise, on avait cru nécessaire d'entretenir de

bonnes relations avec l'Angleterre. Tous les hommes d'Etat avaient été d'accord sur ce point. Mais quand les grandes difficultés eurent été vaincues, on crut généralement que la France devait se faire une place plus large en Europe et n'avoir pas la même condescendance pour la Grande-Bretagne.

M. Thiers, qui était à la tête de ce parti, arriva au pouvoir. Mais cet homme, tout-puissant pour démolir, ne sut jamais rien fonder. Quand il fut aux affaires, il annonça ses projets de guerre, fit faire des armements considérables et ordonna les fortifications de Paris. Lord Palmerston, plein de dédain pour cette politique aventureuse et brouillonne, avait détaché de la France toutes les grandes puissances de l'Europe en concluant avec la Prusse, l'Autriche et la Russie le traité de Londres (15 juillet 1840).

Louis-Philippe, qui ne voulait pas de la guerre et qui craignait d'être entraîné par les folies et les imprudences de son ministre, eut recours à son gendre pour renouer les relations presque interrompues avec la Grande-Bretagne. Léopold, qui avait la confiance de la reine Victoria, l'assura des intentions pacifiques de son beau-père, et le ministère de M. Thiers tomba sans autre résultat que d'avoir embastionné Paris, symbole de répression qui pouvait être tourné contre le dedans aussi bien que contre le dehors.

Léopold devint l'ambassadeur de famille, le messager de la paix qui intervint dans toutes

les circonstances où les relations de la France et de la Grande-Bretagne parurent entravées. Il adoucit les crises qui éclatèrent à l'occasion du droit de visite et des affaires de Taïti.

Il obtint de la reine Victoria qu'elle fît visite à Louis-Philippe au château d'Eu et qu'elle vînt ensuite à Bruxelles. Il l'accueillit à la façon anglaise et fit briller ses armes au château de Lacken.

Ce fut surtout dans l'affaire des mariages espagnols que son influence fut d'une grande importance pour éviter une rupture. L'Angleterre aurait voulu obtenir la main de la reine d'Espagne, la jeune Isabelle, pour le prince de Cobourg. Mais il y avait déjà un Cobourg, le prince Léopold, sur le trône de Belgique; un autre, le prince Albert, était le mari de la reine Victoria ; un troisième avait épousé la reine de Portugal.

Le gouvernement français crut avec raison qu'il devait maintenir la politique traditionnelle de Louis XIV en renouant avec l'Espagne des relations de famille. Louis-Philippe réussit à faire accepter, pour la jeune Isabelle, son cousin François d'Assise, fils de François de Paule, le frère de Ferdinand, et obtint en même temps la main de la princesse Marie-Louise-Fernande, sa sœur, pour le duc de Montpensier ; les deux mariages se firent le même jour (10 oct. 1846).

Grâce à l'intervention du roi Léopold , ces mariages n'amenèrent pas une rupture avec

l'Angleterre, mais, à partir de ce moment, il y eut beaucoup de froideur entre les deux cours. L'opposition en France, qui avait si longtemps déclamé contre l'alliance anglaise, ne voulut pas voir là un acte d'indépendance à l'égard de cette nation. Elle prétendit que Louis-Philippe avait sacrifié cette alliance à un intérêt dynastique, et on l'accusa d'avoir pensé dans cette circonstance plus à sa famille qu'à la nation.

Le ciel s'obscurcit et devint menaçant. En 1847, le 7 novembre, le prince de Joinville écrivait à son frère, le duc de Nemours : « Nous arrivons devant les Chambres avec une détestable situation intérieure ; et, à l'extérieur, une situation qui n'est pas meilleure. Tout cela est l'œuvre du Roi seul... Ces malheureux mariages espagnols ! Nous n'avons pas encore épuisé le réservoir d'amertume qu'ils contiennent. »

Léopold avait bien vu l'orage se former. Il en suivait tous les mouvements et il prévoyait une catastrophe si l'on ne s'empressait de décharger les nuages gros de tempêtes en faisant immédiatement les réformes et une partie des concessions demandées. Il en prévint la Reine, la famille royale et s'efforça de dessiller les yeux du vieux roi qui était le seul à ne pas voir les périls dont il était environné.

Dans la préoccupation que lui causaient les banquets organisés par les chefs de l'opposition, et la présence des princes Jérôme et Napoléon au milieu de cette agitation, il avait chargé son am-

bassadeur, le prince de Ligne, de faire part à Louis-Philippe de ses appréhensions. « Rassurez le roi Léopold, mon gendre, répondit le vieux monarque ; il s'inquiète à tort : ce ne sont ni les banquets de veau froid, ni les Bonaparte qui me désarçonneront. Je suis trop ferme sur mon cheval. »

Il tombait cependant quelques jours après.

XI

La chute de Louis-Philippe causa une stupéfaction profonde en Belgique. Au palais le Roi et la Reine tremblaient pour les jours du monarque déchu, et les hommes d'Etat redoutaient la contagion de l'exemple qui pouvait exciter à Bruxelles une révolution semblable à celle qui venait d'éclater à Paris. Les riches craignaient d'entendre sonner le tocsin et de voir la guerre sociale commencer ; le peuple redoutait un mouvement annexionniste. Ces craintes devinrent presque générales lorsqu'on sut que Louis-Philippe, au lieu de se réfugier près de son gendre, avait passé le détroit et s'était fixé dans le château de Claremont que celui-ci avait mis à sa disposition.

M. de Lamartine, qui était à Paris ministre des affaires étrangères, ayant déclaré que la République, issue de la révolution du 24 février, vivrait en paix avec toutes les nations qui vou-

draient comme elle l'indépendance et la liberté, on se rassura. Les catholiques et les libéraux, auparavant divisés, se réunirent pour maintenir de leurs communs efforts l'édifice menacé, et dans tout le Parlement il n'y eut qu'un seul membre, M. Castiau, qui salua comme un heureux événement la proclamation de la République. « Les idées de la révolution française, s'écria-t il, sont appelées à faire le tour du monde ! » — « Pour faire le tour du monde, lui répondit M. Delfosse, aux applaudissements de la Chambre et des tribunes, ces idées-là n'ont pas besoin de passer par chez nous. »

La démagogie fit cependant une tentative sur la Belgique. Le 20 mars, le préfet de police ayant expulsé des rangs des ateliers nationaux les étrangers, ces ouvriers résolurent de former des *corps francs* et d'aller de Paris dans leur pays pour y faire de la propagande républicaine. Caussidière les encouragea. Un marchand de vin de la rue Ménilmontant, nommé Blervacq, et un ex-officier de carabiniers, le sieur Fosse, se mirent à la tête des ouvriers belges.

Ce corps, composé de 1.500 hommes, n'ayant pas d'autre uniforme qu'une blouse et un chapeau de couleur grise, fut conduit par cinq élèves de l'Ecole polytechnique jusqu'à la frontière. Cette colonne d'aventuriers, soutenus par Ledru-Rollin et une partie du Gouvernement provisoire, attaqua les troupes belges au hameau de *Risquons-Tout,* près de Mouscron. Ils furent

reçus à coups de canon et se dispersèrent après avoir laissé quelques hommes sur le champ de bataille.

L'agitation démagogique ne trouva pas le moindre écho parmi les Belges. Peu de temps après cette tentative insensée, Léopold fut, sur la place du Palais, à Bruxelles, l'objet d'une démonstration des plus touchantes. Le peuple se pressait autour de lui et, au risque d'être écrasé par les pieds des chevaux, chacun voulait lui serrer la main en signe de sympathie. Il ne lui fallut pas moins de deux heures pour se dérober à ces témoignages ardents et pouvoir rentrer dans son palais.

L'attitude de la Belgique, qui resta alors calme et tranquille au milieu de toutes les commotions de l'Europe, lui valut l'estime et la sympathie de tous les hommes d'Etat. Le prince de Metternich, qui vint chercher un refuge à Bruxelles pendant la tourmente de 1848-1849, partageait ces sentiments d'admiration. « Si nous vous avions mieux connu en 1831, disait-il à un ancien diplomate belge, nous vous aurions fait une bien meilleure part ; mais nous vous regardions comme des gens ingouvernables. La manière dont la Belgique se conduit, avec une constitution aussi mal rédigée, une constitution qui serait la plus mauvaise de l'Europe, si celle de Norwège n'existait pas, prouve combien les Belges sont faciles à gouverner. »

Léopold fut vivement impressionné par les

sanglantes journées de juin, mais sa confiance en son peuple n'en fut pas affaiblie. Elle se manifesta avec éclat le 24 septembre dans les fêtes anniversaires de la Constitution. Ayant à côté de lui la Reine et ses enfants, il distribua solennellement des drapeaux à la garde civique qui venait d'être réorganisée. Les légions présentaient les armes, les tambours battaient, le canon tonnait, les drapeaux s'inclinaient devant le Roi et la famille royale debout sur une estrade adossée au palais, lorsque Léopold descendit l'escalier d'honneur, se mit en face des officiers supérieurs et leur adressa ces paroles : « J'éprouve une bien vive émotion, mais aussi une légitime fierté. Ce beau pays, siège de la plus ancienne civilisation, avait longtemps espéré une existence à lui, une existence nationale ; mais, hélas ! ses vœux ont été souvent déçus, et les destinées du pays subordonnées à des intérêts qui lui étaient étrangers. Enfin, depuis dix-huit ans, vous avez réussi à conquérir cette existence souvent appelée. Pour la première fois, vous vous appartenez à vous-mêmes. De cette situation indépendante, vous avez fait un noble et patriotique usage, et vous l'avez aussi fortement cimentée. C'est dans cette situation que vous avez trouvé une crise politique sans exemple dans l'histoire. Vous l'avez jusqu'à présent glorieusement traversée; si glorieusement que beaucoup de pays ont adopté votre organisation politique comme modèle, que votre nom est partout honoré et respecté, et que

vous devez avoir le sentiment qu'il mérite de l'être. Sachons maintenir cette noble position ; continuons à marcher comme nous l'avons fait jusqu'à présent ; c'est ainsi que nous nous assurerons un beau nom dans l'histoire et un glorieux avenir. »

Des bravos frénétiques, des vivats enthousiastes accueillirent ces chaleureuses paroles, et, à partir de ce moment, le patriotisme unit si étroitement la Belgique à son souverain qu'aucune révolte ne fut plus possible.

L'année suivante, à la même date, le Roi décréta qu'un monument serait élevé à Bruxelles en souvenir du Congrès national qui avait fixé en 1831 les destinées nouvelles du pays. On aurait voulu que la statue de Léopold fût placée au-dessus de ce monument, mais il s'y refusa. « Je n'ai été pour rien dans la Constitution ; ce serait usurper un honneur qui ne m'appartient pas. »

La pose de la première pierre de ce monument eut lieu le 25 septembre 1850. Arrivé au pied de la colonne projetée le Roi félicita le pays d'avoir eu foi dans ses institutions libérales et termina son patriotique discours par ces mémorables paroles : « Que la constitution soit transmise intacte à ceux qui nous suivront, et ce vingtième anniversaire ouvrira pour la Belgique une nouvelle ère de grandeur véritable et de prospérité. »

Le soir, au palais de la Nation, Léopold réunit

dans un banquet les membres encore vivants du Congrès et de toutes les législatures élues depuis 1830.

La reine Louise manquait à cette fête nationale. La révolution de février 1848 avait profondément ébranlé sa santé. Elle n'avait pu soutenir la commotion intérieure qu'elle avait éprouvée, quand elle avait appris la chute du Roi son père. Elle était allée le retrouver à Claremont, mais en le voyant avec sa mère et ses frères dans ce modeste château si isolé, elle ne pouvait s'empêcher de verser des larmes. La mort de Louis-Philippe, arrivée le 26 août 1850, avait mis le comble à ses angoisses.

On lui conseilla de se retirer à Ostende avec se famille, dans l'espoir que l'air vivifiant de la mer la ranimerait. Sa mère Marie-Amélie alla la voir avec la princesse Clémentine, le duc de Nemours, le prince de Joinville, le duc d'Aumale, la duchesse d'Orléans, et le duc Auguste de Saxe-Cobourg. Ils la trouvèrent considérablement affaiblie et le vendredi 11 octobre, vers quatre heures du matin, elle s'éteignit en tenant la main du Roi et ayant à ses côtés sa mère, ses enfants, ses frères, ses sœurs agenouillés et pleurant la mort si prématurée d'une reine de trente-huit ans. « Sa mort, disait le roi Léopold, a été sainte comme sa vie. »

Elle avait exprimé le vœu d'être enterrée à Lacken. On y conduisit sa dépouille mortelle escortée par des multitudes accourues de toutes

les parties de la Flandre et du Brabant pour lui témoigner leurs regrets. Le Roi fit construire à Lacken une magnifique église pour y recevoir ses restes. Le cercueil repose dans la chapelle de la sainte Vierge.

XII

Léopold suivait avec la plus grande attention les péripéties de la lutte qui existait alors entre le Président de la République, Napoléon, et la Chambre. Il avait toujours été convaincu que le Prince sortirait victorieux. Il ne fut donc pas surpris par le coup d'Etat du 2 décembre. Mais il n'était pas sans inquiétude pour la Belgique. Il n'oubliait pas que, dans un de ses anciens programmes, Napoléon avait dit qu'il fallait à la France les bords du Rhin. Se rappellerait-il cette parole ? comment l'entendait-il ?

L'inquiétude du Roi était partagée par le pays et Léopold envoya à Paris un de ses plus habiles diplomates, M. H. de Brouckère, pour pressentir le gouvernement nouveau. L'ambassadeur belge vit M. de Morny le 8 décembre et fut satisfait de ses déclarations. Le prince Lucien Murat, le maréchal Magnan lui donnèrent également les paroles les plus rassurantes.

L'armée belge fut néanmoins augmentée et réorganisée, les forteresses armées, et l'on crut devoir surcharger dans des proportions assez considérables le budget de la guerre. Léopold

qui avait perdu dans Louis-Philippe un père et un allié précieux se tourna vers l'Autriche pour donner à la Belgique un protecteur puissant.

Mais tout en se portant vers l'Allemagne, le roi des Belges ne voulait pas être mal avec l'empereur des Français. La presse belge s'étant mise à attaquer vivement Napoléon III, celui-ci s'en plaignit et Léopold pour lui être agréable fit voter par les Chambres une loi relative à la répression des offenses commises par la presse envers les chefs des gouvernements étrangers.

Au printemps de l'année suivante, le 9 avril 1853, le duc de Brabant atteignit sa dix-huitième année. C'était l'âge fixé par la constitution pour sa majorité et son admission au Sénat. La Belgique entière célébra cet événement avec une grande allégresse. Le Prince jura fidélité à la constitution en présence de tous les corps de l'Etat. « Vous connaissez, dit-il, les sentiments qui m'animent. Vous savez que, sincèrement dévoué à l'existence du Pays, je la confonds avec la mienne. Vous trouverez toujours en moi un compatriote heureux et fier de pouvoir contribuer au maintien de notre indépendance et de notre prospérité. »

Peu après cette grande fête Léopold alla avec son fils à Vienne, solliciter de S. M. l'empereur d'Autriche la main de l'archiduchesse Marie-Henriette, fille de l'archiduc Joseph d'Autriche, palatin de Hongrie. Il l'obtint et le mariage fut

célébré à Bruxelles, le 22 août. « Cette union, dit le ministre des affaires étrangères au Sénat et à la Chambre des représentants, comble les vœux et assure le bonheur d'un prince dont la Belgique est fière à juste titre ; elle satisfait en même temps nos plus hautes convenances politiques. Elle sera un gage de prospérité et de félicité pour la dynastie, comme elle est déjà un gage de sécurité pour le pays. »

Le peuple belge s'associa aux joies de la famille royale avec une ardeur et une spontanéité qui étonnèrent ceux qui connaissaient le caractère habituellement si calme et si froid de cette petite nation. « Si la famille royale, dit à Léopold le Président de la Chambre des députés, est si populaire, c'est à vous surtout, sire, qu'elle le doit, à vous qui avez rendu au pays tant de services signalés, à vous qui savez conserver notre indépendance et notre nationalité, à vous qui avez respecté et fait respecter nos libertés, à vous dont la bonté et l'affabilité ont su gagner tous les cœurs. »

On était à la veille de la guerre de Crimée. L'Angleterre et la France conclurent un traité d'alliance offensive et défensive contre les Russes et les sommèrent d'évacuer les principautés Danubiennes. La presse radicale reprochait au prince Albert et à Léopold leurs sympathies moscovites. Il fallait beaucoup de prudence et d'habileté pour éviter un conflit. Le roi des Belges comprit parfaitement la gravité de la situa-

tion. « Mon rôle, dit-il, est, comme depuis 1831, fort simple; je fais faire au navire la manœuvre qui est indispensable pour le préserver ; bientôt vingt-trois ans de navigation donnent des titres à la confiance. »

Il manœuvra si bien en effet qu'au milieu de toutes ces complications où un autre aurait échoué il trouva moyen de resserrer les liens qui unissaient la Belgique à la France et à l'Autriche. Il fit avec cette dernière puissance un traité de commerce qui rendit plus intimes les rapports des Belges et des Autrichiens, et au moment où les armées de France et d'Angleterre débarquèrent à Kamiesch, il eut une entrevue à Calais avec l'empereur des Français. Napoléon III se souvint de tout ce que lui avait dit en faveur de Léopold la reine Hortense et il fut si satisfait des bonnes paroles que lui donna le roi des Belges qu'il lui manifesta le désir d'avoir son portrait pour le mettre dans son cabinet.

La Belgique jouit de tous les avantages de la paix pendant que le canon tonnait sous les murs de Sébastopol. Les Russes ayant été vaincus, un congrès se réunit à Paris et aboutit au traité du 30 mars 1856 qui enlevait à la Russie tout ce qu'elle avait acquis de force et d'influence dans les luttes qu'elle avait soutenues depuis le commencement du siècle. C'était la vingt-cinquième année du règne de Léopold.

M. Decker, le chef du cabinet et ministre de l'intérieur, voulut à cette occasion donner au roi

des Belges des fêtes nationales comme aucun souverain n'en a jamais eu. Il s'entendit avec les présidents des chambres législatives et lança son programme qui fut accueilli avec enthousiasme par les Belges et applaudi dans toute l'Europe.

Le 21 juillet 1856 on dressa un arc de triomphe colossal à l'endroit même où vingt-cinq ans auparavant le bourgmestre de Bruxelles avait présenté au roi Léopold les clefs de la ville. Léopold se présenta devant cet arc de triomphe avec le duc de Brabant, le comte de Flandre, un brillant état-major et parcourut à cheval à travers les flots pressés d'une multitude ivre de joie la route triomphale qu'il avait suivie en 1831. Un soleil radieux illuminait ce magnifique spectacle. A une heure le Roi arriva sur la place où il avait prêté le serment constitutionnel le 21 juillet 1831. Il trouva sur les marches de l'église Saint-Jacques les membres survivants du congrès qui l'avait élu. M. de Gerlache, l'ancien président de cette assemblée qui lui avait dit alors : « Sire, montez au trône », lui adressa ces mémorables paroles : « Votre présence ici, sire, nous rappelle les souvenirs de cette grande journée de juillet 1831, qu'aucune démonstration ne saurait rendre ; où les cœurs, ivres de joie et d'espérances, saluaient en Léopold Ier l'aurore d'une Belgique nouvelle se réveillant enfin, après deux siècles d'un long sommeil sous la domination de l'étranger. Les mêmes acclamations

l'attendent aujourd'hui dans chacune de nos villes, car l'idée de cette fête est toute populaire : oui, Sire, c'est la voix du peuple qui sent le besoin d'exprimer sa gratitude à celui qui, après Dieu, a le plus contribué à le rendre heureux ! »

De la place Royale, Léopold descendit au palais, où il reçut le duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha, le prince George de la Saxe royale et lord Westmoreland, ambassadeur extraordinaire de la reine d'Angleterre, qui se joignirent au cortège. On alla de là vers le nouveau quartier Léopold, où, sur une place magnifiquement décorée, le Roi reçut les adresses du Sénat et de la Chambre des représentants.

La cérémonie se termina par le chant du *Te Deum* entonné par le cardinal-archevêque de Malines assisté des autres prélats belges. Le Roi l'entendit debout, la tête découverte.

Ces fêtes durèrent trois jours à Bruxelles. Elles furent continuées dans les chefs-lieux des provinces où Léopold se rendit avec toute la famille royale. Il recueillit partout les mêmes ovations. Le 15 septembre il adressa à la nation un manifeste pour lui exprimer toute sa gratitude. « J'aurais voulu, disait-il, me rendre jusque dans les plus humbles communes, pour m'y voir entouré de ces fidèles populations qui ne constituent pas la partie la moins importante du pays auquel j'ai consacré toute une vie de sollicitude et de dévouement. Je suis heureux de

pouvoir, par l'organe des administrations communales, faire parvenir au peuple belge tout entier l'expression vraie de la reconnaissance dont mon cœur est pénétré à la vue de tant d'affection et de confiance. »

XIII

Les plus beaux jours préludent ordinairement aux plus violents orages. Le parti catholique avait présidé à ces fêtes publiques et les avait provoquées, obéissant en cela au sentiment patriotique qui l'avait toujours animé. Les libéraux avaient vu avec regret le prestige que donnaient à leurs adversaires ces démonstrations populaires. Ils résolurent de combattre cette influence et ils entrèrent en lice à l'occasion d'une loi que le gouvernement avait présentée sur les institutions de bienfaisance. Ils prétendirent que cette loi allait créer des privilèges immenses en faveur des couvents et la discussion à la Chambre devint violente.

La presse envenima le débat et le 27 mai 1857 des groupes nombreux se formèrent sur la place de la Nation, et se mirent à acclamer les députés libéraux, à huer les orateurs catholiques, et à insulter le nonce du Pape. Le lendemain les mêmes scènes se reproduisirent, mais avec un caractère plus grave. La foule grossit, et brisa les vitres des jésuites, des capucins et de quelques députés-journalistes, après avoir fait un

charivari au ministre de la justice. Le soir on fit une démonstration devant le théâtre de la Monnaie où le duc et la duchesse de Brabant venaient assister à une représentation de *Guillaume Tell.* Sur leur passage on cria : *Vive le Roi! A bas les couvents!* Dans la salle on chanta la *Brabançonne* et le public applaudit avec frénésie les tirades patriotiques des héros de la pièce, comme en 1830 on avait applaudi Masaniello.

Le Roi accourut furieux du château de Lacken à Bruxelles pour y présider le conseil des ministres. Le peuple lui fit une ovation, mais il ne se méprit pas sur la tactique des libéraux et il n'en fut pas moins mécontent de ce qui venait de se passer. Son premier mouvement fut d'ordonner de rétablir l'ordre. « Je monterai à cheval, s'il le faut, dit-il, pour protéger la représentation nationale; je ne laisserai pas outrager la majorité. » Sa voix, son geste, son regard, tout témoignait d'une indignation profonde. « C'est la mort du régime parlementaire, continua-t-il. Messieurs, vous comprenez qu'aujourd'hui 28 mai on a clôturé le régime parlementaire, on a violé la Constitution; oui, on a violé la Constitution. J'ai tenu mon serment depuis vingt-six ans; on vient de m'en dégager. Qu'on ne l'oublie pas... »

Le premier moment d'effervescence passé, il arriva ce qui arrive toujours en pareil cas : le pouvoir céda devant l'émeute, la loi fut ajournée et les libéraux restés maîtres du champ de bataille purent s'attribuer la victoire.

Peu de temps après ces scènes déplorables qui amenèrent au pouvoir les libéraux, l'archiduc Ferdinand-Maximilien, gouverneur général du royaume lombardo-vénitien, épousa la princesse Charlotte, fille du roi Léopold. Il avait demandé officiellement la main de la princesse, au nom de l'empereur d'Autriche, le 21 juillet 1857, et le mariage avait été célébré à Bruxelles six jours après.

Il aurait fallu être prophète pour attribuer un dénouement fatal à une union aussi bien assortie. Léopold s'en réjouit, parce qu'il ne pouvait imaginer rien de mieux pour sa fille, et la Belgique y applaudit parce qu'elle voyait là un lien nouveau qui consolidait son alliance avec l'Autriche.

Cependant des nuages ne tardèrent pas à s'amonceler à l'horizon. Le 1er janvier 1858, à l'occasion de la réception du corps diplomatique, Napoléon III révéla les dissentiments qui existaient entre le cabinet de Vienne et celui de Paris. Léopold ne vit pas éclater sans inquiétude la guerre d'Italie. « Cette guerre, écrivait-il le 30 avril 1859, est un duel où les chances sont mauvaises pour l'Autriche : elle ne pourrait pas garder le Piémont, même au cas où elle serait victorieuse. »

La Belgique s'émut profondément à l'occasion de l'annexion de la Savoie et du comté de Nice. Elle craignit que Napoléon III ne voulût faire au Nord-Est de la France ce qu'il venait de faire

au Sud, et elle trembla pour son indépendance et sa nationalité.

La presse française ayant mis en doute l'attachement des Belges à leur nationalité, et ayant cherché à faire briller à leurs yeux les avantages d'une annexion comme celle de la Savoie, la nation se regarda comme outragée par ces suppositions antipatriotiques, et se leva comme un seul homme pour protester contre ces imputations calomnieuses.

Le vingt-neuvième anniversaire du règne de Léopold fut célébré avec autant d'éclat que le vingt-cinquième. Toutes les villes, tous les villages s'associèrent spontanément pour prouver à l'Europe qu'ils tenaient à conserver leur Roi et leur Constitution et qu'ils étaient ennemis de tout changement. « Les nations, dit Léopold à la vue de cette manifestation colossale, ne meurent que par le suicide, et la Belgique vient de prouver qu'elle sait et veut vivre indépendante. »

Il visita comme en 1856 toutes les principales villes de son royaume, et partout il fut reçu avec une affection enthousiaste. Les Chambres, les conseils provinciaux, les conseils communaux votèrent tous des adresses patriotiques; catholiques et libéraux se rencontrèrent dans le même sentiment d'affection et de reconnaissance pour le Roi et sa famille. M. Adolphe Rousse, dans une lettre adressée à l'*Etoile belge*, ayant engagé tous les citoyens à se parer le 21 juillet d'une rosette aux couleurs nationales,

il n'y eut pas un Belge qui ne s'empressât de manifester ainsi son attachement à sa nationalité. La cour obéit elle-même au vœu du pays et la duchesse de Brabant parut au balcon avec une toilette tricolore.

Ces manifestations produisirent les plus heureux effets sur toutes les nations de l'Europe. La Hollande, comprenant que sa position la rattachait à la Belgique, et qu'on ne pourrait toucher à l'indépendance de l'une sans sacrifier l'indépendance de l'autre, se rapprocha de ses anciens sujets pour en faire des alliés. Le roi des Pays-Bas, Guillaume III, eut à Liège une entrevue avec Léopold, et l'union des deux royaumes fut scellée par un traité qui eut pour résultat d'affermir les deux nationalités et de garantir leurs droits l'une à l'autre.

La Belgique conclut alors des traités de commerce avantageux avec la France, l'Angleterre, la Suisse, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas. Elle fit reconnaître par l'Europe la nécessité du rachat du péage de l'Escaut et affranchit la navigation de ce beau fleuve sans détriment pour ses finances. Tout faisait pressentir une nouvelle ère de prospérité pour ce pays lorsque le roi Léopold tomba malade.

XIV

L'époux de la reine Victoria, le prince Albert, était mort le 14 décembre 1861. Léopold fut très

affecté de cette perte; son neveu était pour lui un excellent ami dont il aimait à prendre les conseils. Le 26 il partit pour Osborn où il alla consoler la reine Victoria. Il resta près d'elle jusqu'au 10 février.

Lorsqu'il la quitta il était souffrant. Il garda ses appartements plusieurs semaines, et on crut le mal enrayé. Mais, le 13 avril, il reparut plus violent et le 4 mai son état était assez inquiétant pour faire venir le duc de Brabant qui était alors en Espagne, l'archiduc Maximilien et la princesse Charlotte.

Des prières publiques furent ordonnées dans tous les diocèses et le mal fit de tels progrès qu'au mois de juin on avait presque perdu tout espoir. Mais tout à coup le tempérament énergique du Roi triompha de la crise et l'on vit se manifester un mieux inattendu. La convalescence fut longue; pendant près de six mois l'illustre malade fut obligé de se tenir renfermé dans son château de Lacken.

Le 2 septembre il y reçut la visite de la reine d'Angleterre, et le 14 il se sentit assez fort pour sortir et prendre le chemin de Bruxelles. Sa guérison désespérée donna lieu aux démonstrations les plus extraordinaires. Des milliers d'hommes et de femmes encombrèrent les rues où il devait passer, et à son approche cette foule faisait entendre les acclamations les plus enthousiastes. La garde civique se mêlait à ces manifestations ardentes, et quand Léopold parut au dehors en-

touré de sa famille et tenant le comte de Hainaut dans ses bras, ce furent des bravos frénétiques comme jamais souverain n'en entendit retentir à ses oreilles.

Léopold vécut encore trois ans, et ses dernières années furent des années de bonheur. Sa sagesse, sa droiture étaient appréciées en Amérique aussi bien qu'en Europe. Il fut choisi comme arbitre dans une contestation qui s'était élevée entre le Brésil et l'Angleterre. Son arbitrage fut aussi invoqué dans un dissentiment entre les Etats-Unis et l'Espagne. « J'ose dire sans vanité, « écrivait-il pendant sa maladie, que je suis utile « dans ces éternelles complications auxquelles « l'Europe est exposée, et je suis bien touché de « la confiance qu'on me témoigne et des preuves « d'intérêt que je reçois. »

Il n'avait pas été, comme on l'a dit, le promoteur et l'instigateur de l'empire du Mexique. Quand on offrit cette couronne à l'archiduc Maximilien, Léopold ne se dissimula point ce qu'il y avait de périls dans cette entreprise aventureuse. Il en parla à son gendre et à sa fille, en leur laissant toutefois la responsabilité de leur décision. La princesse Charlotte était éblouie de l'offre qui lui était faite, et il paraît que ce fut elle qui vainquit toutes les hésitations de Maximilien.

Lorsqu'ils eurent accepté ce diadème si difficile à porter, Léopold ne pouvait naturellement se désintéresser d'une entreprise qui le touchait de

si près. Sa sollicitude paternelle l'engagea à s'occuper de tout ce qui pouvait amener la reconnaissance de l'empire du Mexique, et il dut préparer la formation d'une légion belge de volontaires chargée de servir de protection à sa fille.

On connaît le triste dénouement de cette ambitieuse tentative. Maximilien fut fusillé et la princesse Charlotte en devint folle de douleur. Léopold, qui devait être inscrit dans l'histoire parmi le petit nombre des rois heureux, mourut avant de connaître ces affreux événements.

Il eut le pressentiment de sa fin prochaine. Le 23 mars 1865 il était allé en Angleterre et était resté au château de Windsor jusqu'au 19 avril. Le froid lui avait été funeste ; il était rentré chez lui avec une forte bronchite. « Je deviens vieux, « dit-il « à un de ses anciens ministres, je ne vivrai pro- « bablement plus longtemps ; mais je pourrai dire « après un long règne que j'ai été un heureux roi. »

Il ne se remit pas de cet échec que sa santé avait reçu en Angleterre. Au mois d'avril on crut que l'air de la mer lui redonnerait des forces, et on l'envoya à Ostende où il resta un mois (17 août --18 septembre). La reine Victoria alla l'y voir le 7 septembre ; ce fut leur dernière entrevue.

Il crut que ce séjour d'Ostende lui avait été pernicieux. De retour à Lacken, il se trouva plus fatigué. Il y apprit la mort de lord Palmerston qui s'était éteint le 18 octobre, à Brocket-hall. Depuis quelque temps, il voyait disparaître les hommes qui l'avaient aidé à fonder l'indépen-

dance de la Belgique. « Ce sera bientôt mon tour », répétait-il avec une certaine amertume.

Le 9 novembre il voulut partir, malgré les médecins, pour son domaine d'Ardessen où il avait l'habitude de chasser. Le 23 il fallut le ramener à Lacken. Son état était devenu très grave. Le 2 décembre, le *Moniteur belge* annonça officiellement la maladie du Roi.

Cette nouvelle produisit une consternation générale parmi les Belges et excita l'attention de toute l'Europe qui avait le sentiment de la perte qu'elle allait faire. Le Roi ne se fit aucune illusion et se prépara avec beaucoup de sang-froid au dénouement fatal. Le 10 au matin, il fit appeler le duc et la duchesse de Brabant et leurs enfants ainsi que le comte de Flandre. Il était d'une sérénité parfaite, mais chacun sentait que le dernier moment approchait. La duchesse de Brabant se pencha vers lui et lui adressa quelques paroles.

Le révérend docteur Becker, son chapelain, s'approcha et le monarque, qui avait toute sa connaissance, s'entretint avec lui. Le Président du Sénat, le Président de la Chambre des députés et les ministres entrèrent vers onze heures dans la chambre de l'auguste malade, où ils le trouvèrent entouré de ses enfants et de ses petits-enfants qui fondaient en larmes. La duchesse de Brabant, agenouillée au pied de son lit, lui tenait la main. Il s'éteignit ainsi doucement, presque sans agonie, le 10 décembre, à onze heures quarante-cinq minutes.

Ses restes furent transportés le 12 au palais de Bruxelles. Le température était glaciale. Toute la population, néanmoins, était sur pied. Le corps déposé dans un cercueil tout drapé de noir avait été placé sur une estrade dans une salle du rez-de-chaussée. Avant de l'enlever, le pasteur prononça une allocution. Douze sous-officiers du régiment des grenadiers enlevèrent le cercueil et le placèrent dans un corbillard qui l'attendait au bas du perron. Du château de Lacken à Bruxelles, la foule formait la haie, gardant un religieux silence. De minute en minute le canon se faisait entendre.

A l'arrivée du cortège au palais de Bruxelles, tous les plus hauts personnages se présentèrent au bas de l'escalier pour recevoir le corps. Il fut déposé au premier étage par des sous-officiers des différents corps de l'armée et le peuple fut admis pendant trois jours à le visiter dans cette chambre funèbre. La cérémonie des obsèques eut lieu le 16.

Le cortège s'étant mis en marche, on remarquait sous le dais, à la tête du cercueil, le chapelain et des deux côtés étaient les ministres protestants, au nombre de vingt. A la droite de l'héritier du trône marchait dom Luiz Ier, roi de Portugal; venaient ensuite le comte de Flandre avec le prince de Galles, le prince royal Frédéric-Guillaume de Prusse et l'archiduc Joseph d'Autriche, le prince Louis de Hesse et le prince Arthur d'Angleterre, les princes allemands, le duc de Nemours, le prince de Joinville, le duc

d'Aumale, les envoyés extraordinaires des princes étrangers, leurs représentants à Bruxelles, les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, les ministres, les magistrats, les fonctionnaires civils et militaires.

Les maisons dans les rues où l'on passait avaient reçu des décorations funèbres. La foule était silencieuse et recueillie; au passage du char chacun se découvrait. De cinq minutes en cinq minutes on entendait le canon. La commune de Lacken était pavoisée de noir et on avait élevé un temple devant la nouvelle église du village. On y fit la cérémonie funèbre et le corps fut ensuite déposé dans le caveau où l'attendaient, depuis 1850, les restes mortels de la reine Louise.

Tous les souverains s'associèrent au deuil de la famille royale et de la Belgique. Napoléon III écrivit de Compiègne, au duc de Brabant, qu'il avait appris avec le plus sincère regret la mort de ce prince qui, par sa sagesse et sa haute intelligence, s'était placé au premier rang parmi les souverains de l'Europe. M. Thiers fit son éloge au Corps législatif, et en Angleterre la triste nouvelle fut accueillie par un cri de douleur universelle. La reine Victoria lui fit élever un monument dans la chapelle de Windsor avec cette inscription: « Ce monument a été élevé par la reine Victoria à la mémoire de l'oncle qui tient la place d'un père dans ses affections. »

C. J. Drioux.

LA COMTESSE DE SÉGUR

NÉE ROSTOPCHINE

(1799-1874)



La comtesse de Ségur, fille du comte Rostopchine, mérite de figurer dans notre galerie de portraits contemporains à la suite de son illustre père, non à titre de grande citoyenne ou de femme politique, mais comme écrivain remarquable et femme d'un mérite et d'une vertu hors ligne. Digne fille de Rostopchine par l'énergie du caractère, elle fut la digne mère de Mgr de Ségur, par son cœur, son talent d'écrivain et l'ardeur de sa foi.

Sophie Rostopchine naquit à St-Pétersbourg le 19 juillet 1799. Elle fut baptisée et confirmée le même jour suivant la coutume de l'Eglise grecque à laquelle appartenaient ses parents. Son parrain fut l'empereur Paul I[er] dont le comte Rostopchine était le favori, l'ami de la veille et du lendemain, et le ministre des affaires étran-

gères. Son enfance se passa presque tout entière à la campagne près de Moscou, dans la terre de Voronovo où le comte Rostopchine, retiré après l'assassinat de l'empereur Paul, menait une existence princière. Elle grandit là, heureuse et libre, sous les yeux de ses parents, au milieu de ses frères et sœurs, travaillant sous la direction de sa mère qui joignait aux qualités extérieures d'un grande dame une instruction solide, une vaste intelligence et une érudition prodigieuse. Dès l'âge de cinq ans, la petite Sophie Rostopchine manifestait la vive originalité, l'ardeur d'esprit et de sentiments, et jusqu'au don de raconter, qui furent jusqu'à la fin les traits caractéristiques de sa personne et de sa vie. Dans des lettres de son père écrites en 1804 et en 1805, on la retrouve en germe tout entière et elle y est dépeinte ou plutôt racontée avec une vérité d'expression charmante : « *Sophalette*, écrit-il, est pleine d'intelligence et aime à inventer des historiettes auxquelles personne ne comprend rien. Ayant une fois fait une faute, en copiant dans un livre, elle s'imagina de corriger le livre même ; mais l'encre fit une tache et son crime fut ainsi découvert. Sa mère lui disant un jour qu'on ne pouvait déchiffrer son écriture ; elle lui répondit : « Mais qu'avez-vous besoin de lire ce que j'écris ! vous avez tant de livres ! » Encore un trait de Sophie : ayant entendu la petite d'Alonville louer l'écriture de ma femme et dire : « Quand je serai grande, j'écrirai aussi bien », elle devint

toute rouge, se fâcha et lui répondit avec vivacité : « C'est joli ! vous êtes une petite fille et vous voulez écrire comme maman, qui est une dame savante ! » Mes filles ont cela de commun avec moi qu'elles sont emportées. Natascha sait se retenir, mais Sophie se laisse aller à des mouvements d'impatience, malgré les sermons qu'on lui prodigue. Une fois, elle laissa passer des mailles en tricotant un bas, en devint au désespoir et se mit à dire : « A présent je ne peux plus vivre, je dois mourir et je mourrai. » Sa sœur lui ayant fait remarquer que ce qu'elle disait était mal et un grand péché, elle lui répondit à travers les larmes : « Dieu me pardonnera, je suis une malheureuse. »

Mme de Ségur a consigné ses souvenirs d'enfance et raconté ses aventures ou plutôt ses mésaventures dans un de ses plus charmants ouvrages, *les malheurs de Sophie*. Voronovo fut le théâtre de toutes ces petites scènes pleines de vie et d'originalité, dont elle fut l'héroïne avant d'en être l'historien. A partir de 1808, elle passa ses hivers à Moscou où son père avait acquis un magnifique hôtel, et où elle grandit dans une existence dont le luxe et la splendeur étaient tempérés heureusement pour elle par la direction sévère et l'austérité de la comtesse Rostopchine. Son seul souvenir vivant de cette époque était l'incendie de Moscou qui avait laissé dans son esprit une impression ineffaçable ; elle se rappelait et racontait avec émotion la scène

des adieux de ses parents à la veille de cette fameuse catastrophe, son départ avec sa mère, son jeune frère et ses sœurs, et son épouvante mêlée d'une ardente curiosité, en voyant de loin à 36 lieues de Moscou, pendant bien des jours et des nuits, l'horizon enflammé par le reflet de l'incendie comme par une immense aurore boréale. Quand elle revint, deux mois après, dans la vieille capitale, le feu brûlait encore sous les ruines ; des gerbes d'étincelles ou des flammes jaillissantes signalaient sa présence redoutable. Elle y resta peu de temps, et comme le château de Voronovo, incendié par son père lui-même, n'était plus habitable, elle alla avec sa mère s'établir à St-Pétersbourg où elle attendit jusqu'à la fin de 1814 le retour de son père qui ne fut relevé qu'à cette époque de ses fonctions de gouverneur de Moscou.

C'est en cette année 1814 que s'accomplit, dans la vie de Sophie Rostopchine, un événement capital dont elle rendit grâce à Dieu jusqu'à son dernier jour, sa conversion au Catholisisme. Cette conversion fut l'œuvre de sa mère, assistée par les Pères Jésuites que l'impératrice Catherine avait accueillis dans son empire après leur expulsion des pays catholiques, et qui, depuis cette époque, vivaient honorés et libres à Saint-Pétersbourg, faisant, avec une discrétion nécessaire, des conquêtes précieuses au sein de la haute société russe. La comtesse Rostopchine avait abjuré le schisme grec dès l'année 1806.

Elevée à la cour de Catherine, elle y avait gardé une pureté de sentiments et de mœurs bien rare dans un tel milieu ; mais elle y avait perdu dès sa jeunesse le respect du clergé russe et bientôt la foi à ses enseignements. Mariée, mère de famille, elle sentit très vite son impuissance à se passer de Dieu pour accomplir sa tâche, pria, lut, étudia, poussa la recherche et l'amour de la vérité jusqu'à apprendre le latin et l'hébreu pour remonter aux sources de la Révélation, et elle sortit de cet immense labeur convaincue qu'il n'y avait de vérité et de salut que dans la religion chrétienne, et que la religion chrétienne ne se trouvait pure et entière que dans l'église catholique. Une fois arrivée à cette conviction, sa conversion ne pouvait se faire attendre. Le curé de l'église catholique de Moscou, le pieux abbé Surugues, acheva de vaincre ses derniers doutes par la lecture d'un ouvrage apologétique qu'il lui prêta et par ses conseils aussi prudents que fermes ; et le moment venu, il reçut son abjuration, et sa profession de foi catholique. Mais, par une prudence légitime, il lui ordonna de garder pour elle seule le secret de Dieu, jusqu'au jour où les circonstances lui permettraient de le révéler. Pendant huit mois, la comtesse Rostopchine demeura fidèle à cette prescription, même vis-à-vis de son mari. Le curé de Moscou la confessait en se promenant avec elle dans les salons de son palais, les jours où le comte Rostopchine l'invitait à dîner. Il lui remettait en

secret des hosties consacrées, renfermées dans une custode d'or, qu'elle gardait dans son oratoire et qu'elle consommait en se communiant elle-même chaque matin, comme les chrétiens de la primitive Eglise. Mais cette longue dissimulation lui devint si pénible qu'elle résolut de la faire cesser en confiant tout à son mari. Un matin, après s'être fortifiée par la communion et la prière, elle entra chez lui et lui avoua en toute simplicité qu'elle était catholique. Le comte Rostopchine, connaissant son âme et sachant qu'elle n'avait obéi qu'à la voix impérieuse de sa conscience, eut grand'peine cependant à dompter le premier soulèvement de sa colère. Pour lui, quitter la religion grecque, c'était presque trahir la patrie. Mais, après huit jours de silence et de lutte, il triompha de son ressentiment et redevint pour sa femme l'époux et l'ami confiant qu'il avait toujours été.

Quand, en 1814, en revenant de Saint-Pétersbourg, il apprit que sa fille Sophie avait suivi l'exemple de sa mère, son irritation fut aussi vive mais beaucoup plus passagère que la première fois. Il ne tarda point à lui pardonner, et il lui témoigna même une tendresse toute particulière qu'il lui conserva jusqu'à la fin de sa vie.

Après 1815, Sophie Rostopchine habita deux ans Moscou, dans le palais reconstitué de son père, et y alla dans le monde. Son esprit aimable et sa grâce riante la faisaient dès lors accueil-

lir partout avec un extrême empressement. En 1817, elle suivit ses parents en France, mena à Paris l'existence qui convenait à son rang, à la grande fortune et à l'illustration de son père, sans abandonner les habitudes de piété qu'elle avait contractées depuis sa conversion. Catholique, il était naturel que ses parents cherchassent à la marier à un Français. Grâce à la médiation bienveillante de Mme Swetchine, amie de sa mère, ainsi que de la comtesse de Ségur, petite-fille du chancelier d'Aguesseau, elle épousa, le 14 juillet 1819, le comte Eugène de Ségur qu'attendait un siège héréditaire à la Chambre des Pairs. Elle eut de lui huit enfants, dont un seul mourut en bas âge : les autres lui survécurent, sauf une de ses filles jumelles, Sabine de Ségur, la sainte de la famille, qui mourut âgée de trente-neuf ans, en 1868, religieuse de la Visitation. Son fils aîné, Gaston, si connu sous le nom de Mgr de Ségur, fut la joie, la consolation et la couronne de sa vie.

Mme de Ségur se montra toujours la plus tendre des mères, et l'on peut dire que l'amour maternel et l'amour de Dieu se partagèrent son cœur. Mais l'amour de Dieu ne prit dans son âme une place prépondérante que plus tard, après l'entrée dans les ordres de son fils aîné. Chrétienne régulière jusque-là, elle devint alors chrétienne fervente, tertiaire de St-François, digne mère en un mot du saint prêtre qu'elle avait eu l'honneur d'enfanter. Sa bonté naturelle fut

toujours immense, et se traduisait souvent vis-à-vis des pauvres par des actes de sacrifice et de charité peu ordinaires. Sa générosité était égale à sa bonté. Elle tendait à se dépouiller, à se sacrifier en tout et partout, et, si on l'eût laissé faire, elle fût morte dénuée de tout. Outre cette largeur et cette élévation de cœur qu'elle tenait de son père, elle avait hérité de lui une énergie toute virile et un courage qui ne reculait devant rien. Un petit trait en donnera la mesure.

Elle était dans son château des Nouettes, isolé de toute habitation par un vaste parc. Une nuit, pendant les chaleurs de l'été, elle fut éveillée par un bruit de portes qui s'ouvraient et qui se fermaient au rez-de-chaussée. Persuadée que ce sont des voleurs, elle se lève, prend un bougeoir d'une main, un couteau de voyage de l'autre, et sans songer seulement à réveiller ses domestiques ou ses fils, elle descend l'escalier, parcourt les appartements dont elle voit les portes ouvertes et battantes, poursuit de pièce en pièce les voleurs imaginaires, et arrive enfin dans la salle à manger. La fenêtre en était grande ouverte et l'argenterie était étalée en désordre sur la table. Ne doutant plus d'une tentative de vol, elle court à la fenêtre par où les voleurs ont dû entrer, puis s'enfuir, et, à sa grande stupéfaction, elle aperçoit le chien de garde, terreur du pays, couché nonchalamment devant la maison. A cette vue, elle se dit, non sans raison, qu'elle s'était trompée, la présence du chien

tranquille et muet étant inconciliable avec celle de voleurs, et, n'y comprenant rien, elle serra l'argenterie, referma la fenêtre et regagna sa chambre à coucher où elle s'endormit paisiblement. Le lendemain elle interrogea ses gens et eut le mot de l'énigme. Un de ses domestiques avait pris l'habitude de sortir le soir pour aller au café du village passer une partie de la nuit, et voulant garder l'incognito, il rentrait par une fenêtre qu'il ouvrait avant de partir. Cette nuit-là, il avait par négligence laissé l'argenterie à moitié lavée sur la table, les portes battantes ; et le vent du dehors, s'introduisant dans la maison, avait produit le bruit de portes ouvertes et fermées que Mme de Ségur avait entendu. Elle rit de sa méprise, mais ses enfants ne rirent pas de sa témérité et la supplièrent de ne plus s'exposer de gaîté de cœur à un pareil danger.

Les plus grands événements de la vie privée de Mme de Ségur furent l'entrée dans les ordres de son fils aîné, celle de sa fille Sabine au monastère de la Visitation à Paris, rue de Vaugirard, la cécité de ce cher fils, et la mort de cette sainte fille. Gaston de Ségur se décida à quitter le monde pour le sacerdoce à Rome en 1842, et cette résolution fut d'abord pour sa mère une source de larmes qu'elle crut intarissable. Quand il entra au séminaire de Saint-Sulpice elle crut le voir entrer au tombeau. Mais bientôt cet aveuglement de l'amour maternel cessa et fit place à une résignation qui se changea elle-même en une joie

profonde. Elle comprit la grandeur et la beauté de la vocation de son bien-aimé fils, elle le donna à Dieu avec une admirable générosité, et Dieu, en récompense, voulut que ce fils de prédilection, tout en appartenant tout entier à l'Eglise et à ses œuvres, restât tout entier à sa mère. Nul homme n'aima plus sa mère, ne l'entoura de plus de soins et de tendresse, sans rien sacrifier de son ministère ni des excès mêmes d'une vie tout apostolique. Pendant la première année de son séjour à Rome comme auditeur de Rote, en 1853, Mme de Ségur y passa l'hiver avec lui, et rapporta de ce voyage un amour plus ardent pour l'Eglise Romaine et pour ce grand Pape Pie IX qui prodiguait à son fils les témoignages d'une bonté toute paternelle. Quand Mgr de Ségur devint aveugle, les larmes de la pauvre mère recommencèrent à couler. Mais, là encore, elle trouva bientôt la consolation dans l'épreuve. Elle devint, dans une mesure, l'œil de son fils, sa lectrice, son secrétaire, son guide quand il était auprès d'elle, et leur intimité en devint encore plus étroite.

L'entrée en religion de sa fille Sabine, en 1858 la trouva déjà si avancée dans les voies de l'abandon à Dieu qu'elle en ressentit presque autant de consolation que de peine. Pendant les dix ans que cette pieuse Sabine, devenue sœur Jeanne-Françoise, demeura dans le cloître, Mme de Ségur fut sans cesse en rapport intime avec elle et fit plus d'une retraite auprès d'elle, dans l'intérieur

de la communauté. Elle y pénétra une dernière fois le 20 octobre 1868, jour où sa fille en sortit par une sainte mort pour entrer dans la bienheureuse éternité. La douleur de cette perte, quoique mêlée d'une douceur spirituelle, fut la plus grande épreuve de la vie de Mme de Ségur.

Peu de temps avant la vocation de sa fille en 1858, Mme de Ségur, âgée déjà de cinquante-sept ans, avait commencé sa carrière d'écrivain. Encouragée par ses enfants et ses petits-enfants dont ses contes avaient charmé et charmaient encore la jeunesse, elle écrivit d'abord un volume de *contes de fées* qui, d'un seul coup, la plaça au premier rang. Ce succès éclatant la détermina à continuer, et elle produisit, en l'espace de douze ans, plus de vingt volumes consacrés à l'amusement et à l'édification de l'enfance et de la jeunesse, tous réussis, offrant pour la plupart un ensemble de qualités extraordinaires, et dont plusieurs sont de vrais chefs-d'œuvre. Citons entre autres les *Petites filles modèles*, les *Vacances,* les *Malheurs de Sophie*, *Quel amour d'enfant,* les *deux Nigauds,* la *sœur de Gribouille* et les *Mémoires d'un âne* qui ont produit tant d'imitations médiocres. Ce dernier ouvrage, modèle du genre, se vendit, en douze ans, à plus de 70.000 exemplaires, et son succès, comme celui des autres, a survécu à la mort de l'auteur et se maintient toujours. La jeunesse et la vivacité de l'imagination, la facilité élégante et simple du style, la parfaite appropriation du langage au

sujet, la connaissance approfondie de l'enfance et de la jeunesse, la vérité et l'originalité des caractères presque tous reproduits d'après nature, expliquent et justifient le succès des livres de Mme de Ségur, et sa prodigieuse réputation. Son renom s'étendit de Paris à la France et à l'étranger, de l'Europe à l'Amérique, et le nombre de ses lecteurs de tout âge se compte par millions. Louis Veuillot l'appelait le Balzac de la jeunesse, et à la mort de Mme de Ségur la presse du monde entier rendit hommage à son incontestable talent.

Les enfants qu'elle aimait tant et qu'elle avait tant amusés, ajoutaient à cet hommage celui de leurs regrets et de leurs larmes. De son vivant, il lui arriva plus d'une fois de recevoir des marques touchantes de cette reconnaissante affection de ses jeunes lecteurs. Un jour, un petit garçon de huit ou neuf ans la rencontrant dans la rue et apprenant son nom, s'approcha d'elle, et lui dit : « Madame, maman me dit que vous êtes madame de Ségur ; est-ce vrai? — Oui, mon enfant, c'est très vrai. — Alors, madame, voulez-vous me permettre de vous embrasser ? »

Une autre fois, elle sortait de l'église Sainte-Clotilde, lorsqu'une petite fille qui jouait avec ses amies, dans le square, courut après elle et lui demanda la même faveur. Quand le bruit de sa mort se répandit dans Paris, des enfants qui ne l'avaient jamais vue et ne la connaissaient que par ses livres, se mirent à pleurer. Quelques-uns

disaient : « Qui donc maintenant écrira des livres pour nous ? » D'autres demandèrent à leurs parents la permission d'assister aux funérailles de celle qui leur avait procuré tant de plaisirs et leur avait fait passer de si bons moments. On nous a cité plusieurs petits enfants que l'on ne put décider à étudier qu'avec la perspective de lire eux-mêmes ces livres si amusants qu'on n'avait pu jusque-là que leur raconter.

En 1869, Mme de Ségur fut atteinte d'une grave congestion cérébrale qui la mit à deux doigts de la mort. Sous la bénédiction et les larmes de son fils qui lui fit prendre un peu d'eau de Notre-Dame de Lourdes, elle revint à la vie et se remit presque complètement. Mais depuis cet accident, elle dut renoncer à tout travail suivi, et il mit fin à sa courte et féconde carrière littéraire. Outre ses contes et œuvres d'imagination, elle avait composé trois autres ouvrages plus sérieux, plus considérables, non moins excellents : *La Bible d'une grand'mère*, *L'Evangile d'une grand'mère* et *Les actes des apôtres racontés aux enfants*. Ces écrits, d'une doctrine très sûre, offrent les mêmes qualités de style, de clarté et d'attrait que ses contes, et leur succès fut le même près de ses chers petits lecteurs qu'elle avait le don charmant d'amuser en les instruisant.

Vers 1872, après les émotions de la guerre, des malheurs publics et des inquiétudes privées, Mme de Ségur ressentit les premières atteintes

d'une maladie de cœur qu'une imprudence aggrava subitement l'année suivante. Un médecin de campagne lui indiqua un remède qu'il disait inoffensif pour la guérir d'un eczéma qui la tourmentait beaucoup depuis deux ou trois mois. C'était au mois de septembre 1873. Le remède n'agit que trop bien et trop vite : en vingt-quatre heures, l'eczéma disparut; mais le lendemain de sa disparition, survinrent de graves étouffements, faciles à prévoir, que rien ne put combattre et qui finirent par mettre en danger la vie même de Mme de Ségur. Elle revint à Paris au milieu d'octobre, et passa le commencement de l'hiver dans des souffrances presque continuelles. Les crises de suffocation devinrent bientôt effrayantes; le 22 novembre, elle sortit encore pour aller à la messe; ce fut la dernière fois. Le 20 décembre, elle faillit étouffer, et son fils lui administra le sacrement de l'Extrême-Onction qu'elle reçut avec une foi, une fermeté et une piété admirables. Depuis plus de quinze ans, elle communiait tous les jours. Le 1er janvier 1874, elle put encore réunir à sa table ses enfants et ses petits-enfants présents à Paris; mais elle n'assista point au repas et vint seulement pendant quelques minutes réjouir son cœur et ses yeux de leur vue.

Ses souffrances continuèrent pendant près de six semaines encore, avec un redoublement de violence qui les rendait presque intolérables, même à regarder. Elle les supportait avec une inaltérable patience, s'oubliant toujours pour ne

penser qu'aux autres. « Mes pauvres enfants, disait-elle après chaque crise où elle manquait mourir, ce n'est pas encore pour cette fois. Comme c'est long... pour vous ! »

Le 30 janvier, elle eut une grande joie : son dernier désir fut réalisé, tous ses enfants, sans exception, fils et filles, gendres et belles-filles, se trouvèrent réunis à Paris, autour de sa couche de douleurs. — « Chère maman, lui dit Mgr de Ségur, Notre-Seigneur vous a exaucée; voici tous vos enfants autour de vous. » Alors, dans une sorte d'extase, elle s'écria au milieu de ses horribles étouffements : « Merci, mon Dieu, tout ce que je désirais ! Dernier bonheur ! L'amour, l'amour ! Dieu et mes enfants ! Mon Dieu, que je meure vite ! Je ne puis plus supporter tant de joie; c'est trop de bonheur ! » — Elle languit encore dix jours, souvent assoupie, mais sortant toujours de sa torpeur à la voix de son fils bien-aimé, Mgr de Ségur, à laquelle elle répondit avec une parfaite lucidité jusqu'à la veille de sa mort. C'est sous la bénédiction et dans les bras de ce fils prédestiné qu'elle expira enfin le 9 février 1874, à quatre heures du matin. Après lui avoir fermé les yeux, il alla dire la messe pour elle, et quand on lui retira ses ornements sacerdotaux, on remarqua qu'ils étaient traversés par ses larmes, tant il avait pleuré. Mais comme il le dit lui-même, ces larmes étaient pleines de douceur; car il savait sa mère bien heureuse et il était assuré de son salut éternel.

Le cœur de Mme de Ségur, pieusement embaumé, fut porté au monastère de la Visitation où sa fille Sabine était morte et où le cœur de son saint fils devait le rejoindre huit ans plus tard. Après les obsèques célébrées à l'église Sainte-Clotilde, sa paroisse, son corps fut transporté au cimetière de Pluneret, en Bretagne, à l'ombre de la basilique de Sainte-Anne. Il y repose jusqu'au jour de la résurrection, auprès de celui de Mgr de Ségur, mort le 9 juin 1881. Une simple dalle de granit recouvre la dépouille mortelle de la fille de Rostopchine, avec une inscription rappelant son nom, la date de sa naissance et celle de sa mort. Sur la croix de pierre qui surmonte la tombe, Mgr de Ségur a fait graver ces quatre mots qui résument la vie et le cœur de sa mère :

DIEU ET MES ENFANTS !

Marquis DE SÉGUR.

MAXIMILIEN Ier

EMPEREUR DU MEXIQUE

(1832-1867)



I

Un drame où les aventures les plus complexes, les plus tragiques, les plus invraisemblables et les plus vraies pourtant s'entassent et se précipitent comme à plaisir, c'est l'histoire contemporaine du Mexique. Pendant les soixante premières années de notre siècle, le vieux royaume de Montézuma a été ravagé par non moins de deux cent quarante révolutions intérieures.

En 1862 cependant, — époque où remonte ce récit, — la turbulente république mexicaine reconnaissait sans conteste la présidence de Juarez. Mais si elle semblait lasse enfin de guerres civiles, ce n'était que pour provoquer par des exactions, des massacres, par la violation impu-

dente de tous les traités, un conflit avec les nations européennes. Poussées à bout, la France, l'Angleterre et l'Espagne se décidèrent (1862) à une intervention armée.

On sait comment, à la suite de dissentiments entre les trois chefs de l'expédition, la France bientôt resta seule pour continuer la guerre. Trompé par de faux renseignements, le général Lorencez échoue d'abord devant Puebla. Mais voici que le général Forey arrive. Le 17 mai 1863, Puebla est emporté d'assaut, l'armée d'Ortéga forte de 11.000 hommes tombe à sa discrétion. Après s'être fait précéder du général Bazaine, Forey fait son entrée triomphale à Mexico — 10 juin — et s'occupe d'organiser sur le sol mexicain un gouvernement stable.

Une junte de notables de toutes les provinces fut convoquée (juillet 1863). Elle compta deux cent trente membres. A l'unanimité et avec des applaudissements enthousiastes et prolongés, ils votèrent les propositions suivantes :

« 1° La nation mexicaine adopte pour forme de gouvernement la *monarchie temporée et héréditaire* sous un prince catholique.

2° Le Souverain prendra le titre d'Empereur du Mexique.

3° La couronne impériale du Mexique sera offerte à S. A. I. et R. le prince Ferdinand-Maximilien d'Autriche pour lui et ses descendants.

4° Dans le cas où, par des circonstances qu'on ne peut prévoir, l'archiduc Ferdinand-Maximilien

ne prendrait pas possession du trône qui lui est offert, la nation mexicaine s'en remet à la bienveillance de S. M. Napoléon III, empereur des Français, pour qu'il indique un autre prince catholique à qui la couronne sera offerte. »

Le lendemain ces propositions furent publiées sous forme de décrets par le gouvernement provisoire et une députation partit pour l'Europe avec la mission d'offrir la couronne du Mexique à l'archiduc Maximilien d'Autriche.

Frère cadet de l'empereur d'Autriche, Ferdinand-Joseph-Maximilien était né au palais de Schœnbrunn le 6 juillet 1832. Destiné à la marine, dès son enfance, il reçut, avec une forte éducation classique, un enseignement spécial. Ses voyages maritimes commencèrent à quinze ans. A vingt-quatre ans, il avait visité le littoral de la Méditerranée, l'Espagne, le Portugal, toute la côte d'Afrique et la Terre sainte. Il parcourut ensuite la France, où il s'unit d'amitié à Saint-Cloud avec l'empereur Napoléon, la Belgique, l'Allemagne, les côtes de l'Atlantique et le Brésil. Il avait épousé en 1857 la princesse Charlotte, fille de Léopold roi des Belges et petite-fille de la reine Marie-Amélie. La Princesse l'accompagna dans une de ses excursions jusqu'à Madère.

Placé à la tête de la marine autrichienne, l'Archiduc travailla et réussit en peu de temps à la mettre sur un pied supérieur. C'est à lui que revient la gloire d'avoir préparé le succès naval de Lissa.

Il ne se distingua pas moins dans le poste de lieutenant-général du royaume lombard-vénitien. Son administration douce, intelligente, réformatrice lui valut les acclamations des Italiens eux-mêmes.

Ami des sciences, des arts, artiste par goût, Maximilien s'était construit sur les bords de l'Adriatique, près de Trieste, un palais style moyen âge qui était une merveille. « Quiconque a passé par Trieste, dit un auteur contemporain, voudrait vivre et mourir à Miramar. Mer d'azur et ciel d'azur. Un château royal incrusté dans du saphir ; des cyprès, des lauriers roses, des jardins à perte de vue ; une architecture féerique, villa et palais à la fois. »

C'est dans les splendeurs de Miramar, heureux, tout-puissant, en possession pour le présent de toutes les sympathies, pour l'avenir pouvant espérer tous les honneurs, que l'archiduc Maximilien apparut aux envoyés du Mexique.

« Il est flatteur pour notre maison, dit-il à la députation américaine, que les regards de vos compatriotes se soient tournés vers la famille de Charles-Quint dès que le mot de Monarchie a été prononcé. »

Mais sans se faire illusion sur les difficultés futures, l'Archiduc mit deux conditions à son acceptation du trône. Il voulait d'abord y être appelé par le suffrage de toute la nation. Il exigeait ensuite des garanties de l'appui des puissances intéressées au maintien de l'ordre

au Mexique ; surtout il demandait la promesse du séjour de l'armée française au Mexique tant que le réclamerait le succès de l'organisation complète de ce nouvel empire. Toutes ces garanties, avant le mois d'avril de l'année suivante, lui furent accordées. Il donna alors une grande solennité à son acceptation définitive de la couronne.

La députation mexicaine était logée à Trieste. Le 10 avril 1864, un chambellan de service auprès de l'Archiduc alla la chercher dans quatre carrosses de gala. Elle arriva à Miramar suivie d'un grand nombre de personnages mexicains, étrangers, de ministres, de généraux, etc., en grand uniforme. A midi, les envoyés mexicains furent introduits par le grand maître des cérémonies dans la salle des réceptions. L'Archiduc les attendait debout devant une table sur laquelle étaient déposés les décrets et les votes du peuple mexicain lui offrant la couronne. Il avait à sa gauche l'archiduchesse Charlotte ; à côté et derrière Leurs Altesses on voyait le général Frossard, aide de camp de l'empereur Napoléon, M. Herbet, délégué impérial, la princesse de Metternich, etc. Vingt Mexicains formaient un demi-cercle autour de M. Gutierez de Estrada, président de la députation. Il adressa un discours à l'Archiduc qui répondit : « J'accepte, avec l'aide du Tout-Puissant, des mains de la nation mexicaine la couronne qu'elle m'offre... J'accepte le pouvoir constituant, mais je le garderai seule-

ment le temps nécessaire pour créer au Mexique un ordre de choses régulier et établir des institutions sagement libérales..... L'entreprise qui m'est confiée est grande, mais je ne doute pas de la mener à bonne fin, me confiant dans le secours divin et la coopération de tous les bons Mexicains. »

M. Gutierez de Estrada, suivant la coutume espagnole, mit un genou en terre, baisa la main de l'Empereur en signe d'hommage et cria : « Salut à Sa Majesté Maximilien Ier, empereur du Mexique ! » Les Mexicains répétèrent ces cris. Les mêmes hommages et les mêmes cris furent adressés à l'Impératrice. Ensuite l'abbé de Lacroma, crosse en main et mitre en tête, assisté de l'aumônier et d'un prêtre mexicain, s'approcha de l'Empereur qui prêta sur les Evangiles le serment suivant : « Moi, Maximilien, empereur du Mexique, je jure à Dieu, par les saints Evangiles, de procurer par tous les moyens en mon pouvoir le bien-être et la prospérité de la nation, de défendre son indépendance et de conserver l'intégrité de son territoire. »

Le pavillon mexicain fut hissé à ce moment sur la tour du palais et salué de vingt et un coups de canon par la frégate autrichienne *Bellona* et par la frégate française *Thémis*. Le *Te Deum* fut ensuite chanté dans la chapelle du palais. Puis M. Velasquez de Léon, ministre d'Etat, le général Wolf, aide de camp de l'Empereur, M. Iglésias, secrétaire du cabinet, prêtèrent serment entre les mains de Sa Majesté.

Ce même jour l'Empereur envoya un décret à Mexico pour dissoudre la Régence, et nommer le général Almonte lieutenant-général de l'Empire jusqu'à l'arrivée de Leurs Majestés sur le territoire mexicain (1).

II

L'Empereur et l'Impératrice du Mexique, embarqués le 14 avril (1864) à bord de la *Novara* escortée de la *Thémis*, firent escale le 18 à Civita-Vecchia. Le même soir, Leurs Majestés entraient à Rome, saluées par le canon du château Saint-Ange. Elles eurent une entrevue avec Pie IX, communièrent de la main du Saint-Père au Vatican le 10, et le même jour quittant Rome prirent définitivement la route d'Amérique.

La traversée fut heureuse. Le 28 mai la *Thémis* et la *Novara* jetaient l'ancre à Vera-Cruz. Leurs Majestés débarquèrent le lendemain. La nouvelle en courut comme une étincelle électrique et, sur tout le parcours de l'impérial cortège, ce ne furent que guirlandes, arcs de triomphe, acclamations et vivats. Au milieu des ovations d'une multitude en délire, les souverains firent, le 12 juin, leur entrée solennelle à la Cathédrale de Mexico. Les réjouissances publiques furent sans fin et comme on n'en avait point vues depuis l'entrée d'Albuquerque ou d'Iturbide en 1821.

(1) *Histoire du Mexique* par Domenech. *Tome II.*

Chacun commentait avec enthousiasme la proclamation de l'Empereur :

« Mexicains, l'avenir de votre beau pays est en vos mains. Quant à moi, je vous apporte de la bonne volonté, de la loyauté, la ferme intention de respecter vos lois et de les faire respecter avec énergie. Dieu et votre concours constituent ma force. Le pavillon de l'indépendance est mon symbole. Ma devise, vous la connaissez : « Impartialité dans la Justice. » Unissons-nous pour atteindre le but commun. Oublions le passé, ensevelissons les haines des partis et l'aurore de la prospérité se lèvera radieuse sur l'Empire. »

Avec l'activité de ses trente-deux ans, Maximilien se mit immédiatement à l'œuvre de l'organisation. Un décret du 26 juin chargea l'Impératrice de la Régence en cas d'absence ou de mort de l'Empereur. Des commissions composées d'hommes spéciaux furent instituées pour chaque département. Le général Bazaine eut sous ses ordres celle de la guerre ; celle des finances fut confiée au député français Corta ; M. Velasquez de Léon était ministre de l'intérieur. En même temps une amnistie fut accordée pour les délits politiques. Désireux de connaître les besoins de ses sujets, l'Empereur donna des audiences publiques à tous ceux qui pourraient avoir des griefs à exposer, des projets d'utilité publique à faire connaître. Pas une question qu'il n'étudiât à fond. Dès 1865, les projets de lois, règlements, décrets élaborés par le laborieux souverain for-

maient huit volumes in-8°. Son ardeur au travail était infatigable. « Levé régulièrement à quatre heures du matin, Maximilien, revêtu d'un petit costume gris, s'asseyait devant sa table de travail et ne quittait la plume que pour déjeuner. A neuf heures précises, son valet de chambre l'avertissait ; il mangeait rapidement un frugal repas et reprenait la besogne interrompue. Quelques lectures, des audiences, le conseil des ministres achevaient de remplir la matinée. »

« A trois heures avait lieu le dîner, avec une simplicité presque bourgeoise. Il y avait ordinairement trois ou quatre invités et la réception était intime. L'Empereur et l'Impératrice étaient placés l'un à côté de l'autre ; les convives s'asseyaient à volonté, à moins d'être engagés à prendre le fauteuil le plus rapproché des souverains, qui faisaient les honneurs de la table avec une bonhomie, une cordialité, une humeur charmantes. Trois domestiques, quelquefois deux seulement, servaient le dîner. »

« Point de luxe dans le palais impérial. Quarante hallebardiers pour la garde particulière de Leurs Majestés. »

L'impératrice Charlotte, dans la grâce de ses vingt-quatre ans, révéla les plus nobles qualités royales. Deux seules pensées remplissaient sa vie : adoucir à son époux les soucis du pouvoir ; être, par la charité, le bon ange de son peuple.

D'une intelligence et d'une instruction remarquables, elle passait chaque jour de longues

heures à étudier l'histoire du Mexique, l'état de ses besoins, à se mettre au courant de ses usages. Le *Bulletin des Lois* était le seul livre de sa bibliothèque particulière. Son rêve le plus cher, le plus caressé était l'institution de diverses œuvres de bienfaisance en faveur des pauvres et des malheureux. En attendant, dix mille francs suffisaient à peine à ses charités chaque semaine.

On put croire qu'une ère de paix, de prospérité se levait sur le Mexique. Jusqu'aux provinces les plus reculées, aux frontières nord des Etats-Unis, le gouvernement impérial avait prise de possession tranquille. Des colonnes de rebelles apparaissaient encore, il est vrai, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, mais dans l'immensité de l'Empire elles ne tenaient pas plus de place qu'un navire sur l'Océan.

Pourtant, le calme n'était qu'à la surface ; dans les profondeurs grondaient de sourdes rumeurs, signes de tempête. La Révolution muselée mais non frappée à mort attendait dans l'ombre l'heure propice pour briser ses chaînes. Surveillant tous les mouvements de Maximilien, elle s'excitait à l'espérance. Pour réformer, pour gouverner le Mexique, à qui le connaissait bien, s'imposait l'évidente, l'absolue nécessité d'un génie froid, d'un caractère de granit, d'une main de fer. Un homme d'Etat aux vues nettes, fermes, inébranlables, pouvait seul mener à bout cette œuvre difficile. Or, avec un esprit vif, une

haute instruction, l'Empereur était surtout chevaleresque, enthousiaste, généreux. L'ancien administrateur de la Lombardie, plus ou moins, croyait toujours avoir affaire aux mêmes hommes ; il suivait plutôt son cœur que sa raison et l'histoire se préparait à redire de lui sa parole sur Louis XVI : « C'est aux concessions qu'il a dû la perte de son sceptre. »

« Très libéral dans ses idées, mais ne connaissant pas le Mexique, dit M. Domenech, Maximilien répudia le parti conservateur qui lui avait donné la couronne pour s'abandonner au parti de la réforme. » Les impérialistes s'attendaient à entrer dans le conseil de l'empire ; l'honneur en fut accordé à des juaristes ou à des fédéraux, c'est-à-dire à des ennemis politiques naturels de l'Empire et de Maximilien. Aux préfectures, on vit monter une multitude de nullités ambitieuses sans garanties et sans dévouement. M. Fernando Ramirez, républicain ardent, anti-interventionniste très connu, qui avait refusé de faire partie de la junte des notables de 1863, obtint le portefeuille de ministre des affaires étrangères. Le monarque pensait se rendre populaire et gagner les rebelles par ces marques de confiance, et évinçait de postes importants ses vrais et sûrs amis pour y enfermer comme dans une forteresse ses plus dangereux adversaires. Politique d'imprudence, d'aveuglement, qui ne tarda pas à porter ses fruits. L'Empereur fut paralysé dans ses entreprises par ses ministres eux-mêmes, ne

tenant aucun compte pratique de ses ordres et de sa signature.

On prévint l'Empereur des menées de ses hauts fonctionnaires dissimulés, ingrats, gérant mal ses affaires et servant deux causes à la fois. — « Patience ! répondit le Souverain. Lorsqu'il sera clair pour le pays que les ministres mexicains ne valent rien, je serai excusable d'en prendre d'autres, et mon peuple ne pourra pas me reprocher d'avoir systématiquement méprisé les services des hommes nés dans l'Etat que je gouverne. »

Le curieux, c'est qu'à l'origine il avait fait le même raisonnement pour les domestiques de sa maison. Il les choisit parmi des indigènes ; mais aussitôt son palais fut au pillage. L'argenterie, le linge disparaissaient chaque jour, comme par enchantement. Un soir de bal, on surprit un valet emportant sous son manteau des comestibles, des pièces montées, des couverts et jusqu'à des serviettes. L'Empereur dut renoncer aux services des Mexicains, et reprendre des serviteurs autrichiens.

Ces mœurs n'étaient pas toujours la souillure exclusive de la classe inférieure. Un jour, raconte M. Domenech, le président Santa-Anna s'aperçut qu'en plein conseil des ministres on lui avait volé sous ses yeux un magnifique encrier d'argent. Le Président, qui ne plaisantait pas avec les voleurs, parce qu'il ne reconnaissait à personne autre que lui le droit de s'enrichir aux

dépens du prochain, fit aussitôt fermer portes et fenêtres et dit à ses ministres : « Je ne veux pas savoir qui m'a volé mon encrier ; mais si dans cinq minutes il n'est pas à sa place, je vous envoie tous en prison. » L'encrier immédiatement se retrouva à sa place.

« Sire, disait à Maximilien un étranger intelligent fixé depuis quinze ans à Mexico, gardez-vous de prendre ce peuple au sérieux ; votre empire est un bagne et ce ne sont ni des institutions, ni des lois, ni des préfets qu'il faut à ces forçats, mais une bonne chaîne de garde-chiourmes avec de solides rotins utilisés du matin au soir. »

L'Empereur, voulant se rendre compte par lui-même des misères de son peuple et de la conduite de ses administrateurs, sortait quelquefois la nuit dans les rues de Mexico, suivi d'un seul aide de camp, écoutant les plaintes des malheureux. Une nuit, il se présenta au guichet de la prison principale. Force fut d'ouvrir. L'Empereur entre. Dans une salle immense trois cents misérables au visage velu, amaigri, enflammé, étaient réunis. Tous chantaient à la lueur des torches des *habaneras* sur un mode rauque et traînant. Le sol était jonché de cartes, de bouteilles vides ; les tables étaient chargées de verres pleins d'alcool. Dans les coins, des hommes ivres, à moitié nus, se frappaient à coups de poing ou se menaçaient de couteaux longs et pointus.

Parmi ces malheureux, quelques-uns commençaient leur *troisième année* de prison préventive ; il y en avait dont la peine était expirée depuis *huit mois.*

L'apparition de l'Empereur n'interrompit point le sabbat infernal. Un geôlier moins gris que ses collègues daigna se mettre en quête du directeur de la prison qui arriva enfin après une demi-heure, tout confus, et reconnut Maximilien. Immédiatement l'Empereur lui intima ses volontés, ordonna des instructions judiciaires, des élargissements, et se retira après avoir vidé sa bourse dans la main des plus déguenillés.

L'administrateur de la prison était à l'image de beaucoup d'autres fonctionnaires. L'Empereur le vit enfin. Il était trop tard.

III

Le 23 juillet 1865, il écrivait de son palais de Chapultepec : « Les hauts fonctionnaires sont paresseux, je dirai plus, incapables, personne n'en peut donner de meilleures preuves que moi... Ces braves gens n'ont rien appris, n'ont rien vu et veulent tout savoir... Je me trouve dans la position gênante d'Hercule. »

Hélas ! le Souverain s'était aidé lui-même à creuser l'abîme sous ses pas. Par la nationalisation des biens ecclésiastiques et d'autres lois de réforme, il s'était mis en mésintelligence avec le

clergé et le Saint-Siège. Le 3 octobre 1866, il signa le fameux décret condamnant à la peine capitale, exécutoire dans les vingt-quatre heures, les guerilleros et tous individus faisant partie de bandes armées ou leur prêtant un appui quelconque.

Les indigènes furent exaspérés outre mesure et l'insurrection juariste n'en prit pas moins des proportions de jour en jour grandissantes. Jamais le secours de l'armée française n'avait été plus nécessaire.

Cependant à ce moment même se traitait la question de son rappel. Au Mexique, d'un côté, le désaccord entre Maximilien et le général Bazaine s'accentuait de plus en plus ; de l'autre, les Etats-Unis favorisaient secrètement sinon ouvertement l'insurrection. Emus du séjour prolongé d'une armée étrangère non loin de leurs frontières, ils avaient même chargé leur ambassadeur à Paris d'en témoigner à Napoléon III des regrets qui équivalaient à des menaces. Du reste, en France, l'opinion publique, la presse, les Chambres, éclairées enfin sur l'insuccès désastreux de l'aventure mexicaine, réclamaient à grands cris le rapatriement de nos soldats.

Le retour du Mexique du baron Saillard décida tout. En plein conseil des ministres, aux Tuileries, le baron déclara que l'empire mexicain avec Maximilien pour empereur était devenu une impossibilité ; que prolonger notre occupation du Mexique, c'était verser du sang et dépen-

ser de l'argent en pure perte. Le *Moniteur* alors annonça la rentrée des troupes françaises du Mexique pour 1866 et 1867.

A cette nouvelle, Maximilien dépêcha à Paris le général Almonte, dans l'espoir de changer les dispositions du gouvernement. Mais le télégramme du 31 mai (1866) lui dessilla les yeux; c'en était fait : le trône impérial mexicain allait s'écrouler.

L'impératrice Charlotte eut l'inspiration de tenter un suprême effort. « Sa Majesté l'Impératrice part demain pour l'Europe, annonça le *Diario* officiel du 7 juillet ; Sa Majesté va traiter des affaires du Mexique et régler diverses affaires internationales. »

L'empereur Napoléon la reçut avec de grands honneurs, mais elle comprit vite que les résolutions du gouvernement étaient irrévocables. Le 23 août, elle quitta Paris pour Miramar ; le 18 septembre elle était à Rome. On sait ce qui survint au cours de sa longue conférence avec le Saint-Père. « L'Impératrice, dit un historien, parle, émue, éloquente, inspirée ; sa voix passe par toutes les inflexions, et tour à tour raconte, fond en larmes, éclate en imprécations sinistres. »

« De plus en plus attendri, le Saint-Père ouvre son âme à ce flot de douleurs et de misères, à ce discours d'une volubilité extraordinaire, de telle sorte qu'une heure et demie s'est écoulée depuis le commencement de l'entrevue.

« Il se lève pour mettre fin à l'entretien.

« Elle alors, éperdue, se précipite vers la porte, enlève la clef, et lui barrant le passage de son corps : « Saint-Père, s'écrie-t-elle, ne m'abandonnez pas ; car si vous me quittez, si je sors « d'ici, c'est ma mort. »

« La folie, longtemps couvée, éclatait ; l'exaltation de tout à l'heure avait tourné à la démence. »

Le trouble cérébral de la Princesse, selon divers historiens, fut l'effet d'un empoisonnement. On a nommé le poison et celle des suivantes de l'Impératrice qui aurait été la coupable. Point n'est besoin de cette hypothèse pour expliquer les faits. A Mexico et à Paris, l'épouse de Maximilien avait bu au calice de tant de déceptions amères, porté le poids de tant de tribulations inattendues, qu'il n'est point étonnant qu'elle eût ployé sous le faix.

Maximilien était malade lui-même, en proie à de vives douleurs lorsqu'il apprit la terrible nouvelle. Il en fut comme foudroyé. Sur les mêmes entrefaites, une conspiration fut découverte qui lui révéla la présence de traîtres dans son propre palais et jusque parmi ses ministres. Quant à l'insurrection juariste, comme une hydre à cent mille têtes, elle apparaissait menaçante partout. A mesure que l'armée française se retirait d'une ville importante, Juarez la faisait occuper victorieusement. Déjà Matamoros, Oajaca étaient entre ses mains. Le 21 octo-

bre (1866), l'Empereur partit pour Orizaba avec l'intention d'abdiquer.

Cependant les conseils d'Etat et des ministres le supplièrent de garder le pouvoir. Marquez et Miramon lui offrirent leur épée ; les conservateurs lui promirent quatre millions de piastres ; on pouvait encore espérer le triomphe.

L'Empereur revint sur sa décision et l'annonça dans un manifeste qui fut reçu au son des cloches, des pétards, de la musique et de toutes sortes de démonstrations joyeuses.

Il convoquait dans la même proclamation un congrès national sur les bases les plus larges, pour savoir si le pays tout entier voulait le maintien de l'empire. La grande assemblée se réunit le 14 janvier 1867. M. Larès, président, posa en ces termes la question à résoudre : « Dans les circonstances actuelles du pays, le gouvernement impérial doit-il et peut-il entreprendre la pacification ? »

Le ministre de la guerre déclara qu'il comptait un effectif de 25.000 hommes ; le ministre des finances crut pouvoir répondre d'un revenu actuel de onze millions de piastres ; le général Marquez exprima sa conviction que ces ressources étaient pleinement suffisantes pour vaincre les dissidents.

Sur ce, les deux tiers de l'Assemblée demandèrent la poursuite de la guerre jusqu'à l'affermissement de l'empire.

Or, le lendemain de ce jour, les dernières

troupes françaises, éparses jusque-là dans l'intérieur du Mexique, rentrèrent à Mexico. Le 5 février, la capitale fut remise aux autorités mexicaines et nos soldats l'évacuèrent ; le 12 mars, nous n'avions plus de soldats au Mexique : les derniers, ainsi que les corps austro-belges, voguaient sur l'Océan en route pour l'Europe.

Entre Juarez et Maximilien, le duel suprême commençait.

Déjà Maximilien, pour prendre le commandement en chef de son armée, s'était dirigé dans le nord, vers Queretaro. Place forte au milieu des montagnes, Queretaro était la clef de tous les grands mouvements stratégiques. L'Empereur y reçut un accueil enthousiaste et s'occupa aussitôt de fortifier la ville. Les forces impériales comptaient 8.000 hommes pleins d'ardeur sous les ordres de Miramon, Méjia et Mendez. L'entrain, la confiance étaient encore dans tous les cœurs, lorsque Escobedo vint assiéger la ville, dans le but de la réduire par la famine. Mais les vivres devinrent rares au commencement de mai. Toutefois, l'Empereur encourageait chacun par son abnégation, son élan, son insouciance apparente en face du danger. Se levant la nuit fréquemment, sans escorte, il faisait une ronde pour s'assurer que chacun veillait à son poste. Il vivait en simple soldat ; un peu de riz et de viande de cheval était sa meilleure nourriture, tandis que ses officiers avaient de la volaille et

du vin. Un jour, admis en audience pendant le repas du Prince, un officier le surprit mangeant à la hâte sans serviette et sans assiette les plus vulgaires aliments. Deux fois, ses officiers généraux, craignant une issue fatale du siège, le supplièrent de faire une sortie, une trouée avec la cavalerie et de s'ouvrir un chemin jusqu'à Mexico. — « Je ne m'abuse point, répondit Maximilien, je sais bien que s'ils me prennent, ils me fusilleront; mais, tant que je pourrai combattre, je ne m'enfuirai pas. »

Cependant, après soixante-huit jours de siège, la famine apparut. Le 14 mai, l'Empereur présida un conseil de généraux ; une sortie décisive de toutes les troupes fut décidée pour le lendemain ; les chances de victoire étaient grandes encore : l'Empire allait jouer son va-tout.

La nuit fut longue pour Maximilien. Aux premières lueurs du jour il fut sur pied, mais à peine eut-il réveillé le prince de Salm-Salm, son aide de camp, et fait quelques pas pour sortir, qu'on lui apprit qu'un événement extraordinaire s'était accompli : l'ennemi était dans la place.

Le colonel Lopez, gardien de la clef de Queretaro, commandant du fort de la Cruz, comblé de faveurs par l'empereur Maximilien, dans la nuit même, avait livré la ville à l'armée d'Escobedo.

Au même instant, l'Empereur fut entouré par un détachement de soldats ennemis. Lopez accompagnait la troupe et, désignant le Prince d'une voix rauque : « C'est lui ! Saisissez-le ! » Le colo-

nel Gallardo, vrai soldat qui profitait de la trahison mais était plein de dégoût pour le traître, s'avança alors vers Maximilien : « Vous êtes un particulier et non pas un soldat ; nous n'avons rien à vous dire. Partez ! » Et il lui laissa le passage libre.

L'Empereur gagna rapidement le Cerro de la Campana, colline fortifiée au nord de la ville. Les généraux Méjia, Castillo, Avelano, etc., l'y rejoignirent bientôt ; mais quatre bataillons d'infanterie et toute la cavalerie ennemie entouraient le Cerro. De toute évidence, la résistance était impossible. Le pavillon blanc fut arboré et l'Empereur avec son état-major fit sa soumission au général Corona. Les prisonniers obtinrent de conserver leurs chevaux, leurs armes et leur effets personnels.

IV

Internés au couvent de la Cruz, puis à celui de Santa-Teresita, l'Empereur et ses compagnons, pendant trois jours, dormirent sur la terre nue et ne reçurent qu'une nourriture grossière et insuffisante.

Des amis les firent ensuite transférer au couvent de las Capuchinas où ils purent recevoir des visites et des secours.

L'ambassadeur d'Autriche, M. Lago, obtint d'Escobedo, le 4 juin, l'autorisation de voir l'Empereur. « Des centaines de soldats, dit son rapport

officiel, étaient couchés dans les escaliers et dans les corridors qu'il fallait traverser pour se rendre auprès de Sa Majesté, de manière qu'il fallait littéralement leur passer sur le corps. La chambre elle-même était une cellule qui se trouvait au bout d'un long corridor au premier étage, longue d'environ dix pas et large de trois ; elle ne contenait rien qu'un lit de camp, une armoire, deux tables, un fauteuil en jonc et quatre chaises en jonc ; le sol était carrelé grossièrement ; il y avait une porte et une fenêtre donnant sur le corridor.

« Devant la porte se trouvait un factionnaire ; devant la fenêtre un officier couchait sur un paillasson. La nuit, un général et trois colonels faisaient sentinelle, le revolver à la main, devant la chambre impériale.

« Je trouvai Sa Majesté étendue sur un lit, malade de corps (dyssenterie), mais saine d'esprit et courageusement résignée.

« Les deux généraux Miramon et Méjia étaient dans deux cellules voisines de celle de l'Empereur et avaient la faculté de converser librement avec leur souverain. »

Dans une visite du chargé d'affaires belge : « J'ai été trahi, trompé et volé, dit l'Empereur, et enfin j'ai été vendu pour onze réaux..... Tout est perdu fors l'honneur. »

Maximilien fut condamné par Juarez à passer en jugement devant une commission militaire. Six capitaines présidés par un lieutenant-colonel

constituaient le tribunal. L'Empereur refusa d'en reconnaître la légalité. « Je suis souverain, dit-il, reconnu comme tel par toutes les nations civilisées, excepté les Etats-Unis. Si mes ennemis me forcent de comparaître devant eux et de subir un semblant de procès, qui doit finir par un verdict arrêté d'avance, le monde considérera cet acte comme un assassinat. »

On passa outre à sa protestation. Le théâtre de Queretaro fut choisi pour salle du procès qui commença le 12 juin. Malade, mais surtout mû par un sentiment d'honneur blessé, l'Empereur, à aucune condition, ne voulut paraître devant ses prétendus juges.

La cause des généraux Miramon et Méjia fut alors appelée la première. Le procès du Souverain commença le lendemain. Treize chefs d'accusation étaient énumérés contre lui. Pour en démontrer l'inanité, non moins que l'incompétence du tribunal, en vain les avocats de l'impérial accusé déployèrent les ressources de la plus habile et de la plus noble éloquence : la sentence était portée d'avance. La cour martiale, le 14, à dix heures du soir, jugea l'Empereur et ses compagnons coupables sur tous les points et dignes de la peine de mort.

Un télégramme transmit à Juarez, alors à San-Luis de Potosi, l'arrêt de la cour, la protestation de tous les ambassadeurs européens et le recours en grâce des avocats de l'Empereur.

Juarez, le 15, confirma la sentence de mort et en fixa l'exécution au lendemain 16.

La fatale nouvelle fut annoncée aux condamnés. L'évêque de Queretaro et l'abbé Fischer, secrétaire et confesseur de Maximilien, furent autorisés à les voir. La nuit se passa en adieux et en prières. L'Empereur écrivit deux lettres qu'il remit à l'évêque : la première à sa mère l'archiduchesse Sophie, et la seconde à sa femme. Il y joignit une mèche de cheveux que la femme d'un garde vint elle-même lui couper ; il baisa ce dernier souvenir d'affection, avant de le faire glisser dans l'enveloppe déjà cachetée.

Voici la lettre destinée à l'Impératrice :

« Ma bien-aimée Carlotta,

« Si Dieu permet que tu guérisses un jour et que tu lises ces lignes, tu apprendras toute la cruauté du sort qui me frappe sans relâche, depuis ton départ pour l'Europe. Tu as emporté avec toi ma fortune et mon âme. Que n'ai-je écouté ta voix ?.... Tant d'événements, hélas ! tant de coups subits ont brisé le faisceau de mes espérances, que la mort pour moi est la délivrance heureuse. Je tomberai glorieusement comme un soldat, comme un roi, vaincu mais non déshonoré. Si tes souffrances sont trop vives, si Dieu t'appelle bientôt à me rejoindre, je bénirai la main divine qui s'est appesantie sur nous..... Adieu, adieu....

« Ton pauvre MAXIMILIEN. »

Cependant on fit savoir le lendemain matin aux condamnés que leur supplice était ajourné.

Juarez, au dernier moment, avait voulu sonder l'opinion des Etats-Unis sur l'exécution capitale de l'Empereur. Il sut bientôt qu'il pouvait aller de l'avant sans crainte, et le mardi 18 arriva au gouverneur de Queretaro l'ordre définitif.

La cérémonie funèbre était fixée au lendemain 19, à sept heures du matin. Les prisonniers en furent avertis.

A quatre heures du matin, ils entendirent la sainte messe célébrée par l'évêque de Queretaro; tous trois communièrent. L'Empereur pria longtemps, la tête dans ses mains, mais, quand il la releva, il avait le front serein et l'âme calme. Vers six heures, ils sortirent du couvent des Capucins. Sur le seuil, voyant le beau soleil :

« — Quel beau ciel ! dit Maximilien, c'est ainsi que je désirais qu'il fût le jour de ma mort ! »

« — Sire, lui dit Méjia, donnez-moi pour la dernière fois l'exemple de votre noble courage; nous suivons les pas de Votre Majesté. »

L'Empereur s'avança le premier :

« — *Vamòs nos a la libertad;* Allons à la liberté ! » s'écria-t-il.

Chaque condamné monta dans une voiture avec un prêtre. Ces voitures escortées par quatre mille hommes de troupes se dirigèrent vers le Cerro de la Campana, à cent pas du point où, le

15 mai précédent, l'Empereur avait dû hisser le drapeau blanc et se rendre.

Quand on fut au haut de la colline, le monarque tira sa montre, fit jouer un ressort qui cachait le portrait en miniature de l'impératrice Charlotte, le baisa, puis tendant la montre à l'abbé Fischer :

« — Portez ce souvenir en Europe à ma chère femme, et, si elle peut jamais vous comprendre, répétez-lui que mes yeux se fermeront avec son image. »

Il s'approcha alors des généraux Miramon et Méjia, et les embrassant avec effusion : « Nous nous reverrons bientôt dans l'autre monde. » Puis s'adressant à Miramon : « Général, les souverains admirent aussi les braves, et, avant de mourir, je veux vous céder la place d'honneur. » Se tournant alors vers Méjia : « Général, ce qui n'a pas été récompensé sur terre, le sera certainement au ciel. »

L'Empereur demanda à l'officier qui devait commander le feu la permission de parler aux soldats désignés pour le fusiller. Presque tous tinrent la tête basse, honteux de l'action déshonorante qu'ils allaient perpétrer. Maximilien leur vida sa bourse, leur demandant en échange de ne pas trembler et de bien viser. Il offrit son porte-cigares à un jeune soldat : « Garde-le comme un souvenir ; il a appartenu à un ancien vice-roi du Mexique, plus heureux que celui qui te l'offre. » Le jeune homme porta à ses lèvres

la main de l'Empereur qu'il inonda de larmes.

L'évêque de Queretaro s'avança : « Sire, dit-il, donnez au Mexique tout entier, en ma personne, le baiser de réconciliation; que Votre Majesté pardonne tout, à l'heure suprême! »

Agité d'une émotion extraordinaire, l'Empereur se laissa silencieusement embrasser. Puis élevant la voix avec force : « Dites à Lopez que je lui pardonne sa trahison; dites au Mexique entier que je lui pardonne son crime. »

Il fit quelques pas en avant: « Mexicains, au moment de quitter ce monde, j'emporte avec moi la consolation de n'avoir fait que du bien dans la mesure de mes forces, et de ne pas être abandonné par mes bien-aimés et fidèles généraux. Mexicains! que mon sang soit le dernier versé, et que ma patrie adoptive puisse un jour se relever! »

A ces mots, il recula, mit un pied en avant, leva les yeux vers le ciel, indiqua de la main sa poitrine, et attendit tranquillement la mort.

« — Vive le Mexique! Vive l'Empereur! » cria Miramon d'une voix de stentor.

Elle se perdit dans une détonation effroyable. Miramon gisait foudroyé. Méjia, resté debout, battait l'air de ses bras, lorsqu'il fut frappé d'une balle dans l'oreille. Quant à l'Empereur, frappé à la distance d'un mètre, il s'était affaissé raide mort contre la croix placée derrière lui. Le feu prit à ses vêtements; mais il fut rapidement éteint par les soins de M. le baron Magnus et de deux méde-

cins présents à l'exécution. L'un deux avait apporté un drap, dont on recouvrit le corps de Sa Majesté. Après la cérémonie ecclésiastique, Escobedo permit que le cadavre fût emporté dans une maison de la ville et embaumé.

L'affreuse nouvelle excita dans le monde entier un frémissement d'horreur. Presque tous les souverains de l'Europe prirent le deuil. Il fallut cependant un mois de négociations diplomatiques, avant que les meurtriers accordassent à l'empereur d'Autriche la dépouille mortelle de son frère.

Le cercueil de Maximilien fut enfin embarqué pour l'Europe sur la *Novara*, le 19 novembre. Les funérailles furent célébrées en grande pompe dans la cathédrale de Vienne, le 18 janvier 1868. Quant à l'infortunée princesse Charlotte, il lui fallut quinze années encore de souffrances, pour achever de mourir et aller rejoindre enfin au ciel son époux martyr.

J. D'APPRIEU.

CASIMIR DELAVIGNE

(1793-1843)



I

Quelque beau que soit son talent, un homme n'échappe jamais entièrement à l'influence de son origine et de son éducation. Ce milieu dans lequel on a primitivement vécu, ces idées, ces traditions, ces sentiments, ces usages au milieu desquels on a commencé à sentir et à penser, laissent à l'âme une empreinte profonde qui ne s'efface jamais tout à fait.

Casimir Delavigne était fils d'un négociant enrichi, ou, comme on dit communément, parvenu, et il était élève de l'Université impériale. L'histoire de son esprit, le mouvement et la direction de ses idées sont dans ces deux faits. Certes, il a échappé à leur action sous bien des rapports ; il y a loin sans doute du banquier enrichi au chantre des *Messéniennes*, et de l'universitaire irréligieux à l'auteur du *jeune Diacre*

ou de la *Grèce chrétienne*, mais il est resté du premier quelque chose d'essentiel, et qu'il nous sera toujours facile de retrouver dans le second. Casimir est un vrai poète, mais c'est le poète de la bourgeoisie ; il entend comme elle la liberté, la religion, le progrès ; il juge comme elle toutes les questions du temps. En épousant toutes ses idées, tous ses préjugés, toutes ses passions, il les élève à la hauteur de son inspiration et de son talent, mais il les chante sans les dominer ; il les adopte, il les reçoit, et cette inféodation à des sentiments inférieurs, à des préventions vulgaires, ôte à ses œuvres une partie de la grandeur et de la hardiesse qu'on devait attendre de son talent. Peu d'hommes de ce mérite ont eu moins d'originalité dans l'inspiration, moins de spontanéité dans l'essor. Il a chanté au jour le jour ce que pensait cette petite coterie du juste-milieu, toujours contraire à nos grandes traditions nationales, mais toujours ennemie du désordre matériel qui trouble les plaisirs et menace les intérêts ; reflétant, après les avoir exaltés et presque ennoblis, ses impressions, ses sentiments, et jusqu'à ses préjugés et ses erreurs. C'est le sort des génies de second ordre : au lieu de conduire leurs contemporains ou seulement de les entraîner, ils les suivent ; mais, en les suivant, ils les personnifient, ils en deviennent l'expression, le reflet, l'image, et, par là même aussi, bien souvent, l'idole.

Tout ce monde de la révolution modérée et

conservatrice retrouvait ses aspirations, ses vœux, ses mobiles dans les chants de Casimir Delavigne; et, s'y retrouvant elle-même, elle les applaudissait à outrance. De tels génies ne sont jamais méconnus, parce qu'ils ont une clientèle toute faite, et tandis que les hommes vraiment supérieurs n'arrivent souvent à la gloire qu'après des délaissements ou des luttes, qui souvent les découragent et les tuent, pour eux au contraire leurs premiers travaux sont des succès, et c'est par la vogue qu'ils arrivent à la renommée.

Casimir Delavigne était né au Hâvre en 1793. Son père, un riche porcelainier, père de plusieurs enfants, lui disait: « Toi, Casimir, tu feras de la faïence »; un peu comme le père de Boileau disait en parlant de son fils: « En voilà un qui ne dira jamais de mal de personne! » Les pressentiments paternels, on le voit, ne sont pas toujours des prophéties. Casimir fit ses études au lycée Napoléon. Il fut ébloui, comme tant d'autres, du génie et des victoires de l'Empereur, et il composa sur la naissance du roi de Rome une ode qui fut remarquée dans le déluge des poésies de tout genre déposées sur ce berceau.

Bientôt cependant arrivèrent les mauvais jours: l'invasion, les défaites, la déchéance. Fidèle écho du soulèvement de la bourgeoisie qui se confondit à ce moment dans celui de la France entière, Casimir Delavigne prit son parti de la chute de l'Empire et se rallia au gouvernement

royal qui nous rendait la paix et la liberté. Ce ne fut pas avec enthousiasme, comme Lamartine et Victor Hugo ; Delavigne n'était pas naturellement porté aux transports, et le monde auquel il appartenait par ses opinions n'en éprouvait pas alors pour nos anciens princes ; mais la France à peu près entière se ralliait aux Bourbons, et il fit comme elle. C'était le temps où Guizot suivait Louis XVIII à Gand, où Martin du Nord le recevait à genoux dans sa demeure, où Benjamin Constant voulait mourir pour le Roi. Les premiers chants de Casimir Delavigne étaient franchement favorables à la restauration des Bourbons.

Etouffons le flambeau des guerres intestines.
Soldats, le Ciel prononce, il relève les lis.
Adoptez les couleurs du héros de Bouvines,
En donnant une larme au drapeau d'Austerlitz.

Casimir Delavigne fit plus que de se résigner à la royauté légitime, il éprouva contre Napoléon, qui avait été longtemps son idole, des mouvements de mécontentement qui approchaient de l'indignation. Il lui disait :

Tu règnerais encor, si tu l'avais voulu.
Fils de la liberté, tu détrônas ta mère...

Après quoi venaient une série de reproches où le regret se faisait jour encore plus que le blâme, et qui semblaient dire : Si vous aviez su conserver votre trône, la Révolution n'aurait pas été vaincue. C'était exactement la disposition de

la bourgeoisie à ce moment, ralliée par intérêt quand la France l'était avec transport, et finissant par éprouver elle-même un peu de l'enthousiasme général.

Casimir Delavigne intitula ses premiers chants: Les *Messéniennes*. « Tout le monde, écrivait-il en tête des deux premières, a lu dans le *Voyage d'Anacharsis* les élégies sur les malheurs de la Messénie. J'ai cru pouvoir emprunter à Barthélemy le titre de *Messéniennes* pour qualifier un genre de poésies nationales qu'on n'a pas encore essayé d'introduire dans notre littérature. » Il a raison, le genre était nouveau comme le titre; mais il oublie de remarquer que l'occasion, elle aussi, était nouvelle; jamais, depuis que la langue était faite, la France n'avait subi des malheurs comparables à ceux qui inspirèrent à Casimir Delavigne ses touchantes élégies.

La première Restauration n'avait coûté aucun sacrifice à la France, son territoire était resté intact comme son honneur. Elle avait été vaincue, envahie, épuisée, mais par l'Europe tout entière conjurée contre elle, et après de si grands prodiges de valeur que ses ennemis avaient été forcés de l'admirer et de la plaindre; aussi l'avaient-ils à peu près épargnée. Qu'il en fut autrement après l'invasion de 1815 ! L'armée avait été, non plus seulement vaincue, mais accablée ; un grand nombre de citoyens, dans tous les rangs, dans tous les états, avaient laissé voir une honteuse versatilité. L'Europe irritée se

montra sans miséricorde; l'indignation, la fureur lui firent oublier jusqu'à ses intérêts les plus évidents. Il était très impolitique, en effet, d'infliger à la France des humiliations et des amoindrissements qui ne pouvaient manquer d'être reprochés tôt ou tard à son Roi. Les souverains étrangers s'intitulaient les alliés de Louis XVIII, et cependant ils accablaient la France après l'avoir mutilée. Comment ne prévoyaient-ils pas que ce monarque paraîtrait l'auteur de ces maux, dont il était la première victime? Comment ne comprenaient-ils pas, surtout, qu'en rendant la royauté légitime impopulaire, ils nuisaient à la cause de tous les rois? Ils enlevèrent de nos musées les chefs-d'œuvre des arts que nous avions enlevés des leurs; rien n'était plus juste, sans doute, mais rien aussi ne fut plus sensible à la population parisienne, si habituée à ces conquêtes et si fière de ces trophées. Il faut imaginer ces fourgons arrêtés devant la porte de nos palais, et les soldats étrangers y plaçant à grand'peine les statues et les tableaux. Certes, nous subissions sur nos frontières des pertes plus douloureuses, mais ces dévastations de nos musées, accomplies au sein de la capitale et en plein jour par des étrangers vainqueurs, froissaient encore davantage l'orgueil national. Ce n'était qu'un symbole de notre défaite, mais on n'en pouvait imaginer de plus expressif et de plus cruel.

Ce triste spectacle inspira à Casimir Delavigne

ses trois premières *Messéniennes*. Elles ont pour sujet le désastre de Waterloo, la dévastation de nos musées, et le besoin de nous unir après de pareils malheurs, pour relever et sauver la France. Elles furent reçues du public avec un très grand enthousiasme, parce qu'elles répondaient au sentiment unanime des Français. « La langue poétique de M. Delavigne, dit Alfred Nettement, n'a pas encore atteint le degré de perfection qu'elle atteindra plus tard ; mais elle est déjà belle, harmonieuse et pure ; il y a du mouvement et de la vie dans sa poésie. » On y sent un cœur plein d'amour pour la patrie, et déchiré par la vue de ses malheurs. Tyrthée ne trouva pas de plus beaux accents pour déplorer les malheurs de Messène. La vaillance trahie par le sort des batailles, le sombre abattement du courage malheureux, l'appel à la concorde universelle en vue d'un relèvement et d'une revanche prochaine ne pouvaient être mieux compris et mieux chantés. Louis XVIII crut devoir féliciter l'auteur, et il lui donna l'emploi de bibliothécaire de la chancellerie. D'accord avec le Roi, les Français de tous les partis applaudirent des deux mains le poète et ses chants.

Cependant, à côté de ces belles qualités, qui même devaient croître encore, il laissait déjà paraître les défauts, ou, si l'on veut, les imperfections qu'on devait lui reprocher dans toutes ses œuvres, à savoir: la faiblesse des pensées et la fictivité de l'émotion.

« On accuse M. Delavigne, disait M. de Rémusat, de n'avoir pas élevé ses pensées au niveau de son talent. Trop souvent, en effet, il s'est borné à mettre en vers des idées communes, de ces idées prévues par le lecteur, qui ne caractérisent ni l'auteur ni le sujet. C'est son esprit et sa raison qu'il doit chercher à agrandir. Il n'a plus besoin de songer à son talent ; chez lui c'est le philosophe qui manque au poète. » Il est vrai, M. Delavigne n'avait ni des conceptions puissantes, ni même des convictions arrêtées ; il suivait, en les célébrant, les opinions d'un parti, et précisément de celui dont les idées sont les plus communes et qui n'a ni foi exaltée, ni symbole, ni drapeau ; toutefois, en faisant cette juste part à l'observation si fine et si précise de M. de Rémusat, il faut bien convenir que ce défaut de philosophie est moins sensible dans un poète que dans un publiciste ou un orateur. Le talent de mettre en de très beaux vers des idées ordinaires, mais nobles et vraies, ne suffit-il pas pour élever très haut une renommée ? La poésie embellit tout ce qu'elle touche ; elle vit surtout d'émotions ; le poète chante les sentiments que tout le monde éprouve, il les élève, il les glorifie, il les transfigure. Un choix, un arrangement harmonieux des expressions suffit à produire l'attendrissement ou même l'enthousiasme. Les Eglogues de Virgile ont-elles beaucoup de philosophie ? Et pourtant quel charme ! Combien souvent les poésies de Lamartine auraient peine à résister à une analyse

rigoureuse qui en pèserait toutes les pensées ! Mais, exprimées comme elles le sont, ces rêveries pénètrent l'âme d'une profonde émotion. Il en est quelquefois ainsi de Racine lui-même, dont les expressions, les images sont bien souvent au-dessus de ses pensées. On n'est pas toujours enlevé, ni étonné ; mais on est toujours touché, attendri, charmé, et c'est assez pour que le but de la poésie soit atteint. Ce but, Casimir Delavigne ne le manque pas, et cela suffit pour lui mériter un rang élevé parmi les poètes de cette époque, si heureuse cependant et si admirée.

Voilà pour le premier défaut. Le second est plus mérité peut-être et certainement plus fâcheux.

Le poète est avant tout l'homme des sentiments. Ses inspirations viennent du cœur, et il chante d'autant mieux qu'il est plus sensible et plus ému. Le poète national doit refléter les sentiments de tout un peuple : ses joies, ses douleurs, ses deuils, ses triomphes retentissent vivement dans son âme, vibrent, tressaillent dans ses accents. S'il peut se passer de ces pensées du génie qui étonnent et subjuguent, comment se passerait-il de sentiments vifs et profonds ? Cette puissance de sentir et d'exprimer constitue la poésie elle-même. Sans cela elle n'est rien, elle ne se conçoit même pas.

M. Delavigne brille plus par l'expression que par l'émotion. Ce qu'il chante, il ne le sent guère mieux que tous les autres : il l'exprime seulement d'une manière admirable ; mais si cette

beauté de l'expression, si cette harmonie du vers suffit à rendre ses œuvres très attrayantes, l'absence d'une profonde émotion s'y fait cependant sentir et regretter. On est charmé, quelquefois même on est ravi à cette lecture, mais on n'est pas assez ému, et c'est visiblement parce que le poète ne l'est pas assez lui-même. Bien plus, le charme qu'on éprouve est souvent fort étranger à l'objet de l'hymne. Des allusions mythologiques, des réminiscences classiques d'une application même quelquefois assez forcée, des antithèses très habiles, mais trop étudiées, distraient et amusent le lecteur qu'il s'agissait de faire pleurer. Il admire la beauté des vers et le génie du poète, il s'abandonne avec attendrissement au charme des souvenirs évoqués, mais en oubliant trop souvent les deuils et les tombes que l'élégie devait célébrer. Ce n'est pas la réalité qu'on voit, ce sont des tableaux. On contemple ces batailles sur des toiles. Les effets de l'art sont admirables ; on les applaudit comme des chefs-d'œuvre ; mais cette admiration tranquille et douce est aussi loin des émotions excitées par un vrai carnage, qu'il y a loin du dessin à la vérité. Une petite citation le fera fortement sentir. C'est dans la seconde Messénienne. Casimir Delavigne parle de nos musées ravagés, il rappelle la mutilation de la Vénus de Médicis, et il dit :

Le deuil est aux Bosquets du Gnide :
Muet, pâle et le front baissé,

L'Amour, que la guerre intimide,
Eteint son flambeau renversé.
Des Grâces la troupe légère
L'interroge sur ses douleurs.
Il leur dit, en versant des pleurs :
« J'ai vu Mars outrager ma mère. »

Certes, on ne peut rien dire de plus fin et de plus joli ; c'est à lire dans un salon devant des amateurs de beautés classiques qui sentiront l'élégance et la grâce de ces tournures ; mais un peuple outragé par l'invasion et qui pleure son désastre y trouvera-t-il un écho de ses douleurs ?

Les trois premières Messéniennes avaient paru en 1816, au moment des plus vives douleurs de la France, et de sa plus grande indignation contre l'étranger. Il en parut bientôt deux autres dont le sujet était la vie et la mort de Jeanne d'Arc. Pour mieux humilier l'Anglais triomphant, le poète lui jetait à la face le souvenir de cette fille héroïque indignement immolée ; c'était lui rappeler à la fois ses défaites et sa lâcheté ; c'était éveiller dans les cœurs français, avec d'anciennes injures trop facilement oubliées peut-être à la première Restauration, le désir et l'espérance d'une revanche après nos derniers malheurs ; l'esprit de parti n'y paraissait presque pas encore, le poète exprimait le sentiment général qui n'avait pu s'altérer si peu de temps après des revers ressentis par tous. Respectant la vérité historique, il montrait son héroïne murmurant encore à sa dernière heure : « O France ! ô mon

roi bien-aimé ! » Il demandait enfin qu'on décernât un triomphe sublime

> A celle qui sauva le Trône et la Patrie,
> Et n'obtint qu'un tombeau pour prix de ses exploits.

Tout le monde en France le demandait comme lui.

Après ces cinq Messéniennes, Casimir Delavigne composa des comédies et des tragédies ; mais l'insurrection de la Grèce et les longues luttes qu'elle soutint pour conquérir son indépendance lui inspirèrent, vers la fin de la Restauration, de nouvelles poésies auxquelles il donna le même nom qu'aux premières et qui forment un même ouvrage avec elles. Nous allons donc en parler comme si elles avaient vu le jour aussitôt après les autres.

On ne conçoit rien de plus légitime que ce grand mouvement de l'Europe en faveur d'un peuple opprimé qui cherchait à briser ses fers ; mais, comme il arrive toujours quand l'esprit de parti se mêle à une question politique, les mobiles qui agitaient les esprits étaient fort divers. Si plusieurs s'étaient épris d'une ardeur sincère pour la résurrection de la Grèce chrétienne, beaucoup aussi se servaient de son nom et de ses malheurs comme d'un moyen d'opposition au gouvernement et d'une arme dirigée contre l'autorité des rois. On parlait de tyrannie et de liberté, d'insurrection et de délivrance, de manière à faire voir des tyrans partout et à exciter

dans tous les cœurs ces idées d'indépendance qui sont toujours le prélude des révolutions et de l'anarchie.

Ce n'est pas tout.

Les poètes français qui chantèrent la Grèce la connaissaient peu. Ils ne possédaient guère plus les données essentielles de la question politique dans laquelle ils prenaient chaudement parti. Leur enthousiasme n'était guère qu'un enthousiasme classique, leur inspiration une inspiration de reflet. Si leurs chants avaient été lus aux rudes compagnons de Missolonghy et de Canaris, ils ne les auraient pas compris, tant ils étaient en dehors de leurs sentiments et des faits contemporains, tant il y avait loin de la Grèce d'Aristide et de Thémistocle à cette Grèce chrétienne, mais inculte et presque sauvage, qui s'efforçait de naître à la liberté. Ceci donne à presque toutes ces poésies une impression d'apprêt et de froid dont les *Messéniennes* elles-mêmes se ressentirent malgré leur brillante versification. C'est lord Byron qui fut le vrai chantre de la Grèce moderne, parce qu'il en fut aussi le soldat. On sent dans ses vers une vie, une vérité qu'on chercherait vainement dans les hymnes de Casimir Delavigne et des autres poètes qui la célébraient à distance, avec des souvenirs et des impressions d'un monde fini depuis deux mille ans. La couleur locale, l'accent d'actualité font entièrement défaut dans les nouvelles *Messéniennes*, et, quoique le talent de l'auteur y pa-

raisse sensiblement perfectionné, il est impossible de ne pas sentir que l'inspiration est très amoindrie.

Exceptons cependant celle qui parut la première sous le titre du *jeune Diacre* ou de la *Grèce chrétienne,* et dans laquelle Casimir Delavigne a mis en vers un touchant récit emprunté au voyage de M. Fouqueville. Peut-être l'exactitude manque-t-elle à bien des détails de cet épisode ; mais le sentiment religieux y déborde, et ce sentiment, qui est de tous les temps et de tous les lieux, lui donne un charme très supérieur à celui des *Messéniennes* qui furent publiées ensuite. Le *jeune Diacre* est le chef-d'œuvre lyrique de Casimir Delavigne ; jamais il ne fit de plus beaux vers, jamais il ne fit couler tant de larmes. Le *jeune Diacre* fut appris par cœur dans toutes les écoles, il a pris place dans tous les recueils de poésies destinés à la jeunesse, et obtenu par là une publicité, une popularité infiniment plus étendues que les divers chants de son auteur.

Dans les autres Messéniennes sur la Grèce, Casimir Delavigne laisse voir un esprit d'opposition au Gouvernement qui ne s'était pas jusqu'alors aussi ouvertement déclaré. Déjà cependant il avait, par deux fois, refusé des pensions que lui offrait la Royauté, et le prétexte qu'il avait donné du désir de laisser à ses hommages un plus grand air d'indépendance avait d'autant moins suffi à cacher le changement de ses idées qu'on le savait en rapports toujours plus intimes

avec le duc d'Orléans ; mais, à l'apparition des secondes *Messéniennes*, ce mouvement, ou plutôt ce changement, ne prit plus la peine de se cacher. La bourgeoisie se détachait de notre vieille royauté chrétienne, et Delavigne faisait comme elle. Il tournait sa voile vers la démocratie dont l'avènement paraissait désormais prochain, et il le faisait d'autant plus volontiers que c'était revenir à ses premières inspirations, et que la protection du duc d'Orléans le mettait personnellement à l'abri de tout revers. Ce mouvement fut si apparent et les chants nouveaux du poète en portaient une impression si sensible que le ministre crut devoir lui retirer la place de bibliothécaire du Roi. Aussitôt le duc d'Orléans lui écrivit : « Le tonnerre est tombé sur votre maison, je vous offre un appartement dans la mienne », et il lui donnait auprès de lui une place analogue à celle qu'il venait de perdre. Triste habileté du Prince qui encourageait les mécontentements et les défections ! Quant au poète, il laissait trop voir, en acceptant ces propositions, qu'il ne sacrifiait rien à l'indépendance, mais qu'il changeait seulement de maître pour s'attacher à un plus heureux.

II

Entre les premières et les secondes *Messéniennes* se placent les débuts de Casimir Delavigne dans la carrière dramatique. On n'en peut

imaginer de plus heureux ; sa première pièce est intitulée les *Vêpres Siciliennes*. Elle fut représentée pour la première fois en 1819. L'apparition de cette pièce coïncidait avec le départ des armées étrangères qui avaient occupé pendant trois ans le territoire français. Cet à-propos aurait suffi, quand même la nouvelle pièce n'eût pas eu les beautés dont elle étincelle, pour en assurer le succès, car, dans la protestation des Siciliens contre les Français, le public de Paris applaudissait les impatiences patriotiques, les sombres indignations que nous avait fait éprouver la présence des armées étrangères sur notre sol. « Le sentiment patriotique de l'ouvrage, dit M. de Salvandy, s'était communiqué aux spectateurs dès les premiers mots de l'action ; il s'exprima par des transports inexprimables et arriva d'une façon électrique à une foule immense qui était accourue, conviée tout à la fois par le nom de l'auteur et le titre de l'ouvrage. Des flots impatients battaient tous les abords du théâtre comme pour attendre le coup de cloche vengeur. Ce fut un triomphe antique. Comment oublier le triomphateur étonné de sa victoire et pleurant de joie au milieu des compagnons de ses jeunes années qui se pressaient autour de lui, ivres de l'ouvrage et de sa fortune ! »

Le *Paria*, que Casimir Delavigne publia bientôt après, n'eut pas à beaucoup près le même succès, parce que cette pièce était loin de répondre à une impression aussi générale et aussi profonde

du sens public. Quelques protestations contre l'inégalité des castes furent applaudies par l'esprit de parti ; mais comment la nation dans son ensemble se serait-elle intéressée à une pièce plus philosophique que dramatique, dont l'action était lente et froide, et où l'on ne retrouvait rien de ses sentiments et de ses mœurs ! Le style cependant était fort beau, et ce fut lui qui préserva seul d'une chute complète cette tragédie dont les situations parurent souvent étranges et dont la plupart des caractères étaient forcés ou mal entendus. L'auteur, pour se rapprocher sans doute des deux grandes pièces bibliques de Racine dont il affectait le genre et le ton, avait mis des chœurs à la fin des actes de son *Paria*. Ces chœurs étaient admirablement écrits ; mais comment imiter, même de très loin, ceux d'*Esther* et d'*Athalie,* où le langage des prophètes supérieurement traduit avait semé des beautés d'un ordre vraiment divin ? Les rappeler seulement était une dangereuse témérité ; ils ralentissaient d'ailleurs une action déjà trop longue, et, malgré la richesse du langage, ils faisaient éprouver au spectateur français, si vif et si impatient, un sentiment voisin de l'ennui.

Marino Faliero, *Louis XI, Les enfants d'Edouard*, *Une famille au temps de Luther* et enfin *La fille du Cid* se succédèrent sous la plume de Casimir Delavigne à des intervalles assez rapprochés, de 1822 à 1837. Le talent du poète semble

grandir à mesure qu'une œuvre nouvelle vient à paraître. Les vers sont toujours plus beaux, l'intérêt augmente sans cesse, les faiblesses de composition, les lenteurs, les invraisemblances diminuent. Le poète a plus soigné les caractères, il rend toujours son action plus forte et plus vraie, ce n'est plus à des impressions politiques et par conséquent éphémères qu'il demande le succès, mais à la vérité des situations, à la vigueur des sentiments, à une marche toujours plus forte et mieux dirigée. Les *Enfants d'Edouard* firent verser des larmes à tous les spectateurs. Il y a dans le crime et le malheur de *Faliero* quelque chose de la sombre fatalité qui plane sur les tragédies antiques. La chevalerie chrétienne, la bravoure, la magnanimité des vieux Castillans revivent dans cette *fille du Cid* dont le titre seul semblait un danger et qui ne parut pas indigne de son père. Elci, dans *la famille au temps de Luther,* est un type de petite fille admirablement réussi, quoique son amabilité paraisse quelquefois un peu trop savante. Toutes ces pièces furent très admirées. Elles le méritaient en elles-mêmes, mais la sympathie pour l'auteur qui ne se refroidit jamais contribuait beaucoup à leur fortune, aussi bien que le sentiment politique dont elles ne furent jamais tout à fait exemptes. Ce n'était plus, il est vrai, comme dans les *Vêpres Siciliennes*, une impression répandue dans tout l'ouvrage et qui lui donnât une couleur soutenue d'actualité, mais

c'étaient des traits épars, des allusions disséminées qui, de temps à autre, flattaient le préjugé du moment et entretenaient cette faveur populaire dont Casimir Delavigne était épris et qui le servait si bien. Il y sacrifiait même quelquefois la vérité, comme dans *la famille au temps de Luther*, où l'esprit catholique arme le bras de l'assassin, tandis que la victime qu'inspire la doctrine protestante a seule tout le mérite de la charité fraternelle et du pardon chrétien.

Au reste, ces partialités de Casimir Delavigne sont toujours mesurées et modérées. La modération est le propre caractère de ce génie, dont la vie fut pleine de douceur et de bienveillance. Il flatte les passions révolutionnaires sans les irriter. Son but est seulement de plaire. Il ne cherche guère à influencer. Il désire la vogue pour lui, mais il ne fait pas la propagande pour ses opinions. Dans *la famille au temps de Luther*, le plus passionné au fond et le plus injuste de ses drames, en laissant voir sa préférence pour les huguenots, il n'accable pas les catholiques. Le fanatique, l'assassin est conduit au crime, il est vrai, par l'exagération de sa foi et de sa piété, mais c'est un insensé qui comprend mal le divin précepte, et Casimir Delavigne n'insinue pas que les prêtres lui eussent inspiré l'idée de son forfait. Il se trompe seul, il se trompe, mais, si son action est abominable, l'ignorance et l'aveuglement lui servent d'excuse, et les sentiments qui l'ont poussé au crime changent en pitié

l'erreur qu'il doit inspirer. C'est le ton de toute la pièce ; mais, pour être moins violent, il n'est pas moins injuste, et il n'en est que plus dangereux : au catholique une réprobation mêlée d'excuse, au protestant une admiration sans mélange. La charité n'est que là.

Soit douceur naturelle, soit désir de plaire à tous, Casimir Delavigne se tient toujours dans cet esprit de ménagement : tous les caractères sont élevés et généreux, même ceux des plus coupables, tous les crimes sont excusables, et peu s'en faut même qu'ils n'obtiennent la sympathie des spectateurs. C'est une fatalité invincible qui conduit tout. Le criminel inspire au moins un vif intérêt, on l'excuse, on n'est pas éloigné de lui pardonner. C'est frappant surtout dans *Marino Faliero*. Le doge parjure et chef d'assasins, Elena l'épouse coupable, et Fernando son séducteur, loin d'exciter l'indignation, inspirent au contraire une compassion voisine de la sympathie. Heureusement ils sont tous punis de leur faute, et le sentiment moral, menacé par cette impression d'une fatalité irrésistible et cruelle, se sauve par là ; mais le spectateur en est au point de regretter cette juste loi de la Providence qui fait que le mal rapporte toujours des douleurs ; il voudrait l'impunité pour ces coupables si généreux et si malheureux ; au fond personne n'a tort et personne n'est condamné dans la conscience des spectateurs.

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler la grande

discussion des classiques et des romantiques; l'occasion en reviendra plus à propos dans la monographie de Victor Hugo et des autres chefs de la nouvelle école. Casimir Delavigne voulut appartenir à l'ancienne, et il lui appartint en effet par les traits les plus essentiels, surtout dans ses premières œuvres. Le mot est toujours celui qu'admettrait l'école classique ; il élimine constamment le terme précis, technique ou familier que l'école nouvelle adoptait de préférence ; la facture des vers est toujours parfaitement irréprochable; l'auteur est fidèle à la césure médiane et n'admet pas l'enjambement. Quant à la conduite du drame, elle est conforme à l'ancienne règle et toujours fidèle à la triple unité de temps, de lieu et d'action. Malgré cela les vrais classiques ne trouvaient pas Casimir Delavigne entièrement correct, et il est vrai qu'il ne l'était point, soit parce que les règles du mot et du vers, quoique acceptées en principe, subissaient dans le détail plus d'une exception, soit parce que le ton général, l'esprit d'ensemble est assez différent de ceux des anciens tragiques. Les héros et les faits ne sont jamais pris dans l'histoire antique. Ce sont des événements et des personnages chrétiens et modernes; ils inspirent dès lors un intérêt plus vif, tant par le rapport qu'ils ont avec nos sentiments et nos mœurs, que par l'impression que nous avons de la vérité ou de la possibilité des faits. *Marius Faliero*, *Louis XI*, *les Enfants d'Edouard*, *le Cid* lui même sont

tous, ou du moins nous paraissent des personnages historiques ; leur religion, leur nationalité, leurs mœurs les rapprochent beaucoup de nous ; et qui sait au contraire s'il y a la moindre réalité dans les histoires de Thésée, de Pyrrhus, et des autres héros de l'antiquité ? En général, on les considère comme purement imaginaires ; on s'y intéresse seulement comme à de brillantes fictions, et, quant à leurs dieux, leurs prodiges, leurs oracles, tout le monde les prend pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire pour de simples inventions. Combien dès lors les effets de la scène doivent être plus saisissants dans les drames de Casimir Delavigne, que dans ceux des grands classiques ! Avec moins de perfection dans les vers, combien ils doivent exciter plus d'intérêt et plus d'émotion ! Enfin, il a violé deux fois la règle qui voulait que l'action se soutînt durant cinq actes ; règle assez arbitraire, il est vrai, mais dont les anciens faisaient une loi. A peine Racine et Voltaire avaient-ils osé s'en exempter chacun une fois dans *Esther* et dans la *Mort de César* qui sont des pièces très différentes de toutes les autres, et ces deux exceptions n'avaient pu faire un précédent. Plus hardi que ces deux grands maîtres, Casimir Delavigne avait composé en trois actes sa *Fille du Cid*, qui est, à cela près, une tragédie semblable aux autres, et même il avait osé mettre en un seul acte la *Famille au temps de Luther*, qui fut néanmoins très applaudie.

Le véritable chef-d'œuvre dramatique de Casimir Delavigne, c'est sa comédie de l'*Ecole des vieillards*. L'auteur a voulu montrer que, même en supposant les chances les plus favorables, un vieillard d'un cœur jeune, d'un esprit vif, d'un caractère aimable et complaisant, d'un extérieur agréable encore, et une jeune femme d'un cœur pur, d'un bon sens précoce, d'un dévouement presque filial ; il y a dans ces unions, qui associent une vie qui vient à une vie qui s'en va, de graves périls et de fâcheux inconvénients. Ce sujet avait échappé à Molière ; s'en emparer était déjà une heureuse idée et une bonne fortune, mais la manière dont Casimir Delavigne la traite devait en assurer le succès. Les caractères sont finement touchés, l'action bien conduite, la leçon délicatement donnée. Le ton du dialogue ne manque point de vivacité, enfin la versification est brillante, riche et pure, et, si la pièce manque un peu d'ampleur dans l'ensemble de sa conception, comme elle est d'un tour agréable et ingénieux, et d'un intérêt durable par la nature de son sujet, elle survivra certainement à l'époque où elle a apparu. Les *Comédiens*, la *Popularité, Don Juan d'Autriche* sont de belles comédies du même auteur, mais beaucoup moins achevées, et qui furent aussi moins applaudies.

C'est en 1825 que Delavigne fut reçu à l'Académie. Deux fois déjà il s'était mis sur les rangs, et n'avait pas été admis : une fois on lui avait

opposé et préféré l'évêque d'Hermopolis, une autre fois l'archevêque de Paris. « On m'opposerait le Pape ! » dit-il plaisamment à ses amis qui le pressaient de tenter encore la chance. On ne lui opposa personne ; il fut admis à peu près à l'unanimité, et dans un âge où aucun autre avant lui n'avait eu cet honneur, car il n'avait que trente-deux ans.

Outre les *Messéniennes*, Casimir Delavigne a composé plusieurs poésies détachées, fugitives, dont les unes ont paru de son vivant, et les autres ne furent publiées qu'après sa mort, et formèrent un petit volume séparé, sous le nom d'*œuvres diverses*. Quoiqu'il n'y ait dans ce recueil aucun ouvrage de longue haleine, on y trouve néanmoins quelques petits poèmes en plusieurs chants : la *Ballérine, Memmo*, le *Prêtre*, le *Miracle*. Enfin le livre se termine par la tragédie de *Mélusine*, que l'auteur n'eut pas le temps d'achever.

Au premier rang de ces poésies diverses, il faut remarquer celles que l'auteur appelle ses *chants populaires*, et qui sont au nombre de six. Ce sont comme ses dernières *Messéniennes*, mais fort inférieures aux premières, du moins par l'inspiration, car, pour le talent de faire les vers, il parut grandir toujours en lui. Les *Messéniennes*, en effet, célébraient des revers de la patrie ressentis par tous, des dangers universellement redoutés, des luttes héroïques et malheureuses pour l'indépendance et la liberté. Elles étaient

toutes composées dans cet esprit d'opposition, de protestation, de résistance, de représailles, si favorables à la muse politique, à l'enthousiasme populaire, et auquel la France a dû tant d'hymnes pleins de verve et d'ardeur. Les nouveaux *chants* de Casimir Delavigne ne célébraient au contraire que cette victoire de 1830, définitive et parfaite pour la Bourgeoisie, mais incomplète et menteuse pour la Révolution indignée. On voit d'ici combien leur essor devait être moins hardi et moins glorieux. Au fond, ce n'était plus la liberté que le poète chantait, c'était le pouvoir, le fait accompli, le gouvernement, c'est-à-dire ce qu'il y a, en France surtout, de moins favorable à la muse populaire. Pendant qu'il exaltait la victoire des trois jours, et le nouveau roi, qui s'était tenu prudemment caché pendant la bataille, Barthélemy, Méry, et plusieurs autres jeunes poètes, lui ravissant son rôle et son luth, soulevaient mille fois mieux que lui les passions de la foule, en lui criant à la trahison, en l'appelant à de nouveaux combats contre ceux qu'ils appelaient ses nouveaux tyrans. Evidemment, l'heure du chant des *Messéniennes* avait passé. La Révolution, qui comptait sa victoire pour une étape, allait laisser bien loin derrière elle ce héraut de la Bourgeoisie rassurée et satisfaite.

Louis-Philippe désira qu'il fût fait un hymne populaire sur la victoire de Juillet, et naturellement il chargea de ce soin Casimir Delavigne,

le poète du juste-milieu. Avec lui on était sûr que la muse ne briserait pas les freins par lesquels on voulait la contenir. Point d'insultes à la dynastie vaincue qu'on savait révérée de toute l'Europe, point d'excitations à de nouveaux combats, un chant de platonique satisfaction, pour amuser, apaiser, désarmer le peuple : voilà ce que voulaient ceux à qui la victoire avait profité. On espérait faire ainsi une *Marseillaise* pacifique et débonnaire qui remplacerait, au grand contentement des puissants du jour, la farouche *Marseillaise* de Rouget de l'Isle. Dans ce dessein, Casimir Delavigne était admirablement choisi ; personne ne faisait mieux les vers que lui, personne n'était plus charmé du nouveau régime, personne enfin ne désirait davantage que la Révolution n'allât pas plus loin. Il monta donc les cordes de son luth et il chanta ; mais que de difficultés à surmonter pour faire un chef-d'œuvre sur une donnée si prudente et si définie ! Les débuts de son hymne étaient cependant martiaux :

On nous a dit : Soyez esclaves ;
Nous avons dit : Soyons soldats !
En avant, marchons
Contre les canons.
A travers le fer, le feu des bataillons,
Courons à la victoire !

Mais tout cela était pour dire au peuple de ne plus bouger ; aussi la suite était-elle bien prosaïque et bien calmante. On y chantait la liberté

des deux mondes, et Lafayette en cheveux blancs; Lafayette, dont toute la France connaissait déjà la déconvenue et l'indignation. On y ajoutait :

Les trois couleurs sont revenues,
Et la Colonne avec fierté
Fait briller à travers les nues
L'arc-en-ciel de la liberté.

Tout cela n'annonçait pas de tonnerre, non plus que la strophe au duc d'Orléans :

Soldat du drapeau tricolore,
D'Orléans, toi qui l'as porté,
Ton sang se mêlerait encore
A celui qu'il nous a coûté.

Enfin le poète s'écriait : « O jour d'éternelle mémoire ! » et finissait par souhaiter le Panthéon à des héros dont les compagnons d'armes mouraient de faim, sans que les satisfaits en prissent le moindre souci.

La *Parisienne* fut chantée dans quelques salons. La musique des régiments la donna dans ses parades, elle retentit même dans les lycées le jour de la distribution des prix ; mais la France ne s'y intéressa guère, et, après dix ans, le peuple ne la connaissait déjà plus du tout ; elle a eu le sort de toutes les œuvres de parti auxquelles manque une inspiration vraiment nationale, elle n'a vécu qu'un jour.

La *Varsovienne* n'eut pas un sort plus heureux. Mais aussi quelle misère de faire chanter

par le poète du gouvernement les combats de cette infortunée Pologne qu'on avait excitée à se révolter contre ses vainqueurs, pour l'abandonner ensuite à leur vengeance ! La *Varsovienne* disait :

Polonais, à la baïonnette !
A la baïonnette !
Vive ! vive la liberté !

Et le cabinet des Tuileries adoptait et déclarait le principe de la non-intervention, c'est-à-dire de l'abandon.

Le ciel était trop haut,

comme disait un autre poète du même temps,

Et la France trop loin !

Enfin le télégrapne apprit au monde que « l'ordre régnait à Varsovie », c'est-à-dire que Varsovie n'existait plus. Quelques émigrés, à demi nus et mourant de faim, vinrent des bords de la Vistule à ceux de la Seine. Ils purent entendre l'orchestre d'un grand bal, où le gouvernement de Juillet dansait chez l'ambassadeur de Russie, et les orgues de Barbarie qui répétaient dans la rue le refrain de la *Varsovienne :*

En roulant, le tambour répète :
Vive ! vive la liberté !

Un habile critique a dit : « Casimir Delavigne ne connut la vraie poésie que lorsque, après

son voyage d'Italie, il écrivit le *Marronnier* et *Néra.* » Voilà, certes, une pensée qui paraît au premier abord très exagérée; car c'est bien avant ce voyage que la France entière avait admiré le *Jeune Diacre* et *Jeanne d'Arc;* mais elle étonne beaucoup moins quand on la considère de plus près. En effet, si la poésie consiste à exprimer de grandes pensées, des sentiments sublimes dans un langage élevé et un rythme harmonieux, les premières œuvres de Casimir Delavigne répondent parfaitement à cette idée; mais, si l'on entend la poésie dans le sens plus particulier que donnent à ce mot les partisans de l'école romantique, c'est-à-dire de la révélation attendrie des sentiments les plus intimes du cœur, des rêveries, des tristesses, des aspirations mystérieuses dont il est plein, et qu'éveillent surtout en lui la comtemplation solitaire de la nature, la vue des tombeaux, les souvenirs du temps passé, les incertitudes de notre avenir, il est certain que, avant son voyage, Casimir Delavigne n'avait guère connu cette inspiration. Sans doute, adopter cette définition c'est prendre un genre de poésie pour la poésie elle-même; sans doute ce serait exclure du temple des muses Corneille, La Fontaine, Gresset, Boileau, Béranger, et plusieurs autres de nos gloires poétiques ; mais Lamartine et ses partisans n'hésitent point à le faire; et il faut le dire, la poésie comme ils la comprennent, avec ces rêveries, ces recueillements, ces élans du cœur

vers un avenir infini, vers une harmonie inexprimable et une félicité sans bornes, ces retours vers un passé dont la fuite elle-même est un mystère, et qui ne fut pour personne sans amour et sans bonheur : tout cela est si élevé, si tendre, si intime, si beau, que rien ne mérite mieux le nom de poésie, et que ce nom paraît usurpé quand il s'applique à des sujets différents, à des ouvrages d'un autre genre.

En ce sens, il est vrai, Casimir Delavigne n'avait pas fait de poésie, cette muse nouvelle ne parlait pas à son cœur, et il ne paraissait même pas jaloux de la vogue qu'elle assurait à tous ceux qui marchaient à sa suite. N'avait-il pas, lui aussi, sa part de succès et de gloire ? Cependant, au retour de son voyage d'Italie, et surtout dans les dernières années de sa vie, l'entraînement général commençait à le gagner. Déjà ses dernières tragédies étaient empreintes d'un sentiment moins classique, moins étudié. La *Fille du Cid*, qui fut comme son chant du cygne, portait la trace de cette nouvelle inspiration. Ces beaux vers, dans lesquels le vieux guerrier exprimait, plein de forces encore et d'ardeur, le pressentiment de sa fin prochaine, étaient parfaitement classiques pour le rythme, mais ils se rapprochaient, par le sentiment, du genre de Lamartine dans ses plus touchantes *méditations*. Le poète, dont la santé donnait déjà de vives alarmes à ses amis, n'y pressentait-il pas sa propre fin ?

Mes jours sont pleins, Elvire, et bons à moissonner.
Dieu, qui me les compta, pouvait moins m'en donner
Les reprendre est son droit ; mais si la faux les touche,
Que leur dernier soleil dans la gloire se couche,
Tu devras comme moi, bénir le moissonneur ;
La récolte en tombant sera digne d'honneur.

Le petit livre de ses *œuvres posthumes* est plein de poésies détachées où ce sentiment romantique se révèle encore davantage. Au milieu de tant de poètes qui ne publiaient que leurs mélancoliques rêveries, l'auteur des *Messéniennes* s'était pris à rêver lui-même comme tout le monde. Il avait souvent déposé le clairon des batailles et la lyre des élégies classiques, pour détacher une des harpes suspendues au bord des fleuves de Babylone, et chanter, lui aussi, les amertumes de l'âme exilée, les aspirations vers une patrie inconnue. La *Brigantine, Piétro, Néra*, l'*Ame du Purgatoire*, le *Gondolier*, l'*Adieu,* le *Marronnier d'Elisa* ne seraient pas déplacés dans les recueils de Lamartine, entre les *Adieux à la mer* et le *Poète mourant.* Il faut cependant le reconnaître, le sentiment y est en général moins profond, l'abandon du cœur moins complet, et le tour plus étudié. Au fond ce genre n'est pas celui de notre poète; il y est moins porté par son propre génie que par le goût de ses contemporains. Il s'y serait sans doute abandonné néanmoins dans toute la suite de sa vie, car il allait toujours dans ce sens ; mais y aurait-il obtenu des succès de premier ordre, une renom-

mée égale à celle de ses *Messéniennes* et de ses drames ? On peut en douter en voyant le sort de son livre posthume, qui n'a presque pas été remarqué. Les progrès de l'idée démocratique qui distançait de si loin la révolution conservatrice et bourgeoise de 1830, le triomphe définitif de l'école romantique, dont les plus folles exagérations étaient constamment applaudies, tout rejetait Casimir Delavigne dans le passé.

Il mourut en 1843, fort jeune encore, et déjà au déclin d'une renommée que rien n'aurait pu rajeunir ; mais ses œuvres, justement appréciées après les luttes des écoles littéraires et des partis politiques, lui assureront un nom immortel parmi les plus aimables poètes de ce siècle.

CHARLES DE NÉGRONDES.

AUGUSTE SIBOUR

ARCHEVÊQUE DE PARIS (1)

(1792-1857)

I

Marie-Dominique-Auguste Sibour naquit le 4 avril 1792 à Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme), d'une famille originaire du haut Dauphiné. Ses progrès au collège ecclésiastique du Pont-Saint-Esprit furent rapides et brillants. Il reçut la tonsure à quinze ans, puis suivit pendant quatre ans les cours de philosophie et de théologie des grands séminaires de Viviers et d'Avignon. Mais les premières approches de ses lèvres à la coupe de la science ne firent qu'exciter sa soif. « De la lumière ! de la lumière ! » demandait le jeune Sibour comme Goethe mourant.

(1) Voir, du même auteur, la biographie de Mgr de Quélen, dans la 4e série, — et celle de Mgr Affre, dans la 5e série des *Illustrations et Célébrités du* XIXe *siècle.* Chacune de ces séries forme un volume in-8. Cinq sont en vente chez MM. Bloud et Barral, Paris.

Avec l'adhésion de son évêque, il vint à Paris en 1811 pour y parachever ses études.

Sa première visite y fut pour le séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet où on le retint comme professeur. Toutefois sa vie fut organisée de telle sorte qu'il put suivre tous les cours publics célèbres et travailler à loisir. *Intellectum valde ama,* a dit saint Augustin. Notre étudiant mit en pratique cette parole. Pas une fête littéraire ou scientifique de la capitale, à laquelle il n'assistât, plusieurs années durant. C'était peu : l'abeille butine sur le mont, dans la vallée, mais elle ne compose son miel que dans la ruche. L'audition des maîtres dans l'érudition ou l'éloquence n'était pour Auguste Sibour que le thème, la préparation d'un travail personnel actif et puissant. Rentré dans sa cellule au sortir des cours, avec la persévérance, la patience d'un bénédictin, il se souvenait, écrivait, lisait, étudiait, se ménageant pour l'avenir une réserve sérieuse de savoir et d'éloquence.

Il désira cependant achever sa préparation au sacerdoce dans une ville d'une attraction plus puissante encore sur son âme que Paris.

Sainte Brigitte, racontent les annales ecclésiastiques, entendit dans une apparition Notre-Seigneur lui dire : « *Proficiscere Romam.* Allez à Rome ! » Au cœur d'Auguste Sibour une voix dit aussi : *Proficiscere Romam.* Il partit dans l'automne de 1817. A un esprit comme le sien, épris du beau, enthousiaste de tous les chefs-d'œuvre,

nourri de l'antiquité et de l'histoire des origines chrétiennes, la Ville Éternelle réservait des ravissements nombreux, des enseignements suprêmes. Aussi, monuments antiques et chrétiens, bibliothèques, musées, ateliers d'artistes, tout le captiva tour à tour. Mais la transformation de son cœur à Rome fut plus profonde encore que le travail de son esprit. Près du tombeau des saints Apôtres, au Colisée, dans les catacombes, au pied de la chaire de saint Pierre, comme une flamme ardente s'alluma en lui le zèle de l'apostolat. Dans un austère recueillement il se prépara aux saints ordres, et en moins de trois mois il fut ordonné sous-diacre, diacre, prêtre (14 juin 1818).

La parole divine : « Allez, enseignez ! » pressa soudain le cœur du nouvel apôtre. Il rentra à Paris et fut successivement vicaire aux Missions étrangères, à Saint-Sulpice, aumônier du collège royal Saint-Louis, laissant partout une trace lumineuse de zèle, de rare talent, de vertu. L'épine de sa position nouvelle était la rigueur des hivers parisiens jointe à son ardeur dévorante pour l'étude. Sa santé ébranlée inspirait de vives inquiétudes lorsque Mgr de Chaffoy, nommé évêque de Nîmes, vint lui offrir la dignité de chanoine titulaire de sa cathédrale. C'était le ciel du midi pour sa poitrine, des loisirs pour le travail. L'abbé Sibour vit là un appel providentiel et partit pour Nîmes (7 décembre 1822).

Placé à la tête des missions diocésaines, le

jeune chanoine obtint des succès inespérés ; les protestants eux-mêmes se montrèrent plus d'une fois touchés de sa parole élégante, lumineuse, venant du cœur et allant au cœur. La renommée de l'orateur eut vite franchi les frontières du midi. Nous trouvons en 1830 l'abbé Sibour à Paris, prêchant, à l'appel du grand-aumônier de France, le carême à la chapelle royale des Quinze-Vingts et le sermon de la Cène devant le Roi. Charles X fut si charmé du prédicateur qu'il le fit retenir pour la station de 1831 devant la cour. Mais en 1831 le vent de la révolution avait soufflé et dispersé au loin l'illustre auditoire. Un des carêmes les plus fructueux, les plus remarquables du chanoine Sibour fut celui d'Aix. A ses accents où elle retrouvait ses meilleures traditions de foi et d'éloquence, la vieille cité de parlement et de haute noblesse tressaillit et fut profondément remuée.

L'abbé Sibour se révéla aussi comme écrivain.

En 1828 il avait, d'une main ferme, tracé un remarquable *Essai d'apologie du sacerdoce.*

A l'apparition de journal *l'Avenir,* il fut attiré un instant dans l'orbite où le génie de Lamennais, comme un soleil resplendissant, entraînait à sa suite tant de jeunes talents qui brillaient déjà eux-mêmes de l'éclat des astres : Gerbet, Lacordaire, Montalembert, etc. L'abbé Sibour traduisit pour l'*Avenir* une partie du traité de saint Thomas d'Aquin, *De regimine principum,* et

fournit quelques articles. Mais la publication ne tarda pas à être arrêtée. Le chanoine de Nîmes suivait à Montpellier les exercices d'une retraite pastorale lorsque partit l'encyclique de Grégoire XVI condamnant les doctrines du journal; un exemplaire en parvint à un de ses amis qui se hâta de lui en donner lecture. L'abbé Sibour écouta avec une émotion profonde, respectueuse, et, la lecture finie : « Nous nous sommes trompés, dit-il ; la première chose que je ferai en rentrant à Nîmes, ce sera d'aller trouver mon évêque et de lui déclarer que je reconnais que nous avons eu tort. *Non judices contra judicem.* »

Dans la cité nîmoise, il était à la tête du mouvement catholique et son salon réunissait périodiquement tout ce que la région comptait d'hommes distingués de la classe dirigeante : avocats, journalistes, députés. Philosophie, morale, littérature, questions de la presse et de la tribune, tout s'y discutait tour à tour. Jean Reboul dit là ses premiers vers et l'abbé Sibour resta à jamais son conseiller et son ami. De bonne heure les portes de l'Académie du Gard s'étaient ouvertes à l'éloquent chanoine. Il y fit quelques lectures remarquées ; on admira surtout son discours « sur le principe chrétien de l'émancipation de la femme opposé à la théorie saint-simonienne. (29 août 1837). »

Proclamé vicaire capitulaire, à la mort de Mgr de Chaffoy, l'abbé Sibour fut nommé évêque de Digne par un décret du 30 septembre 1839. Il

succédait à Mgr Miollis démissionnaire, célèbre jusqu'aujourd'hui dans les Alpes et en Provence par sa bonhomie rustique, mais aussi par sa sainteté et sa charité sans bornes.

II

Digne, où se trouve maintenant une gare de chemin de fer, était encore, quand Mgr Sibour y fit son entrée, — mars 1840, — la petite cité perdue dont César a écrit : *Inter quatuor montes posita; sise au milieu de quatre montagnes*. Presque inaccessibles, certaines paroisses du diocèse n'avaient pas vu d'évêque depuis cent cinquante ans. Aussi la première préoccupation de Mgr Sibour, dès qu'il vit les monts se dépouiller de leur neige, les vallées reverdir, fut-elle d'entreprendre la visite pastorale de son peuple. Le plus souvent à cheval ou à dos de mulet, franchissant les torrents, côtoyant les abîmes, sans paix ni trêve, il allait, allait toujours, partout, à la recherche de ses brebis, comme le bon pasteur. Pour venir à sa rencontre, les villages entiers s'ébranlaient, prenaient leurs habits de fête ; partout la joie sur les fronts, la foi dans les âmes. La visite du pontife semblait celle de Jésus-Christ lui-même. Laissant toute liberté aux sentiments de son cœur, le prélat parlait non le pompeux langage des arrangeurs de syllabes, mais celui des petits et des humbles, le langage

d'un père. *Quoniam non cognovi litteraturam, introibo in potentias Domini*, dit le Prophète ; « parce qu'ils n'ont pas connu les vaines déclamations des rhéteurs, ils comprendront les merveilles du Seigneur. » Le cœur de l'évêque était inondé de consolations : il se dévouait, il faisait aimer Jésus-Christ ; comment mieux réaliser sa devise empruntée à saint Paul : « Trois grandes choses me restent sur la terre d'exil : la foi, l'espérance et la charité; mais la plus excellente est la charité ! »

Inspirer à son clergé une sainte ardeur pour l'étude, la science sacrée, fut un autre but incessamment poursuivi par Mgr Sibour. Il astreignit les jeunes prêtres à un examen quinquennal, imprima un nouvel essor aux conférences ecclésiastiques et à la prédication. Après avoir fondé un corps de missionnaires diocésains, il statua que chaque église aurait sa mission ou retraite tous les trois ans.

La cathédrale de Digne n'était guère qu'une grande église de village. A force d'initiative, de persévérance, il parvint à la faire restaurer et agrandir.

Le prélat s'intéressait en même temps à toutes les joies, à toutes les tristesses de l'Eglise. Mgr Dupuch, évêque d'Alger, ayant obtenu de la vieille basilique de Pavie la cession des reliques de saint Augustin en faveur de l'église d'Hippone, l'évêque de Digne accompagna jusqu'en Afrique les restes sacrés de l'immortel docteur.

Ses éloquentes lettres pastorales sur le *Retour de l'Angleterre à l'unité catholique,* sur *Rome* où il venait d'accomplir son pèlerinage apostolique, eurent un profond retentissement. Sa *Lettre à l'Archevêque de Paris* sur la liberté de l'Eglise et les articles organiques fit plus encore sensation. « Votre lettre, écrivit à l'évêque de Digne le Père Lacordaire, m'a appris plusieurs choses que j'ignorais, et m'a donné, comme à tous les catholiques qui la liront, une nouvelle preuve de votre zèle, de votre fermeté, de votre dévouement apostoliques. Il me semble que l'Eglise de France entre enfin dans la seule voie qui pourrait la conduire à la conquête de ses libertés divines, et la lier heureusement à tout le nouvel ensemble des choses humaines. Sans doute, cet ordre nouveau a ses désavantages et ses périls ; mais il ne dépend pas de nous qu'il en soit autrement, et tout notre devoir se borne à tirer parti du temps, quel qu'il soit, au profit de l'éternité ! »

Mais le monument par excellence de l'épiscopat de Mgr Sibour à Digne fut la rédaction d'un ouvrage de courageuse initiative, plein de vigueur et d'éloquence, dont la publication devint un événement dans l'Eglise de France : LES INSTITUTIONS DIOCÉSAINES.

Le régime du Concordat a laissé aux chapitres des cathédrales peu d'autorité, quoique l'Eglise les ait toujours reconnus comme essentiels aux diocèses. Mgr Sibour voulait leur rendre leurs

antiques prérogatives et les faire participer à l'administration épiscopale.

Pour régler le pouvoir judiciaire, il réclamait en outre près de chaque évêque l'institution d'une *officialité,* c'est-à-dire d'un tribunal de prêtres chargés de juger, avec l'évêque et en son nom, toutes les causes intéressant la foi, les mœurs, la discipline ecclésiastique. De complètes garanties données aux accusés par le rétablissement des formes canoniques rendraient les jugements inattaquables; l'autorité diocésaine y gagnerait en respect et surtout en amour.

Inviter ainsi tous les évêques de France à remonter dans le gouvernement de leurs diocèses le courant de traditions douces, déjà profondes, c'était naturellement provoquer des objections et des résistances. Mgr Sibour ne fut pas sans le prévoir. Ses amis le priaient d'ajourner la publication des *Institutions diocésaines :* « Si la prudence a ses règles, répondit-il, la vérité a ses droits ; c'est trop se préoccuper de soi que de renfermer dans le fond de son âme un sentiment dans la seule crainte de le voir odieusement défiguré et travesti par les passions humaines. »

Il avait commencé du reste à réaliser lui-même à Digne les réformes préconisées. Le pape Grégoire XVI ayant approuvé ses Constitutions capitulaires en termes exceptionnellement élogieux (15 avril 1843), l'évêque les avait promulguées solennellement le 28 août suivant. L'officialité fut aussi constituée.

« — Peut-être va-t-on me blâmer en France », avait dit Mgr Sibour à Sa Sainteté.

« — Le Pape approuve, répondit Grégoire XVI, cela doit vous suffire : vous avez donné un bon exemple, j'espère qu'il sera suivi. »

C'est ainsi que le signal d'une réforme importante et heureuse pour l'Eglise de France partit d'une humble cité du fond des montagnes. En vain le gouvernement essaya de vouloir imposer aux évêques réformateurs à l'instar de celui de Digne, la sollicitation de son *placet,* le mouvement donné s'étendit rapidement. Le 3 décembre 1846, Mgr Sibour écrivait au ministre des cultes, parlant des institutions nouvelles : « Quand elles seront mieux connues, elles seront mieux appréciées. Je crois que dans vingt-cinq ans, des institutions analogues existeront partout. » Avant ce terme, l'espoir a été réalisé.

En 1848, Mgr Sibour prit pour sujet de son mandement de carême les *Calamités publiques.* Les journées sanglantes de juin et la mort sublime de Mgr Affre sur les barricades ne tardèrent pas à justifier ses prévisions. Le prélat était tout ému encore de cet événement lorsque le ministre des cultes lui annonça sa nomination à l'archevêché de Paris, en remplacement du pontife martyr.

« — Il y aura là peut-être encore des dangers à courir, répondit-il. Il me serait permis de reculer devant un insigne et redoutable honneur ; mais le puis-je devant l'idée même du sacrifice?

La mort héroïque de Mgr Affre m'apprendra, au besoin, mon devoir. Oui, si Paris est un Calvaire, comme mes amis les plus intimes me le font envisager, je m'exciterai par cet illustre exemple. »

III

L'entrée solennelle de Mgr Sibour à Notre-Dame de Paris eut lieu le 18 octobre 1848. Sa première grand'messe y fut un service funèbre pour le repos de l'âme de Mgr Affre. Le même jour, il voulut visiter les lieux témoins de l'héroïque sacrifice de son prédécesseur et demanda d'être accompagné par les grands vicaires qui avaient escorté sur les barricades le héros de la charité. Comme il donnait le signal du départ, on lui fit observer que sa voiture n'était pas encore là.

« — Ce n'est pas en voiture qu'on accomplit un pèlerinage ; nous irons à pied, c'est ainsi que mon prédécesseur est allé à la mort. »

Le prélat était en grand costume officiel ; on lui conseilla de se couvrir d'un manteau noir pour échapper aux regards curieux de la foule.

« — Je veux me montrer au peuple, dit-il, dans le même costume avec lequel je vais voir le général Cavaignac. Je veux surtout que mes enfants me voient et puissent m'approcher. »

Après quelques pas dans la rue, la foule le suivit. C'était une nouveauté qu'un archevêque

de Paris cheminant en grand costume dans la capitale.

« — Où va-t-il ? » s'écrie-t-on.

Le pontife entend la question, y répond lui-même. Le peuple alors d'applaudir, de s'enthousiasmer. Un cortège interminable se forme, accompagne le noble pèlerin. On arrive devant la maison numéro 4 de la rue Saint-Antoine que Mgr Affre avait traversée pour se rendre à la barricade. La multitude était immense. Mgr Sibour se retourne, voit ces flots de peuple, et, ouvrant son cœur, parle à la foule, rappelant la mort du bon pasteur qui a donné sa vie pour son troupeau.

« — A Dieu ne plaise, s'écrie-t-il, que j'aie occasion de verser mon sang comme lui, puisqu'alors de nouveaux malheurs auraient fondu sur nous ; mais je suis prêt à mourir de fatigue au milieu des travaux de la charité. »

A la maison numéro 26, où Mgr Affre avait été déposé après sa blessure, on montra à Mgr Sibour les linges encore teints du sang du martyr, conservés comme des reliques. Il se dirigea ensuite vers le presbytère Saint-Antoine où l'héroïque blessé avait passé la nuit et avait reçu les derniers sacrements. Invité une dernière fois à prendre la parole, ses accents firent tressaillir tous les cœurs et couler de nombreuses larmes.

Après un pèlerinage qui avait duré deux heures, l'Archevêque rentra à son hôtel, ayant conquis la plus sympathique popularité.

Sa visite, rue de l'Épée-de-bois, au grand asile des pauvres tenu par l'ange de la charité de Paris, la vaillante sœur Rosalie, devint la visite du faubourg tout entier. Ayant prodigué aux vieillards, aux infirmes présentés devant lui, les plus généreux secours et les meilleures consolations de la foi :

« — Sont-ce là tous vos enfants? dit l'Archevêque aux bonnes sœurs.

— Non, Monseigneur.

— Pourquoi ne sont-ils pas ici tous?

— C'est qu'ils ne le peuvent, Monseigneur ; ils ne peuvent même plus mendier.

— Où sont-ils donc ?

— Sur leur grabat.

— Eh bien ! s'ils n'ont pu venir, c'est à nous d'aller. Vous m'accompagnerez, messieurs les ecclésiastiques, et vous aussi, mes bonnes sœurs.

— Mais il y en a beaucoup.

— Raison de plus », dit l'Archevêque.

Et, à la suite d'une sœur de Charité, il part à la recherche des pauvres, monte par des escaliers raides et sombres, passe par des lieux infects, plonge dans les ténèbres, grimpe à des échelles, apparaît tout à coup dans des réduits sans air où la souffrance gît sur le carreau nu ou sur la paille. La pauvreté surprise dans sa douleur ouvrait des yeux étonnés ; ce paternel empressement, ce doux son de voix et ce sourire, cette soutane d'évêque et cette croix d'or sur la poitrine, c'était dans ces demeures comme une

vision divine. Les montées et les descentes durèrent plus de quatre heures, et partout, avec le souvenir de ses bonnes paroles, le prélat avait laissé celui de ses larges aumônes (1).

L'hiver de 1848-1849 amena à Paris une misère extrême; des ouvriers en grand nombre étaient en proie à la faim. Devant ces angoisses, le cœur de l'Archevêque trouva un cri d'appel si déchirant, si éloquent que les dons affluèrent et permirent de cicatriser les plus cuisantes blessures. C'est alors que fut fondée l'Association générale de charité du diocèse de Paris. Le prélat avait entrevu la seule vraie solution de la question sociale qui est surtout la question du paupérisme. « Le nombre des pauvres formant en temps ordinaire, écrivait-il, le dixième de la population, si dix familles se chargeaient d'une famille, le problème de la misère serait résolu, l'humanité serait consolée, la religion fortifiée, la société sauvée. »

En 1849, lorsque le choléra reparut avec ses terreurs, Mgr Sibour fut présent chaque jour dans les hôpitaux où le fléau causait le plus de ravages. « Mon Dieu, frappez le pasteur, s'écriait-il, mais épargnez le troupeau ! »

Afin d'implorer la clémence divine, il annonça une neuvaine en l'honneur de sainte Geneviève, et partit à pied, suivi de son Chapitre, pour l'ouvrir à l'église de Saint-Etienne-du-Mont sur le

(1) M. Poujoulat.

tombeau de la patronne de Paris. La foule se mit à sa suite ; accourant à sa rencontre, les dames de la Halle lui demandèrent de bénir le marché et lui firent un chemin de fleurs. Partout son trajet fut une ovation. Au sortir de la cérémonie, comme le prélat montait en voiture pour se rendre à l'Archevêché, le peuple voulut encore l'accompagner. Il tombait une pluie torrentielle. « Le temps est mauvais, rentrez chez vous, mes bons amis, disait le pontife ; je vous en supplie, rentrez chez vous. » La foule s'obstina à suivre sa voiture. Mgr Sibour mit pied à terre et revint en pèlerin à son hôtel, entouré de son cortège triomphal.

IV

Après le vote de la Constitution républicaine de 1848, le ministre des cultes avait écrit à l'Archevêque que la capitale serait heureuse de voir le vénéré prélat qu'elle venait de recevoir avec tant d'empressement et d'espérance donner une consécration religieuse aux institutions nouvelles. La cérémonie solennelle de la promulgation de la Constitution eut lieu le 12 novembre. L'archevêque de Paris s'était rendu processionnellement sur la place de la Concorde. Au nom de la patrie en prière avec lui, il célébra la sainte messe sur un autel dressé au milieu de la place, appelant les bénédictions divines sur Paris et sur la France.

Les législateurs de 1848, « majorité d'honnêtes gens », n'avaient point cru bâtir un monument d'airain, mais faire un essai, construire une tente. Deux faits consolants se rattacheront éternellement à leur œuvre : la loi sur la liberté d'enseignement, le rétablissement du Saint-Père dans ses Etats.

Dès le 26 novembre 1848, Mgr Sibour avait demandé des prières pour le Souverain-Pontife qui *commençait sa passion*. Le 15 décembre, il écrivit de nouveau : « Pie IX a dû secouer la poussière de ses pieds, et, nouveau pèlerin apostolique, il est allé demander à un pays voisin l'indépendance dont les nations catholiques ne souffriront jamais que le père commun des fidèles soit privé... Si Rome est la tête du catholicisme, la France en est le cœur et le bras. »

En même temps l'Archevêque prenait l'initiative de l'institution du Denier de Saint-Pierre, ordonnant pour l'auguste exilé de Gaëte une collecte dans toutes les églises.

Un grand projet le préoccupait : faire profiter l'Eglise de France du droit de réunion dont le gouvernement de 1848 était issu et qui dès lors semblait consacré pour tous. De nombreux prélats se trouvant à Paris à l'occasion du sacre de Mgr Cœur, nommé évêque de Troyes, l'Archevêque en profita pour traiter l'importante question de l'orportunité d'un concile national. Tous furent d'avis d'en écrire à Pie IX. Par un bref du 17 mai 1849 le Saint-Père donna pleine louange

à la vigilante sollicitude des évêques français, sans croire opportune cependant le tenue actuelle d'un concile national. En l'attente de temps propices, ce qu'il souhaitait très vivement, c'était que chaque archevêque de France convoquât un concile provincial.

Mgr Sibour s'entendit immédiatement avec ses suffragants; le concile de la province de Paris fut fixé au 17 septembre suivant.

La veille de l'ouverture, les évêques délibéraient en séance préparatoire, lorsqu'on vint annoncer à l'Archevêque le ministre des cultes. Tout en protestant des sentiments bienveillants du pouvoir envers les évêques et pour la tenue du concile, M. Lanjuinais voyait avec inquiétude violer les articles organiques. Tout serait concilié, disait-il, si l'Archevêque sollicitait une autorisation qui serait accordée avec tant d'empressement. Mgr Sibour s'étonna d'entendre le ministre se préoccuper des articles organiques, loi radicalement nulle. Une demande d'autorisation en aurait été la reconnaissance, et le prélat estimait la démarche contraire à sa conscience.

En présence de cette fermeté, le gouvernement imagina un stratagème : un arrêté, inséré au *Moniteur* le lendemain, déclara les conciles provinciaux autorisés en France durant l'année 1849.

Les Pères du concile de Paris se réunirent au séminaire de Saint-Sulpice, « lieu saint, plein de silence, de paix, de doctrine et de piété. » L'as-

semblée dura onze jours, compta vingt et une congrégations particulières des évêques, sept congrégations générales, trois sessions publiques où furent promulgués les décrets. La hiérarchie et les personnes ecclésiastiques, les erreurs à combattre, les points de discipline à raffermir, les moyens de faire fleurir la science sacrée furent les principales questions étudiées dans le nouveau cénacle. La séance de clôture eut un éclat particulièrement imposant : le nonce apostolique et dix évêques s'étaient réunis à ceux de la province de Paris, et Mgr Sibour, dans un dernier discours, fit battre tous les cœurs ; un souffle des premiers siècles semblait faire tressaillir l'Eglise de France.

« La Providence vous a destiné à de grandes choses, écrivait, le 7 novembre suivant, à l'archevêque de Paris le vénérable évêque de Châlons, Mgr de Prilly, et vous répondez à ses desseins d'une manière digne d'elle. C'est vous qui avez eu l'honneur de faire le premier pas dans la carrière des Conciles, c'est à votre suite que nous marchons ; quelle gloire en revient à Dieu et que de motifs pour nous de le bénir pour un si grand bien ! »

Six semaines après sa prise de possession, Mgr Sibour avait établi à Paris le tribunal protecteur de l'officialité ; le chapitre de Notre-Dame à ses côtés faisait revivre le *Presbytère* antique, le *Sénat* dont parlent saint Basile et saint Jérôme. Après le concile et conformément à ses statuts,

il renouvela la prescription de l'examen annuel pour les jeunes prêtres, l'obligation d'assister aux conférences ecclésiastiques, et institua les *Conférences du Cas moral.* Quatre fois par an tous les prêtres du diocèse devaient se réunir dans une église de la capitale. Un ecclésiastique désigné d'avance traiterait à fond un cas de conscience sur un point important de la morale, puis le débat public s'ouvrirait. La seconde partie de la conférence serait consacrée à un entretien spirituel sur une des vertus ecclésiastiques. L'institution nouvelle alluma un brillant foyer de lumière en même temps qu'une haute école de vertu sacerdotale.

L'école supérieure des Carmes, fondée par Mgr Affre, reçut de Mgr Sibour un développement nouveau : en 1857 elle comptait quarante ecclésiastiques et cent laïques.

Après la réouverture autorisée de l'église Sainte-Geneviève, il fut décidé que les places de chapelains seraient données au concours. Un sermon écrit, un sermon improvisé, la soutenance d'une thèse théologique en étaient les conditions. Le jury présidé par un vicaire général transmettait à l'Archevêque les titres des candidats.

La chaire de Notre-Dame redoublait d'éclat; de ce Sinaï la parole divine descendait puissante comme le tonnerre, brillante comme l'éclair; mais elle ne s'adressait qu'aux intelligences d'élite. Songeant qu'il était le débiteur de tous,

comme saint Paul, l'Archevêque établit des conférences populaires pour la ville et les faubourgs; un cours de religion sur le plan du catéchisme du concile de Trente fut prescrit dans chaque paroisse. Les sourds-muets eux-mêmes ne furent point délaissés. Dans l'église Saint-Roch, où se vénère la tombe de l'abbé de l'Epée, des conférences données par l'aumônier des sourds-muets eurent un touchant succès. Mgr Sibour mit aussi à profit la loi sur la liberté d'enseignement, en fondant l'Œuvre des écoles chrétiennes libres. En dix-huit mois, seize écoles furent établies, d'autres agrandies. « Les bonnes œuvres, disait le prélat, sont la couronne de notre Eglise. »

Pasteur de la grande ville qui tient le sceptre de l'intelligence humaine, Mgr Sibour voulut instituer une fête solennelle pour célébrer l'accord de la foi et de la science. Il statua qu'elle aurait lieu chaque année dans l'église Sainte-Geneviève sous le patronage d'un grand homme inscrit au nombre des saints et qu'on y inviterait toutes les notabilités des lettres, des sciences, des arts, de l'enseignement public et privé, etc. Après la célébration de la messe, on entendrait le panégyrique d'un saint de génie. Un prix de mille francs était fondé pour le meilleur travail sur l'union de la foi et de la science. La fête fut célébrée pour la première fois le 27 novembre 1853 sous le nom de *Fête des Ecoles*. Devant un auditoire qui ressemblait à une immense académie

dans une église, l'Archevêque parut en chaire et prononça lui-même le panégyrique annoncé. Le thème fut : Saint Augustin. Dans un style large, puissant, de haute et forte inspiration, le prélat montra dans le génie et le cœur du grand docteur d'Hippone le chef-d'œuvre de l'accord de la foi et de la science. L'inauguration de la fête des Ecoles a laissé le souvenir d'une haute et glorieuse manifestation religieuse.

V

L'année suivante, Mgr Sibour assista à Rome aux fêtes de la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception.

Une escorte d'honneur envoyée par le Vatican vint l'attendre à Civita-Vecchia ; Pie IX voulut l'avoir pour hôte et le combla de marques de sa haute considération. L'archevêque de Paris avait été un des rares prélats (quatre seulement dans l'univers catholique) qui n'avaient pas jugé la définition du dogme opportune ; cependant, dès 1842, il avait donné des preuves de sa foi absolue à l'Immaculée Conception en demandant au Saint-Siège, pour le diocèse de Digne, l'autorisation d'invoquer Marie comme *conçue sans péché.* Après la proclamation, Mgr Sibour publia un mandement que Pie IX appela *un modèle.* « En vous apportant le décret dogmatique, nous répétons la voix des temps anciens : *Rome a parlé,*

la cause est finie..... Il s'opère pour certaines vérités un développement dans le cours des âges, qui ajoute à leur clarté et à leur évidence et fait que leur objet, d'abord confus, mêlé à d'autres vérités, devient plus distinct et plus éclatant. La science découvre quelquefois dans le ciel des étoiles nouvelles qui semblent naître dans les profondeurs de l'espace, qui scintillent ensuite plus vivement au regard attentif, et qui finissent par devenir des astres de plus en plus resplendissants. Ces astres ne sont pas créés, ils sont aperçus. »

A Rome, Mgr Sibour avait obtenu de Pie IX, comme évêque auxiliaire, un de ses cousins et amis, alors curé de Saint-Thomas-d'Aquin à Paris, l'abbé Léon Sibour. « Nous arrivons au milieu de vous, écrivait-il à ses diocésains, tenant par la main un Timothée, *Timotheus adjutor noster*, un évêque que la grâce du Saint-Siège a bien voulu nous donner pour auxiliaire et pour appui.... Le nouvel évêque de Tripoli a eu la consolation de recevoir à Rome, à la source même de l'esprit apostolique, la consécration épiscopale, et il arrive au milieu de vous tout armé pour le travail et le combat. »

Le vœu du rétablissement de la liturgie romaine dans le diocèse de Paris avait été exprimé à Mgr Sibour avec instances par le Souverain-Pontife. L'Archevêque y vit un ordre et consulta aussitôt le Chapitre métropolitain sur l'adoption d'une mesure qui unirait Paris par un

lien de plus à la Mère et Maîtresse de toutes les Eglises. Le Chapitre ayant déclaré s'en rapporter d'une manière absolue à la sagesse et à la prudence du prélat, celui-ci nomma immédiatement une commission.

« Nous allons où le souffle de Dieu nous pousse, disait le pontife : il y a une loi divine des choses qui les mène à l'unité. Nous obéissons au principe toujours actif de notre foi. L'Eglise vit d'unité et d'ordre. L'ordre et l'unité reposent sur les saintes règles de la hiérarchie. C'est par là que l'Eglise est cette lyre harmonieuse, selon la parole de saint Ignace, dont les accords sont parfaits... Dans le monde des âmes, c'est l'amour qui est le levier principal. L'amour obéit plus volontiers à des désirs qu'à des commandements. »

La veille de son immolation, — 2 janvier 1857, — Mgr Sibour avait convoqué pour le 9 la commission liturgique dont il voulait hâter les travaux.

L'obéissance au vœu du Saint-Siège était pour lui un acte de piété, et la piété était le fond même de son âme. Vaquer à la méditation, se tenir en la présence de Dieu, réciter le saint office, c'était dans chacune de ses journées l'œuvre de consolation et de joie. De son hôtel, il voulait qu'on pût redire la parole évangélique : « Ma maison est une maison de prière. » Sa dévotion envers la Vierge était filiale. Pas un jour où il ne lui offrît le tribut de louanges du chapelet. Au retour de la grande solennité de la promulgation

du dogme de l'Immaculée Conception : « N'oubliez pas, dit-il à son serviteur, que je désire, après ma mort, porter la mitre que j'avais au jour du triomphe de Marie. »

A l'autel, il semblait un ange. Il y avait sur le front de l'Archevêque, dans ses traits, quand il revenait de sa chapelle, a écrit un ecclésiastique témoin assidu de dix-sept ans de sa vie, une paix, une sérénité qui semblaient un reflet du ciel.

« J'ai connu, j'ai vénéré, j'ai admiré, témoigne Mgr Dupanloup, les immortels prédécesseurs de Mgr Sibour ; mais je dois le dire, nul n'a été plus pasteur que lui. Nul n'a plus fait pour le salut des âmes, pour le développement de toutes les œuvres de la charité et de la piété chrétiennes ; nul n'a travaillé avec plus de persévérance et d'énergie à ce qui fut la grande œuvre de son zèle, à la fondation de ces nouvelles paroisses de Paris, sans lesquelles les deux tiers de l'immense population de cette cité sont condamnés à vivre et à mourir sans temple et sans autel, sans Christ et sans Dieu. Et ce qu'il faut ajouter, parce que ce fut le partage de Mgr Sibour, et la sanctification de sa vie et de son apostolat, comme ce fut la gloire de saint Charles et de saint François de Sales, les amertumes, les injustices, les outrages même ne lui ont pas manqué. »

Et cependant « quelle âme plus indulgente ? a écrit un de ses coopérateurs, vicaire général de Paris ; quel cœur plus enclin à la mansuétude ? quel caractère plus ami de la paix et de la civili-

sation ? Comme il était affable et bon pour tous ! En qui vit-on jamais une vertu plus douce, une telle surabondance de charité ? »

Mgr Sibour avait dû avoir un jour un entretien pénible avec un prêtre de son intimité ; il craignait de l'avoir affligé, mais il lui fallut partir au même moment pour une confirmation. A peine arrivé dans la paroisse où se préparait la cérémonie, il demande de l'encre et du papier, écrit au prêtre qu'il *maudit sa vivacité* et le prie de l'attendre le soir à son retour, parce qu'il veut le lui dire et l'embrasser. Ce prêtre, ému de tant de vertu et de bonté, courut à la paroisse et rencontra le prélat sur le marchepied de sa voiture où il remontait pour une autre confirmation. — « Monseigneur, il m'a semblé trop long de vous attendre et je viens au-devant de vous. » Un épanouissement de bonheur rayonna sur le visage de l'Archevêque ; ouvrant ses deux bras, il pressa sur son cœur avec une vive effusion de tendresse celui dont l'élan avait répondu au sien.

Sénateur de l'empire, Mgr Sibour réservait sa dotation pour élever un hospice en faveur des convalescents sortant des hôpitaux. La fondation de plusieurs œuvres charitables était mûre dans son esprit, il allait en aborder la réalisation lorsqu'un horrible attentat fut consommé.



VI

Dans sa première conférence à Notre-Dame devant Mgr Sibour, le P. Lacordaire l'avait salué en ces termes : « Vous êtes le troisième arche-
« vêque devant qui j'annonce la parole de Dieu
« du haut de cette chaire. Vos deux derniers pré-
« décesseurs ont été tous deux frappés de la fou-
« dre ; ils ont tous deux porté à Dieu prématu-
« rément le compte rempli et pourtant inachevé
« de leur épiscopat. L'un avait vu son palais ren-
« versé de fond en comble par les mains de la
« multitude, et après avoir répondu à cet acte de
« fureur par dix années de bienfaits, il est mort
« sans avoir obtenu de la justice des hommes la
« réparation qui était due à sa piété, à son cou-
« rage et à sa bonté. L'autre s'est offert lui-même
« en holocauste ; il est tombé en désarmant la
« guerre civile, et le peuple, ému de cette victime
« devenue son pacificateur, l'a ramené dans ce
« temple où il lui a fait un sépulcre plus grand
« que n'était son trône, et une résurrection aussi
« glorieuse que l'avait été sa mort. Dieu vous a
« choisi, Monseigneur, pour succéder à ces deux
« hommes et pour continuer l'histoire du siège
« de saint Denis : il vous a jugé digne de tenir
« une place où ne pouvaient plus s'asseoir que la
« charité, qui fait le martyr, et que la grandeur
« d'âme qui fait le citoyen. Je vous souhaite des

« jours plus heureux que n'ont été les leurs, une « gloire moins agitée, une fin moins précoce. « Non pas que je doutasse de votre cœur, si Dieu « vous appelait à les égaler dans le péril et « l'honneur des tribulations, mais parce qu'il « n'appartient qu'à Dieu de souhaiter aux hom- « mes et de leur envoyer des malheurs aussi « grands que leurs vertus. »

Ces accents étaient prophétiques : la grande âme de Mgr Sibour avait été élue de Dieu pour un suprême holocauste.

Le 3 janvier 1857, l'ouverture de la Neuvaine de Sainte-Geneviève ayant lieu à Saint-Etienne-du-Mont, l'Archevêque vint présider la cérémonie, le soir, vers quatre heures et demie. Lorsque les vêpres et le sermon prêché par Mgr Lacarrière furent terminés, la procession se déploya dans l'église, défilant par le bas-côté droit pour rentrer dans la nef. Mgr Sibour, revêtu de ses ornements pontificaux, la couronne pontificale au front, le bâton pastoral d'une main, de l'autre bénissant les fidèles prosternés, s'avançait lentement. A l'entrée de la nef, le passage encombré par la foule se trouva si étroit que l'abbé Surat, vicaire général, et l'abbé de Cuttoli qui tenait les pans de la chape de l'Archevêque, durent rester un peu en arrière. A ce moment, un homme agenouillé tout près se lève, saisit violemment la main du prélat bénissant un enfant dans les bras de sa mère et le bénissant lui-même, brandit un poignard et le plonge dans le cœur du pontife en

s'écriant : « PAS DE DÉESSE ! » Mgr Sibour, sous le coup, avait reculé, sa crosse s'était échappée de ses mains. *Le malheureux !* avait-il dit en s'affaissant et en rendant le dernier soupir. Cependant le drame n'avait eu que la durée de l'éclair. Pensant que l'assassin avait seulement donné un coup de poing violent au prélat, M. Surat poussa vivement le meurtrier. Mais, se relevant, cet homme fit de nouveau étinceler son arme sous les cierges : aussitôt il fut arrêté. Quant au prélat on crut à un évanouissement. Il fut transporté au presbytère, étendu sur un lit, et alors seulement on reconnut qu'un meurtre abominable avait été consommé.

Or celui qui, le blasphème contre la Vierge immaculée à la bouche, à la face des saints autels, au milieu des saints cantiques, avait assassiné l'archevêque de Paris occupé à bénir, c'était un prêtre !!

« Ce qu'on appelle en France un bon prêtre, a écrit Prévost-Paradol, peut défier la comparaison avec ce qu'il y a de meilleur ici-bas. » Mais c'est une loi qu'une chute est d'autant plus terrible qu'elle a lieu de plus haut. Ame basse, froide, dissimulée, l'assassin de Mgr Sibour, après être entré sans vocation dans le sanctuaire, comme Satan tombant du ciel, avait roulé dans tous les abîmes. Interdit à la suite de ses fautes et pourtant fou d'orgueil, le poids de son obscurité l'écrasait. Cherchant un moyen de faire parler de lui, la pensée lui vint de tuer le Pape ou

l'archevêque de Paris. Or, pour aller à Rome, l'argent lui manquait; il se décida donc à assassiner l'Archevêque dont la main charitable l'avait maintes fois secouru. Le 2 janvier, le fatal poignard est acheté, et le lendemain la bête fauve guette sa victime à Saint-Etienne-du-Mont; là, froidement, à genoux, elle attend l'instant propice, prend toutes ses mesures et réussit dans son entreprise abominable. Ce monstre se nommait Vergé.

La nouvelle de l'affreux événement se répandit comme un coup de foudre dans la cité, jetant partout la stupeur et l'épouvante.

« Paris! Paris! s'écria Mgr Dupanloup, faut-il dans cette longue et interminable suite de nos calamités que l'antique siège de tes pontifes ne cesse point d'être inondé, non pas seulement de leurs sueurs, mais de leurs larmes et de leur sang répandu? O Dieu! quel est ici votre secret? Est-ce la gloire des confesseurs et des martyrs que vous voulez de nouveau faire resplendir dans votre Eglise? Ou bien sont-ils les élus de votre justice irritée et tombent-ils sous nos yeux, premières et innocentes victimes de nos iniquités?... Hélas! il ne devait pas suffire ce sang si généreux et si pur (le sang de Mgr Affre)! Le sang vient de couler encore. *Sanguis sanguinem tetigit,* comme dit le Prophète. Après l'Archevêque *martyr de la charité,* nous devions avoir dans son successeur l'Archevêque *martyr de la justice,* et c'est Mgr Sibour, ce pontife si bienveillant et si

charitable, qui meurt aujourd'hui, martyr du devoir accompli et de son zèle pour la sainte discipline ecclésiastique; et c'est dans le sanctuaire même qu'il tombe, victime de sa fermeté à en repousser les indignes. »

Le matin de son dernier jour, Mgr Sibour avait éprouvé à sa messe des sentiments de piété si vifs, une émotion si visible que son serviteur Eloi n'avait pu retenir ses larmes.

Le soir, à trois heures, avant de se rendre à Saint-Etienne-du-Mont, il avait appelé son secrétaire et, lui remettant un billet de mille francs : « Voici, dit-il, les étrennes de nos pauvres »; somme qui fut immédiatement remise à M. Tahan, pour être distribuée par la conférence de Saint-Vincent-de-Paul.

Déjà percé du fatal poignard, le dernier acte du prélat est de bénir, sa dernière parole est de plaindre celui qui le tue.

L'amour de Dieu, l'amour des pauvres, l'amour de son bourreau lui-même : tels furent donc les derniers battements du cœur de Mgr Sibour. Il méritait sa devise : « *Major horum caritas,* LA CHARITÉ AU-DESSUS DE TOUT. »

T. GUILLERMIN.

VILLEMAIN

(1790-1870)



Une histoire de la littérature française ne serait pas complète, si l'on n'y signalait les développements de plus en plus marqués de la Critique littéraire.

Au grand siècle elle se montre, érudite et pédantesque avec Saumaise et Casaubon, étincelante et judicieuse avec Boileau, fine et pénétrante dans le chapitre de l'*Esprit*, de La Bruyère. La *lettre à l'Académie*, par Fénelon, discrète et courtoise, allait, au début de l'âge suivant, paraître peu après ce fameux dictionnaire de Bayle, où le pyrrhonisme le plus contradictoire affecte les allures d'une discussion impartiale. Bientôt, armé de sa science superficielle et de ses inavouables rancunes, Voltaire se préparait à déverser les flots de ses sarcasmes et de ses calomnies sur l'Ancien Testament et sur le moyen âge ; mais sa critique étriquée et ses

innombrables erreurs seront cruellement raillées par les Guénée et les Bergier. Le nom et les traités de Marmontel et de La Harpe sont trop connus pour qu'on insiste sur le rôle joué, aux jours de l'Encyclopédie, par les auteurs des *Eléments* et du *Lycée*.

Dans cette voie, où se donnent si facilement carrière les qualités comme les défauts de l'esprit national, notre siècle devait s'élancer avec une ardeur toute rajeunie par le conflit des passions politiques et religieuses et l'antagonisme des écoles classique et romantique. Que de noms célèbres, depuis Marie-Joseph Chénier, l'auteur du *Rapport* présenté au nom de l'Institut pour le prix de dix mille francs, jusqu'à l'ingénieux causeur des *Samedis*, M. de Pontmartin !

Parmi tous ces noms, à côté de celui de Sainte-Beuve, au-dessus de celui des Saint-Marc-Girardin et des Nisard, brille le nom de Villemain.

I

Abel Villemain naquit en 1790, à Paris.

Les rhéteurs et les biographes ont souligné, dans l'un des plus parfaits écrivains de Rome, des traces de patavinité (1). La diction de Tite-

(1) *Patavinité*, c'est-à-dire : Latinité incorrecte sous quelques rapports, qui était propre aux habitants de Padoue. Quintilien rapporte que Pollion trouvait dans l'histoire de Tite-Live une certaine patavinité.

Live, quelles qu'en soient la correction et l'harmonie, décèle çà et là l'origine provinciale de l'écrivain. L'immortel orateur lui-même, l'impeccable ciseleur de la période latine, Cicéron, n'a pas trouvé grâce devant leur scrupuleuse délicatesse. N'était-il pas né dans le bourg d'Arpinum? Suivant la remarque de Voltaire, il y a toujours, au point de vue du tour naturel et de je ne sais quelle distinction instinctive, une différence considérable entre deux écrivains dont l'un sera né dans un hameau perdu de l'Auvergne, et l'autre aux environs de ce Quai au Foin, où, suivant Malherbe, il fallait aller chercher les plus purs éléments de notre langue nationale. On sait enfin l'anecdote de ce Théophraste, à qui plus de quarante ans de séjour dans Athènes, la capitale des beaux-arts et le centre du goût, n'avaient pu enlever cet accent exotique, cette contrainte et cette lourdeur que l'on contracte en province.

Si Villemain est resté pour les délicats le type de l'exquise élégance, ne le doit-il pas en partie à ses origines mêmes ?

Dès son entrée au lycée Louis-le-Grand, Villemain, qui, comme la plupart des hommes remarquables, avait reçu ses premières leçons de sa mère, femme éminente par l'esprit et le cœur, se distingua, en peu de temps, au milieu de ses condisciples, par une extraordinaire précocité de conception, et par une mémoire si facile, qu'elle est citée aujourd'hui comme une des plus merveilleuses dont il soit fait mention dans l'histoire. A

ces heureuses dispositions, le jeune lycéen joignait l'inappréciable avantage de rencontrer des maîtres dignes d'un tel élève : c'étaient Luce de Lancival, trop oublié depuis, auteur alors célèbre d'une épopée qui n'est ni pire ni meilleure que le *Philippe-Auguste* de Parceval ou le *Charlemagne* de Millevoye, mais dont la versification manque presque toujours de naturel ; l'abbé Castel, à qui l'on doit un poème didactique sur les *Plantes*, où l'on retrouve, à certains passages, comme un lointain souvenir des Géorgiques ; enfin son maître de pension, en même temps son professeur de grec, l'érudit helléniste J. Planche, que les biographes de notre critique commettent le tort de confondre avec le légendaire porte-férule de la *Revue des Deux-Mondes*, Gustave Planche.

A douze ans, Villemain savait par cœur maint poète grec, et remplissait consciencieusement son rôle dans une représentation du *Philoctète,* où il paraissait sous les traits du principal personnage.

Ses succès en littérature française ne furent pas moindres, car à peine avait-il atteint sa vingtième année, que le grand-maître de l'Université, élégant écrivain lui-même, Fontanes, lui offrait la chaire de rhétorique au lycée Charlemagne.

Dans ses *Souvenirs d'histoire et de littérature*, il a raconté les incidents pleins d'intérêt d'une visite que le héros d'Austerlitz et d'Essling, accompagné du vicomte de Narbonne, fit un jour aux élèves de l'Ecole Normale. Villemain, chargé du cours, expliquait à un auditoire attentif et

passionné, une page fameuse de Montesquieu, *le Dialogue de Sylla et d'Eucrate.* On juge de l'étonnement du tout-puissant César, et de son froncement de sourcil ! Avec sa brusquerie hautaine, il jeta coup sur coup, au milieu des développements donnés par le jeune maître, des aperçus incisifs et subtils, de ces traits qui frappent et brillent comme le tranchant du glaive, des considérations hardies et paradoxales, présentées sous la forme dogmatique et autoritaire qu'il ne cessa d'affecter dans ses allures et dans son style. Quel dommage, à jamais irréparable, que nous ne possédions pas les commentaires que dut inspirer à cet étrange et dangereux critique improvisé la lecture de passages comme celui-ci : « Seigneur, lui dis-je, il est heureux que le ciel ait épargné au genre humain le nombre des hommes tels que vous... » ; et cet autre, au lendemain de la presque triomphante échauffourée du général Malet : « Le peuple romain, dites-vous, n'a point attenté sur votre vie ; c'est un danger auquel vous avez échappé ; un plus grand danger peut vous attendre. » Mais Napoléon fut bien vite rappelé à des préoccupations plus pressantes : l'Allemagne s'armait, les affiliés du Tugenbund se comptaient et serraient leurs rangs, une universelle coalition se formait contre la France, et bientôt les sombres journées de Leipzig inauguraient la triste phase de nos défaites.

C'est au bruit des armes dont retentissait l'Europe, au sourd grondement des canons, qui, de

toutes parts, ébranlaient le monde, que, dans les loisirs de ses fonctions universitaires, Villemain rencontra peut-être, avec l'ouvrage qui fut son coup d'essai, et ses plus fraîches inspirations et ses plus merveilleuses combinaisons de couleurs et d'images. Cette date funèbre de 1812 rappelle surtout aux lettrés *l'Essai de Montaigne*, où se révélait un critique de la plus rare perspicacité, en même temps qu'un écrivain presque sans défaut.

Ce fut, toute proportion gardée, son discours à l'Académie de Dijon! Comme Jean-Jacques Rousseau, obscur, ou peu s'en faut, la veille, sa renommée parvenait à s'imposer à des esprits accablés pourtant par les multiples présages d'une imminente décomposition générale. Le succès ne fut point contesté, les applaudissements éclatèrent unanimes. Le correct, le pur, l'harmonieux et docte Fontanes pouvait mourir en paix : le sceptre du beau langage allait passer en de dignes mains, et la noble tradition académique, après Patru, d'Ollivet, Fontenelle, Thomas et Suard, se continuait avec un surcroît de distinction, de pittoresque et de flexibilité.

Quand l'Empire croula, le moins surpris fut Villemain. Depuis longtemps ses secrètes sympathies le ralliaient à la famille des Bourbons, dont le chef, Louis XVIII, était si capable, par son goût raffiné, par sa profonde connaissance des littératures antiques, d'apprécier l'esprit naturel et l'éloquence de bon aloi du jeune littérateur.

En 1814, celui-ci obtenait de nouveau les pré-

cieux suffrages de l'Académie française, qui accordait, une fois encore, le prix à l'œuvre qu'il avait présentée : *Discours sur les avantages et les inconvénients de la critique.* Villemain en donna lecture dans une séance solennelle, à laquelle assistaient l'empereur Alexandre et le roi de Prusse. La satire lui reprocha sévèrement ce jour

... qu'à l'Institut, lauréat néophyte,
Il brossa de baisers la botte moscovite.

Barthélemy et Méry étaient dans leur tort. L'enthousiasme de l'orateur pour le confident de Mme de Krudener n'était que de la reconnaissance, et ce sentiment était alors partagé par la grande majorité des Français.

En 1816, nouveau triomphe avec l'*Eloge de Montesquieu.*

Jusqu'à ce moment, Villemain n'était point sorti des fadeurs officielles du genre académique.

Avec l'*Histoire de Cromwell,* il allait aborder un terrain plus périlleux, où, du reste, il ne devait recueillir qu'un modeste succès d'estime.

On s'expliquera malaisément qu'un humaniste de cette valeur, à qui la *Guerre du Péloponnèse,* les *Décades,* les *Annales,* les savantes dissertations de Polybe étaient si familières, ait, de gaîté de cœur, renoncé à l'avantage qu'il pouvait retirer d'une imitation à la fois savante et discrète de ces immortels chefs-d'œuvre. La dictature du

fameux colonel des Côtes-de-Fer ne prêtait, en aucune façon, aux développements un peu terre-à-terre de l'école descriptive : entre ces cinq années de diplomatie matoise et de puritaine hypocrisie, qui ont rangé Cromwell parmi les plus habiles disciples de Machiavel, et la chronique toute scintillante et toute chevaleresque des deux maisons de Bourgogne, il y avait un abîme. Villemain eut certes une singulière idée, lorsque, au lieu de prendre un Salluste pour modèle, il alla se mettre, avec une incompréhensible humilité, à la suite de M. de Barante. La biographie du sombre sectaire est bien faite : elle n'est d'aucune utilité pour l'apprenti homme d'Etat, qui n'y trouvera ni maxime politique, ni considération générale, ni vue supérieure.

Pendant quelques années, Villemain fut infidèle aux belles-lettres pures, et réussit assez rapidement dans la carrière de l'administration ; on le vit successivement *Chef de la Direction de l'Imprimerie et de la Librairie*, et maître des requêtes.

En 1820, il reçut la croix de la Légion d'honneur et, en 1821, à l'âge de trente ans, il succédait à Fontanes.

Sa gratitude pour cet ancien président du Corps législatif impérial, dont la protection lui avait ouvert les salons les plus élégants et les plus aristocratiques de Paris, se manifesta par un langage vibrant d'émotion, et parfois même d'une communicative éloquence :

« Puissent, disait-il, puissent les regrets du public s'attacher longtemps à une si honorable mémoire, et récompenser ainsi ce beau caractère, dont toutes les vertus étaient des mouvements de cœur, et ce beau talent que l'on doit admirer comme un modèle de goût et d'élévation, ou plutôt qu'il faut pleurer maintenant, puisqu'il était l'expression et la vive image de celui que nous avons perdu, de cette âme si bienveillante, si généreuse, si supérieure à l'envie, et si naturellement passionnée pour tout ce qu'il y a de grand et de bon sur la terre (1) ! »

C'est à la même époque que son admiration pour l'héroïque soulèvement des Hétéries (2) lui inspira son *Lascaris*, seul ouvrage fastidieux sorti de la plume du brillant écrivain.

Hâtons-nous de mentionner son entrée dans l'opposition vers 1826, et la disgrâce qu'il subit à la suite de ses réclamations contre le rétablissement de la Censure.

Avec le ministère (1828-1829) de Martignac, nous le voyons reparaître à la Sorbonne dans la chaire de littérature française, en même temps

(1) Eloge de Fontanes (1757-1821).

(2) *Hétérie*, du grec *hetœria*, association, fraternité. — On a donné ce nom à deux sociétés fondées au début de ce siècle dans l'intérêt des Grecs. La première, toute philanthropique, se proposait de répandre les lumières en Grèce en y créant des écoles, en y relevant la religion, et devait en même temps s'occuper de la recherche et de la conservation des monuments de l'antiquité. La seconde, toute politique, se proposa l'affranchissement de la Grèce.

que Cousin et Guizot professaient à ses côtés la philosophie et l'histoire.

Les trois années qui suivent représentent le point culminant de la renommée, l'apogée des succès de Villemain. Les leçons qu'il consacra à la critique du siècle de Voltaire et de Rousseau furent, au début, considérées comme des modèles du genre, et à l'époque où les principaux organes de la presse les reproduisirent, elles obtinrent une vogue si prodigieuse, qu'il faudrait, pour en retrouver un autre exemple, remonterjusqu'aux *Adages* d'Erasme.

On a loué mille fois, et avec raison, les étonnantes qualités de l'éblouissant improvisateur, qui voyait se rassembler autour de sa chaire, palpitant aux moindres inflexions de sa voix, un auditoire composé de ce que Paris renfermait de plus célèbre, de plus opulent, de plus populaire et de plus sympathique. On retrouvait, dans ce spectacle, l'application des paroles adressées par saint Basile à Libanius : « Magistrats, sénateurs, officiers de la première classe, simples artisans, personne qui ne fût jaloux de vous entendre. Les femmes elles-mêmes venaient grossir la foule. » Le témoignage des contemporains nous a suffisamment édifiés sur ces trois années incomparables, âge d'or de l'enseignement professoral, où le chef de l'école éclectique, Victor Cousin, avec son éloquence théâtrale, passait une revue féerique des systèmes et des philosophies, où le parangon du doctrinarisme, M. Guizot, dissertait

avec une froideur savamment calculée sur les phases de la civilisation en France et en Europe. Villemain, lui, n'avait ni les gestes à la Talma de Cousin, ni la raideur quelque peu glaciale de l'austère calviniste (1); ce qui lui faisait une place à part entre ses deux illustres collègues, c'était la facilité inépuisable de sa parole, l'éclat de ses images, la finesse ingénieuse de ses sous-entendus, la malice toujours courtoise de ses épigrammes, la perpétuelle propriété d'expression que ne déparait ni la pompe ni la solennité, la grâce et la saveur de ses anecdotes aussi curieuses qu'instructives, le tout relevé et supérieurement mis en scène par un timbre de voix d'une métallique sonorité, et par le jeu incessant d'une physionomie irrégulière que l'inspiration transfigurait en l'illuminant.

Le *Cours de littérature au dix-huitième siècle,* aussitôt devenu classique, méritait de rester, et son succès est loin d'être épuisé à cinquante ans de distance. Certaines leçons vivront aussi longtemps que la langue ; je n'en veux pour preuve que les admirables portraits que l'auteur a laissés du bon Rollin, de Vauvenargues, de Louis Racine. Les biographies de Bayle, de Fontenelle, de Duclos obtiendront grâce aussi de la critique la plus méticuleuse. Villemain est moins heureux, ce semble, quand il essaye d'étudier les grands écrivains, les Montesquieu, les Buffon :

(1) Guizot (1785-1875).

on peut croire, en outre, que s'il avait à parler aujourd'hui de Jean-Jacques, il se placerait à un autre point de vue, et jugerait plus sévèrement l'auteur du *Contrat social*, quand ce ne serait que par dédain et par haine de la lignée qu'il a laissée derrière lui.

Le procédé adopté par Villemain est presque exclusivement historique : en cela consiste la différence de sa critique avec celle de ses prédécesseurs Dussault et Geoffroy. Héritiers des brillants rhéteurs du XVIII[e] siècle, ceux-ci s'occupent avant tout de comparer les productions de la pensée avec les règles formulées par les Aristote, les Horace, les Quintilien, et autres arbitres du goût. Toute infraction est impitoyablement dénoncée, toute tentative d'où ces lois sont absentes, réputée crime de lèse-littérature. Au moins, avec eux, on sait à quoi s'en tenir ! Ce sont véritablement, au sens strict, des juges des choses de l'esprit. Ils louent ou blâment, déclarent sans ambages ni périphrases un poème ou un roman dignes du suffrage de la postérité, ou bons, tout au plus, à mettre avec le sonnet d'Oronte. Il y a même, le dirai-je, un peu d'outrecuidance dans leur fait. Toujours est-il que leur langage est sans réticence, qu'ils ne craignent pas de poser leurs considérants, et de conclure, quand il y a lieu, aux pénalités afflictives les plus draconiennes contre les Mévius et les Cotins de tous les temps.

Avec Villemain, on assiste à un voyage plein

de péripéties, de surprises, de rencontres heureuses ; à la suite de ce guide d'une érudition si piquante et d'une si captivante séduction, on se promène, non sans un charme infini, dans toutes les provinces de l'intelligence humaine, à travers les littératures les plus diverses d'origines et de tendances. C'est le triomphe de la littérature comparée : de la *Henriade* on passe à la *Pharsale*, de Voltaire à Lucain, de Henri IV et de Mayenne à César et à Pompée, du passage du Rubicon à ce Paris « qui vaut bien une messe. » On oublie bien un peu l'enchaînement des faits, la succession des épisodes, la structure des vers, alexandrins ou hexamètres, toutes questions qui eussent provoqué de la part d'un La Harpe, par exemple, des remarques admirables de justesse et de sagacité. Ces lacunes sont-elles suffisamment compensées par les brillantes dissertations sur la tolérance et le rationalisme, et par les articles-ministres touchant la supériorité des Etats constitutionnels sur les gouvernements absolus?

Ce ne serait encore qu'un assez mince défaut, si les quatre volumes sur le XVIIIe siècle disaient tout; mais plus d'une question est oubliée, distraitement effleurée, alors qu'elle réclamait des développements approfondis. Conçoit-on que l'auteur, parlant d'un siècle où tout s'est fait par les salons et dans les salons, n'ait pas consacré au moins une cinquantaine de pages aux bureaux d'esprit, de politique et de propagande philoso-

phique tenus par les Geoffrin, les l'Espinasse, les du Deffant? Conçoit-on aussi qu'il n'y ait que quelques mots pour les économistes Galiani et Morelly? Conçoit-on enfin que le courage et le talent de Fréron, l'adversaire de Voltaire, soient relatés avec une parcimonie dédaigneuse?

Et pourtant, en dépit de ses tendances voltairiennes, Villemain avait, au début de sa carrière de professeur, rendu au rôle civilisateur du Christianisme le plus impartial et le plus magnifique hommage. Qu'on en juge par ce court extrait:

« Le Christianisme, en élevant une tribune où les plus sublimes vérités étaient annoncées hautement pour tout le monde, où les plus pures leçons de la morale étaient rendues familières à la multitude ignorante; tribune formidable devant laquelle s'étaient humiliés les empereurs souillés du sang des peuples; tribune pacifique et tutélaire, qui plus d'une fois donna refuge à ses mortels ennemis; tribune où furent longtemps défendus des intérêts partout abandonnés, et qui seule plaidait éternellement la cause du pauvre contre le riche, du faible contre l'oppresseur, et de l'homme contre lui-même. »

Mais, la plupart du temps, l'orateur ne considère l'Evangile que comme une philosophie relativement supérieure à celles qui l'ont précédée; et demeurant, malgré tout, fidèle à son rationalisme bâtard, il refuse de reconnaître le caractère divin et la primitive révélation du Christianisme.

Là est le point faible de son œuvre, là l'explication de sa faiblesse, et la cause de l'irrémédiable infécondité de sa critique.

II

A la suite de la révolution de Juillet 1830, le sensualisme et l'incrédulité s'étant affirmés avec un redoublement de violence dans les rangs de la bourgeoisie, Villemain, éternel courtisan de la faveur populaire, fut un des membres de la nouvelle Chambre des Députés qui appuyèrent la rédaction de l'article où l'Etat se déclarait partisan d'une chimérique égalité entre les différents cultes, et par là proclamait un athéisme hypocrite et honteux.

En 1832, il fut nommé à la Chambre haute.

Le nouveau pair jugea conforme à sa ligne politique de s'élever avec la plus grande énergie contre les lois dites *de Septembre*, lois sévères et restrictives de la liberté de la presse, mais qui n'étaient que trop justifiées par le monstrueux attentat de Fieschi contre le roi Louis Philippe. Soutenir la cause de la liberté peut être le rêve d'un patriote et l'acte d'un bon citoyen, mais à cette condition toutefois qu'on sache résister aux entraînements et aux sophismes qui poussent à confondre la liberté avec la licence, et l'impartialité des lois avec les utopies démagogiques.

Le 13 mai 1839, et le 29 décembre 1840, Ville-

main se vit appelé au ministère de l'instruction publique. De même que pour l'infortuné Jouffroy, son rôle dans la politique active et ses succès à la tribune constitutionnelle furent loin de justifier les espérances de ses nombreux admirateurs.

On sait que dans les dernières années du gouvernement de Juillet, une des questions à l'ordre du jour fut celle de la liberté de l'enseignement. Chargé de la préparation d'une loi à ce sujet, Villemain accordait cette liberté aux enseignements secondaire et primaire, ne réservant les bénéfices du monopole de l'Etat qu'à l'enseignement supérieur. A un certain point de vue, et si l'on considère les dispositions de l'Université dans l'ensemble de son personnel et de sa direction, c'était là une mesure assez libérale, une de ces mesures à la Martignac, qui font songer au vers du bonhomme :

> On ne peut contenter tout le monde et son père (1).

Ce projet indisposa tous les partis : l'Eglise, qui se voyait interdire l'enseignement supérieur; les universitaires, qui reprochaient à Villemain de ne pas observer une neutralité prudente et juste ; les enfants perdus de la libre-pensée, qui voyaient partout des Jésuites.

Villemain, lui aussi, fut affecté de ce daltonisme absurde, et, au milieu des attaques qui

(1) La Fontaine.

lui venaient des points les plus opposés de la presse et du public, sa raison, qui n'était pas à la hauteur de son esprit, ne tarda pas à sombrer. Le vieux soldat de Toulouse (1) fit accorder au malheureux ministre une pension de quinze mille francs.

Grâce aux soins qui lui furent prodigués dans sa famille, Villemain ne tarda pas à retrouver l'équilibre de ses facultés intellectuelles, mais il ne devait plus jouer aucun rôle dans les affaires, ni jamais remonter dans sa chaire. Au ministère il avait été remplacé par M. de Salvandy ; à la Sorbonne, par un des coryphées des *Débats*, Saint-Marc-Girardin.

Lorsque l'Empire fut proclamé, le 2 décembre 1852, Villemain, demeuré fidèle à ses prédilections pour la famille d'Orléans, envoya sa démission définitive de professeur à la Faculté des Lettres ; il accepta d'ailleurs le titre de professeur honoraire.

A partir de cette époque, il se consacra tout entier soit à la composition d'œuvres littéraires nouvelles, soit à la révision de ses Cours publics. En 1860, il fit cependant une réapparition très remarquée dans l'arène de la politique militante, avec une brochure (*la France, l'Empire et la Papauté*) où, adorant ce qu'il avait brûlé dans l'effervescence de la jeunesse, il défendit avec une véhémence contenue, mais avec de victorieux

(1) Le maréchal Soult (1769-1851), alors son collègue de la Guerre.

arguments, la cause du pouvoir temporel menacé par la révolution internationale.

En 1856, ses *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature* avaient rappelé l'attention des esprits délicats sur une figure chevaleresque de la fin du XVIII[e] siècle et du commencement du XIX[e], M. de Narbonne, ancien ministre de Louis XVI, depuis aide de camp de Napoléon. Dans ce livre, on découvrirait plus d'un tableau attachant où l'on verrait que le peintre n'avait rien perdu de la magie des couleurs. On connaît trop le sens avisé de l'auteur pour s'attendre à trouver dans ces entretiens d'un vieillard illustre, mais qui ne joua jamais les premiers rôles, une tentative quelconque d'autobiographie. Villemain n'a eu garde de se surfaire, et c'est encore une leçon de bon goût.

Sa réputation, universellement acceptée, se maintint, non sans éclat, grâce à ses études parlementaires sur la Restauration (*la Tribune contemporaine*) et à ses belles recherches sur les différentes manifestations du génie lyrique (*Essai sur le génie de Pindare*).

Secrétaire perpétuel de l'Académie française, il lut, pendant plus de trente ans, devant un public enthousiaste, ses admirables *Rapports* sur les ouvrages présentés au concours. S'adressant à cet auditoire si habile à comprendre, à deviner les allusions, il retrouvait des succès moins bruyants, sans doute, que les ovations de la jeunesse libérale de 1828, mais plus flatteurs, peut-

être, pour son amour-propre de lettré. Il est peu de débutants, célèbres aujourd'hui, qui n'aient reçu ses encouragements, toujours sincères, et qui n'aient profité de ses conseils, souvent malicieux. Nul, mieux que lui, ne savait trouver le point faible d'une thèse littéraire, blâmer finement les exagérations de l'esprit de système, railler le pédantisme d'outre-Rhin, les néologismes et les barbarismes qui gâtent les plus remarquables pages de nos meilleurs écrivains modernes. Sa préoccupation constante a été le plus absolu respect pour la pureté de la langue. On lui reconnaît surtout l'aisance et la facilité, la correction et la plénitude, la netteté lumineuse, la noblesse sans contrainte, la richesse sans diffusion, l'élégance sans raideur; en un mot, Villemain a su reproduire, sans qu'on puisse lui reprocher aucun archaïsme, l'incomparable langue de ce siècle de Louis XIV, qu'il a si magnifiquement loué dans cette page magistrale :

« Un roi plein d'ardeur et d'espérance saisit lui-même ce sceptre qui, depuis Henri le Grand, n'avait été soutenu que par des favoris et des ministres. Son âme, que l'on croyait subjuguée par la mollesse et les plaisirs, se déploie, s'affermit et s'éclaire, à mesure qu'il a besoin de régner. Il se montre vaillant, laborieux, ami de la justice et de la gloire. Quelque chose de généreux se mêle aux calculs de la politique. Il envoie des Français défendre la chrétienté contre les Turcs, en Allemagne, et dans l'île de Crète; il est pro-

tecteur avant d'être conquérant; et lorsque l'ambition l'entraîne à la guerre, ses armes heureuses et rapides paraissent justes à la France éblouie. La pompe des fêtes se mêle aux travaux de la guerre, les jeux du Carrousel aux assauts de Valenciennes et de Lille..... Une émulation de travail, d'éclat, de grandeur, est partout répandue, un langage sublime et nouveau célèbre toutes ces merveilles et les agrandit pour l'avenir. »

Peu de temps avant nos revers de 1870, Villemain emportait avec lui, dans la tombe, le secret de ce style si éminemment classique. Avant de mourir, il avait reconnu les erreurs de sa jeunesse et de son âge mûr, et sa fin ne fut point indigne, par le repentir et l'humilité, de celle des deux grands chrétiens dont il avait été le si fidèle et si éloquent biographe, Pascal et Fénelon.

Victor JEANROY.

JOSEPH JACQUARD

(1752-1834)



I

Par une soirée d'automne de l'année 1802, trois ouvriers de Lyon buvaient dans un cabaret de la rue Mercière. A leur costume singulier, à la lenteur traînarde de leur accent, il était aisé de les reconnaître pour des tisserands en soie. En effet, leurs chapeaux à trois cornes, leurs habits de velours, leurs bas chinés, entés sur une culotte courte, eussent désigné des canuts, quand bien même les proportions rabougries de leurs membres grêles, leurs jambes arquées et toute leur chétive personne n'en eussent point déjà témoigné hautement.

Ces trois ouvriers étaient à leur troisième bouteille, et leurs têtes commençaient à s'échauffer, quand ils virent passer dans la rue un homme d'une cinquantaine d'années environ, revêtu, comme eux, du costume traditionnel des ouvriers lyonnais. Cet homme marchait la tête baissée et

paraissait absorbé par une préoccupation profonde.

— Oh ! hé ! père Joseph ! cria un des buveurs, en frappant du doigt sur une vitre, oh ! hé ! ne voulez-vous pas vous rafraîchir d'un verre ?

Joseph avait d'abord continué son chemin, sans entendre, mais à un second appel il s'arrêta, tourna la tête, aperçut les trois amis et les salua de la main.

— Merci, Messieurs, leur dit-il, je n'ai pas soif, il commence à se faire tard et ma femme m'attend.

— Ah ! bien, répéta celui qui l'avait appelé, il ne sera pas dit, compère, qu'une fois en votre vie vous n'ayez commis le crime de rentrer chez vous après sept heures du soir, et de boire un verre hors de vos repas.

Il sortit du cabaret, prit son ami par le bras et, avec une joyeuse et bienveillante violence, l'entraîna devant la table où se trouvaient déjà les deux autres canuts. Là on lui mit un verre à la main, on proposa la santé de sa femme, et il fallut bon gré mal gré qu'il répondît à cette politesse et qu'il fît raison à ses amis.

Bref, à force de ruse et d'instance et pour ainsi dire de persécution, ils parvinrent à lui faire boire trois verres coup sur coup. La tête du bonhomme s'en échauffa. Moins timide, moins circonspect, il sembla que sa langue se dénouait, et il s'associa aux rêves de fortune et de bonheur que formaient les ouvriers.

Les uns auraient voulu un métier qui travaillât tout seul, les autres convoitaient une jolie petite ferme au soleil et sur le bord de l'eau. Ceux-ci voulaient douze cents livres de rentes bien assurées. Les plus ambitieux ne se seraient contentés que d'une bonne maison, dans un quartier populeux, chèrement louée, et dont le rapport leur aurait permis de ne jamais rien faire, et de se promener du matin au soir, la canne à la main. Car telles étaient les fatigues du métier de ces pauvres tisserands en soie, qu'ils ne pouvaient imaginer de plus grand et de plus complet bonheur que de se soustraire à une pareille vie de lassitude et de torture.

— Et pour réaliser tous ces beaux châteaux en Espagne, ajouta un des causeurs, il ne faudrait pourtant que trouver le moyen de fabriquer des filets à la mécanique, partir pour l'Angleterre et recevoir les cinquante mille francs que la société de Lòndres propose à l'inventeur de ce procédé. Toi qui es mécanicien, Joseph, tu devrais bien faire cette découverte-là.

Joseph releva la tête, et attacha sur celui qui l'interpellait deux petits yeux vifs, pétillants et tout à coup éveillés comme par magie.

— De quoi s'agit-il, et que demande la société de Londres pour ses cinquante mille francs?

— Tiens, voici un journal qui reproduit la traduction du programme publié par les feuilles anglaises.

Il saisit le journal, lut attentivement le passage

qu'on lui désignait, le relut une seconde fois, prit des allumettes de bois qui se trouvaient sur la table et mit en œuvre quelques morceaux de fils ramassés à terre. Une minute après il jeta sur la table un petit filet en miniature et dit en riant:

— Vraiment, les Anglais ont bien de l'argent pour offrir une si forte somme en échange d'une pareille bagatelle! J'ai gagné leurs cinquante mille francs.

Comme la nuit était venue, que sa femme se trouvait sans doute inquiète, et que d'ailleurs il redoutait qu'on lui fît boire un quatrième verre, profitant de l'attention que ses amis prêtaient à sa petite machine, il s'esquiva furtivement et regagna son logis. Après avoir essuyé une longue remontrance sur les dangers de s'arrêter au cabaret, de rentrer si tard et de laisser refroidir le souper, le bonhomme obtint sa grâce par la promesse qu'il fit de ne plus tomber dans une pareille faute. Il se mit à table, mangea comme quatre et ne tarda point à aller se mettre au lit, où il s'endormit du sommeil le plus profond.

Huit jours s'écoulèrent au bout desquels il vit, par une belle matinée, un gendarme à cheval s'arrêter devant sa porte et mettre pied à terre. Un gendarme, surtout à cette époque de révolution, produisait toujours sur les personnes de la classe ouvrière, même les plus honnêtes, une impression sinistre. Aussi, ne fut-ce pas sans émotion que le mécanicien alla recevoir des mains du cavalier un ordre écrit de se rendre sur l'heure à la préfecture.

Par bonheur la femme de l'artisan ne se trouvait pas au logis. Joseph résolut, pour ne pas lui faire partager les inquiétudes qu'il éprouvait lui-même, de partir sans la prévenir par un billet du rendez-vous officiel que lui assignait le premier magistrat de la ville. Il se mit en chemin, non sans se demander ce que pouvait lui vouloir M. le Préfet.

Enfin il arriva, montra l'ordre qu'il avait reçu, et fut introduit dans le cabinet du fonctionnaire.

— Monsieur, lui dit celui-ci, vous avez inventé une machine pour la fabrication des filets ?

— Ma foi, Monsieur le Préfet, je ne sais pas ce que vous voulez dire.

— Ne croyez pas partir pour l'Angleterre, et aller faire profiter les étrangers d'une invention que vous devez à votre patrie, reprit sévèrement le préfet. Défense est faite dans toute la France de vous délivrer de passeport jusqu'à nouvel ordre.

— Monsieur, répliqua l'ouvrier, stupéfait de voir que le gouvernement s'occupait de lui, et donnait à toute la France des ordres qui le concernaient, lui, pauvre hère! Monsieur, je jure que je ne comprends rien à ce que vous me faites l'honneur de me dire.

— La feinte est inutile, je sais tout, vous dis-je, et pour vous exempter de me débiter plus longtemps des mensonges, tenez, regardez.

Et il posa soigneusement sur la table la petite mécanique, façonnée avec des allumettes et du

fil, que l'ouvrier avait construite au cabaret.

L'honnête Joseph resta comme anéanti de voir cette bagatelle dans les mains du préfet lyonnais, et traitée avec une pareille importance.

— Je vous assure, Monsieur, que je ne pensais plus à cela ; c'est une plaisanterie que j'ai faite le verre à la main.

— Vous êtes bien fin, Monsieur Jacquard, mais n'espérez pas cependant me tromper avec cet air de fausse bonhomie. J'ai consulté ici, et fait consulter à Paris les hommes les plus capables d'apprécier votre découverte ; ils en ont reconnu l'excellence. Vous allez partir sur l'heure avec moi, pour Paris.

— Partir pour Paris ! moi !

— A l'instant même, la chaise de poste est prête, on attelle les chevaux, venez.

— Mais, Monsieur, je ne peux pas partir ainsi, sans prévenir ma femme, sans lui dire où je vais. Elle était absente quand je suis sorti de la maison, il faut au moins que je l'embrasse, avant un si long voyage.

— Voici tout ce qu'il faut pour écrire, faites une lettre à votre femme, mais une lettre que je puisse lire au préalable, car vous avez trop de finesse pour que je vous permette de lui révéler les motifs de votre départ. Elle pourrait, prévenue à temps, hâter vos négociations avec l'étranger, et c'est là ce qu'il faut empêcher. Le premier consul veut que nous partions aujourd'hui de Lyon ; ne désobéissons pas au premier consul.

— Le premier consul ! le premier consul ! Mais, Monsieur, il ne me connaît pas, il ne peut pas me connaître. Je crois que je rêve sur ma part de paradis.

— Vous ne rêvez pas et tout ceci est bien réel, interrompit le préfet en riant ; mais, encore une fois, évitez-vous ces ruses et ce faux étonnement. Soyez sans inquiétude. Le premier consul ne sera pas moins généreux que ne l'aurait été le gouvernement anglais. Vous n'y perdrez rien, et vous conserverez à votre patrie une gloire que vous lui devez.

Là-dessus il passa son bras sous le bras du mécanicien. Tous deux montèrent dans la chaise de poste, les chevaux s'élancèrent, et trois jours après le préfet de Lyon introduisit son prisonnier dans le cabinet du ministre Carnot.

Celui-ci, mathématicien distingué, mais homme à système, à prévention et à présomption, haussa les épaules quand il vit la mine piteuse du pauvre hère, qu'on lui présentait comme ayant résolu un problème contre lequel s'était brisée toute sa science personnelle.

— Ah ! ah ! dit-il, en toisant des pieds à la tête l'ouvrier lyonnais, est-ce donc vous qui prétendez faire ce que Dieu même ne ferait pas ? former un nœud sur une corde tendue ? Vous êtes un charlatan, rien de plus. Vous mentez.

Jacquard s'était d'abord montré interdit et timide devant le haut personnage ; mais quand il entendit mettre en doute sa probité, il sentit une

généreuse rougeur lui monter au visage et releva vivement la tête.

— Monsieur, lui dit-il, ce n'était pas la peine de faire faire deux cents lieues à un honnête homme pour l'insulter gratuitement, comme vous le faites. Quand on a des cheveux blancs, on ne ment point, et je vais vous le prouver. Donnez-moi du bois, des clous, de la corde ; je ne veux qu'une scie et qu'un marteau pour vous faire reconnaître que je ne suis point un charlatan et que je n'ai jamais menti de ma vie. Et tenez, je n'ai pas même besoin de tout cela, je saurai m'en passer.

Il ôta sa veste, il brisa une table de bois blanc qui se trouvait là, puis, tirant un couteau de sa poche, il se mit à tailler, à rogner, à ajuster si bien et si vite, qu'après un quart d'heure la machine se trouvait confectionnée en petit. Alors, prenant sur le bureau du ministre une pelote de ficelle, il commença un filet, et, se tournant vers Carnot :

— Tenez, Monsieur, vous pouvez maintenant compter les mailles ; frappez du pied cette barre et vous ajouterez un rang de mailles au tissu. Eh bien ! suis-je un charlatan et un menteur ? ajouta-t-il en essuyant son front sur lequel coulait la sueur à flots.

Ce ne fut point le ministre qui essaya la machine, ce fut un homme vêtu d'une redingote bleue qui se réchauffait les pieds à la cheminée, et qui jusque-là n'avait pris aucune part à la conversation.

— Carnot, dit-il, vous voilà vaincu, et le bonhomme l'emporte sur le mathématicien... Mon ami, votre fortune est faite et je m'en charge. Pour commencer, et à dater de ce jour, vous recevrez une pension de six mille francs et vous serez logé au Conservatoire des Arts et Métiers. Comme je suis désireux de voir marcher en grand une de vos machines à filets, mettez-vous à l'œuvre dès demain.

— Monsieur, vous êtes trop poli pour que je ne cherche pas à vous être agréable. Dans trois jours la machine sera terminée.

Et il sortit avec le préfet.

— Quel est donc ce monsieur un peu maigre dont la voix est si douce et qui n'est point brutal comme le ministre ? demanda Jacquard.

— C'est Napoléon Bonaparte ; c'est le premier consul.

Jacquard regarda, bouche béante, le préfet.

— Ah ! mon Dieu ! que dira ma femme, quand elle saura que le premier consul m'a parlé, et m'a même tapé sur l'épaule ?

— Et surtout qu'il vous a donné une pension de six mille francs ?

— Tiens ! c'est vrai, je l'avais oublié.

— Monsieur Jacquard, vous êtes bien fin ! bien fin ! interrompit le préfet, qui persistait à voir de l'habileté et de la ruse sous ces dehors de bonhomie.

II

Joseph Jacquard, installé au Conservatoire des Arts et Métiers, se mit à travailler à sa machine en grand, pour la fabrication mécanique des filets. Il façonnait tout de lui-même, les ferrures, les charpentes et la menuiserie. On le voyait passer successivement de la forge à l'établi, du tour à la hache, et il maniait le marteau avec une justesse et une habileté merveilleuses. Jamais il ne prenait de mesure, son coup d'œil sûr et d'une exactitude surprenante lui suffisait. Enfin, durant la construction de son métier, il ne lui arriva pas une fois de se méprendre sur la forme ou sur la dimension d'une pièce, et il ne fallut pas recommencer ou remanier en sous-œuvre le moindre essai.

A ses heures de loisir, il parcourait les salles du Conservatoire, examinait chacune des machines qu'on y conservait ou qu'on y construisait, devinait du premier regard leur usage, et montrait une joie enfantine à les étudier et à les mettre en mouvement.

Un matin, après avoir terminé sa *mécanique*, il considérait un métier, d'une complication sans exemple, et inventé pour tisser un châle à la femme du premier consul. Le corps à demi penché, les mains appuyées sur les genoux, suivant l'attitude qui lui était habituelle, il suivait des yeux ce travail, et un sourire malin entr'ou-

vrit ses lèvres quand il demanda au directeur sous les ordres duquel manœuvraient les ouvriers :

— Cela va coûter bien cher, n'est-ce pas ?

— Vingt mille francs.

— Diable ! mais j'ai trouvé là-bas, oubliée dans un coin, une machine de Vaucanson qui, modifiée quelque peu, produirait les mêmes résultats et ne reviendrait guère à plus de cinq cents francs. On a tort de ne point prêter une attention sérieuse à cette œuvre de Vaucanson ; elle renferme le principe unique qui domine toutes les combinaisons de tissage. Il faudra que je m'en occupe.

Et le voilà qui se renferme dans l'atelier qu'on lui avait donné, qui coupe, qui taille, qui rogne. Il construit d'abord de souvenir et en petit une machine semblable à celle de Vaucanson, car, dit-il, il sera bien aise d'emporter cette curiosité à Lyon pour la montrer à sa femme.

Puis, le modèle terminé, il le modifie, il le développe, il le simplifie. Rien du reste, pendant qu'il se livre ainsi à la création de l'œuvre mécanique la plus admirable dans ses résultats, la plus sublime dans ses combinaisons, ne décèle ni la fatigue, ni la difficulté de conception. Seulement préoccupé, Jacquard passe de temps à autre sa main laborieuse sur son large front ; le travail amène sur son visage les perles brillantes de la sueur. Les bras nus, les manches retroussées jusqu'au coude, il poussait gaiement le rabot,

en chantant un air lyonnais, lorsqu'il entendit ouvrir sa porte. Il se retourna : c'était le premier consul.

— Eh bien ! mon métier à filets ?

— Premier Consul, il est terminé.

— Mais je ne reconnais point, dans ce que vous construisez, la forme de votre première machine.

— Aussi ce que je fais n'est-il pas un métier à filets, mais un métier à étoffes de soie. On pourra y tisser des châles semblables à celui que vous destinez à votre femme.

— N'aura-t-il que cette application ?

— Oh ! l'idée n'est pas tout à fait de moi. Vaucanson me l'a inspirée. Cette machine, Monsieur, ce petit jouet que voilà contient, comme je leur disais hier ici, le principe unique de toutes les combinaisons de tissage. Il simplifiera le travail des tisserands d'étoffes de luxe, et permettra aux ouvriers qui fabriquent ces étoffes d'être des hommes comme les autres, et non pas des bancroches et des bossus. Car vous ne savez pas à quelles fatigues, à quelles fatales contorsions du corps se trouvent condamnés les pauvres canuts. L'ouvrier chargé du tissage, assis sur un escabeau élevé, est forcé de lancer ses jambes à droite et à gauche pour donner aux fils de la chaîne les diverses positions qu'exigent le brochage et la façon des étoffes. Un ou plusieurs ouvriers sont en outre nécessaires pour mettre les cordes en mouvement. On emploie généralement à ce métier, qui tient de la torture, des enfants et des

jeunes filles : on appelle cela des tireuses de lacs. Les malheureuses petites créatures ne peuvent conduire les métiers qu'en gardant, pendant toute la journée, une attitude forcée qui déforme leur taille, arrête leur croissance et vicie en elles le principe de la vie. Le métier que je construis remédiera, je l'espère, si Dieu me prête assistance, à de si graves inconvénients.

Plus d'un lecteur sera étonné des détails navrants donnés par Jacquard, et pourtant rien n'est plus vrai. Laissons parler à ce sujet un témoin oculaire :

« La gêne physique et morale des ouvriers en « soie s'accroît en raison directe de la richesse « de l'étoffe. Tels de ces métiers, destinés à la « confection des tentures pour les palais ou les « grands hôtels, offrent deux rangées de poulies « et exigent le travail de plusieurs tireurs ou « tireuses de lacs. Il faut ajouter aux fatigues « qu'occasionne la manœuvre de ces équipages « celles que coûtent leur préparation, l'uniforme « âpreté du travail des tireuses, des appa- « reilleuses et des liseuses. La fabrication des « cordes fait à elle seule autant d'invalides que « la guerre, et pour comble de pitié, des invalides « adolescents. Des enfants très jeunes, placés au « rouet, constamment courbés, ne respirant qu'un « air nauséabond, contractent ces vices scrofu- « leux, qui infectent et abâtardissent les géné- « rations. Le tournoiement incessant des roues, « dans l'âge de la croissance, développe les bras

« au détriment des jambes, racornies et déformées
« par un ploiement continu. »

Après un tel tableau, ne pouvons-nous pas nous écrier : Gloire à l'homme qui a trouvé le moyen de soustraire tant d'infortunés à ces labeurs abrutissants et malsains !

Jacquard venait d'exposer au premier consul l'espoir qu'il avait de soulager ses frères tisseurs, par l'emploi de la nouvelle machine qu'il préparait. Bonaparte, ému, prend dans ses deux petites mains de femme la grosse et laborieuse main du mécanicien :

— Jacquard, lui dit-il, tu es un grand citoyen.

— Vous êtes trop bon, Monsieur, répliqua familièrement Jacquard, qui oublia un instant le haut rang du personnage devant lequel il se trouvait. Mais c'est égal, ajouta-t-il, en rendant au premier consul la poignée de mains qu'il en avait reçue, c'est égal, nous sommes faits pour nous entendre.

— Et j'espère que nous nous entendrons, répondit Bonaparte en riant. Mais comment votre habileté de mécanicien s'est-elle révélée si tard ?

— C'est que, voyez-vous, je ne sors pas d'une famille riche, et que, pour les pauvres gens, les moyens de se faire connaître ne sont pas faciles. Donc, mon père, Jean-Charles Jacquard, fils d'un tailleur de pierres de Couron et petit-fils d'un fermier, n'était qu'un ouvrier en étoffe de soie, et ma mère, Antoinette Rive, qu'une liseuse de dessins. Né en 1752, je n'avais pas encore dix

ans qu'on me mit au métier, et il me fallut tirer les lacs. Mais la faiblesse de ma santé et mon dégoût pour cette profession décidèrent mon père à me placer chez un relieur. Devenu orphelin de bonne heure, je me mariai, et quittai les fers à doreur pour diriger une petite fabrique de chapeaux. Mes affaires n'allaient pas mal et j'étais même parvenu, par mes économies, à acheter une jolie maisonnette lorsqu'arriva le siège de Lyon (par la Convention, en 1793). Ma maison fut brûlée et il me fallut fuir de la ville. Un chapelier de mes voisins, qui m'en voulait, je n'ai jamais su pourquoi, m'avait fait mettre par Couthon, son ami, sur la liste de proscription.

» Heureusement j'avais un fils, un beau et brave garçon, qui servait dans l'armée républicaine. Il me fit enrôler dans sa compagnie, me donna un fusil, et nous servîmes en bons soldats la patrie pendant six mois. Hélas ! un jour que nous chargions l'ennemi ensemble, une balle frappa mon pauvre enfant à la tête, et il tomba près de moi. Le capitaine cria : En avant ! Je voulus emporter le blessé. Seigneur, mon Dieu ! mon fils était mort...

» Depuis ce moment, vous le comprenez, le métier de soldat m'était devenu insupportable. Grâce à quelques protecteurs qui savaient combien un homme de ma nature était peu dangereux, je pus rentrer à Lyon. Ma maison se trouvait brûlée et ma fabrique de chapeaux ruinée. Je m'établis mécanicien, raccommodant le métier de

celui-ci et de celui-là, tournant des chaises, fabriquant des outils et gagnant ma vie au jour le jour. Vous savez le reste et la peur que m'a faite M. le Préfet, en m'envoyant chercher par un gendarme, et m'amenant ici de force dans sa chaise de poste. Grâce à Dieu, tout cela a bien tourné, vous m'avez fait riche comme un grand seigneur, et sans la pensée de mon pauvre fils, dont je pleurerai toujours la mort, je serais le plus heureux des hommes.

— Heureux? demanda Bonaparte d'un air de doute, heureux ? c'est-à-dire sans désirs et sans ambition?

— Que pourrais-je ambitionner? Je tiens de votre munificence six mille livres de rente. Que pourrais-je désirer? J'ai une femme qui m'aime et que j'aime.

— Et la gloire, et le besoin de la renommée ne te tourmentent point?

— Quel besoin de renommée, quelle gloire peut désirer un pauvre et obscur ouvrier comme moi?

— Je reviendrai souvent te revoir, mon brave Lyonnais, et nous causerons ensemble, dit Bonaparte en prenant congé de Jacquard.

Mais, hélas! il oublia Jacquard, ses métiers et les promesses qu'il lui avait faites. Austerlitz l'attendait, et il avait à devenir empereur.

Cependant Jacquard acheva son métier et le mit à l'exposition de l'Industrie. Le jury, connaisseur, fin et judicieux comme beaucoup de

jurys, accorda une médaille de bronze *à M. Jacquard, inventeur d'un mécanisme qui supprime quelques ouvriers, dans la fabrication des tissus brochés.* Tels sont les propres termes du Rapport.

Jacquard reçut sa médaille de bronze, et, content comme un roi, revint à Lyon, où il rapporta à sa femme le premier châle tissé avec son métier, le modèle de la machine de Vaucanson, et son brevet d'une pension de six mille francs.

L'honnête bourgeoise pensa mourir de joie de se voir si riche, embrassa son mari, et, le prenant par le menton, s'écria avec la vivacité lyonnaise :

— Voilà un homme ! un véritable homme ! seigneur Dieu !

Et elle le soigna, elle le dorlota mieux et plus que jamais, car il avait montré à ces farauds de Parisiens que les gens de Lyon n'étaient pas des manchots.

III

Avant de poursuivre la biographie de Jacquard, nous devons exposer ici quelques réflexions propres à le venger de l'injustice de certains auteurs. Plusieurs publicistes n'ont pas craint d'avancer que Jacquard n'était qu'un plagiaire de Vaucanson. C'est une erreur qui dénote l'ignorance ou la mauvaise foi.

Sans doute l'idée première vient de Vaucanson, il serait puéril de le nier. Jacquard lui-même a déclaré le premier que l'étude de l'appareil Vau-

canson fut pour lui un trait de lumière; mais le mérite le plus incontestable de priorité ne détruit pas celui de l'application et du perfectionnement. Vatt demeure grand après Papin, et Robert Estienne après Gutenberg. L'œuvre de Jacquard, évidemment inspirée de Vaucanson, nous révèle un mérite particulier d'abnégation qu'on a trop craint de faire ressortir. Quand il découvrit au Conservatoire la machine Vaucanson, Jacquard comprit tout le parti qu'on en pourrait tirer. Il se mit au travail avec une ardeur incroyable, et il passa des nuits entières à rajuster les différentes pièces de la machine. C'est qu'il ne s'agissait pas d'un plagiat, mais d'une appropriation presque aussi méritoire que l'invention même.

Il fallait ramener aux proportions pratiques l'ébauche cyclopéenne de Vaucanson.

Jacquard avait remonté et fait marcher ce métier, il en avait reconnu les qualités essentielles et les défauts. Son but était de supprimer les défauts et de retenir les qualités, avec de nouvelles améliorations de détails. Il s'agissait de construire un appareil moins coûteux, de forme plus restreinte et par conséquent plus logeable. Il lui fallut bien des méditations, bien des veilles, pour accomplir ce travail d'appropriation pratique qui est son vrai titre de gloire.

On peut comparer les appareils Jacquard et Vaucanson, qui sont placés côte à côte dans une des vitrines du Conservatoire, à Paris. L'impression est pareille à celle que produirait, à côté

d'une esquisse colossale, un tableau de chevalet terminé, qui en reproduirait, avec des additions et des améliorations notables, plusieurs des linéaments principaux.

C'est ainsi que Jacquard s'assimile Vaucanson, sous une forme plus positive et plus élégante. Avec un engin plus simple, il arrive à des résultats plus considérables et plus précis. Il a obtenu plus de sûreté dans le jeu des aiguilles, et conquis la possibilité d'exécuter des dessins plus grands et plus compliqués. Jacquard a donc dans cette œuvre un mérite réel d'invention.

Nous avons laissé Jacquard tout heureux dans sa maison, après son retour de Paris en 1803. Il faut maintenant laisser écouler bien des années et arriver à 1816.

L'Empire avait fait place à la Restauration, les troupes alliées inondaient la France, et les étrangers occupaient militairement les principales villes du royaume. Jacquard, alors âgé de soixante-quatre ans, s'était retiré dans sa petite maison d'Oullins, près de Lyon, et vivait presque oublié dans cette retraite plus que modeste. Un soir qu'il prenait le frais, assis sur le seuil de son logis, à côté de sa femme, il vit, non sans surprise, une chaise de poste s'arrêter devant sa porte. Un étranger descendit de la voiture et demanda, avec un accent britannique fortement prononcé :

— Monsieur Jacquard ?

— C'est moi, Monsieur, répondit le vieillard.

L'étranger se découvrit avec respect et s'inclina profondément.

Jacquard, stupéfait, était tenté de se croire le jouet d'une mystification.

— Monsieur, dit l'Anglais, je suis fier et heureux d'être admis près de vous, et je désirerais bien que mon nom ne vous fût pas tout à fait inconnu. Je suis James Vatt.

— L'inventeur des machines à vapeur? Monsieur, laissez-moi me mettre à genoux devant vous, vous êtes le plus grand homme que je connaisse!

James Vatt tendit la main à Jacquard; puis, s'asseyant à côté de lui :

— Vous me donnerez bien à souper ce soir? demanda-t-il.

— Eh! certes, oui, mais vous ferez un mauvais repas, je vous en préviens. Allons, ma femme, voilà une belle occasion de montrer tes talents de cuisinière, cria-t-il gaiment à Mme Jacquard, qui se tenait discrètement éloignée et qui se mit aussitôt à l'œuvre, pour traiter de son mieux le milord anglais, comme elle disait.

Cependant James Vatt regardait avec surprise autour de lui, et s'étonnait de la simplicité presque pauvre du logis de Jacquard.

— Quoi! demanda-t-il, vous avez doté votre pays d'une invention immense dans ses résultats, pour la vie et pour le bien-être de vos compatriotes, et on vous laisse dans l'obscurité!

Jacquard sourit, avec la mélancolie rési-

gnée, habituelle à sa noble et rustique figure.

— Je ne désire rien que de conserver cette obscurité, Monsieur; je connais trop ce qu'il m'en a coûté pour en être sorti un moment. Vous ne savez donc pas tout ce qui m'est arrivé lorsque, revenu de Paris avec ma machine, j'ai voulu l'introduire et la faire mettre en usage à Lyon? A peine une ou deux personnes en eurent-elles fait l'essai que l'on me dénonça de toutes parts comme l'ennemi des ouvriers. A entendre ces hommes égarés, j'allais réduire leurs familles au manque de travail et à la misère; si bien qu'ils s'ameutèrent contre moi, et qu'à trois reprises différentes ils me saisirent, ils m'accablèrent de mauvais traitements et voulurent me précipiter dans le Rhône, moi, Monsieur, qui ne travaillais que pour eux! moi, qui n'avais qu'une seule pensée, celle de leur être utile! Du moins, c'étaient de pauvres gens sans instruction, aveuglés par les préjugés et de bonne foi dans leur injuste fureur.

» Mais, le croiriez-vous? des prud'hommes, des personnes éclairées, décidèrent que mes métiers seraient brûlés publiquement. On vint donc chez moi et chez le petit nombre de ceux qui les employaient. On saisit tout, on traîna tout cela sur la place des Terreaux; je ne sais même pas s'ils n'allèrent point chercher l'exécuteur des arrêts criminels, pour mettre en pièces cette œuvre de mes mains. Quoi qu'il en soit, les métiers furent brisés aux acclamations de la foule, le fer fut

vendu comme du vieux fer, et le bois pour du bois à brûler.

» Depuis ce temps, je me suis retiré dans ma petite maisonnette, vivant de peu, isolé, triste et découragé surtout. Quand il me vient une idée de machine, je la repousse comme une mauvaise pensée, car j'entends sans cesse à mes oreilles les cris qu'ils poussaient en m'entraînant vers le Rhône : A l'eau ! à l'eau ! Jacquard à l'eau ! Oh ! je frissonne rien que d'y songer. Vous comprenez qu'il ne faut qu'un pareil souvenir pour que je laisse là machines, marteaux, clous et cordes. On dit qu'aujourd'hui ils se servent de mes métiers, qu'ils les nomment même des *métiers Jacquard*. Tant mieux ! mais je ne veux pas le savoir, je ne veux pas m'en occuper. Ce sont des ingrats.

— Eh bien ! reprit James Vatt, il est un pays sans ingratitude pour ses bienfaiteurs, un pays qui est la patrie de toutes les grandes intelligences ; venez l'habiter avec moi ; accompagnez-moi en Angleterre. La gloire et la fortune vous y attendent.

Jacquard releva la tête avec indignation, son front se couvrit de rougeur :

— Monsieur, lui dit-il, ce n'est pas à un homme à cheveux blancs qu'il faut proposer une lâcheté. Je gratterais plutôt la terre avec mes ongles que d'aller porter aux rivaux, aux ennemis de l'industrie française les moyens de vaincre et d'étouffer cette industrie. Oui, Monsieur, ajouta-t-il en s'échauffant davantage, j'ai là, dans ma tête, de

grandes inventions. Ils les repoussent, ils voudraient encore me tuer, peut-être, si je les leur révélais. Mais les Anglais ne les connaîtront jamais ; le vieux Jacquard est un honnête homme. Mais pourquoi m'emporter ainsi, reprit-il en s'adoucissant, vous n'avez voulu faire qu'une plaisanterie, n'est-ce pas? j'ai eu tort de la prendre au sérieux. Donnez-moi la main, et qu'il ne soit plus question de ces billevesées.

Et il tendit à l'Anglais une main fiévreuse et qui tremblait convulsivement d'émotion.

James Vatt répondit :

— Pardonnez-moi, Monsieur Jacquard, je vous ai offensé, je vous dois des excuses, je vous les offre, acceptez-les. Oui, vous avez raison, votre gloire et votre génie appartiennent à la France !

En ce moment Mme Jacquard vint annoncer que le souper était servi. On alla se mettre à table, et, disons-le à l'honneur de la digne ménagère, le souper fut exquis et des mieux entendus.

James Vatt passa huit jours chez Jacquard, causant avec lui, échangeant ses idées avec les siennes, et ne pouvant se lasser d'admirer l'étonnant génie de cet homme sans éducation première et qui devait tout à sa merveilleuse organisation et à son intelligence sans exemple. Ce temps écoulé, il prit congé de Jacquard qui, les larmes aux yeux, le conduisit jusqu'à sa voiture, non sans avoir embrassé Mme Jacquard, qui ne pouvait assez faire l'éloge de la bonhomie et de la simplicité du milord anglais.

Quinze jours après, un gendarme vint apporter à Jacquard un paquet portant le timbre du ministre de l'intérieur, et arrivé à Lyon par l'entremise dela Préfecture. Il brisa le cachet, déchira l'enveloppe, et trouva un brevet de chevalier de la Légion d'honneur.

Exprimer la joie du bonhomme à cette vue ne serait pas possible. Il riait, il pleurait, il chantait, il aurait volontiers dansé.

— Quoi ! disait-il, quoi ! ils ont enfin pensé à moi ! Ils m'ont rendu justice ! Mon pays ne me regarde plus comme un ennemi, mais comme un bienfaiteur ; car il y a là, sur ce parchemin, oui, il y a là : *pour avoir bien mérité de la patrie.* Mon Dieu, que je me sens heureux !

Mme Jacquard partagea le bonheur de son mari ; elle s'empressa d'attacher à sa boutonnière une demi-aune de ruban, le plus large qu'elle put trouver ; puis, saisissant le bonhomme par le bras, elle l'entraîna par toute la ville, avec un légitime orgueil.

Cependant l'usage des « métiers Jacquard » se répandit peu à peu, non seulement à Lyon, mais dans toute la France. On comprit enfin que simplifier les procédés de fabrication, c'était multiplier le travail et donner à l'industrie le moyen d'étendre ses produits. Lyon ne tarda pas à compter plus de trente mille métiers. De sa retraite d'Oullins, quand le vent du Nord soufflait, Jacquard pouvait entendre battre ces innombrables métiers à soie, auxquels il avait donné la forme,

le mouvement et la vie. C'était sa postérité à lui. Aujourd'hui les « métiers à la Jacquard » couvrent le monde entier, et on les trouve jusqu'en Chine, berceau de l'industrie de la soie.

La plus heureuse portion de la vie de Jacquard fut sans doute celle qu'il passa dans sa maison d'Oullins. Il partageait la majeure partie de son temps entre les exercices religieux, auxquels il fut toujours très assidu, et le travail de l'horticulture, délassement si cher aux respectables invalides de l'industrie.

Membre du conseil municipal de sa commune, il portait un vif intérêt à l'instruction primaire, pareil en ceci à bien des hommes, fils de leurs œuvres, qui sentent plus profondément que les autres l'inconvénient du manque d'éducation, par le souvenir de la peine qu'ils ont eue à surmonter cet obstacle. Jacquard aimait donc à s'enquérir des progrès des enfants, à distribuer aux plus sages de petites récompenses. Parfois même il emmenait chez lui les plus studieux de la bande. Aujourd'hui encore, plus d'un habitant d'Oullins, où la mémoire de Jacquard est en vénération, se souvient d'avoir pris part à ces joyeuses et bruyantes escapades, récréation favorite des enfants et du vieillard.

Cet homme simple et bon s'éteignit paisiblement et chrétiennement le 7 août 1834.

Quelques années auparavant, il avait perdu sa femme, mais il fut assisté et soigné jusqu'à sa

fin par sa fidèle gouvernante, amie plutôt que domestique. Associée aux travaux de Mme Jacquard depuis 1793, elle avait reçu le dernier soupir de sa chère maîtresse qui lui recommanda son mari comme un enfant encore en lisières. Ces dévouements obscurs et constants profitent souvent, plus qu'on ne pense, à la liberté d'esprit des inventeurs, en écartant d'eux les soucis matériels et vulgaires de la vie.

Les restes mortels de Jacquard reçurent des commerçants et du peuple lyonnais des honneurs mérités. Son nom est aujourd'hui *technique* dans les deux mondes. Sa statue décore la place de Sathonay, principalement habitée par des ouvriers. Nul emplacement n'était plus convenable pour un pareil monument. L'artiste a retracé heureusement la pose et la physionomie de Jacquard. Il l'a fait revivre tel que l'ont connu ses derniers contemporains. Enfin, on a vu figurer à une des expositions récentes le portrait de Jacquard sur soie, reproduit sur son célèbre métier avec une perfection inouïe. C'était la glorification suprême de l'inventeur dans son œuvre, une véritable apothéose industrielle.

J. Lebrun.

LORD PALMERSTON

HENRY JONH TEMPLE

(1784-1865)



Le monde politique se compose de deux classes d'hommes : la première compte des hommes d'État apparents, célèbres, heureux d'apposer leur signature à des traités qui garderont leur nom à la postérité ; la seconde classe est formée d'hommes relativement obscurs qui, se contentant d'être les maîtres, se soucient peu de paraître, et dédaignent la gloire et la réputation, choses assez secondaires. Ils laissent volontiers croire aux premiers qu'ils conduisent les événements, à condition d'être les vrais moteurs. Si l'on veut nous permettre de citer, en la modifiant légèrement, une parole célèbre : Les premiers s'agitent, les autres les mènent. On pourrait encore, appliquant certaine formule parlementaire bien connue, dire des premiers : Ils règnent, mais ne gouvernent pas.

Loin de nous la pensée de dire que lord Palmerston, le ministre qui a pendant si longtemps dirigé la politique de l'Angleterre, fût un de ces obscurs meneurs dont l'action reste latente ; ce serait une hérésie historique à laquelle l'histoire des années qui se sont écoulées de 1830 à 1865 donnerait un éclatant démenti ; mais, en dehors de son action officielle, l'homme d'État anglais n'en eut-il pas encore une secrète non moins importante ? Sorte de Janus politique, ne joua-t-il pas un double rôle : l'un pour la galerie, bien connu ; l'autre obscur, pour les seuls initiés, et dont la connaissance est nécessaire pour comprendre les événements contemporains ? Ne fut-il pas l'homme des sociétés secrètes dans leur lutte incessante contre ce que le Protestantismeet la Révolution avaient laissé debout de l'Europe chrétienne, si admirablement constituée par l'Église ?

I

Henry John Temple, troisième vicomte Palmerston, est né le 20 octobre 1784, à Broadlands, comté de Southampton ; il appartenait à une branche cadette et quelque peu déchue d'une famille illustre qui prétendait remonter à la conquête normande, et qui comptait parmi ses illustrations le célèbre ambassadeur de Charles II, sir William Temple. Son père, qui faisait partie de la noblesse irlandaise, remplissait

les fonctions d'attorney général pour l'Irlande.

Le jeune Temple commença ses études au collège d'Harrow, dont le souvenir était si cher à lord Byron ; il les continua à Édimbourg, puis à Cambridge. Comme tous les membres de l'aristocratie anglaise qui se destinent à la vie politique, il fit de solides études classiques. Le jeune étudiant se fit remarquer. Par sa famille il appartenait au parti tory (1) ; dès 1806, à peine majeur, il fut le candidat de ce parti pour la représentation de l'Université de Cambridge, en remplacement du grand ministre Pitt qui venait de mourir. C'était un début d'heureux augure pour le futur homme d'État. Il échoua cependant contre le candidat whig, lord Lansdowne, auquel il devait se trouver réuni plus tard, après être passé au parti whig. Du reste, l'échec fut bientôt réparé, car dans l'année même le vicomte Palmerston entrait au parlement comme représentant de Newport, et en 1811 il devenait le représentant de Cambridge ; il conserva ce dernier mandat jusqu'en 1831, où sa brusque conversion aux whigs, véritable apostasie politique, le fit écarter. Mais, en Angleterre, un homme politique important trouve facilement un siège parmi ceux qui appartiennent à son parti, et lord Palmerston avait déjà acquis une trop grande

(1) Le *parti whig*, le *parti tory*, les *whigs*, les *tories*. — En Angleterre, le parti whig est celui qui fait profession de défendre la liberté ; le parti tory est le parti conservateur. Les whigs sont opposés aux tories.

notoriété pour que les whigs laissassent en dehors du parlement leur importante recrue.

C'est sous les auspices du parti tory alors tout-puissant que lord Palmerston débuta dans la vie politique. Dès 1807, il entrait au conseil de l'amirauté, et en 1809 il prenait le secrétariat de la guerre qu'il conservait sous les ministres Portland, Perceval, Castlereagh, Canning et Goderich. Cependant il n'avait pas la parole facile, et ses débuts à la tribune n'avaient pas été brillants. Il se forma et finit par être très écouté, sans pouvoir jamais rivaliser, sous le rapport de l'éloquence, avec les grands orateurs parlementaires de l'Angleterre.

Lord Palmerston se trouva au pouvoir avec Canning, alors dans toute sa gloire. Canning unissait une haine profonde contre la France à une faiblesse marquée pour les idées de la Révolution française dans lesquelles il voyait sans doute des auxiliaires de la grandeur anglaise. Il appelait ces idées l'*Outre d'Eole*, et il se vantait de faire trembler les rois de l'Europe, en les menaçant d'ouvrir cette outre, et de déchaîner la tempête sur leurs États.

On ne peut nier que ce jeu, continué par Palmerston, qui avait pris de Canning sa haine contre la France et ses faiblesses pour la Révolution, a longtemps servi l'Angleterre. Mais si ces deux ministres revenaient, ils pourraient, en voyant l'Angleterre menacée à son tour par la Révolution et tremblant devant les explosions de la

dynamite, comprendre trop tard qu'ils ont joué un jeu dangereux qui a fini par se tourner contre leur propre pays.

II

En 1828, un désaccord de lord Palmerston avec lord Wellington, le « duc de fer », le força à quitter le secrétariat de la guerre. Il était ambitieux et peu scrupuleux; il voyait que l'avenir était aux whigs; il passa avec éclat dans leurs rangs. S'il y perdit bientôt son siège de Cambridge, il y gagna de devenir l'un des chefs du parti dont l'avènement au pouvoir était certain.

La Révolution de Juillet 1830 eut son contrecoup dans plusieurs pays de l'Europe; en Angleterre elle amena la chute des tories qui furent remplacés par les whigs. Lord Palmerston eut, dans le cabinet formé par le comte Grey, le ministère des affaires étrangères, le *Foreign-Office;* il se trouvait là sur son véritable terrain et commençait ce rôle prépondérant qu'il devait conserver jusqu'à sa mort, même alors qu'il n'était pas au pouvoir. Dès lors, il inaugura la politique étrangère qu'il devait poursuivre toujours, politique brouillonne, agressive, qui lui valut plusieurs échecs, mais qui réussit le plus souvent, au moins en apparence, et fut facilement acceptée par les Anglais, parce qu'elle semblait refaire la grandeur de l'Angleterre devenue comme l'arbitre du continent. Les deux sentiments déjà

signalés chez Canning, la jalousie contre la France, et l'amour de la Révolution, se retrouvent à un haut degré dans presque tous les actes de lord Palmerston; on peut même dire qu'ils constituent la caractéristique véritable de sa politique.

Cependant son premier acte important, l'affranchissement de la Belgique, n'était révolutionnaire qu'en apparence. Au congrès de Vienne les préventions contre la France s'étaient unies aux préjugés protestants pour soumettre les Belges catholiques à la domination de la maison d'Orange. Au lieu de ménager ses nouveaux sujets et de respecter leur foi, le roi protestant des Pays-Bas blessa les Belges dans leur conscience; il amena ainsi la révolution de 1830. Lord Palmerston se montra favorable aux Belges, mais il ne voulait pas d'une annexion qui aurait livré à la France Anvers, « ce pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre. » Il réussit pleinement : la Belgique, neutralisée, forma un État indépendant; le duc de Nemours, fils de Louis-Philippe, fut écarté, et Léopold Ier, un Cobourg protestant, fut le premier roi des Belges.

Mais, dans toutes les autres questions, la politique de lord Palmerston est absolument révolutionnaire; il profita de ce que le gouvernement de Juillet, désireux de la « paix à tout prix », lui laissait le champ libre; parfois même il l'entraîna à sa suite, contre les intérêts de la France et de sa dynastie. En Espagne, à la mort du roi Fer-

dinand, lord Palmerston soutenait Isabelle contre Don Carlos, l'héritier légitime, en haine des principes monarchiques. Louis-Philippe, au point de vue dynastique, avait tout intérêt au maintien en Espagne de la loi salique, qui ne permettait pas aux Bourbons d'Espagne de revendiquer leurs titres et leurs droits de princes français; il se mit à la suite de l'Angleterre pour donner la couronne à Isabelle et jeter l'Espagne dans la voie des révolutions et des pronunciamentos militaires dont elle n'est pas sortie depuis. En Portugal, la même haine des principes monarchiques fit intervenir lord Palmerston en faveur de Dona Maria contre l'héritier légitime Don Miguel. Le ministre anglais se constituait le défenseur cosmopolite de la Révolution, et il était approuvé en Angleterre, parce qu'il savait assurer à son pays des avantages sérieux, en même temps qu'il trompait l'opinion par un grand étalage de principes libéraux. S'il tombe un moment du ministère, c'est pour reprendre presque immédiatement le pouvoir et continuer sa politique révolutionnaire, agressive et tracassière. Du reste, ses fameux principes libéraux en vertu desquels il soutenait partout la Révolution, ne l'empêchèrent pas de se montrer absolument oublieux des droits et des besoins de l'Irlande, quoiqu'il appartînt à la noblesse irlandaise, et très dur pour le Canada. Son libéralisme de commande ne le gênait guère lorsque, par une guerre injuste, il forçait le gouvernement chinois

à ouvrir ses ports à l'opium anglais et à laisser empoisonner ses sujets.

L'acte le plus important peut-être de lord Palmerston, dans cette période de sa longue et brillante carrière, fut dirigé contre la France. Un aventurier de génie, Mehemet-Ali, avait relevé l'Égypte ; il prétendait se rendre indépendant du Sultan ; son fils Ibrahim avait battu les armées turques et conquis la Syrie ; mais le vice-roi d'Égypte se montrait sympathique à la France. Lord Palmerston intervint ; il invoqua le maintien de l'équilibre européen et le respect des traités, lui qui se faisait un jeu de compromettre cet équilibre et de détruire les traités ; il forma, en apparence contre Mehemet-Ali, en réalité contre la France, sa protectrice, une quadruple alliance dans laquelle entraient, avec la Turquie et l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, toutes les deux mal disposées pour la royauté issue des barricades. Le pacifique gouvernement de Juillet recula devant les menaces de guerre ; Mehemet-Ali, abandonné à lui-même, dut évacuer la Syrie et se reconnaître vassal du Sultan. Les Anglais étaient doublement heureux : ils s'assuraient par Constantinople où ils étaient tout-puissants l'influence en Égypte, et ils avaient infligé à la France un échec moral des plus graves. Ce fut peut-être le plus beau triomphe de lord Palmerston dans sa longue carrière politique.

Qu'on nous permette un simple rapprochement : en 1840, en haine de la France, l'Angle-

terre força Mehemet-Ali à se reconnaître le vassal du Sultan ; aujourd'hui qu'elle occupe l'Égypte, l'Angleterre conteste cette vassalité et dénie au Sultan le droit de s'occuper de ce qui se passe en Égypte. Qu'y a-t-il donc eu de changé dans l'intervalle ? L'intérêt de l'Angleterre.

III

La politique, toujours révolutionnaire, de lord Palmerston déroutait parfois les Anglais : les tories ne manquaient pas de faire ressortir les équipées de leur ancien ami ; ils le renversèrent et prirent le pouvoir avec sir Robert Peel. En homme habile, lord Palmerston laissa passer l'orage ; il attendit patiemment que ses adversaires fussent usés et lui fournissent l'occasion de les renverser à son tour.

Il fit sur ces entrefaites un voyage à Paris où, avec notre laisser-aller français, notre peu de rancune, on se montra très empressé autour de lui. Lord Palmerston voulut tout voir par lui-même, les établissements scientifiques, les Chambres, le mécanisme de notre administration, les ateliers d'industrie, les manufactures, et à toutes choses il donna des éloges et manifesta sa surprise de la grandeur et de la puissance de la France, mettant dans tous ses propos sans doute un peu d'affectation enthousiaste pour caresser notre orgueil national.

A son retour, le ministère Wellington-Peel

était renversé. Palmerston revint au pouvoir.

Malgré son enthousiasme de commande pour la France, il reprit sa politique en même temps révolutionnaire et antifrançaise. Le mariage du duc de Montpensier avec la sœur de la reine Isabelle, qui faisait du Prince l'héritier éventuel du trône d'Espagne, avait brouillé la monarchie de Juillet avec le gouvernement anglais. Palmerston pouvait donc donner libre cours à sa haine. En même temps, il soutenait en Sicile un soulèvement contre le roi de Naples. La révolte domptée, il réclamait une indemnité pour les Anglais qui avaient souffert des opérations militaires. Une flotte anglaise s'embossait devant la ville de Naples qu'elle menaçait d'un bombardement. Le gouvernement napolitain était faible; l'Angleterre pouvait se montrer arrogante sans aucun risque. L'indemnité fut payée. En Suisse, lord Palmerston soutenait contre les cantons catholiques du Sonderbund les cantons radicaux, paralysant les bonnes intentions des ministres autrichien et français, le prince de Metternich et M. Guizot.

La Révolution de Février 1848, dans laquelle on a voulu voir, non sans raison peut-être, la main de lord Palmerston, vint jeter le trouble dans toute l'Europe. Des insurrections éclatèrent à Vienne et à Berlin. Le ministre anglais ne dissimula pas ses sympathies pour les émeutiers; il obéissait à ses tendances révolutionnaires, et il était de cette école politique nombreuse, qui

prétend fonder la grandeur de l'Angleterre sur les embarras des puissances continentales. Mais ce fut surtout en Italie que lord Palmerston exerça une action néfaste. Son agent officieux, lord Minto, était activement mêlé à toutes les intrigues des révolutionnaires de la Péninsule. En même temps qu'on lançait contre l'Autriche le malheureux Charles-Albert, des mouvements étaient préparés sur divers points, grâce à l'or anglais. A Rome, le pape Pie IX, qui avait succédé à Grégoire XVI, avait inauguré son règne pontifical par des mesures de clémence ; il avait fait aux idées régnantes toutes les concessions compatibles avec les droits imprescriptibles du souverain pontificat. On s'arma contre lui de ces concessions mêmes; son ministre, le comte Rossi, ancien carbonaro que les événements avaient éclairé et rallié à la cause du Pape, qui était celle de Dieu, fut assassiné ; Pie IX dut chercher un asile à Gaëte, dans les États du roi de Naples. Palmerston et Minto triomphaient.

Leur succès fut de courte durée. Vaincu à Novare, Charles-Albert se vit menacé dans son royaume de Sardaigne. La France prit en mains la défense du Pape ; une armée française, commandée par le général Oudinot, duc de Reggio, reprit Rome aux révolutionnaires qui s'y étaient réunis de tous les pays, et Pie IX rentra triomphant dans la capitale du monde chrétien. L'échec était complet pour lord Palmerston qui voyait tous ses plans déjoués, sans pouvoir rien faire.

IV

Le coup d'État du 2 décembre 1851 venait de donner le pouvoir au prince président, Louis Napoléon, que d'anciens rapports unissaient à lord Palmerston. Comment les puissances européennes allaient-elles accueillir cet événement qui était en opposition formelle avec les traités de 1815 excluant les Bonapartes du trône de France ? Lord Palmerston s'empressa d'adhérer au régime sorti du coup d'État; il le fit de lui-même, sans avoir consulté ni ses collègues du ministère, ni les Chambres, ni la Reine. C'est du moins ce que dit lord Normanby, dont l'accusation n'a jamais été sérieusement contestée : « Jonh Russel affirma que le secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères (Palmerston) avait écrit plusieurs dépêches aux ambassadeurs, sans y avoir été autorisé par le cabinet, et sans en avoir donné connaissance à la Reine. *Il avait altéré des dépêches, revêtues de la signature royale*, et enfin, ce même secrétaire s'était mis aux lieu et place de la couronne, négligeant ainsi et foulant aux pieds les droits de la Reine, afin de faire prévaloir son avis sur l'état des choses à Paris. »

Il était difficile de revenir sur cette reconnais

sance, qui avait entraîné celle des autres puissances ; on n'y songea pas en Angleterre, mais lord Palmerston, qui avait violé toutes les règles parlementaires, fut abandonné par ses amis politiques et dut donner sa démission. Il n'avait jamais prêché ni pratiqué le pardon des injures ; il ne le fit pas à cette occasion ; il se vengea des whigs qui l'avaient abandonné en amenant le triomphe des tories.

Mais c'était « l'homme nécessaire » ; selon le mot d'un diplomate du temps, « on ne pouvait se passer de lui. » Il reprit donc le pouvoir, et en 1855 se vit de nouveau premier ministre et maître de la situation. D'ailleurs, dans l'intervalle, les événements avaient justifié sa reconnaissance hâtive de Napoléon III. Qu'auraient fait les Anglais pour arrêter les Russes s'ils n'avaient pas eu l'alliance de la France ?

En Crimée, l'armée française avait sauvé l'armée anglaise menacée de destruction à Inkermann ; elle avait décidé la chute de Sébastopol et par suite la conclusion de la paix, en enlevant la tour Malakoff dans le glorieux assaut du 8 septembre. Ce sont là des services que l'orgueil anglais ne pouvait pardonner. La guerre n'était pas terminée que déjà lord Palmerston témoignait à la France toute sa mauvaise volonté. Un général anglais, qui avait loyalement signalé le succès d'une attaque française en même temps qu'il rendait compte de l'échec d'une attaque anglaise, était disgracié.

V

Le 12 mai 1849, le *Globe* publiait un article qui fut généralement attribué à lord Palmerston qui n'en nia pas la paternité : « Tout le système établi par le Congrès de Vienne est en pleine dissolution, disait-on ; et lord Palmerston a sagement agi lorsqu'il n'a pas voulu prêter son concours pour opposer une digue aux vagues envahissantes..............................

« Le plan qu'il a formé est celui d'une nouvelle configuration de l'Europe, l'*érection d'un royaume allemand vigoureux*, qui puisse être un mur de séparation entre la France et la Russie....... enfin un royaume de l'Italie supérieure, dépendant de la maison de Savoie. »

On croirait lire un prophète, tellement le journaliste a deviné juste.

Le Congrès de Paris qui suivit la guerre de Crimée allait fournir à lord Palmerston l'occasion de préparer et commencer la mise à exécution du plan exposé par le *Globe*. Il avait pour cela un complice, Cavour, le ministre italien ; une dupe, Napoléon III. L'envoi tardif en Crimée d'un corps piémontais parfaitement inutile avait ouvert à Cavour l'entrée du Congrès de Paris. On sait ce qui s'y est passé, grâce à la

complaisance du plénipotentiaire français, le comte Walewski, président du Congrès. Contrairement à toutes les règles du droit international, le comte de Cavour attaqua des souverains indépendants, le Pape et le roi de Naples, sur lesquels le Congrès n'avait pas à se prononcer. Le lieutenant de lord Palmerston, lord Clarendon, déclara que le gouvernement pontifical était le pire des gouvernements, que la condition de la Romagne, placée entre l'état de siège autrichien et le brigandage, était affreuse, et qu'il n'y avait d'autre remède que la *sécularisation*, des réformes libérales, une administration conforme à l'esprit du siècle. Cavour ne manqua pas de faire chorus.

Des réformes libérales on se souciait peu. Pie IX ne les avait-il pas accordées dans la mesure du possible, et n'était-il pas prêt à faire encore toutes les concessions nécessaires ? Ce qu'on voulait, c'était porter un coup mortel au catholicisme, en détruisant la liberté, l'indépendance du chef de l'Eglise.

On poussait l'empereur Napoléon III parce qu'il n'allait pas assez vite. « J'ai insisté auprès de l'Empereur, écrivait M. de Cavour, sur la nécessité d'avoir une attitude décidée (dans la question romaine), et je lui ai dit que, pour commencer, j'avais préparé une protestation que je remettrais le lendemain à Walewski. L'Empereur a paru hésiter beaucoup. Il a fini par me dire : « Allez à Londres ; *entendez-vous bien*

« *avec Palmerston*, et à votre retour, revenez me « voir (1). »

Comme un chef supérieur, lord Palmerston menait la campagne. Il se jouait devant le public de petites comédies comme celle-ci que raconte M. de Mazade et qui avait pour but de sauver les apparences. « Le prince de la Tour d'Auvergne, alors représentant de la France à Turin, lisait à M. de Cavour une dépêche de l'Empereur d'après laquelle la France se refusait à seconder la lutte contre l'Autriche. « Mais c'est fini, lui dit M. de « Cavour d'un air narquois ; le Roi a reçu hier de « l'Empereur une lettre qui termine tout. » Le prince de la Tour d'Auvergne dut replier sa dépêche officielle et s'en aller en méditant sur la difficulté de servir les souverains qui ont deux diplomaties. » C'est à lord Palmerston que la France et l'Europe doivent la guerre de 1859 dont Sadowa et Sedan sont sortis comme la conséquence sort des prémisses. Cavour et Palmerston avaient triomphé des hésitations de l'Empereur.

VI

Pendant qu'il poussait ainsi l'empereur Napoléon dans une voie qui devait être si fatale et à sa dynastie et à la France, lord Palmerston ne

(1) Charles de Mazade, *Le comte de Cavour.*

faisait même pas trêve à sa gallophobie. Il se montrait l'un des plus opposés aux projets de M. de Lesseps, parce qu'il venait d'une initiative française. Aujourd'hui les Anglais prétendent mettre la main sur le canal de Suez, creusé malgré eux. N'est-ce pas la grande route de l'Inde, et dès lors ne doit-il pas leur appartenir?

Au lendemain de la guerre d'Italie, Palmerston arrachait à l'Empereur les traités de commerce qui lui ouvraient le marché français, au grand détriment de notre industrie nationale.

Alors que le traité de Villafranca pouvait amener un rapprochement entre la France et l'Autriche et conjurer les dangereuses conséquences de la politique révolutionnaire inaugurée par la guerre d'Italie, lord Palmerston empêchait le rapprochement, et, plus que M. de Cavour lui-même, contribuait à faire abandonner ce traité par l'empereur Napoléon.

Aussi lorsqu'il mourut, le 18 octobre 1865, toujours ministre tout-puissant, lord Palmerston pouvait-il se rendre ce témoignage qu'il n'avait cessé de travailler pour la Révolution et contre la France. Avait-il également travaillé pour l'Angleterre, comme il s'en flattait et comme l'ont cru et le croient encore bien des Anglais? Oui, en apparence, mais non peut-être en réalité. La carte de l'Europe remaniée par lord Palmerston et les revendications révolutionnaires qui ont franchi la Manche semblent préparer à la vieille

Angleterre bien des difficultés, dont elle ne pourra pas se dire innocente.

On a dit, au moment de la mort de lord Palmerston, que cet homme d'État avait laissé des Mémoires dont la publication aura lieu plus tard. Dans ces Mémoires, dira-t-il la vérité, cet éternel menteur qui avait toujours double langage? Donnera-t-il l'explication de cette singulière divination qu'il a parfois montrée en exposant l'avenir? Révèlera-t-il le secret de sa puissance qui dépassait de beaucoup celle que pouvait avoir le premier ministre anglais, si grand fût-il? S'il dit la vérité, ses Mémoires seront curieux et pourront éclairer d'un jour singulier bien des faits récents. En attendant, lord Palmerston se pose comme une espèce de sphinx historique devant l'écrivain qui étudie sa vie et qui se demande s'il n'a pas devant lui un de ces hommes qui ont eu le triste honneur d'avoir à leur disposition toutes les forces des sociétés secrètes conjurées pour la ruine de l'Eglise et de la société.

JEAN MANDÉ.

CHAM

(1818-1879)



Le 6 septembre 1879 s'éteignait, sans agonie, Amédée-Charles-Henri, comte de Noé. Tout ce qui vit de la plume ou du crayon, tout ce qui comprend et jouit des charmes délicats de la critique alerte et sans fiel, frappant d'un coup nerveux, comme l'éventail d'une grande dame ; tout ce qui observe, ou se rit des travers de notre humanité, c'est-à-dire toute la France, s'émut en apprenant la mort du spirituel dessinateur, du fin caricaturiste, que le gros public ne connaissait guère que par le pseudonyme qu'il s'était choisi : *Cham*.

Né le 26 janvier 1818 rue du Faubourg-Saint-Honoré, dans l'hôtel construit par le financier Law devenu en 1817 la propriété du parfumeur Chardin, le huitième enfant du comte de Noé, pair de France, et de Miss Caroline Halliday,

distribua pendant quarante ans les étincellements de son esprit et les saillies de son humour dans tous les journaux et dans toutes les œuvres littéraires de l'actualité parisienne.

La famille des comtes de Noé se ramifie à celle des grands comtes toulousains, et son ancienne terre seigneuriale faisait partie des quatre baronnies de l'Armagnac; pouvant remonter leurs quartiers jusqu'au onzième siècle, deux des trois sœurs de Cham furent dames de l'Ordre royal de Thérèse de Bavière.

Le comte de Noé père de notre héros faisait ses études au collège d'Harcourt (1), lorsque l'émigration le contraignit de les achever en Angleterre, au collège de Stoneyhurst, alors dirigé par les Jésuites : il y apprit en très peu de temps l'anglais, l'allemand et l'indoustani. Attiré peut-être par cette langue vers le merveilleux pays des *premières sagesses,* il prit du service au 10e régiment de l'armée de l'Inde, où il obtint une lieutenance, et combattit contre Tippoo-Saïb.

Pendant un voyage à Londres, il épousa, en 1804, Miss Caroline Halliday, et retourna dans l'Inde avec sa jeune femme. A cette union des deux races le spirituel et fin dessinateur dont nous esquissons la vie dut certainement son originalité, son talent si personnel unissant

(1) Raoul d'Harcourt, chanoine de Paris, archidiacre de Rouen et de Coutances, conseiller de Philippe le Bel, fonda en 1280, à Paris, le collège d'Harcourt, sur l'emplacement duquel a été bâti le lycée Saint-Louis.

l'humour britannique à la gaieté française, corrigeant la lourdeur de John Bull par la naïve finesse de Jacques Bonhomme, rehaussée d'une pointe de gentilhommerie languedocienne.

Cette note donnait un attrait piquant à sa conversation fantaisiste et prime-sautière, à son maintien sérieux et froid, *francisé* par l'expression de son œil lumineux, au regard fouillant plutôt que perçant ; et sa toilette se ressentait de l'éducation anglaise de ses jeunes années.

L'enfant était né chétif : sa constitution resta nerveuse et délicate malgré les soins de sa mère et ceux de sa gouvernante Maria Scutton. Inquiets de sa croissance hâtive, ses parents résolurent de ne lui faire commencer aucune étude avant que son tempérament se fût fortifié. Son enfance se passa en grande partie à l'Isle-de-Noé (1), autrefois appelée l'Isle d'Arbéchan, belle terre près de Mirande, devenue terre patronymique de la famille depuis le seizième siècle. Son vaste château restauré en 1756 est entouré d'un parc immense, d'une admirable prairie bordée par la Baïse, qui autrefois se partageait en deux bras pour entourer le domaine devenu presqu'île par cette loi funeste, que le progrès ne vit qu'aux dépens du pittoresque, et que plus l'homme gagne en civilisation, en industrie, en richesses matérielles, plus il perd en air pur et vivifiant ; il met la brique et la fumée où Dieu

(1) *Isle-de-Noé*, ou *Isle-Bayse* (Gers), bourg de 1.000 hab., canton de Montesquiou.

avait placé les herbes salutaires et les arbres aux riches frondaisons.

Là, l'enfant grandit encore ! Mais il se fortifia quelque peu. En vertu d'un phénomène étrange, les longues jambes ont le mouvement et la marche en horreur : l'ibis reste songeur près des roseaux.

Au lieu de courir par les allées du parc, de faire des culbutes sur la pelouse, de se rouler dans l'herbe de la prairie, tout embaumée de ces fleurs du Languedoc les plus parfumées de toutes les plantes, Cham passait de longues heures assis sur ses talons, crayonnant avec rage. On lui prenait son crayon, il volait un charbon ; on le lui enlevait, il savait, sur le bord de la Baïse, un coin ombreux, bien fourni de terre glaise, il s'y réfugiait et pétrissait des *bonshommes*.

Il avait à peine six ans qu'il voulait faire le portrait de tous les visiteurs. Et quels portraits ! Jamais il ne lui vint à l'esprit de copier les traits de son modèle ; ce qui le frappait, c'était l'expression accentuée par le côté comique. Quelque grotesque et inexpérimenté que fût le dessin, on reconnaissait le trait caractéristique du visage, l'expression de l'habitude ou de la manie. En ce sens, on peut dire que Cham fut le précurseur des *impressionnistes*.

Ses frères, les domestiques de la maison, les gens du village lui servaient le plus habituellement de types : il les dessinait de *chic* avec une sûreté étonnante dans un enfant n'ayant fait

aucune étude. La femme de chambre anglaise que la comtesse de Noé avait ramenée de l'Inde, laquelle ne voulut jamais apprendre le français ni quitter son costume original; le nègre Tombey acheté par le comte à Ceylan, exercèrent d'abord le talent et la verve du futur caricaturiste. Tombey surtout, dont la laideur égalait la vanité, lui était un modèle accompli. Cham crayonnait sans jamais se lasser les mines coquettes du nègre qui se croyait fort beau et se regardait à chaque instant dans un petit miroir, qu'il plaçait au fond de son chapeau. Son allure, ses géstes excentriques et simiesques se retrouvaient clairement dans le trait naïf du dessin.

Lorsque le papier manquait au jeune artiste, il ne s'arrêtait pas pour si peu : les murs, les portes, les planchers se couvraient de formes étranges, toujours comiques malgré l'incorrection de leurs lignes grotesques.

Enfin, il fallut songer à commencer l'éducation d'Amédée de Noé ; il fut placé dans la pension aristocratique et parfaitement tenue de M. Cros, docteur ès-lettres à Paris, qui choisissait ses élèves et leur aplanissait les chemins arides de la science avec un dévouement tout paternel. Ce mode d'enseignement par la douceur et la persuasion eut seul raison de la nature fugace de Cham, qui ne montra que là quelque goût pour l'étude.

De fréquents malaises, la fatigue de la croissance interrompaient ses classes : on pensa que

l'enfant se trouverait mieux d'un air fortifiant. Cham dut quitter la maison de la rue Saint-Dominique, et fut envoyé à Boulogne-sur-Mer dans une pension anglaise.

Le docteur Bury, pasteur protestant, s'était établi dans une annexe de l'ancien petit séminaire; il ne recevait guère que de jeunes Anglais des plus riches familles. Cham se montra chez le Révérend un élève fort peu appliqué; M. Le Petit, professeur de dessin, eut seul à se louer du nouveau pensionnaire.

A seize ans, Cham toujours délicat revint à Paris. M. de Reusse préparait alors avec succès les aspirants à l'Ecole polytechnique, ses parents l'y placèrent. La liste de ses condisciples serait constellée de noms devenus célèbres. Paul Lacroix, le Père Enfantin et son ami Retouret, un nom illustre, Gounod ; les autres, tous hommes de talent et d'esprit, ont fait leur chemin dans le monde.

La pension occupait un hôtel rue de Vaugirard, tenant au coin de la rue Férou par le mur du jardin, dont les arbres hauts et touffus prêtaient leurs maîtresses branches aux élèves vagabonds, pour sauter dans la rue Férou et prendre l'air des boulevards.

Cham en usait largement : ses jambes d'échassier, n'ayant à soutenir qu'un corps de mouette, lui rendaient l'escalade facile. A l'institution de la rue de Vaugirard comme à Boulogne-sur-Mer, Amédée de Noé ne prit que fort peu de science

et d'embonpoint; hors le dessin et les mathématiques où il tenait le premier rang, il laissait volontiers ses condisciples à la tête des listes. Il égayait le temps des classes en faisant et refaisant la charge de ses professeurs sur ses cahiers d'étude, illustrés de croquis et de portraits. Pendant les récréations, l'esprit humoristique du futur dessinateur se manifestait par les farces qu'il exécutait avec un imperturbable sang-froid, ou qu'il débitait sans qu'un muscle de son visage trahît la plaisanterie de l'histoire saugrenue, acceptée par les naïfs, à l'ébaudissement des plus avisés. Ces mystifications duraient quelquefois assez longtemps; celle qu'il fit au fils d'un épicier, en lui persuadant qu'il était un prince d'Orléans, entré *incognito* à l'institution pour partager l'éducation de la bourgeoisie, est restée légendaire entre toutes.

Le dessin et les mathématiques étant les facultés les plus appréciées aux examens de l'Ecole polytechnique, le comte de Noé résolut de profiter des dispositions de son fils pour l'y faire admettre. Il lui fit suivre les cours de M. Guérard. Cham était plutôt absorbé par sa passion pour le dessin que rebelle aux sciences; l'intelligence et la mémoire, une sorte d'intuition suppléaient à ce qui lui manquait de zèle et d'attention. Les examens parurent d'abord favoriser les projets du comte de Noé; mais il arriva que, justement au concours de mathématiques sur lequel on comptait pour le triomphe, le candidat,

attendant l'appel de son numéro, crayonne, sans presque s'en apercevoir, et par habitude de main et d'esprit, la charge d'un monsieur se promenant dans la salle. Le papier passe de main en main, il arrive jusqu'aux examinateurs : ils le regardent et daignent sourire. Le tour de Cham arrive enfin, il passe au tableau. Une voix l'interpelle et lui pose le problème à résoudre d'une manière confuse, et d'un ton acerbe qui ne promet pas l'indulgence. Le patient lève les yeux, son examinateur est l'original de la caricature. Ce que voyant, Amédée de Noé pose la craie, et s'éloigne gravement.

La famille de Cham ne fut certes pas insensible à cette boutade : elle fermait la porte de l'école à l'incorrigible *barbouilleur de papier*. Ainsi le qualifiait un parent sans indulgence. Cependant, il est absolument faux que le père ait maudit l'enfant, qui, pour ce fait, aurait pris le nom du second fils de l'illustre patriarche, *inventeur* de la vigne, dit le paysan bourguignon. Cette légende est probablement une des meilleures plaisanteries de Cham à quelques naïfs curieux.

Cham, à cause même de l'excentricité de son caractère, attribué avec quelque raison à la faiblesse de son tempérament, était, bien au contraire, le Benjamin de la famille qu'il ne quitta jamais, ayant vécu sous le toit paternel jusqu'à la mort de son père, que précéda de trois ans celle de sa mère dont il était adoré. Les plaisanteries qu'il faisait à ses frères n'amenèrent

jamais de querelles sérieuses; quant à ses sœurs, Madeleine eut pour lui une tendresse toute maternelle, et Marie-Anne, plus jeune que lui, ne lui était pas moins attachée.

La fortune et la position du comte de Noé lui permettaient de choisir une autre carrière pour son fils. M. Lacave-Laplagne, député du Gers, alors ministre des finances de Louis-Philippe, était un ami. Cham entra au ministère des finances comme expéditionnaire au secrétariat général. Le papier ministériel remplaça les cahiers d'études et se couvrit de la caricature du baron de Boubers, secrétaire général, homme grave et fort sévère en matière de service. L'amour de la bureaucratie n'atteignit pas le cœur du nouvel employé, arrivé quatrième dans le bureau où le travail était assez léger et permettait au dessinateur d'esquisser la charge de tous les visiteurs et de tous les amis de ses collègues. Ses charges, déjà spirituelles, jamais blessantes, faisaient la joie du bureau. Quelque loisir que lui laissât la besogne de l'État, dont se chargeait d'ailleurs volontiers M. Percheron de Monchy, son ami, Cham ne pouvait y plier son esprit indépendant; ses absences se firent de plus en plus fréquentes; le secrétaire général, impatienté, lui fit signifier d'être plus ponctuel.

— Si M. de Boubers veut être bien servi, qu'il prenne un nègre ! dit Cham au garçon de bureau ahuri.

Après quelque temps, de plus en plus employé

à représenter le secrétaire général sermonnant son expéditionnaire, confondant sa paresse, essayant de le fixer à son bureau, Cham résolut d'embrasser la carrière artistique, la seule pour laquelle il se sentait des capacités certaines, et le déclara à ses parents. Le pair de France répondit par un refus net et positif. Cham ne se découragea pas ; il pria, supplia : le comte fut inflexible ; alors, désespérant d'obtenir le consentement de son père par les moyens respectueux, il se résolut de tenter un grand coup : il quitta l'hôtel.

Cham, léger d'argent, vécut néanmoins en gentilhomme, dépensa sept francs pour son déjeuner et dix pour son dîner ; sans la tendresse de sa sœur Madeleine il eût été fort empêché. Il lui fit demander, en secret, de l'argent, certain qu'elle l'aimait trop pour le laisser embarrassé. Cela d'ailleurs ne dura guère.

La famille, désolée, faisait chercher partout inutilement le fils rebelle, qui logeait chez un ami où il eût pu défier longtemps la police ; mais il se lassa promptement de la vie d'aventures, et le troisième jour, à l'heure du dîner, l'enfant prodigue revint prendre sa place à la table où il était toujours attendu. Les cris de joie des frères et des sœurs l'accueillirent, la mère l'embrassa en pleurant ; le chef de famille s'écria :

— Fais ce que tu voudras, et ne nous quitte plus.

Il en coûta beaucoup au comte de Noé de voir

son fils renoncer aux traditions de la famille ; la voie militaire ou la voie administrative conduit seule aux fonctions élevées d'un gouvernement quel qu'il soit, républicain ou monarchique ; mais le père était trop prudent pour ne pas céder de bonne grâce à ce garçon obstiné, dont la vocation paraissait irrésistible, et qu'une sévérité exagérée eût pu conduire à quelque folle escapade.

Sans faire grand fond sur le talent de son fils, et loin de soupçonner la place qu'il occuperait dans le monde de l'actualité, l'ancien pair de France jugea que cet esprit indépendant et froid ne se contraindrait jamais à suivre une route tracée par un autre que lui-même. Mieux valait encore la passion de l'art pour occuper le temps et la pensée du jeune homme, dont la santé lui était un continuel sujet d'inquiétude. Les médecins de Paris et de Londres s'accordaient à trouver la poitrine fort compromise ; retenir au foyer paternel l'adolescent, que le moindre excès pouvait perdre, devenait une nécessité.

Plusieurs membres de la famille manifestaient des aptitudes remarquables pour le dessin ; le comte de Noé, lui-même, élève de Macaire, charmait la longueur des séances de la chambre des Pairs en *portraicturant* ses collègues avec un réel talent. Cette collection, gravée par M. Macaire, devait être publiée ; il n'en reste à la bibliothèque de l'Isle-de-Noé qu'un album d'épreuves intéressantes.

En 1826, le comte de Noé fit paraître l'*Expédi-*

tion anglaise de l'Inde en Egypte, ouvrage qu'il serait curieux d'étudier aujourd'hui. Les dix-neuf lithographies de ce volume sont de l'auteur, qui s'intéressait à toutes les branches de l'art. Il organisa sous le *préfectorat* de M. de Chabrol le premier atelier de peinture sur vitrail qu'on ait vu en France. Là, furent exécutés les vitraux de l'église Sainte-Elisabeth de Paris, bel essai de la renaissance d'un art regardé, bien à tort, comme absolument industriel.

La Ville honora les travaux et l'initiative du comte de Noé par une médaille d'argent ; le pair de France faisait partie de toutes les commissions s'occupant des beaux-arts ; il fut un des plus zélés fondateurs de la société des *Amis des Arts* dont il resta le président, et son salon s'ouvrait à tous les artistes de son temps. Le comte de Noé ne pouvait faire moins pour son fils qu'il ne faisait pour beaucoup d'autres jeunes gens qu'il guidait dans le choix d'un maître. Cham ayant montré jusque-là un attrait particulier pour les types militaires, son père le conduisit à Charlet, nommé tout récemment professeur de dessin à l'Ecole polytechnique.

La rue de Vaugirard ne présentait point alors une suite indéfinie de maisons ; de l'Odéon à la barrière elle était coupée de jardins, d'espaces libres se couvrant au printemps de verdure et d'herbes folles ; conservant à la rive gauche sa physionomie de faubourg, dont les beaux et vastes hôtels gardaient un pied dans la cité et

l'autre dans la campagne. A la hauteur du n° 74, une manière de chalet émergeait d'un terrain laissé à la nature ; la rustique maison servait de ruche à quelques artistes sculpteurs ou peintres. Charlet y avait son atelier particulier, et celui de quelques élèves, sept ou huit au plus, qu'il n'admettait que sur les recommandations expresses de ses amis. Le peintre de la *Retraite de Russie*, fort indifférent d'ailleurs aux progrès de ses élèves, auxquels il accordait à peine un conseil de temps en temps, augura fort peu de son nouvel élève travaillant en amateur, et dont les croquis se transformaient en charges vivement enlevées aux applaudissements de ses camarades.

Ce grand garçon émacié, silencieux et froid, ne se mêlant point aux plaisanteries d'atelier, et ne paraissant pas ressentir la gaieté qu'il éveillait dans les autres, fut jugé par le Maître un de ces fils de famille cherchant dans l'art un remède à leur ennui. Aux questions du comte de Noé désireux de connaître les aptitudes de son fils, Charlet répondit :

— On ne sait pas toujours ce que feront les jeunes gens : les uns promettent beaucoup et restent en route, d'autres tiennent plus qu'ils n'ont promis.

Le talent de Charlet, trop exclusif, ne pouvait longtemps retenir la féconde imagination de Cham. Malgré son attrait pour les scènes militaires, il ne voulait pas s'y confiner ; son père l'approuva et le fit entrer à l'atelier de Paul

Delaroche, très en faveur et recevant de nombreux élèves. Cham garda deux choses des leçons de Charlet : une grande facilité à saisir la physionomie du soldat français, et sa propre physionomie d'officier. Il s'était si bien imprégné des habitudes et du langage de notre armée, depuis le soldat jusqu'au général, qu'il en reflétait les gestes et les attitudes. Qui ne l'a pris sur le boulevard pour un officier en congé ? Sa barbiche, ses longues moustaches retroussées, soulignant la ferme assurance du regard, la correction et la simplicité du costume, tout en lui sentait le *troupier*, et le peintre Yvon, son ami, ne put trouver meilleur *document* pour le profil du voltigeur de la garde, dans la *Bataille de Solférino*. En 1838 l'atelier de Paul Delaroche comptait une centaine d'élèves dont beaucoup sont devenus célèbres, et dont plusieurs ont surpassé leur maître ; le jeune de Noé y trouva des amis.

Cham ne fut jamais un élève laborieux, il suivait sa verve. Comme étude, il dessinait d'après nature lorsque les événements de la journée ne lui fournissaient ni charge ni caricature.

Dieu sait ce que l'esprit et la jeunesse attisent d'excentricités dans les cerveaux de vingt ans ! Les paisibles habitants de la rue Mazarine passaient de cruels moments lorsque les élèves, après chaque heure de travail, venaient prendre, disaient-ils, « un peu de bon air dans la rue. » Interpellations aux passants, mystifications aux concierges, taquineries aux marchands, tout

paraissait légitime à ces jeunes gens débordants de verve et de gaieté. Une histoire des plus drôles, restée légendaire parmi les voisins de l'Institut, est celle du ballon, entré, malignement peut être, par la fenêtre du premier étage dans l'atelier d'un relieur. Il faisait très chaud, l'honnête artisan déjeunait près de la baie ouverte, il était au dessert : la vessie gonflée tomba dans le fromage à la crème! Les rires éclatèrent; le relieur outré lança dans le tas le plat et son contenu ; la gaieté redoubla ; toute la rue y prit part, riant de la mine burlesque des éclaboussés et des gestes furibonds du brave homme, qui, exaspéré, lançait sa vaisselle et des projectiles de toutes sortes sur les rieurs, dont les lazzis égayaient les passants. On s'était trop amusé pour en rester là ; la scène fut dessinée sur la façade de l'atelier, faisant vis-à-vis à la fenêtre du relieur. Cham était de cette équipée, mais ordinairement il se mêlait peu aux joies de la rue; toujours correct, il avait la plaisanterie sérieuse; c'était du ton le plus froid, le plus mesuré qu'il débitait les *fumisteries* les plus abracadabrantes, et traçait, sans que ses lèvres se détendissent, le dessin le plus drôlatique.

— Il s'amuse en dedans, disait un de ses amis, méridional fort expansif.

Cham s'amusait peut-être, mais il n'y paraissait guère; il est remarquable que tous les grands critiques puisent dans leur tristesse les gaietés qu'ils font éclore. En nous montrant de la parole,

de la plume ou du crayon les travers ou les vices de notre pauvre humanité, Cham n'en riait pas plus que Molière ; les voir et les saisir si constamment ne peut être que la conséquence d'une vision particulière du jugement, vision qui échappe aux esprits bien équilibrés, aux tempéraments sains, portés naturellement à l'indulgence.

Les murs de l'atelier conservèrent longtemps une frise composée par Cham et brossée par Yvon, laquelle représentait les différentes fonctions du *père Poisson*. Revêtu du titre de *massier*, M. Poisson recevait les cotisations des élèves ; il devait en outre contenir les écarts des plus turbulents et faire observer le règlement imposé par le Maître. M. Poisson, musicien, était incorporé dans la musique de la garde nationale, alors florissante : il y jouait de la clarinette. Ces deux positions ne lui donnant que des appointements des plus modiques, il cumulait, et remplissait à l'Opéra la place de contre-basse.

La première partie de la composition montrait le père Poisson jouant de la clarinette au coin d'une borne ; plus loin, revêtu de son uniforme, il s'escrimait de l'épée contre les tabourets de l'atelier ; enfin, l'escarcelle à la main, il rudoyait un élève récalcitrant, et fuyait sur la Belgique emportant la caisse.

Il n'était sortes de mystifications que ces messieurs ne se permissent à l'égard de ceux dont ils croyaient avoir à se plaindre ; l'imperturbable sang-froid de Cham, sa manière de dire les plus

renversantes énormités le désignaient aux premiers rôles, dans ces charges dont il était souvent l'auteur. Les créanciers, les marchands de couleurs surtout, ne venaient pas sans émotion relancer leurs débiteurs au milieu de leurs camarades.

L'un d'eux fut un jour aperçu par Cham, au moment où il tournait la rue Mazarine, se dirigeant vers l'atelier. Cham prévient son ami, débiteur dudit marchand pour une assez forte somme; il le fait coucher dans l'énorme tiroir du meuble où l'on serrait les bosses (1).

A l'entrée du marchand, tous les élèves travaillent avec acharnement.

— Où donc est M. X... ? demande le créancier cherchant des yeux avec une certaine inquiétude.

Cham le conduit au tiroir entr'ouvert, le tire et lui montre le jeune homme couvert d'une poussière blanchâtre.

— Le Maître l'a condamné à huit jours de tiroir pour une mauvaise esquisse ; il a encore six jours à rester là-dedans.

Et, d'un geste tragique, il referme le tiroir. Le créancier, ahuri, s'excuse et sort sans réclamer la dette.

Les plaisanteries n'étaient pas toujours aussi

(1) En Dessin et en Peinture, on appelle *bosse* une figure ou une portion de figure moulée en plâtre, en terre cuite, etc., d'après laquelle on s'exerce à dessiner, pour mieux imiter le relief du corps.

innocentes. Paul Delaroche se fâchait quelquefois, et c'est à la considération due au maître et aux familles que souvent les jeunes fous évitèrent la *correctionnelle*. Une des charges dont les suites faillirent amener les plaisants, non seulement devant les juges, mais en cour d'assises, fut le duel simulé de Cham et d'un jeune homme, assez mauvais sujet, d'éducation plus qu'ordinaire, croyant se poser en fils de famille en faisant de l'aplomb et grand tapage.

Défiant tout le monde, il prit un jour Cham à partie. Pour lui donner une leçon et juger de la bravoure qu'il affectait, Cham se dit offensé.

— Monsieur, lui dit-il, je suis officier de chasseurs, je ne me laisserai pas insulter par un drôle de votre espèce et vous me rendrez raison.

Le duel fut décidé, chacun choisit ses témoins, séance tenante. Offensé et témoins ne voulaient que s'amuser du bravache. Tout fut réglé d'un air funèbre, et l'on se rendit sur le terrain. Il était convenu entre les jeunes gens de mettre des bouchons dans les pistolets.

Cham très froid, son adversaire très ému furent placés par leurs témoins à la distance marquée, et reçurent leurs pistolets chargés avec un surcroît de cérémonie. Cham, étant l'offensé, pouvait tirer le premier ; mais, par courtoisie, tous deux devaient tirer au commandement de *trois*. Un seul coup part et le jeune homme tombe raide. Très émus et très étonnés, Cham et ses camarades se précipitent, relèvent le pauvre

mystifié, qui n'est assurément pas blessé, mais qui reste longtemps sans connaissance, et qu'on eut beaucoup de peine à faire rire de la plaisanterie des bouchons.

Quelques jours après, le nouvel élève ne parut plus à l'atelier; dans une de ses visites, Paul Delaroche annonça qu'il était malade. Vivement impressionnés, Cham et quelques élèves se rendirent à l'hôtel habité par M. X... qui, fils d'un brasseur du département du Nord, n'avait pas de parents à Paris. Là on leur dit que la maladie exigeant certains soins et menaçant d'être longue, on avait transporté le malade à la maison Dubois. Il était tard, on remit au lendemain la visite. Lorsque les jeunes gens se présentèrent à l'hospice, M. X... venait de mourir.

Cette affaire eut un grand retentissement; la presse s'en empara, la commenta, l'aggrava. Le jeune homme avait-il été blessé? sa mort, causée par les suites de la terrible émotion éprouvée, n'était-elle pas imputable aux mystificateurs? Une enquête judiciaire prouva que M. X.... était mort d'une inflammation causée par des excès de toutes sortes. Mais ces débats furent particulièrement désagréables à Paul Delaroche, qui prit la résolution de renoncer au professorat.

Cette décision annoncée à ses élèves les affligea profondément. Les jeunes artistes déjà sur la brèche se réunirent à leurs successeurs encore à l'atelier pour tenter une démarche près du Maître.

M. Delaroche céda, touché de cette marque de sympathie, et ne voulant pas quitter cette jeunesse qu'il aimait, dans un moment de mauvaise humeur; mais fort peu de temps après, prétextant sa fatigue et l'altération de sa santé, il se retira définitivement. Cham, se trouvant assez fort pour travailler seul, ne choisit pas d'autre maître. Il crayonnait, crayonnait, amis, parents, visiteurs, passants aperçus un peu partout, et dont les allures l'avaient frappé.

Il faisait un peu de peinture chez Yvon, égayant l'atelier de son ami par les réflexions pleines d'humour qu'il débitait froidement, du ton détaché d'un indifférent causeur. Yvon, déjà en vue, aidait le caricaturiste de ses conseils pour les croquis militaires. Voulant faire l'entrée des Français à Pékin, Cham montra au peintre de bataille l'esquisse d'un régiment, tambours en tête, entrant dans la ville du Fils du Ciel. Yvon lui fait remarquer l'absence du tambour-major. Comment faire? le régiment, suivant ses conducteurs battant la charge, les poussait presqu'à la marge de l'esquisse. En trois coups de crayon Cham dessine un gigantesque tambour-major courbé en deux, qu'il accompagne de cette légende :

— Ayant passé six semaines dans l'entrepont d'un navire, il a pris un faux pli et n'a jamais pu se redresser.

Quoique sans but marqué, Cham travaillait beaucoup plus dans le petit atelier qu'il s'était

aménagé à l'étage supérieur de l'hôtel de son père, qu'il ne l'avait fait dans ceux de ses deux maîtres. Là il recevait beaucoup ses amis, et la *great attraction* de ces soirées était... la Lanterne Magique !... Cham en dessinait et coloriait les sujets, il les expliquait de sa voix flegmatique avec une verve étourdissante.

Jamais l'artiste n'accompagnait sa mère, ni ses sœurs, ni même son père dans les salons ouverts à la famille. Il leur préférait la société de ses amis. Etait-ce la faiblesse de sa santé qui l'éloignait ainsi des réunions aristocratiques, où son esprit lui marquait une place autant que son nom ? N'était-ce pas plutôt l'ennui de toute contrainte ? Il aimait ses amis sans doute, mais il aimait surtout laisser aller sa fantaisie. Cham n'était *gentlemen* qu'à la surface.

En 1839, le premier ouvrage que le spirituel dessinateur soumit au jugement du public, fut sa propre caricature. Ses frères, répondant à ses incessantes plaisanteries, l'appelaient *M. La Jaunisse ;* sa maigreur excessive et son teint de cire légitimaient le surnom. Très admirateur des ouvrages de Topffer, dont le talent correspondait si bien à la tournure de son esprit, il fit l'odyssée de *M. La Jaunisse* en s'inspirant de l'auteur de *M. Jabot.*

A la fermeture de l'atelier de la rue Mazarine, le fils du comte de Noé désira se mesurer aux dessinateurs satiriques en possession de la faveur parisienne: Daumier, Gavarni, Traviès et Henri

Monnier, dont Philipon éditait les charges élégantes ou grotesques.

Pendant son court séjour au Ministère des finances, Cham avait été présenté à l'habile impresario des dessinateurs, par un ami de sa famille, M. de Montcloux, qui l'avait surpris faisant un portrait-charge sur un papier d'expédition. Philipon l'avait encouragé en l'exhortant au travail. Il résolut de revoir le directeur du *Charivari*, son père l'accompagna dans cette visite. Les esquisses de M. *La Jaunisse* plurent à Philipon, qui lui donna cent francs en lui disant :

— Vous arriverez ; apportez-m'en d'autres.

M. Lamélasse suivit de près *M. La Jaunisse ;* puis, au commencement de 1840, *l'Histoire de M. Jobard*, premier ouvrage signé du pseudonyme d'Amédée de Noé, qui, avant de reconnaître ses enfants, voulait savoir s'ils lui feraient honneur.

— Quel nom donnerons-nous au public, maintenant que vous êtes sûr de vous et de lui? demanda Philipon.

— C'est vrai. Eh bien, je suis le fils de Noé ; mettez Cham !

Voilà la très simple origine de la légende des malédictions : légende que Cham se plaisait à raconter de mille manières aux curieux, aux naïfs et aux badauds.

Cham a signé nombre de planches et dessins de la lettre initiale de son nom de famille : *Cham de N.*

Sur le titre illustré de *Deux vieilles filles à marier*, on voit dans le paraphe de Cham un petit bonhomme sortant de l'Arche.

Au commencement de 1840, le jeune artiste était connu ; il donnait au journal légitimiste « la Mode » *un Créancier trop pressé, le Microscope à gaz*, sans que sa collaboration au Musée Philipon s'en trouvât ralentie. Il y illustra d'une manière charmante les Contes de Perrault devenus aussi populaires outre-Manche. Ses caricatures furent particulièrement goûtées des Anglais. Alors que le *Punch* (1) était dans toute sa vogue, un capitaliste, voulant faire concurrence à ce journal, offrit à Cham un engagement de 40.000 francs pendant trois ans; mais l'artiste, vraiment français, refusa de s'expatrier.

Aujourd'hui, 40.000 francs seraient l'offre d'un rogneur de pistoles ; mais, à cette époque, 40.000 francs représentaient 100.000 francs de notre monnaie, tant a crû la valeur du talent, ou... tant a diminué celle de l'argent.

Cham possédait une activité de travail incroyable, une prestesse de crayon allant de pair avec la conception. Aussi, albums comiques, illustrations du Musée Philipon, parodies théâtrales, croquis satiriques des romans à la mode, fantaisies innombrables de la plume et du crayon, il n'était pas de journal ou de revue qui ne désirât la collaboration du dessinateur dont les plus originales fantaisies gardaient le *Kant*, et

(1) Journal anglais.

dont les plus fortes critiques n'égratignaient personne.

En novembre 1843, parut la première planche de Cham au *Charivari*. On vaguait alors en plein désert ; la lutte avec Abd-el-Kader se prolongeait; l'enlèvement de la smala du prince arabe avait fait grand bruit. Cham offrit aux Parisiens le côté drôle de ces choses terribles : *les Mœurs algériennes* eurent un grand succès, et l'artiste prit au *Charivari* la place qu'il a tenue jusqu'à sa mort.

Il serait impossible de citer l'œuvre de Cham, tant cet œuvre est considérable et multiple. Un grand nombre de ses compositions humoristiques survivent à l'actualité qui les a inspirées, et beaucoup, collectionnées par les amateurs, donneront aux futurs historiens de notre temps des renseignements précieux sur nos mœurs et nos tendances artistiques et littéraires. Les charges de la parodie du *Juif Errant*, d'Eugène Sue, sont un chef-d'œuvre d'esprit : ce petit volume est déjà recherché.

Cham, par goût et par tempérament, aimait le *coin du feu*. Une fois pris dans le grand engrenage parisien, il ne voyagea guère et n'alla jamais en Afrique, ni après ni avant la prise d'Abd-el-Kader, comme l'ont insinué quelques-uns de ses biographes. Vers 1843 il accompagna sa sœur Madeleine en Angleterre. Après un court séjour à Dieppe, le frère et la sœur s'embarquèrent pour retrouver à Ramsgate lady Stepney Manners,

leur aînée, près de laquelle ils passèrent une saison. Dans le salon de lady Manners, Cham rencontra le romancier Dickens et lady Morgan, fort liés avec la maîtresse de la maison, femme d'une instruction aimable et d'une exquise distinction. L'esprit original de l'artiste français fut très goûté de la société littéraire choisie que recevait Mme Manners. Cham fut bientôt recherché des caricaturistes anglais. Une lettre de Philipon le mit en rapport avec les Directeurs du *Pictorial-Times*, MM. Vizetelly, qui s'empressèrent de lui demander des dessins pour l'illustration des *Ballades espagnoles* du professeur Ayrtoun, et des *Contes humoristiques* de M. Ch. Martin, depuis secrétaire de S. M. la reine Victoria

La merveilleuse facilité de Cham, la promptitude avec laquelle il exécutait ses dessins étonnaient et ravissaient les artistes d'Outre-Manche. Du *Pictorial-Times* Cham sauta au *Punch*; il y fut recommandé par Douglas Jerrold, le célèbre humoriste. Le directeur, M. Mark Lemon, prévint Cham, dès sa première visite, qu'il allait faire porter chez lui un nombre respectable de bois, afin que de longtemps il n'eût point à se déranger et qu'il pût travailler en toute liberté. Trois jours après, le paquet rentrait à la direction du *Punch*. Grande déception du rédacteur en chef. Quelle mouche avait piqué M. de Noé? Pourquoi renonçait-il à collaborer au journal? Enfin, on essaierait de savoir à qui l'on devait ce désagrément. Ce n'était peut-être qu'un mal-

entendu. Il fallait aviser au plus vite et envoyer des bois à un autre artiste. On ouvre le paquet... Les bois sont dessinés! Les légendes, aussi spirituelles que l'exécution des sujets, sont d'un comique et d'une vérité admirables.

Dans un court billet d'envoi l'artiste demande de nouveaux bois. Cette incroyable activité fit grand bruit dans Londres; toute la presse s'en émut; le romancier Thackeray voulut connaître « *ce diable de Français* » et offrit à Cham un repas digne de la joyeuse Angleterre. Ce *banquet*, comme on dirait aujourd'hui, fut l'entrée définitive du caricaturiste dans la presse anglaise dont il connut là les plus éminents représentants, qu'il rencontra dans la suite à la taverne du *Cheshire-cheese,* où il prit l'habitude de déjeuner lorsqu'il allait aux journaux avec lesquels il conserva des relations suivies et auxquels il donnait, à chacun de ses voyages, de nombreux croquis.

La prodigieuse fécondité de Cham lui attira plus d'ennemis que sa verve satirique : voir son nom partout et toujours agaçait ceux dont la conception plus lente, le travail plus difficile se trouvaient distancés par cet habile crayon, serviteur d'un cerveau incessamment en travail. Dans l'actualité, le comte de Noé arrivait toujours bon premier.

Sa plaisanterie, au contraire, amusait tous les esprits, même lorsqu'elle s'attaquait à quelque personnalité. Elle égratignait doucement, elle ne mordait pas; soit qu'il frappât de la plume

ou du crayon, l'artiste restait gentilhomme.

Une terrible crise de la maladie qu'il s'efforçait de cacher à sa famille interrompit les travaux du dessinateur; force lui fut de se laisser soigner et de prendre du repos. Depuis son enfance, Cham était sujet à des attaques d'hémoptysie si violentes, qu'il restait parfois plusieurs heures sans mouvements, épuisé par des crachements hémorrhagiques. Pour ne point inquiéter sa mère, très nerveuse et tremblant sans cesse pour la vie de ses enfants, Cham, au premier symptôme, montait au logement de Constant Boxictaël, valet de chambre de son père, dont la femme, Angélique, le soignait avec un dévouement qui ne s'est jamais ralenti, et remplaçait près du malade celui de la bonne Maria Scutton, morte dans la famille.

Cham affectait une grande insouciance à l'égard de sa santé, il paraissait ne voir dans ces crises douloureuses que des accidents sans importance, mais il en connaissait la gravité et n'en plaisantait que pour donner le change à ses amis.

Il écrivait à Philippe Gille :

« Le médecin m'assure que je n'ai aucune
« maladie organique, seulement un vaisseau
« rompu ; mon cas rentre donc dans les accidents
« maritimes. »

Les fatigues de son enfance, les soins incessants dont il était l'objet avaient appris à Cham les faiblesses de son organisme ; un médecin célèbre, dans une consultation originale, lui avait

laissé voir que ses poumons lui semblaient plus que délicats; l'adolescent s'était fortifié, mais il est certain que les malaises inhérents à une constitution aussi délicate influèrent sur les idées intimes et le caractère de l'artiste, comme ils le firent sur les habitudes et la direction de sa vie.

A peine convalescent, le critique observateur se remit au travail, et la révolution de 1848 le trouva en pleine verve : les *Études socialistes*, *Proudhon en voyage*, les *Croquis politiques*, et vingt autres albums spirituels et amusants se vendirent en France et même chez nos voisins.

L'œuvre très remarquable de cette période, où toutes les célébrités politiques défilèrent devant le caricaturiste, est *l'Assemblée nationale comique*, comptes rendus des séances de la Chambre écrits pour le *Charivari* par M. Auguste Lireux; édités par Michel Lévy, qui en demanda les illustrations à Cham. Cette galerie des principaux meneurs du parti socialiste et républicain, les dupeurs et les dupés, est fort intéressante au triple point de vue de l'histoire de notre siècle, des progrès de la caricature artistique, et de l'étude des courants humoristiques d'une époque de transformation marquant la fin du romantisme et le commencement des idées nouvelles : le spirituel crayon de l'artiste a su fixer, sur la physionomie de chaque représentant, la caractéristique de sa personnalité.

Cham ne voyait ses modèles qu'à la Chambre; il ne consentit jamais à nouer de relations avec

aucun de ceux qui lui servaient de cible. Proudhon, à Sainte-Pélagie, se trouvant voisin de cellule d'un ami de Cham, que le caricaturiste visitait assez souvent, désira lui être présenté.

— Non, dit Cham, si je causais une heure avec lui, je ne pourrais plus l'attaquer.

Le théâtre, mais *le théâtre de genre*, ne pouvait manquer de tenter la verve comique d'Amédée de Noé : MM. Altaroche et Louis Huart prenaient la direction des Folies-Nouvelles, particulièrement réservées aux pantomimes et aux opérettes ; les amis du directeur et les collaborateurs de Louis Huart au *Charivari* ne manquaient pas d'y aller passer quelques heures en folle causerie. Le mime Paul Legrand faisait alors courir tout Paris. Cham fit pour lui le scénario de *Pierrot-Quaker* dont Bovery écrivit la musique, et qui eut un certain succès. La comtesse de Noé, souffrante depuis la mort de sa fille Madeleine, mourut avant la première représentation, et Cham, l'âme en deuil, ne put jouir des applaudissements de son début.

Plusieurs années se passèrent avant que le directeur des Variétés reçût *Une Martingale*. En 1864, *Le Serpent à plumes* de MM. Cham et Philippe Gille, musique de Leo Delibes, fut représenté au théâtre des Bouffes. La collaboration des auteurs faillit tourner au tragique : Cham prétendait que le nom du marquis d'Hervey de Saint-Denys, qui lui avait donné l'idée de la pièce, parût sur l'affiche. La discussion

s'échauffant, sur un mot de Gille impatienté, on prit des témoins séance tenante; on était à la répétition de la pièce; l'heure s'avançait; les témoins discutaient toujours les conditions du combat dans un cabinet à peine séparé de celui où les attendaient les deux champions, qui ne perdaient pas un mot des débats. Exaspérés de cette position ridicule, ils descendirent et sortirent du théâtre par le passage Choiseul qu'ils arpentèrent chacun de son côté, dans une obscurité à peine traversée par les reflets des deux lanternes du passage. Enfin, Cham s'écria :

— Vous savez que c'est bête comme une oie, ce que nous faisons là! Vous ne m'avez pas compris.

Et là-dessus, nouvelle discussion. Au plus vif, Cham ouvre les bras, Gille les lui prend, et ils s'embrassent.

Ils vont, ils vont, causant d'une nouvelle œuvre à faire, et arrivent devant la demeure de Cham.

— Et nos témoins? dit Gille.

— Qu'ils discutent en paix! répond Cham, en reconduisant à son tour son ami.

Le Myosotis, en collaboration avec William Busnach, parut en 1866; Cham s'intéressait au compositeur Charles Lecocq, alors inconnu; il l'imposa pour la musique. Une parodie de *Patrie*, et *L'œil du Commodore*, toujours en collaboration de Busnach, furent représentés successivement au Palais-Royal et aux Variétés. Le *Malade au mois*, en collaboration avec Albert de Lasalle du *Charivari*, fut un vrai succès en 1868.

Cham avait dans ses tiroirs une mine de projets d'opérettes et de fantaisies comiques. Mais, ainsi que le dit si justement son historien, M. Félix Ribeyre, « malheureusement son idée reposait « sur une pointe d'aiguille, et n'avait pas l'am- « pleur voulue pour édifier même un petit acte. »

L'esprit et l'imagination ne suffisent pas à bâtir une opérette ; si courte que soit l'aventure, il faut en conduire les péripéties ; le trait, qui suffit à la plaisanterie ou à la charge dessinée, est insuffisant pour faire tenir le plus léger libretto.

Un second deuil frappa l'artiste : le comte mourut le 6 février 1858, trois ans après la comtesse. La perte d'un père si parfaitement bon, dont la tendresse et la sollicitude le suivaient dans l'âge mûr, fut pour Cham un de ces coups dont la plaie ne se ferme jamais. Un ami que rien ne décourage est chose rare, même dans la famille. Amédée de Noé n'oublia jamais celui dont l'indulgence et les conseils lui facilitaient la voie qu'il s'était choisie, en dehors des traditions et des espoirs paternels.

Jusqu'à la mort de son père, Cham habita l'hôtel de famille assez éloigné du centre parisien, surtout à cette époque où les merveilleux quartiers de Monceaux et de l'Arc de Triomphe n'avaient pas encore détrôné la Chaussée d'Antin. Le dessinateur du *Charivari*, du *Monde Illustré*, et de toutes les actualités parisiennes, s'installa rue Vintimille, dans une maison habitée par son

ami Charles Lecocq. Là il put recevoir ses nombreux amis et commencer les réceptions légendaires où, excepté l'esprit de l'amphitryon, le talent des musiciens, la verve des journalistes et la gaieté de tous, on manquait du superflu et même du nécessaire.

Les dîners de Mme Scarron étaient des festins de Sardanapale, comparés à ceux offerts par Cham à ses amis. Il fallait que l'esprit y servît non seulement de rôt, mais encore de dessert et de potage.

Comme tous ceux que leur profession retient à Paris, Cham adorait la campagne presque autant que les animaux, il ne rêvait que basse-cour, et tenta, rue Vintimille, d'élever un canard qu'il faisait barboter dans sa cuvette. L'intéressante bête le suivait partout et répondait aux discours étonnants de son maître par un joli *can, can*. Les gens qui aiment vraiment les animaux leur parlent et s'en font comprendre; il n'en est point qui ne connaissent les habitudes et le langage de celui qui les soigne et les nourrit. Il s'établit un lien sympathique entre l'intelligence humaine et celle de l'animal le moins doué : c'est le grand problème que cherchent à sonder ceux que Dieu n'a pas déshérités tout à fait de la royauté de l'Eden. Un signe mystérieux les désigne sans doute aux créatures qu'ils doivent se soumettre par l'amour et la justice, ainsi que nous le prouvent les François d'Assise et tant de vénérables personnages.

Quelque beau que soit un canard, il a bien des désagréments ; il fallut s'en séparer et le mettre au vert ; le laitier de Cham le prit en pension, et Bijou, le chien favori, resta seul en possession des tendres soins de son maître.

En 1867, Cham trouva aux Batignolles une maison et un grand jardin où il put, son imagination aidant, se croire à la campagne. Rue Nollet, il eut une véritable basse-cour qu'il visitait plusieurs fois par jour, et pour l'entretien de laquelle il ne souffrait pas d'économie.

Ce fut tout ce que ce « galérien de Paris » — un de ses collaborateurs le désignait ainsi, faisant allusion à l'énorme tâche remplie chaque jour dans les feuilles illustrées — ce fut tout ce qu'il eut de son rêve ; mais il vécut dans la rue Nollet comme il eût vécu au fond de la Sologne, sans souci des voisins, ni pour ses relations, ni pour ses toilettes. Ce qui lui était commode était adopté ; sa santé exigeait d'ailleurs des soins particuliers, la délicatesse des organes de la poitrine lui défendait toute compression : il lui fallait éviter non seulement le froid, mais toute bise un peu aigre : c'était une condition essentielle de santé. Cham s'était combiné pour l'hiver un costume « simple et de mauvais goût », disait-il, mais parfaitement hygiénique ; il se composait d'une longue robe de chambre, en tartan, à carreaux rouges, tombant sur des bottes à tiges molles, où ses maigres jambes, couvertes de bas moelleux, s'enfouissaient jus-

qu'aux genoux. Un grand veston en tissu anglais, tenant beaücoup du paletot féminin par sa coupe et ses grandes poches, enserrait la robe de chambre qui semblait une jupe. Cham, ainsi attifé, sous un chapeau de jardin, parcourait non seulement son domaine, mais sortait dehors, courant après Bijou, qui, chaque fois que la grille s'ouvrait pour un fournisseur ou pour une visite, se hâtait de passer entre les jambes et de s'enfuir de toute sa vitesse de griffon.

L'événement le plus grave de la vie d'Amédée de Noé fut son mariage avec Mlle Jeanne Leroy, célébré le 24 juillet 1867 à la mairie de Puteaux, pour éviter toute formalité à Paris. Par une dispense spéciale de Mgr l'Archevêque, les bans furent publiés seulement dans l'église de la petite ville, comme le mentionne l'acte du registre paroissial.

Dans l'étude intéressante écrite sur Cham et sa famille, M. Félix Ribeyre parle fort peu de la comtesse Amédée de Noé ; réserve tout à fait honorable pour l'ami dévoué de Cham, qui ne pouvait ou ne voulait donner les motifs de cette énormité, attribuée par quelques-uns à une faiblesse de caractère, et par quelques autres à un manque absolu de sens moral.

Cham était chrétien, sa mort l'a prouvé ; le gentilhomme gardait au fond de son âme loyale et généreuse les traditions et les principes religieux de la famille ; il vint un moment où certains conseils trouvèrent un écho dans cet esprit

plein de droiture et de justice. Il voulut légitimer une position jusque-là inavouable et que nous devons blâmer. A l'âge ou il était arrivé, avec sa santé et ses habitudes, le comte de Noé ne pouvait épouser une femme de son éducation et de son rang. Il avait mis un pied dans le pays de Bohême, il n'y voulut pas rester et fit ce qu'il crut juste et nécessaire pour en sortir, sans trop déranger sa vie.

Nous avons signalé ailleurs les principes *économiques* de la table de Cham.

Si l'avarice de Jeanne Leroy n'eût eu d'autre mobile que d'épargner pour le bien-être de l'artiste l'argent qu'il eût jeté aux quatre vents de la fantaisie, elle l'eût entouré au moins de ce luxe confortable et bourgeois que les femmes les plus vulgaires s'ingénient à créer autour de l'homme qu'elles aiment. Cham, outre une certaine fortune personnelle, gagnait beaucoup et pouvait recevoir honorablement ceux qu'il aimait réunir à son foyer. Il souffrait assurément de les voir si mal servis chez lui. Il eût pu exiger une cuisine mieux faite et plus abondante, mais il eût fallu supporter les cris, les lamentations de son irascible compagne; soutenir d'interminables discussions ; son caractère et sa santé ne lui permettaient pas cette lutte de toutes les heures, il aimait mieux plaisanter de l'inhospitalité de sa maison et de l'exiguïté des plats ; il en prévenait ses invités.

— Venez ; madame de Noé a gardé l'os du gigot

que nous avons entamé dimanche avec Lecocq ; c'est aujourd'hui mercredi, il en reste encore.

Il assurait que les gens qui volaient des petits pains à la porte des boulangers sortaient presque toujours de chez lui. Il ajoutait, en soulignant sa phrase de son regard railleur, que le commissaire s'écriait en les voyant :

— Vous sortez de chez Cham. Pauvres gens ! On y meurt de faim. Allez, et n'y retournez plus.

Les nombreux amis du caricaturiste affrontaient en riant un mauvais repas dans une salle à manger sans stores en été et sans feu en décembre ; on y venait pour le maître de la maison, toujours étourdissant d'esprit et d'entrain, et pour s'y trouver réunis. Quelques-uns apportaient un appoint au dîner et les plus frileux gardaient leur paletot ; surtout si l'on se trouvait du côté de la porte sans bourrelets, et qui, s'ouvrant et se fermant pour le service, souffletait les convives d'un courant glacé.

Lorsque la comtesse de Noé faisait observer que tel ou tel avait dîné là sans se plaindre :

— Je crois bien, disait Cham, ils en sont au Père-Lachaise.

Dès que l'investissement de Paris fut imminent, Cham pressa la comtesse Marie-Anne de Noé, sa sœur, et la comtesse Héléna, leur nièce, de partir et de se réfugier chez lady Stepney en Angleterre ; il les accompagna au dernier train qui traversa les lignes prussiennes. Quant à lui, il ne voulut pas quitter Paris, et malgré la fai-

blesse de sa santé il fit le rude service des remparts comme le plus robuste garde national. Il eut un pied gelé et marcha assez longtemps chaussé d'une bottine et d'une pantoufle.

Toujours le crayon à la main, il faillit au commencement du siège être assommé par de trop zélés citoyens qui le prenaient pour un espion prussien. On en voyait partout, hélas ! Conduit chez le commissaire de police, les vêtements en loques et sans chapeau, Cham s'amusa de la perplexité du magistrat, auquel il dit se nommer de Noé et qui l'entendit, tout à coup, appeler Cham, par une personne le reconnaissant, en passant, par hasard.

Cham était fort connu rue Nollet et faisait beaucoup de bien autour de lui, usant de ses nombreuses relations pour rendre ou faire rendre service à ceux qui venaient se recommander à sa bienveillance. Il obtint, par Rochefort, la délivrance d'un sergent de ville, emprisonné sur l'ordre exprès du comité central pendant la Commune ; lui-même faillit être pris, ou enrôlé par les communards, qui se présentèrent rue Nollet, pour le sommer d'entrer dans la compagnie de son quartier. Pendant que Mme de Noé parlementait, assurant aux insurgés qu'il était malade, Cham prit Bijou dans ses bras, grimpa au mur de son jardin, l'enjamba et s'enfuit à Versailles où la comtesse le rejoignit. A Versailles, la grande occupation du caricaturiste fut ses démarches pour l'élargissement de nombreux

prisonniers que lui recommandaient ses amis ; il allait incessamment du secrétaire de M. Thiers à M. Macé, chef de la police de sûreté, s'adressant à toutes les personnes un peu influentes pour appuyer ses suppliques.

Ce fut à Versailles qu'il perdit son pauvre Bijou, auquel les privations du siège avaient occasionné une maladie que les tendres soins de son maître ne purent guérir. Le tenant sur ses genoux, Cham lui administrait tout ce qu'il croyait pouvoir le soulager. Mme de Noé voulut par un certain médicament abréger les souffrances de la pauvre bête; mais Cham n'était pas pour rien membre de la société protectrice des animaux, il entra en fureur, redoubla de soins, mais ne put que pleurer son cher griffon et le faire enterrer sous un bosquet de fusains.

Depuis longtemps les amis de Cham s'efforçaient d'attirer l'attention du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sur les travaux du caricaturiste dont la verve spirituelle et originale savait amuser sans froisser la personnalité privée de ceux qu'elle prenait à partie.

Plusieurs notabilités de la littérature et des arts, MM. Alfred Arago, Charles Desmazes, Paul Dalloz et Alexandre Dumas fils, demandèrent au gouvernement de M. Thiers, puis à celui du maréchal de Mac-Mahon, la croix de la Légion d'honneur pour le comte Amédée de Noé, dont la légitime fierté se refusait à toute démarche personnelle.

En janvier 1877, M. Alexandre Dumas prend sa meilleure plume et adresse à M. Waddington, alors ministre, une épître si convaincante, que le 9 février la nomination du dessinateur paraissait à l'*Officiel*, aux applaudissements de la presse et à l'étonnement du nouveau chevalier, qui remercia son ami par une lettre dans laquelle je relève cette phrase charmante :

« Ce n'est pas une croix qui honore un homme, « ce sont des amis comme vous. »

Il terminait par cette coquetterie d'un esprit toujours jeune :

« Je porte mon ruban en rosette, ça fait très bien. »

Peu de temps après sa nomination de chevalier, Cham éprouva une vive contrariété ; un journal mit en cause ses croquis, l'accusant de plagiat,lui l'artiste prime-sautier par excellence.

Après des pourparlers, l'affaire n'eut pas d'autre suite.

Déjà très affaibli par le mal qui minait sourdement sa vie, Cham, qui était de première force à l'escrime, voulut s'y remettre ; il le fit avec tant de fougue et d'ardeur qu'aux exercices de la salle, il fatiguait le professeur. Dans la soirée du troisième jour, étant sorti sans pardessus, tout échauffé de l'assaut, il rentra frissonnant, et les crachements de sang se multiplièrent à si courts intervalles que, malgré son peu de confiance aux médecins, le docteur Potain fut appelé. Le professeur de la Faculté

déclara la poitrine gravement atteinte. L'émotion éprouvée par l'artiste en apprenant la mort de son maître d'armes, qu'il attribua aux fatigues de ses derniers assauts, multiplia encore les accès d'hémoptysie, et Cham ne se remit pas complètement de cette secousse. Cependant, dès qu'il se sentit mieux, il reprit la plume et le crayon, et aussi sa confiance, ou plus justement son espoir dans les prétendues découvertes pharmaceutiques annoncées par la réclame, et surtout dans l'emploi journalier du goudron et de l'huile de foie de morue. Ce régime enraya les progrès d'un mal, qui, ordinairement, emporte ses victimes en pleine jeunesse.

En 1878, une terrible crise le surprit, on le crut mort; les soins du docteur Niderkorn prolongèrent cette débile existence jusqu'au printemps suivant. L'été fut très pénible pour le malade que l'oppression étouffait et pour qui la marche devenait de plus en plus difficile : bientôt il dut renoncer aux promenades en voiture, et restait tout le jour dans son fauteuil, la tête appuyée sur la main, pour couvrir ses yeux fatigués et affaiblis. Ses nombreux amis le visitaient, et s'ingéniaient à lui rendre moins lourdes les heures qui lui restaient encore à souffrir et dont l'inaction était le pire tourment de ce travailleur nerveux et fécond.

Dans le salon où l'on avait transporté le lit de Cham afin qu'il eût plus d'air, se rencontrait tout ce que la Presse et les Arts comptaient de

plus aimable et de plus illustre, et, aussi souvent que le leur permettaient les nombreuses occupations de leur vie charitable, le fondateur de l'orphelinat d'Auteuil, l'abbé Roussel, et le curé de Sainte-Marie-des-Batignolles, qui consola les derniers moments du chrétien et passa en prières près de sa dépouille la dernière nuit funèbre.

Nous trouvons dans le livre de M. Ribeyre, livre où nous avons pu vérifier l'exactitude de nos propres renseignements, des détails touchants sur les derniers jours du spirituel et brillant caricaturiste ; il nous permettra de citer ceux-ci.

« Montrant à l'abbé Roussel une petite mé-
« daille que la comtesse de Noé lui avait mise
« au col, il lui dit avec un faible sourire :

« — C'est plus facile à porter que mon vési-
« catoire. »

« Le vendredi, veille de sa mort, le médecin
« le pressait de se mettre au lit.

« — Mon cher docteur, dit-il, dans notre fa-
« mille on ne se couche que pour mourir. »

Cham, en effet, ne prit le lit que le samedi, il s'était couché à minuit le vendredi. Sur l'avis du docteur Niderkorn, auquel il avait fait promettre de l'avertir, lorsque l'heure serait venue, Amédée de Noé demanda les derniers sacrements et s'éteignit dans la paix à trois heures de l'après-midi, le 6 septembre 1879.

Le jugement porté sur l'artiste, sur son esprit

et son talent est unanime ; il est le premier caricaturiste de notre temps. Les jugements portés sur l'homme sont bien divers. Le comte de Noé ne se montrait qu'à ses amis ; eux seuls purent apprécier sa générosité, et sa mansuétude faite d'un grand fond d'indulgence, et de beaucoup du laisser-faire indolent de ceux que fatigue tout mouvement violent du corps ou de l'esprit.

Nous n'ajouterons qu'un mot : jamais son crayon n'attaqua ce qui touchait à la religion ou aux principes fondamentaux de la société.

C. de Beaulieu.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages



Bar-le-Duc. — Typ. Schorderet et Cie


COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 01 08 18 10 9